





Le Monde

# étranger

## DIPLOMATIE

### LES CONSULTATIONS FRANCO-ALLEMANDES

## Paris et Bonn ne veulent pas que leur volonté de dialogue avec l'U.R.S.S. soit interprétée comme un signe de faiblesse

De notre envoyé spécial

Les trente-sixième entretiens réguliers franco-allemands se sont achevés vendredi 11 juillet à Bonn par une conférence de presse commune de MM. Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing.

Le président français a dressé à cette occasion le bilan du voyage officiel en R.F.A. qu'il avait entrepris lundi et achevé juste avant l'ouverture du sommet de Bonn. Il a d'autre part annoncé que le président de la République fédérale d'Allemagne, M. Karl Carstens, serait prochainement invité en France.

Bonn. — Les consultations franco-allemandes régulières instituées par le traité de l'Élysée du 22 janvier 1963 appartiennent depuis longtemps à la routine diplomatique. La session qui s'est achevée vendredi 11 juillet après-midi dans la capitale fédérale allemande était la trente-sixième du genre, et le thème principal de la suite, qui aura lieu en février à Paris, est déjà fixé. Pourtant, la crise des rapports Est-Ouest et le voyage officiel de M. Giscard d'Estaing en R.F.A. devaient donner à cette réunion de Bonn un caractère inhabituel et lui fournir certains sujets de discussion dont la portée dépassait sensiblement l'ensemble des dossiers techniques de la coopération bilatérale.

La crise des rapports Est-Ouest : M. Giscard d'Estaing et M. Schmidt ont tenté de tirer ensemble des enseignements de leurs rencontres respectives avec M. Brejnev et ont pu vérifier qu'en matière de relations avec le Kremlin, il était utile, estime-t-on à Paris et à Bonn, de manifester que, en dépit de l'invasion soviétique en Afghanistan, tout dialogue « était possible, même si l'U.R.S.S. interprète cette volonté de dialogue comme un signe de faiblesse de l'Occident. C'est bien pourquoi, tout en se félicitant l'un et l'autre d'avoir rencontré M. Brejnev, les deux chefs d'État ont insisté, au cours de leur conférence de presse commune, vendredi après-midi, sur le fait que la précédente déclaration franco-allemande sur l'Afghanistan, qui condamnait l'intervention soviétique, demeurait toujours valable, même si la position du Kremlin sur d'éventuels pourparlers consacrés à la limitation des armements en Europe restait l'indéfini.

### Un voyage « impressionnant »

Le président français a toutefois fait à ses interlocuteurs allemands deux observations. D'une part, la France, puissance nucléaire indépendante, n'est pas directement concernée par un effort de limitation de l'OTAN et des fusées S.S. 20 soviétiques. D'autre part, ces deux types d'armement, dans l'immédiat, contiennent d'être produits et mis en place : une négociation, encore hypothétique, ne porterait au mieux que sur le plafonnement de leur nombre.

La visite d'État de M. Giscard d'Estaing : ce voyage a été, selon la formule du chancelier, « extrêmement réussi, et impressionnant ». Il reste toutefois à en apprécier la portée exacte. Le président français a été reçu à l'aéroport avec une insistance remarquable, un appel à l'indépendance et à un redressement de l'Europe dont la coopération franco-allemande n'est que le moteur. M. Schmidt s'est montré favorable au principe d'un renforcement de cette coopération avec Paris. Mais la R.F.A. ne souhaiterait certainement pas se trouver engagée dans une opération qui pourrait sembler, peu ou prou, dirigée contre les États-Unis.

On en est bien conscient du côté français, où l'on insiste sur le fait que le renforcement de l'autorité diplomatique du Vieux Continent ne comporterait aucune infirmité à ses alliances naturelles. « Les puissances indépendantes ont toujours eu des alliances », en particulier la France », a dit M. Giscard d'Estaing avant d'indiquer qu'il ne s'agissait pas exactement pour l'Europe de prendre au rang de super grand, concept qui est aujourd'hui au centre de la réflexion diplomatique. Mais la démarche parallèle du président français et du chancelier allemand vis-à-vis du Kremlin dans l'affaire afghane est jugée, à Paris, comme une bonne illustration de ce que pourrait être le comportement d'une Europe décidée à « retrouver sa place dans les affaires du monde » : la prise d'initiatives que Washington n'approuve pas nécessairement, mais qui, sur le fond, ne remettent pas en cause la fidélité à l'Occident. Il est probable qu'on la pense aussi du côté allemand, mais visible qu'on ne souhaite pas trop le dire.

### « La R.F.A. n'est pas une puissance nucléaire »

L'accès à d'autres parts été mis par le chancelier Schmidt sur l'impression qu'il accorde à la coopération militaire franco-allemande. Il a insisté sur le fait que sa présence au côté du président français lors des cérémonies militaires de Baden-Baden, mardi, montrait que l'entente entre les deux capitales s'exerçait sur un terrain-là aussi, de façon équilibrée. M. von Bülow, ministre français de la Défense, s'est entretenu avec son collègue allemand, M. Hans Apel, du projet de construction d'un char de combat franco-allemand pour les années 90, projet dont on dit, de part et d'autre, que, contrairement à ce qu'affirmerait l'ancien article du *Financial Times*, il ne connaît actuellement aucune difficulté majeure.

« La R.F.A. n'est pas une puissance nucléaire et n'envisage pas de le devenir », a dit le chancelier, mais elle apporte au dispositif militaire occidental une contribution qui est, me semble-t-il, appréciée. M. Schmidt a mis l'accent sur la nécessité d'un contre-poids européen à la puissance militaire soviétique, en pris acte dans la déclaration française, de ces dispositions d'esprit tout en demeurant convaincu qu'on ne pourra guère progresser

dans cette voie, pour l'instant, qu'à coup par coup.

Comme il est de tradition, les ministres de l'un et l'autre pays ont fait le point, deux à deux, sur les différents dossiers de la coopération entre Paris et Bonn. MM. Jean-François Poncelet et Hans-Dietrich Genscher ont évoqué ensemble la situation au Proche-Orient, les relations Est-Ouest — à propos desquelles l'ensemble avait été traité entre M. Giscard d'Estaing et M. Schmidt — et la situation en Corée du Sud : il a été décidé de demander aux sept autres membres de la Communauté européenne leur accord sur le principe d'une démarche commune auprès du gouvernement de Séoul en faveur du chef de l'opposition, M. Kim Doo-Jung, menacé d'expulsion.

D'un point de vue strictement bilatéral, les deux ministres des affaires étrangères ont notamment examiné le dossier du nucléaire civil et celui de la lutte contre la pollution du Rhin, qui fera l'objet d'une nouvelle réunion cet automne.

Les deux ministres de l'économie ont évoqué la préparation du budget communautaire pour 1981 et ont insisté que le programme de la T.V.A. devait être maintenu à 1 %. M. Giscard, ministre français de l'Industrie, a parlé avec son collègue allemand de la concurrence de certains pays extérieurs à la Communauté, principalement le Japon, vis-à-vis de secteurs industriels menacés, comme l'automobile, ainsi que du projet de société française de télévision directe, dont l'implémentation française et celui de la R.F.A. doivent être

lançés en 1984. Ce qui posera d'ailleurs le problème de la redéfinition de la législation sur les médias audiovisuels, problème dont le Conseil Philippe Lecoq, discuté avec M. Baum, ministre allemand de l'Intérieur, dont la compétence juridique s'étend à cette matière.

Commentant devant le chancelier Schmidt les enseignements qu'il tirait de son voyage officiel en R.F.A., M. Giscard d'Estaing s'est déclaré frappé par le dynamisme de l'économie allemande, mais aussi par les lacunes qu'il a observées, en France, comme en Allemagne, dans la connaissance de la personnalité et de la culture de chacun des deux pays par son partenaire.

Le prochain sommet, à Paris, devra rechercher les moyens d'améliorer cette connaissance dans tous les domaines, y compris l'enseignement du français en Allemagne et de l'allemand en France.

Le sommet franco-allemand des 10 et 11 juillet n'a sans doute pas apporté toutes les réponses que l'on pouvait attendre après la visite officielle de M. Giscard d'Estaing en R.F.A. et laisse un peu à ceux qui ont suivi le déroulement le sentiment que, dans tous les domaines, si la bonne volonté de l'Allemagne fédérale n'est pas à mettre en doute, c'est surtout M. Giscard d'Estaing qui est apparu en position de demandeur. Du moins sur-le-champ, à défaut de réponses précises (en particulier sur le contenu concret du renforcement de la coopération franco-allemande dans une perspective européenne), permis de poser d'utiles questions.

BERNARD BRIGOUTEUX

## M. Schmidt : fournir un contrepoids à la puissance soviétique

Le chancelier Schmidt a notamment déclaré vendredi 11 juillet à l'issue du trente-sixième sommet franco-allemand : « Je tiens à souligner mon approbation particulière des propos du président sur la coopération franco-allemande visant à renforcer la conscience et la cohésion européennes, ainsi qu'à contribuer de façon plus efficace au maintien d'un équilibre militaire en Europe et dans le monde, et à la sécurité. La France et l'Allemagne fédérale sont d'accord pour que, en Europe occidentale, un contrepoids approprié soit créé à l'expansionnisme soviétique ».

## M. Giscard d'Estaing : l'Europe ne vise pas à devenir une superpuissance

M. Giscard d'Estaing a déclaré de son côté : « Je ne pense pas que l'Europe vise à devenir ce que l'on appelle une superpuissance. La définition de superpuissance est d'ailleurs empruntée au vocabulaire militaire de l'après-guerre (...). Si vous voulez dire par là que, dans les grands débats du monde, dans les grandes affaires du monde, l'Europe doit être l'Europe de la paix et de la coopération, je suis tout à fait d'accord. Je le pense. »

Répondant à des questions, le président de la République a notamment ajouté : « La visite du

chancelier fédéral et de M. Genscher à Moscou était non seulement utile mais nécessaire. Il s'agit en effet d'imaginer ce que serait la situation de tension dans le monde si l'Europe n'était pas là. Combien l'Europe serait absente du débat s'il n'y avait pas eu sur les deux sujets essentiels de la sécurité les deux entretiens successifs que j'ai eu moi-même à Versailles avec M. Brejnev et que le chancelier et M. Genscher ont eu à Moscou. »

Au sujet des relations franco-allemandes, il a déclaré : « L'œuvre qui doit être accomplie est celle de la communauté de destin. C'est-à-dire de la conscience que nous avons du caractère solidaire des événements qui peuvent affecter la vie de nos peuples. Ceci doit nous conduire à deux types d'action : d'une part, concerter nos actions de manière systématique et régulière face à l'ensemble des événements qui se déroulent dans le monde et, d'autre part, faire entendre ensemble la voix de l'Europe pour proposer des solutions ou pour suggérer des actions concernant le développement de ces événements. »

Interrogé sur la possibilité de négociations avec l'U.R.S.S. sur les implantations d'armes nucléaires, M. Giscard d'Estaing, après avoir rappelé que la France n'était pas directement impliquée, a dit : « Concernant (...) la nouvelle formulation donnée aux conditions d'ouverture d'une négociation par M. Brejnev, je constate que l'absence de préalable à l'ouverture de cette négociation signifie que le moment de l'heure actuelle est caractérisé par deux éléments : la poursuite des programmes de production et de développement des armes à moyenne portée soviétiques, notamment les SS-20 (soviétiques), et d'autre part, par la mise en œuvre de la décision de l'OTAN concernant la modernisation des armes nucléaires de théâtre. Quel est alors l'objet de la négociation ? Ce serait de fixer un plafond à ce type d'armement. »

## EUROPE

### Allemagne fédérale

SELON UN RAPPORT OFFICIEL

## Les mouvements extrémistes ne représenteraient plus un danger sérieux

De notre correspondant

Bonn. — Le ministre allemand de l'Intérieur, M. Baum, a présenté, le jeudi 10 juillet, le rapport de l'Office de protection de la Constitution pour l'année 1979. Selon ce document, ni les forces extrémistes de la droite ni celles de la gauche ne représenteraient aujourd'hui un péril à prendre au sérieux.

Parmi les quelque soixante-huit mille extrémistes de gauche, le D.K.P. (parti communiste prolétarien) reste l'organisation la plus nombreuse, bien que ses effectifs se réduisent constamment (ils sont tombés de quatre-vingt mille à quarante mille en 1979) et que ses résultats électoraux soient très proches du point zéro. Selon le rapport, les communistes occupent tous les deux mille quatre cent cinquante postes de la R.D.A. Cela leur faciliterait notamment la publication d'un quotidien tiré à quatre-vingt mille exemplaires.

Le rapport souligne le désarroi actuel des autres mouvements d'extrême gauche, depuis par l'évolution du Vietnam, de Cuba et même de la Chine. L'un de ces partis, le K.P.D. (pro-chinois), vient d'ailleurs de prononcer lui-même sa dissolution. En revanche, une « nouvelle gauche », peut-être comparable aux autonomes français, jouirait d'une influence importante dans les universités.

L'extrême droite compterait pour sa part quelque soixante-dix groupes, avec un effectif total de dix-sept mille membres. L'organisation la plus forte reste le N.F.D. (parti national démocratique), qui, lui aussi, cependant, serait sur la voie de la désagrégation. Les petites unités se réclamant du néo-nazisme compteraient seulement mille quatre cents adhérents environ, dont trois cents constitueraient le noyau dur du mouvement.

JEAN WITZ

### Pologne

## Le mouvement revendicatif marque des points

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Les autorités polonaises continuent à céder aux revendications salariales suscitées par l'augmentation des prix de la viande. À Varsovie, mercredi 11 juillet, il a, par exemple, suffi que les ouvriers de l'usine Swierkiewicz menacent de se mettre en grève pour obtenir une augmentation de 15 % à compter du 1<sup>er</sup> août. Le même jour, les grévistes de l'usine Roca, à Lublin, qui avaient cessé le travail mercredi, ont repris après que leurs salaires eurent été relevés de 10 % et qu'une prime liée à la hausse des prix leur ait été attribuée.

Cette volonté de temporisation s'affirme alors que la presse officielle reprend et développe abondamment deux des principaux thèmes du discours prononcé mercredi par M. Giermek (le Monde du 12 juillet) : l'impossibilité financière d'augmenter les salaires et le danger inflationniste qu'elle comporterait. Mais ces appels à la raison n'ont guère d'échos dans la mesure où les Polonais sont peu disposés à se contenter plus encore la peine pour réparer les erreurs de gestion du parti et de l'État.

Le mouvement revendicatif, sûr de lui, tranquille et raisonné, s'annonce donc en ce moment de ses succès, et tout se passe dans les usines comme si l'on avait conscience que la fragilité économique, politique et morale de la Pologne permet d'imposer aux

autorités un rapport de force. Les grèves, qui avaient surtout touché jusqu'à maintenant des entreprises relativement privilégiées, affectent maintenant à Zyrardow, dans la région de Lodz, cinq entreprises textiles dont la main-d'œuvre, principalement féminine, est mal payée. Dans l'une, où les débrayages avaient commencé dans la nuit de mercredi à jeudi, un catalogue de trente revendications a été présenté aux autorités, parmi lesquelles une diminution des effectifs d'encadrement et une augmentation de salaires de 1 000 zlotys. Cette somme représente environ le quart du salaire moyen polonais.

Plusieurs autres mouvements sont signalés, notamment à Varsovie, dans une usine d'équipements téléphoniques, et à Lublin, dans une entreprise de mécanique agricole. Selon les autorités — qui reconnaissent l'existence d'une deuxième vague non pas de grèves mais de discussions —, les augmentations du prix de la viande (1) seraient maintenant appliquées dans quarante et une des quarante-neuf volvoles (départements). — R. G.

(1) D'après la première annonce officielle en date du 2 juillet, la hausse consiste en une augmentation de 14,2 % à 20 % du prix de la viande, et de 50 % à 100 % pour le porc.

### Italie

## Une jeune fille est tuée par des « vigiles urbains » après avoir forcé un barrage à Rome

De notre correspondant

Rome. — Une jeune fille vient de mourir à vingt et un ans dans sa voiture, éjectée sous le tir croisé des « vigiles urbains » (police municipale) pour avoir pénétré dans une zone piétonne, malgré leur opposition. L'affaire a éclaté dans la capitale italienne. Cela s'est produit dans la nuit du 10 au 11 juillet à Rome sur la place de Santa Maria in Trastevere, centre d'un quartier jadis populaire, devenu désormais une gigantesque trottaria (restaurant) en plein air, le fief des touristes, mais aussi l'un des ghettos des marginaux de la capitale.

La victime, Alberta Battistelli, vingt et un ans, était l'une de ces « pèlerines », comme on les appelle, beaucoup d'autres, avec quelques petits vols à son actif pour se procurer la « carne ». Est-ce la peur, le fait d'être au volant d'une voiture volée qui l'incita à ne pas s'arrêter à l'interdiction des policiers municipaux ? Beaucoup ont ressenti cet épisode comme une véritable « exécution ».

La victime roulait lentement, traversant une place bondée. Si elle n'avait pas les ordres et passa à tout prix, en heurtant un vigile urbain sur sa moto, cela

justifiait-il que celui-ci et ses compagnons tirent plus de vingt coups de feu à balles de la tête du conducteur au travers de la lunette arrière du véhicule ? Quelques incidents avec les forces de l'ordre dans la soirée, des pierres ont été lancées contre les policiers. Une indignation générale règne, mais aussi un grand embarras à la mairie de Rome dans l'équipe municipale de gauche.

Reste à expliquer ce geste absurde de vigiles urbains qui ne devaient s'occuper que des problèmes de circulation. Pourquoi ont-ils tiré de sang-froid ? Un comble de peur, l'idée que tout véhicule qui « brule » un barrage ne peut être conduit que par un terroriste prêt à tout ? Mais la réciprocité est aussi vraie. A Rome certes les policiers sont en uniforme, reconnaissables, mais combien de fois ces contrôles sont-ils effectués par des gens en civil, et dont parfois la mine patibulaire peut laisser craindre une tentative de vol ou d'enlèvement. Un médecin de Rome est mort l'an dernier au volant de sa voiture pour avoir refusé de s'arrêter à un tel barrage.

(Interim.)

## INTERVIEWÉ PAR FR 3

## Le chancelier fédéral évoque l'existence d'une « politique étrangère commune » en Europe

C'est un homme concentré, qui ne s'embarrasse ni d'éloquence ni de mots d'espérance, et qui, de toute évidence, n'a pas joué sur la séduction pour asseoir la popularité dont il jouit outre-Rhin, que présentait FR 3, le vendredi 11 juillet, dans le cadre de son émission « Les Grands témoins », le chancelier M. Helmut Schmidt.

Concernant essentiellement les relations internationales, l'entretien a porté surtout sur les questions de la défense européenne et des rapports franco-allemands. « Je ne suis absolument pas de danger de neutralisation de l'Europe », a notamment déclaré M. Helmut Schmidt, ni la France ni l'Allemagne n'accepteraient quel que ce soit de ce genre, l'Angleterre non plus. C'est impossible, inconcevable. »

Reconnaissant les imperfections de l'Europe (« l'adhésion de l'Angleterre, du Danemark, de l'Irlande, dans cette communauté n'a pas encore été digérée à tous points de vue »), le chancelier a souligné l'existence d'une « politique étrangère commune ».

« Cette coopération, a-t-il précisé, s'étendra certainement à l'avenir à des analyses stratégiques communes, mais je ne suis pas favorable à ce que l'on tire des conclusions de ces conclusions sur le plan militaire (...). En réalité, l'idée de la base de la défense commune de l'Europe existe d'une manière tout à fait claire : la France, tout aussi bien que l'Allemagne, est membre du pacte de l'Atlantique Nord. »

En ce qui concerne ses rapports avec le président Giscard d'Estaing, M. Schmidt a évoqué le travail accompli en commun au début des années 70, alors qu'il était l'un et l'autre ministre de l'économie, travail qui a permis « d'éviter beaucoup de stupidités qui auraient pu être faites sur le plan mondial, en politique monétaire ». « Il ne s'agit pas d'une idylle entre le président Giscard et moi », a-t-il ajouté, mais d'une sympathie entre deux hommes qui ont des tâches nationales très différentes, mais qui savent que le bien-être de la France et celui de l'Allemagne dépendent entre autres des bons rapports entre ces deux États. »

## Le Monde

Service des Abonnements  
2 rue des Mathématiques  
92015 PARIS - CEDEX 08  
C.C.P. N° 605-23

21 mois 12 mois 12 mois  
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
282 F 311 F 482 F 588 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIES POSTALES  
367 F 481 F 654 F 1.250 F

ESPAGNE  
(Cout par demande)  
L. — BILBAO — 720 F 720 F  
P. — MADRID — 720 F 720 F

II. — BARCELONE — 720 F 720 F  
III. — VALENCIE — 720 F 720 F

Les abonnements sont payés par chèque postal (tous chèques) ou par mandat financier (tous chèques) à l'ordre de M. Schmidt.

Les abonnements sont envoyés par avion (doux emballages ou plus) : nos abonnés sont invités à fournir leur adresse complète à l'adresse de leur correspondant.

Journal de la dernière bande d'essai à toute correspondance. Veuillez adresser l'abonnement de votre choix à l'adresse ci-dessus.

150 من الأمل



EUROPE

**Allemagne fédérale**  
Les mouvements extrémistes  
représentent plus un danger sérieux

Le mouvement extrémiste en Allemagne fédérale est devenu une préoccupation majeure pour les autorités. Les groupes néonazis et autres organisations d'extrême droite sont de plus en plus actifs, organisant des manifestations et des actions de violence. Les services de sécurité sont sous pression pour surveiller et contrôler ces groupes.

Pologne

Le mouvement révolutionnaire en Pologne continue de gagner du terrain. Les manifestants exigent des réformes politiques et économiques. Les tensions sociales restent élevées, et les autorités tentent de maintenir l'ordre à l'aide de la force.

Malie

Une jeune fille est tuée par des rebelles après avoir forcé un barrage à l'entrée d'un village.

EUROPE

Turquie

Une importante opération de police met fin à une expérience de «comités populaires» dans la municipalité progressiste de Fatsa

De notre correspondant

Ankara. — En vue de restaurer l'autorité de l'Etat, les forces de l'ordre, appuyées par des unités d'infanterie et des commandos parachutistes, ont ratisé sans pitié les rues de la ville de Fatsa, petite ville de la mer Noire. Cette opération de grande envergure avait pour objectif d'arrêter plusieurs suspects recherchés à la suite des accrochages du 2 juillet dernier à Camas, petite localité dépendant de Fatsa, au cours desquels un sous-officier avait été tué.

Elle visait aussi à l'élimination de «comités populaires», véritables autorités parallèles dans le peuple et qui fonctionnaient sous l'égide de la municipalité progressiste de Fatsa. Tandis que l'armée de la ville était contrôlée par des barrières, et que le courrier avait été décrété, le ratisage était effectué maison par maison. Il n'y a eu aucun incident, malgré la nervosité de la population.

Environ trois cents personnes âgées de quinze à trente-cinq ans, parmi lesquelles plusieurs auteurs de menées subversives, ont été arrêtées et placées sous garde à vue. En outre, une trentaine d'armes à feu ont été saisies. Le maire indépendant de Fatsa, M. Sommez, se trouve parmi les personnes arrêtées. Soutenu par l'extrême gauche, M. Sommez, ancien tailleur de profession, avait été élu triomphalement lors des municipales de décembre 1977. Des membres des comités populaires, élus par chaque quartier, ont également été appréhendés. Ces organismes clandestins avaient pour tâche de conseiller la municipalité, et de résoudre les problèmes des habitants. Ils étaient officiellement, avant de soumettre en dernier ressort à la municipalité les questions qui n'avaient pu être réglées par les autorités.

Certains milieux dénonçaient l'ordre rouge qui régnait à Fatsa, avec un nouveau modèle d'administration municipale, qui se voulait ouvert à la révolution. D'autres étaient satisfaits de l'amélioration des services rendus aux habitants par la municipalité, à en croire plusieurs journalistes qui étaient allés enquêter sur place.

Le maire de Fatsa était-elle vraiment de venue un havre et un centre d'opérations pour les militaires d'extrême gauche ? Ou bien la municipalité était-elle simplement un Robin des bois moderne qui inquiétait l'establishment local ? C'est ce que sauront davantage lorsque l'enquête, qui a été commencée par les pouvoirs publics, aura été menée à son terme.

Grèce

M. PAPANDREOU DEMANDE LA DÉMISSION DU CABINET RALLIS ET DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES

Athènes (A.F.P.). — M. Andreas Papandreu, dirigeant du mouvement socialiste panhellénique, a tenu, le 11 juillet, une conférence de presse pour sommer le gouvernement de M. Georges Rallis de démissionner, affirmant qu'il ne «représentait plus l'opinion». Il lui a demandé de dissoudre en conséquence le Parlement et de procéder à des élections le plus rapidement possible.

Il a, par ailleurs, accusé le gouvernement de «violence» à l'égard des médias (radio et télévision) et à l'égard du lock-out imposé par les propriétaires des grands quotidiens d'Athènes. Il s'est déclaré prêt à entrer dans une coalition avec l'opposition du peuple, dont les modalités seront arrêtées au cours d'une réunion du comité directeur du Pasok.

Les Athéniens sont privés de journaux depuis le 31 juin dernier, à la suite d'un différend entre syndicats des ouvriers du livre et propriétaires des quotidiens, et seuls les organes communistes et socialistes continuent leur parution. M. Papandreu a insisté sur le droit du peuple à l'information et s'est plaint que les activités de l'opposition soient virtuellement passées sous silence par la radio et la télévision.

Il a, d'autre part, déclaré une nouvelle fois que les bases américaines en Grèce étaient «anti-constitutionnelles» et a invité M. Georges Rallis à saisir le Parlement de la question de l'appartenance de la Grèce à l'O.T.A.N.

Suède

QUINZE MILLE ESTONIENS en exil ont défilé, le vendredi 11 juillet, à Stockholm, pour demander la libération de l'Estonie, une des républiques baltes de l'U.R.S.S. Cette manifestation s'est déroulée dans le cadre du festival annuel rassemblant les Estoniens exilés dans une vingtaine de pays. (A.F.P.)

Chine

Le journal qui avait lancé la révolution culturelle dénonce maintenant «l'absolutisme féodal» de Mao

Pékin (A.F.P.). — Le culte de la personnalité de Mao Tse-toung pendant la révolution culturelle surpassait celui de l'empereur dans la Chine impériale, et a abouti à l'instauration d'un «social-féodalisme», a affirmé, le 11 juillet, le quotidien de Changhaï Wenhu Bao.

Ce journal, dont les colonnes avaient servi à Mao à lancer la révolution culturelle, en 1966, dénonce longuement «l'absolutisme féodal» imposé au pays à l'époque, dans un article intitulé «Chasser le spectre du féodalisme».

Il rend responsables de ce phénomène l'ancien dauphin de Mao, Lin Biao, mais aussi les décrets, disparus en 1971, et la «bande des quatre», dont les membres ont fait de nombreux abus et compilés.

Japon

DES MILITAIRES POURRAIENT ÊTRE AUTORISÉS À PARTICIPER AUX FORCES DE L'ONU

(De notre correspondant.)

Tokyo. — Le ministère des affaires étrangères a établi un projet qui devrait être proposé prochainement au gouvernement, permettant la participation de soldats japonais dans des opérations de maintien de la paix, le cas des Nations unies, d'une opération de tout autre nature et qui ne violerait donc pas l'article 9 de la Loi fondamentale.

Le comité pour la paix et la sécurité du ministère des affaires étrangères japonais, qui a projeté depuis un an, estimant que l'isolement de l'aide étrangère aux pays situés dans une zone de conflit est une contribution insuffisante au maintien de la paix, le comité propose que le gouvernement autorise les forces d'autodéfense japonaises à se joindre aux forces des Nations unies. Les soldats japonais ne devraient pas cependant participer à des opérations destinées à résoudre des conflits internationaux, mais simplement à celles ayant des buts «humanitaires» ou de «surveillance».

Ce projet témoigne des changements récents intervenus dans l'opinion publique concernant les forces d'autodéfense, qui pratiquent 80 % de personnes interrogées lors de sondages d'opinion sont favorables à leur maintien.

Ph. P.

A TRAVERS LE MONDE

Union soviétique

LE POSTE LEV BROUKEVITCH a été exclu de l'Union des écrivains, a-t-on appris, le vendredi 11 juillet, à Moscou, de source dissidente. D'autre part, le chef de l'Église adventiste unifiée, M. Rodolphe Galski, a été arrêté à Leningrad, à l'indignation la «mission slave» à Stockholm. Les charges retenues contre lui n'ont pas été révélées. (A.F.P.)

Uruguay

LA LEVÉE DE L'INTERDICTION DES RASSEMBLEMENTS POLITIQUES, en vigueur depuis 1973, a été annoncée, jeudi 10 juillet, par le gouvernement uruguayen. Cette mesure, qui survient quatre mois avant le référendum constitutionnel, est toutefois assortie de nombreuses restrictions. Deux cent quatre-vingt membres des deux partis traditionnels «blanc» (conservateurs) et «colorado» (libéraux) ne pourront pas prendre part à ces assemblées. Par ailleurs, seuls les rassemblements se déroulant «dans le calme et la modération» seront autorisés. (Reuters.)

Zimbabwe

M. JOSHUA NKOMO, ministre zimbabwéen de l'Intérieur, est arrivé, jeudi 10 juillet, à Londres, pour une visite «strictement privée». M. Nkomo doit séjourner quatre-vingt heures dans la capitale britannique, mais aucune rencontre avec des officiels n'est prévue. Il a adressé un «message de courtoisie» à lord Carrington, secrétaire au Foreign Office. (A.F.P.)

Tchad

M. ADOUM YACOU, directeur de cabinet du président Goukouni, a été blessé à l'abdomen mercredi 9 juillet à Ndjamena au cours des combats qui ont opposé les forces armées populaires (FAP) aux Forces armées Nord (FAN). Le même jour, les deux parties se sont violemment affrontées dans la capitale tchadienne, où les partisans

Argentine

LE PARLEMENT EUROPEEN a lancé, vendredi 11 juillet, un appel en faveur des exilés politiques argentins enlevés le mois dernier à Lima par des militaires de leur pays, avec l'apparente complicité de membres des forces armées péruviennes (le Monde daté 22-23 juin). La résolution adoptée par l'Assemblée de Strasbourg, qui avait été présentée par les groupes démocratiques et socialistes, condamne la junte militaire argentine, «qui viole en permanence les droits élémentaires des personnes», et dénonce «le plan secret de coopération entre les armées de l'Argentine et du Pérou». Elle invite la Commission et le Conseil de la C.E.R. à se livrer «à un examen critique des relations économiques et commerciales» avec Buenos Aires. (A.F.P.)

Guinée-Bissau

LA GUINÉE-BISSAU a concentré des troupes sur sa frontière avec la Guinée-Conakry, a rapporté vendredi 11 juillet Radio-Lisbonne. L'aviation de l'ancienne colonie portugaise aurait été mise en état d'alerte. Depuis l'indépendance, en 1974, l'armée de la Guinée-Bissau, un conflit portant sur une zone maritime, alimente la tension entre les deux pays. Cette zone a été militairement annexée par Conakry en 1962 sans que les autorités coloniales portugaises de l'époque réagissent. (Reuters.)

Libéria

LE PROCÈS DE NEUF OFFICIERS accusés d'avoir fomenté un coup d'État pour renverser le nouveau régime libérien du sergent-chef Sa-

ASIE

Cambodge

Menace sur l'aide humanitaire

(Suite de la première page.)

Dès le mois de février, le C.I.C.R. avait entrepris des démarches auprès des parties concernées pour obtenir que soient respectés, dans le déroulement des opérations, le long de la frontière, trois principes fondamentaux : la séparation des civils et des combattants ; le contrôle effectif de l'aide et la garantie d'un minimum de protection tant pour les civils assistés que pour les représentants du comité de Genève. Le C.I.C.R. et l'UNICEF concernent l'opération côté thaïlandaise comme un apport nécessaire, mais temporaire, à la stabilisation de la situation intérieure. Elle a, de plus en plus, comme un facteur décisif, et a été petit à petit déviée vers l'approvisionnement des buts humanitaires militaires mis à part le fonctionnement du système d'approvisionnement en direction de l'ouest cambodgien.

En effet, l'aide a agi comme un stimulant sur les populations de l'ouest cambodgien et a favorisé le gonflement des abers routiers. Elle a permis la surpeuplement des éléments armés (particulièrement des Khmers rouges) et le renforcement de leur emprise sur les civils en même temps que la mise en place, dans une confusion propice, de tout un dispositif d'opposition armée au fait accompli vietnamien. L'aide a également été l'objet d'un pillage et de détournements systématiques de toutes les opérations de secours. Elle a engendré un trafic et une corruption endémiques des deux côtés de la frontière, suscitant des rivalités et de sanglants affrontements.

Bref, bien avant l'attaque vietnamienne, la frontière était devenue un imbroglio sanglant, et l'opération humanitaire, après ses résultats initiaux remarquables, une opération critiquable à bien des égards. Ni les Thaïlandais, ni leurs alliés, ni même les Nations unies, n'ont pu, ou voulu, y mettre bon ordre.

Ironiquement, et de quelque façon qu'elle soit présentée, l'aide des organisations internationales a permis d'éviter la poursuite des pressions et manipulations qui les entraînaient, au détriment de ses principes les plus élémentaires, dans une stratégie politique et militaire de confrontation de plus en plus meurtrière pour les populations civiles apparait le comble d'un échec éminemment politique et implicitement favorable au régime pro-vietnamien de Phnom-Penh. Elle peut aussi être considérée comme un désaveu du rôle, actif ou passif, des gouvernements qui, attachés à la survie des Khmers rouges, favorisent la perpétuation d'une situation de plus en plus explosive à la frontière et au sein même du territoire cambodgien.

Le rôle du secrétaire général des Nations unies, responsable, par l'entremise de l'UNICEF, de la coordination et de la supervision de toutes les opérations de secours occidentales, enfin, il n'est pas impossible que ce paré jeté dans la mare humanitaire, et, par ses implications morales et politiques, une influence sur l'attitude de la communauté internationale à l'égard de la représentativité du régime de M. Pol Pot.

Union soviétique

LE POSTE LEV BROUKEVITCH a été exclu de l'Union des écrivains, a-t-on appris, le vendredi 11 juillet, à Moscou, de source dissidente. D'autre part, le chef de l'Église adventiste unifiée, M. Rodolphe Galski, a été arrêté à Leningrad, à l'indignation la «mission slave» à Stockholm. Les charges retenues contre lui n'ont pas été révélées. (A.F.P.)

Uruguay

LA LEVÉE DE L'INTERDICTION DES RASSEMBLEMENTS POLITIQUES, en vigueur depuis 1973, a été annoncée, jeudi 10 juillet, par le gouvernement uruguayen. Cette mesure, qui survient quatre mois avant le référendum constitutionnel, est toutefois assortie de nombreuses restrictions. Deux cent quatre-vingt membres des deux partis traditionnels «blanc» (conservateurs) et «colorado» (libéraux) ne pourront pas prendre part à ces assemblées. Par ailleurs, seuls les rassemblements se déroulant «dans le calme et la modération» seront autorisés. (Reuters.)

Zimbabwe

M. JOSHUA NKOMO, ministre zimbabwéen de l'Intérieur, est arrivé, jeudi 10 juillet, à Londres, pour une visite «strictement privée». M. Nkomo doit séjourner quatre-vingt heures dans la capitale britannique, mais aucune rencontre avec des officiels n'est prévue. Il a adressé un «message de courtoisie» à lord Carrington, secrétaire au Foreign Office. (A.F.P.)

Il a procédé au renforcement de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés cambodgiens vers les cantonnements frontaliers qu'ils avaient fui il y a deux semaines, lors des affrontements entre Vietnamiens et Thaïlandais. «C'est, dit un fonctionnaire international, le renvoi des réfugiés sur leurs terres». Cette masse de civils désemparés va donc renforcer, comme cela a été le cas depuis bientôt un an, le rempart vivant derrière lequel s'abritent des armées, redevenant la machine d'engins et la monnaie d'échange entre les belligérants, la proie et la victime des rivalités, des opérations de recrutement et des trafics licites.

L'aggravation de la situation et l'augmentation du nombre des victimes n'ont donc, à première vue, rien changé à la stratégie des «zones tampons humanitaires» que l'on continue, ici, à s'efforcer de formaliser et d'internationaliser par une présence d'observateurs ou, à défaut, de simples représentants d'organisations des Nations unies.

D'autre part, dans un appel à M. Kurt Waldheim, les dix gouvernements qui ont participé dernièrement à la réunion de Kuala-Lumpur (1) demandent au secrétaire général de peser de tout son poids pour que soient rétablies les opérations d'assistance à partir de la frontière thaïlandaise, faute de quoi, estime-t-on, les signataires, «des centaines de milliers de Cambodgiens sont menacés de mort». Reste à savoir si les Vietnamiens, qui ont toléré le fonctionnement du pont humain de ravitaillement tant qu'il jouait à leur avantage et qu'ils demeuraient en mesure de le contrôler, mais qui n'ont jamais cessé de dénoncer son utilisation pour assister les Khmers rouges et pour tenter de déstabiliser l'ouest cambodgien, permettront qu'il fonctionne à nouveau. Par son action militaire, Hanoi semble avoir clairement manifesté sa volonté de mettre un terme à la qualité de l'opération internationale occidentale. Cependant, du côté de la coalition opposée à l'occupation vietnamienne, on est désormais clair que l'aide humanitaire, civile et militaire capital, de fortes pressions s'exercent pour que soit rétablie l'opération frontalière pendant la saison des pluies et par Khmers rouges interposés les bénéfices de leur investissement et humanitaire.

Une opération pervertie

On risque donc, en rétablissant le même dispositif, de précipiter les mêmes réactions et les mêmes drames, de multiplier les effets négatifs d'une opération pervertie. Si la régence du pont humain qui paraît être la condition humanitaire essentielle, et peut-être toujours nécessaire, de tout un dispositif dont les implications sont beaucoup moins se révélait impossible à cause du blocage vietnamien, il est à craindre que la Thaïlande, et d'autres gouvernements soient amenés à reconsidérer leur participation à l'assistance côté Phnom-Penh.

Il s'agit, en fait, d'une catastrophe qu'ils prétendent vouloir à tout prix éviter. Mais, selon les faits, ils affaiblissent gravement la position vietnamienne au Cambodge et, d'autre part, ils auraient toute latitude pour en rejeter la responsabilité sur Hanoi, qui a choqué, malgré une situation intérieure toujours précaire, de mettre brutalement un terme aux secours passant par la frontière khmère-thaïlandaise.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Les cinq pays de l'ASEAN : Indonésie, Malaisie, Singapour, Philippines et Thaïlande, ainsi que l'Union, le Japon, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Le ministère des affaires étrangères a émis, vendredi 11 juillet, les informations publiées par la Far Eastern Economic Review (le Monde du 11 juillet), selon lesquelles M. Jean-François Poncet aurait rencontré, fin mai, à Genève, lors de la conférence humanitaire sur le Cambodge, Mme Ieng Thirith, épouse de M. Ieng Sary, l'un des principaux dirigeants khmers rouges. Le Quai d'Orsay précise que le ministre n'assista pas à cette conférence et qu'aucun membre de la délégation française conduite par le secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. Olivier Stirn, n'a rencontré Mme Thirith.

Édité par le S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Imprimé en France par les Éditions du Monde, 5, rue de la Harpe, 75001 Paris-12.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Composition paritaire n° 57427.



# AMÉRIQUES

## LA FIN DU VOYAGE DU PAPE AU BRÉSIL

### Une nouvelle chrétienté ?

(Suite de la première page).

L'encyclique *Humanae* (1968, 1971) évoque, pour sa part, « les dangers » et « les malades dangereuses » à laquelle le pouvoir public se doit de porter remède. Pie XII a, en 1958, mis en garde contre « les graves politiques ». Le concile Vatican II reconnaît, quant à lui, que la grave peut être « un moyen nécessaire » à quelque ultime.

Pourquoi donc l'esquisse de Jean-Paul II qui ne jure que par le concile ? Certains s'en sont scandalisés. Les autres avancent que le pape est plutôt un conservateur et un pragmatique qu'un théologien, et qu'il n'a pas voulu s'aventurer sur ce terrain au Brésil, nation qui a constitutionnellement reconnu le droit de grève, mais l'a assorti de conditions draconiques. A propos de la grève d'avril, le tribunal du travail, après quelques hésitations, a fini par déclarer illégal le mouvement des métallurgistes. Se taire était donc pour le pape éviter de prendre parti tant à l'égard des ouvriers que du gouvernement ; éviter aussi de s'immiscer dans une affaire qui est d'abord du ressort de l'épiscopat local. En outre, dans le même discours, le pape a pris parti à la fois contre la violence et contre la lutte des classes. Or, on ne peut nier que la grève soit un acte violent et de lutte des classes. Qu'il en soit, Jean-Paul II est resté en deçà de ce qu'il pouvait faire, car il lui était toujours possible de

reprendre la formule conciliaire sans porter un jugement sur telle grève en particulier.

A Puebla, au Mexique, en janvier 1979, le pape s'était abstenu de condamner la théologie de la libération, donnant à cette expression ambiguë un contenu délibérément évangélique.

Au Brésil, il est allé plus avant en demandant fermement aux évêques d'éviter tout assujettissement à telle ou telle idéologie ou à tel ou tel parti politique. On remarquera que, voici quelques semaines, le Saint-Siège avait demandé au cardinal Arnés de renoncer à présider un colloque de théologiens de la libération. Le prélat s'y est résigné dans un esprit de conciliation et en perspective du prochain voyage du pape. La vérité oblige à dire que les positions de Jean-Paul II et de l'archevêque de São Paulo ne coïncident pas totalement en dépit de ce qui a pu être avancé et là. Il est seulement exact que, durant le séjour du pape, les deux hommes ont fait le nécessaire pour gommer leurs divergences. Le contraire aurait eu un effet désastreux. Avec Dom Helder Camara, l'aval du pape pour la pastorale de l'évêché de Recife ne présentait pas les mêmes difficultés. Dom Helder est un homme souple, prêchant la non-violence ; d'autre part, l'évangélisation des masses rurales pose à l'Eglise des problèmes moins cruciaux que celle du milieu ouvrier.

Au Brésil comme au Mexique, Jean-Paul II est revenu sur la

neutralité. En des termes voisins. La politique familiale ne doit pas chercher à réduire « à n'importe quel prix » le taux des naissances. Il ne s'agit pas de diminuer « le nombre des enfants au banquet de la vie », mais « d'augmenter le repas sur la table » (Paul VI). Il faut quelque audace pour tenir de tels propos dans un pays où les familles sont exagérément nombreuses et où la mortalité en bas âge est très élevée (malnutrition, épidémies). Voilà un cas typique où il est évident que les applaudissements vont davantage à l'orateur qu'à son enseignement. En effet, la diminution de la natalité serait un bienfait pour les mères surchargées et dépourvues des ressources nécessaires.

#### Une explosion de joie

Que restera-t-il demain de cet énorme show pontifical et de cette explosion de joie extraordinaire ? A l'heure où le sens de la fête est, dit-on, émoussé — mais c'est surtout vrai dans les pays développés — le dernier déplacement du pape constitue un record. On imagine que les chasseurs d'images auront dévidé des kilomètres de pellicule. Le carnaval de Rio-de-Janeiro lui-même ne fait pas beaucoup mieux quoique dans un style évidemment différent.

Mais il faut reprendre son sang-froid et ne pas perdre son sens critique, surtout lorsqu'il s'agit d'une affaire aussi sérieuse que la foi. L'Eglise du Brésil manque et continuera à manquer

de prêtres, et l'évangélisation y est particulièrement difficile.

« Tout ce qui est exagéré est instigant », cette formule grinçante de Talleyrand ne serait pas de mise en la circonstance, mais mettre en garde contre des superlatifs inconsidérés appliqués à la visite du pape n'est pas dévaluer son intérêt mais éviter des déceptions. Les joies populaires sont parfois simplifiées et fragiles. C'est le paganisme plutôt que le christianisme qui suscite les hommes providentiels et — on ne le sait que trop — le Brésil est une terre de syncrétisme religieux. Le syndicaliste de São Paulo n'a-t-il pas fait preuve de réalisme au soir de la tournée du pape en s'écriant : « Jean-Paul II a bien parlé, mais nous n'en restons pas moins condamnés à regagner nos laides dans les favelas et à retrouver nos casseroles vides ».

L'efficacité de ce voyage est très difficile à apprécier. Sur le plan politique, il est douteux que le régime bouscule son programme de réformes sociales ou économiques. Le pape n'a pas mis l'épée dans les reins des grands responsables du régime. Il a posé des principes, émis des vœux intéressants, mais se trouve démuné pour aller plus loin à partir du moment où il n'exhorte pas « peuple à la révolte, ce qu'il ne peut pas pour des raisons à la fois doctrinales et tactiques évidentes. Le Saint-Siège entretient des rapports diplomatiques, c'est-à-dire d'Etat à Etat, avec le Brésil. Jean-Paul II était l'hôte au président de la République et se trouvait donc astreint à une certaine règle du jeu. Il ne saurait se comporter comme ces prophètes oïliques « imprudents », qui avaient les mains nues et un verbe de feu.

#### L'Eglise, point de mire

D'ailleurs, Jean-Paul II n'est pas directement chez lui au Brésil. Son souci ecclésiastique est trop aigu pour qu'il se permette de court-circuiter la hiérarchie locale, qu'elle soit ou non progressiste. Paradoxalement, la collégialité diminue, en fait, l'étendue du rôle juridictionnel du pape sur les diocèses tandis que la révolution a étrangement resserré les liens affectifs entre Rome et les Eglises locales. Le pape pèlerin vient s'enquérir sur place des besoins des catholiques, leur parle familièrement et affectueusement. Il n'y a plus de place maintenant pour un monarque absolu et olympien mais pour un père plus attentif. L'Eglise se fait familiale et demande aux laïcs devenus adultes de prendre eux-mêmes leurs responsabilités. C'est un énorme progrès dont Jean-Paul II accélère le rythme.

Tandis que le pape est appelé à participer, en même temps que le pape, à l'avancée de l'Eglise, ce dernier change par contre-coup de style de vie et de mentalité. Jean-Paul II ne reviendra pas au Vatican tout à fait le même. Les contacts avec les hommes se sont, pour une part, substitués aux dossiers de la Curie. Ce sera probablement en dehors des dicastères ?

On peut apprécier différemment la mutation de la fonction pontificale et même en faillir à condition qu'un prestige demeure ne vienne pas l'enlaidir ou la gauchir et ne détourne pas l'attention de ce qui se passe à la base et qui est l'essentiel. Ce danger n'est pas imaginaire. Voici l'Eglise redevenue un point de mire. Une sorte de fascination s'opère très au-delà des limites ecclésiastiques. Ce pape a quelque chose de médiéval, tel le champion d'une chrétienté d'un nouveau style où les clercs se tiendraient dans la mesure du possible, plus distants de la politique. Pourtant, l'époque où l'on disait de la religion qu'elle était affaire privée est bien révolue. Le phénomène iranien le prouve lui aussi à sa manière, qui est détestable.

Jean XXIII, à qui l'on demandait : « Le concile pour quoi faire ? » — Pour faire entrer de l'air frais dans l'Eglise — répondit-il en allant ouvrir la fenêtre de son bureau. Aujourd'hui, on a l'impression que non seulement le monde a apporté de l'oxygène à une Eglise confinée, mais que l'Eglise elle-même est partie à la recherche du monde comme son propre bien. N'est-ce pas cela l'évangélisation, du moins pour ceux qui acceptent l'idéologie catholique ?

HENRI FESQUET.

### L'adieu au rio Negro

De notre envoyé spécial

Manaus. — Le rio Negro a des couleurs de mal, des eaux de cannel. Ce vent de malin, les dauphins qui ont fait le long voyage, 1.800 kilomètres depuis la côte, y battifolent. Les bâtiments de la marine fluviale brésilienne brillent sous le soleil. Les marins, en grand uniforme blanc, assistent fébrilement. Sur le pont supérieur du *Pedro Teixeira*, patrouilleur d'eau douce, un faucon rouge, un parol et un tableau représentant le Christ, attendent le pape pour un dernier rendez-vous. Un rendez-vous sur l'eau, comme un symbole, avec les pêcheurs, les forestiers, les indiens, les grands chercheurs d'Amazonie, les chercheurs d'or, bref, tous les enfants du fleuve nourricier. Un rendez-vous avec ce Brésil, où l'on ne sait jamais vraiment où finit l'eau et où commence la terre.

Par centaines, les bateaux — par bateaux on entend ici tout ce qui flotte — ont descendu le fleuve large comme dix Lohr. Quel spectacle que celui de ces vieux rafiot à double, triple pont, comme un double et triple mention, de ces semi-épaves flotantes et colorées, de ces bateaux échappés des mémoires, type contrebandier de la route du rhum, pretty daisy du Mississippi ou lignards fatigués de la liaison grandiose Manaus-Bélem. On s'est surpris à chercher les roues à aubes et les canots à mâts, quelques bandes dessinées. C'est dire, ici, le caractère de navigabilité ne disparaît jamais qu'au moment du naufrage.

Parfums d'aventure, parfums d'exotisme, de légende, celui des fortunes prodigieuses du caoutchouc-dollars dont les grands forestiers venant festoyer se servaient pour alimenter leur séjour, celui des trafiquants d'opium tendant de sombres embuscades dans le maquis humide d'une ville canalisée, celui des indiens qui avaient inventé la maison flottante bien avant les hommes blancs. Ces temps sont partis au fil de l'eau. Les grandes fortunes demeurent, les trafiquants trafiquent, les indiens eux, sont morts. Quand le pape est arrivé et quand le *Pedro Teixeira* a commencé à fendre cette escadre baroque, tous les bateaux chargés jusqu'à la guirlande les canots s'alignèrent sur le ponton, se sont éponoués à la suite. Les pèlerins et les fusées lancées au ciel faisaient croire à quelque sort d'embellie survenue. Mais non, vailants dans la décrépitude, les mille bateaux ont fait au patrouilleur un bout de conduite jusqu'à la mêlée des eaux. De l'autre côté de l'Amazonie, le rio Negro maron. Car ces deux fleuves, dans leur puissance et leur fierté, ne se mélangent pas réellement avant des centaines de kilomètres.

Et puis ils ont couru derrière quand le vaisseau pontifical, faisant demi-tour, a remonte le Rio Negro. Sur plusieurs kilomètres jusqu'aux quartiers baroques, c'était un spectacle assez peu ordinaire que cette foule d'indiens, de métis, d'Européens, avec un métier consommé l'art de se frotter pour mieux exorciser l'abandon. Il n'y eut pas d'incident, hormis l'inévitable, disaient, un marin d'ailleurs, tombé

au rio Negro, promptement repêché et échoué en trois minutes par ce espiès en fusion.

L'imagination joue des drôles de tours, qui vous fait croire à l'Amazonie des lectures enfantines, la rude aventure, les marais, un fleuve éclairé en mille bras piéges, des serpents pleurant des arbres, les piranhas en attente d'un festin et des araignées format assiettes à dessert. L'enfer vert en somme. A Manaus le, ou plutôt les deux fleuves, font comme des bras de mer, comme le Tage à Lisbonne, et la forêt reste un horizon bouché, une immense ceinture, et c'est par cette procession-promenade que Jean-Paul II en a terminé avec son voyage.

Pour la première fois, on l'a vu quitter son poste, si l'on peut dire, et chercher l'ombre dans un recoin du bateau. Le pape était fatigué après avoir été, dit-on, la veille dans la soirée, victime d'un léger malaise digestif. La chaleur étouffante, la dure journée venue à Manaus y avaient sans doute contribué. Cette ville, citadelle assiégée, ce champignon urbain lui avait réservé, aux chaudières, un accueil défilant. La plupart des huit cent mille habitants massés sur les parcsours dans une ambiance de ferveur de Dax, pétards, fanfares et lampions multicolores, avaient fêté ce pape qui parlait si aimablement de la barbe de *Manaus*. A Belém, en effet, Manaus l'est dans l'audace, extrême et parfois caricaturale de sa période « belle époque », son fameux théâtre, bien sûr, mais aussi ses demeures furieuses-

#### « ENNEMIS DES NATIONS INDIGÈNES »

(De notre envoyé spécial.)

Manaus. — Au texte qu'ils ont remis au pape, les chefs indiens avaient joint une déclaration annexée : la liste nominative de quinze personnes déclarées par eux « ennemis des nations indigènes ». Ce titre peu glorieux a été décerné notamment au ministre de l'intérieur brésilien, M. Mario Andreaz, au président de la FUNAI (Fondation nationale d'assistance aux indiens), le colonel José Carlos Nobre de Vasquez, aux gouverneurs des Etats du Rio-Grande-do-Sul et de Mato-Grosso, respectivement l'amiral De Souza et M. Frederico Campos. Y figurent aussi M. Leonard Brizola, ex-gouverneur du Rio-Grande-do-Sul, et différents autres hommes politiques et fonctionnaires des Etats à population indigène. — P. G.

ment prétentieuses si elles ne touchaient parfois à un génial mauvais goût. Belle, aussi, de tout ce passé encore accroché au présent, ses maisons sur l'eau et ses marchés, et leurs extraordinaires parfums de tous les poissons de l'Amazonie et de tous les fruits de l'Amazonie. Belle même dans l'illustration qu'elle offre de tout ce qui fait le quotidien des civilisations occidentales.

Manaus la citadelle est aussi un port franc, une gigantesque boutique hors taxes, un supermarché monstrueux placé au cœur de la forêt vierge comme une affirmation intemporelle de la société de consommation. Ville cosmopolite, ville marchande dans l'agressivité d'une concurrence féroce entre Libanais, Japonais, multiplie des enseignes multilingues. Manaus, en somme, serait la nouvelle Babylone au sens où le pape avait fait de Curitiba une autre Jérusalem.

#### Le désespoir indien

Mais une Babylone avec ses excès. Dans la soirée de jeudi, quelques Indiens parlant au nom de dix-huit tribus ont rencontré le pape. Ces hommes-là ont fait de ce moment des minutes d'intense émotion. Les vaines casses par la douleur et l'inquiétude, ils ont supplié le pape, « leur dernier espoir », de sauver le peuple indien, le peuple des massacres, des exploitations, des emprisonnements, le peuple des hommes traités en animaux et en gibier. Ils ont lancé un cri de désespoir et de révolte, un cri de peuple assassiné inoubliable pour ceux qui en furent les témoins.

Le pape, profondément ému, les a écoutés longuement. Puis il a pris une petite Indienne dans ses bras. Le pape prend souvent des enfants dans ses bras. Il leur caresse la tête, les embrasse parfois, les bénit toujours, mais les repose assez vite, cela se comprend. Là, ce fut différent : le pape a longuement tenu serrée cette petite fille simple frimousse réfugiée au creux de son épaule. Et il l'a berçé doucement comme pour la consoler. Longtemps, longtemps avant de la déposer.

Une image admirable parce qu'elle résumait parfaitement tout un voyage.

PIERRE GEORGES.

## PROCHE-ORIENT

### Israël

#### La Cour suprême réserve sa décision concernant les trois personnalités expulsées de Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — La Cour suprême d'Israël a, vendredi 11 juillet, l'examen de la requête présentée par les trois personnalités cisjordanaises de la région d'Hebron expulsées le 3 mai dernier. Mais les juges se sont accordés plusieurs jours de délibération.

Le maître d'Hebron, M. Fahad Kawasme, celui de Khalbioul, M. Mohamed Milhem, et le président du tribunal islamique d'Hebron, cheikh Rajab Tamini, avaient accusé d'Israël, par diverses déclarations, incité la population à la violence et d'avoir, de ce fait, pris une part de responsabilité dans l'attentat commis le 2 mai à Hebron, où six colons israéliens avaient été tués. Quatre heures seulement après cet attentat, ces trois hommes avaient été conduits à la frontière libanaise, sans avoir pu comparaître devant une commission militaire d'appel, comme le prévoit la procédure en pareil cas. C'est sur ce point qu'a porté l'essentiel des débats devant la Haute Cour.

Le procureur d'Etat, M. Gabriel Bach, a reconnu que l'application du décret d'expulsion était « irrégulière » et il a exprimé l'espoir qu'une telle « infraction » se reproduirait plus à l'avenir. Mais il a soutenu que la mesure elle-même était pleinement justifiée. Il a fait valoir qu'on ne pouvait plus envisager le retour de M. Kawasme, Milhem et de cheikh Tamini, car, selon lui, cela serait une « catastrophe » pour la sécurité dans les territoires occupés. Le dossier présenté par les autorités militaires contient les principales déclarations incriminées (1), mais aussi la déposition du gouvernement militaire de Cisjordanie, qui affir-

me que les trois personnalités s'étaient livrées, depuis longtemps, à des « activités hostiles » : encourageant la population à se révolter contre les forces de sécurité.

L'avocat de la défense, M. Felicia Langer, qui demande l'annulation du décret d'expulsion et le retour de ses clients, ou au moins leur comparution devant la commission d'appel, a dénoncé la manière dont avait été constitué le dossier d'accusation. M. Langer a signifié qu'une grande partie des propos reprochés aux trois personnalités sont postérieurs à l'expulsion et sont rapportés sous forme de coupures de presse qui ne peuvent avoir valeur de preuve. L'accusation prétend que depuis leur exil, et au cours de leur voyage aux Etats-Unis et en Europe, les expulsés ont eu une attitude encore plus extrémiste en lançant des appels à la « guerre sainte » et en déclarant que la lutte armée était le seul moyen de libérer leur patrie.

#### Une lettre des accusés

Sur une proposition des juges, les accusés, qui se trouvent actuellement en Jordanie, ont rédigé cette semaine une lettre transmise à Jérusalem par le consul des Etats-Unis à Amman. Dans ce document, ils réfutent les interprétations faites par l'accusation et « déclarent qu'ils n'ont eu aucune part dans l'attentat de Hebron et qu'ils déplorent toute « effusion de sang ». Ils ajoutent qu'on ne saurait retenir contre eux les propos qui leur sont attribués quand ceux-ci n'ont aucun « fond de vérité » et sont « contraires » à la teneur de la lettre qu'ils adressent à la Cour.

Le procureur de l'Etat a affirmé que cette lettre n'avait aucune valeur et il a déclaré que la Cour ne pouvait être satisfaite puisque les trois personnalités « ne se désolidarisent pas de l'O.L.P. ». Les juges ont paru prêter une attention particulière à cet argument. M. Langer a répliqué que, dans ces conditions, il fallait expulser la plupart des maires et des habitants de Cisjordanie et du territoire de Gaza, car ils reconnaissent l'O.L.P. comme leur représentant légitime.

FRANCIS CORNU.

(1) Des propos tenus le 24 mars au cours d'une réunion publique organisée afin de protester contre la décision prise la veille par le gouvernement d'expulser dans le centre d'Hebron deux écoles israéliennes.

#### Selon un hebdomadaire britannique

#### LES SERVICES SECRETS DE TEL-AVIV SERAIENT RESPONSABLES DE LA DESTRUCTION DE DEUX REACTEURS NUCLEAIRES A TOULON

Londres (A.F.P.). — La destruction à Toulon l'un des deux réacteurs nucléaires de fabrication française, destinés à l'Irak, a été l'œuvre des services secrets israéliens, affirme l'hebdomadaire britannique *« The Sunday Times »*, citant les milieux des services de renseignement à Paris.

Dans un grand reportage consacré à la lutte menée par Israël pour empêcher l'Irak de disposer de l'arme atomique, *« The Sunday Times »* a également évoqué l'assassinat à la mi-juin à Paris de Yahia El Mehad, dirigeant de l'agence irakienne pour des opérations, qui était aussi une opération menée par le Mossad (services secrets israéliens).

« Now » affirme que les deux affaires sont étroitement liées et participent d'une lutte clandestine et impitoyable menée par les israéliens pour empêcher l'Irak de se doter de l'arme atomique. A partir, affirme le journal, de l'Arabie et des deux réacteurs commandés à la France.

Citant toujours les milieux des services de renseignements à Paris, l'hebdomadaire rapporte que trois agents du Mossad « sont arrivés à Toulon » où étaient entreposés les réacteurs. Le 4 avril 1979, venant de Paris.

Quatre autres agents du Mossad « les y attendaient dans une villa et dans la nuit du 6 au 7 avril, ils se sont rendus avec deux camions à l'usine où étaient entreposés les réacteurs : leur objectif, selon *« Now »*, était de voler les parties importantes des cours du réacteur et de les embarquer à Marseille sur un cargo. Une fois dans l'usine, poursuit *« Now »*, ils manœuvrèrent de temps et décidèrent finalement de faire sauter ces éléments.

[L'hypothèse du sabotage par les services secrets israéliens des réacteurs français destinés à un réacteur nucléaire irakien avait été écartée à l'époque (le Monde du 12 mai 1979). Une autre hypothèse avait été avancée par le Washington Post : celle de la destruction du cours du réacteur sur ordre d'une personnalité très haut placée du gouvernement français. Le Washington Post avait fait état à ce propos de dissensions au sein du gouvernement « en raison du risque éventuel de voir l'Irak produire une bombe atomique ». Cette hypothèse avait été qualifiée de « peu sérieuse » par les milieux proches du gouvernement. La police avait encois la participation à l'attentat d'un groupe de écologistes français, inconnu jusqu'ici, qui l'avait revendiqué.]

سكوا من الأمل







part, ne s'y trompa pas et se déclara « choqué par certaines déclarations et certaines attitudes à l'égard des projets sociaux » soumis au Parlement.

— Extension du code du travail. — Ce texte étend à certaines professions, et notamment aux professions agricoles, des dispositions qui, dans la pratique, leur sont le plus souvent déjà applicables, mais n'avaient pas été codifiées (J.O. du 31 mai).



## PRINTEMPS

### II. — Les textes en instance

Plusieurs textes, bien qu'examinés au cours de cette session, n'ont pas été adoptés définitivement. Ils concernent, notamment, les sujets suivants :

« Sécurité et liberté ». — Ce texte introduit un projet de loi renforçant la sécurité et protégeant la liberté des personnes, visé à réprimer plus sévèrement les auteurs de violence. Divers mécanismes sont mis en place, tels que la répression de l'incitation à la violence, la limitation des circonstances atténuantes, et du surcroît. Certains condamnés ne pourront plus bénéficier de remises de peine et de mesures de libération conditionnelle pendant une période dite de « sûreté », selon le cas, à la moitié de la peine ou à quinze années. Afin de limiter la détention provisoire, les tribunaux correctionnels pourront être saisis directement des affaires « étiquées », sans passer par le magistrat instructeur. L'instruction pourra aussi ne durer que trois mois, à la demande du parquet, en cas de crime. Différentes dispositions sont prévues en faveur des victimes. Avec l'accord du gouvernement, les députés ont adopté quatre articles additionnels législatifs les contrôles d'identité des « police administrative » (le Monde des 30 et 31 mai, 12-13 juin, 3, 4, 5-6, 7, 10, 11, 12, 13, 14, 15-16, 18, 21, 22-23 et 24 juin).

« Prévention des difficultés des entreprises ». — Ce texte vise à améliorer l'information des dirigeants sur la marche de l'entreprise : attirer leur attention et les inciter à agir en cas d'évolution préjudiciable de la société ; obliger les dirigeants à reconstruire plus rapidement les fonds propres de l'entreprise en cas de perte d'actif. Adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, ce projet prévoit notamment les dispositions suivantes : en cas de dégradation de la situation financière de l'entreprise, une procédure d'alerte interne justifiera l'intervention d'un commissaire aux comptes. A cet effet, une liste limitative de « signaux » a été déterminée. En cas d'observation de ces « signaux », le commissaire aux comptes devra adresser au président de l'entreprise une lettre d'alerte externe à l'entreprise permettra aux commissaires aux comptes d'avertir les tribunaux en cas de « déviations » de gestion qu'ils auront constatées (le Monde daté 20-21 avril, 26 avril et 15 mai).

« Distribution d'actions aux salariés ». — Ce texte vise à la distribution gratuite d'actions en faveur des salariés des entreprises industrielles et commerciales. Initialement obligatoire, cette

« Participation (\*) ». — Ce texte comporte, pour l'essentiel, trois types de dispositions : augmentation du pourcentage du montant de la réserve de participation créée par l'ordonnance du 17 août 1967 et affectation exclusive de ce supplément à l'actionnariat des salariés ; incorporation dans la loi du 24 juillet 1968 sur les sociétés de dispositions nouvelles concernant un nouveau type de société commerciale : celle de société d'actionnaires ; celui, dans les sociétés anonymes comptant plus de cinq cents salariés, élu par l'ensemble du personnel et en son sein, de deux membres du conseil de surveillance. L'un des représentants est élu par le personnel d'encadrement et les autres par les autres catégories de personnel (le Monde des 24 et 25 avril, 12-13, 22-23, 26, 29-30 juin, 1<sup>er</sup> et 2 juillet).

« Viol et attentat à la pudeur (\*) ». — Ce texte vise à lutter contre les violations sexuelles à la fois par une aggravation des sanctions, par des mesures de prévention et par des dispositions destinées à aider les victimes à porter plainte. Outre une modification de la définition juridique du viol (le projet parle du « crime de violence »), le texte tend à améliorer l'accueil des victimes dans les tribunaux. Les tribunaux et les hôpitaux. Dans les circonstances aggravantes, punissables de la réclusion criminelle à perpétuité, l'agression a été retenue contre le viol commis sur une femme en état de grossesse. Le texte prévoit également une répression pénale de l'homosexualité (le Monde daté 13-14 avril, 24 mai et 26 juin).

« Statut de la magistrature ». — Ce texte tend à faciliter le recrutement des magistrats par l'introduction de concours exceptionnels et prévoit la proposition des mesures permettant d'augmenter directement des magistrats aux échelons moyens du corps judiciaire. Selon la dernière version de ce texte, les membres de la commission d'avancement seront désignés par le gouvernement parmi les magistrats figurant sur une liste dressée par le pair (le Monde des 4, 5, 10 et 18 avril, 2 et 26-28 mai, 26 juin, 1<sup>er</sup> et 2 juillet).

« Développement des responsabilités des collectivités locales ». — Ce texte, dont l'examen a été commencé en mai 1979, a été adopté, en première lecture par le Sénat, à l'issue de cent séances de débats de haut niveau en séance publique : mille deux cent cinquante amendements ont été examinés ; le projet comporte deux cent cinquante et un articles et embrasse les différents aspects de la vie des collectivités locales. Il poursuit quatre objectifs : donner une plus grande liberté aux communes, clarifier les compétences respectives de l'Etat et des collectivités locales, donner à celles-ci les moyens d'une plus grande efficacité, développer la participation des citoyens aux affaires locales (le Monde des 12, 17, 18, 19 et 24 avril).

« Protection des candidats à la construction de maisons individuelles (\*) ». — Ce texte vise les objectifs suivants : donner des garanties à l'acquéreur quant à la constructibilité du terrain sur lequel il se propose de faire édifier une maison individuelle ; mieux délimiter les champs d'application respectifs du contrat de vente d'immeubles à construire et du contrat de construction d'une maison individuelle ; étendre l'obligation de passer le contrat de construction à des opérations qui sont actuellement du domaine strictement individuel ; renforcer la protection du maître d'ouvrage au moment de la formation du contrat de construction en instituant un délai de renonciation et en définissant les différentes conditions auxquelles se trouve subordonnée la validité du contrat ; réglementer de façon plus précise les mentions qui doivent obligatoirement figurer au contrat ainsi que les obligations et garanties spécifiques auxquelles sont tenus les constructeurs ; enfin, prévoir la possibilité de faire précéder le contrat de construction d'un contrat d'engagement préalable (le Monde du 22 mai).

Un bilan sommaire des travaux de la session de printemps au Palais-Bourbon ainsi que la liste des textes définitivement adoptés par le Parlement sont parus dans le Bulletin de l'Assemblée nationale (n° 70) qui peut être adressé à toute personne qui en fait la demande, sous pli non affranchi. M. le président de l'Assemblée nationale (service des Informations parlementaires), Palais-Bourbon, 75355 Paris.

Un bilan spécial pendant compte de l'activité du Sénat pendant la même période, tant en séances publiques qu'en commissions, est également disponible. Il peut être adressé à toute personne qui en fait la demande, sous pli non affranchi, à M. le président du Sénat, secrétaire général de la présidence (division de l'information), Sénat, 75391 Paris Cedex 06.

## La préparation de l'élection présidentielle

La vigueur des prises de position de M. Bernard Pons — « Il y a un divorce entre le gouvernement et le R.P.R. », avait déclaré le secrétaire général du mouvement gaulliste (« le Monde » du 12 juillet) — suscite deux types de réactions. Les uns tendent à minimiser la portée de ces déclarations, les autres incitent à en tirer des conclusions nettes et définitives.

Pour M. Jean-Pierre Fourcade, les propos de M. Pons ont surtout une valeur tactique et servent sans doute à préparer

le terrain d'une candidature à l'Elysée du président du R.P.R., les conséquences politiques d'une telle critique, en vue du second tour du scrutin de 1981, ne devraient donc pas être, selon l'ancien ministre giscardien, trop dommageables à la majorité.

C'est en revanche la crainte de dommages irréparables qui conduit sans doute M. Robert Galley à prendre dès maintenant fait et cause pour M. Giscard d'Estaing. Alors qu'il semblait devoir aider M. Michel Debré dans sa tentative élyséenne, le ministre de la coopération

dénonce la multiplicité des candidatures au sein de la majorité, souhaite que le président de la République sollicite le renouvellement de son mandat, et annonce qu'il soutiendra la candidature de M. Giscard d'Estaing — de tous ses moyens.

Aux motivations nationales de M. Galley — la défense de la majorité présidentielle — il faut peut-être ajouter des considérations locales : le maire de Troyes est en effet candidat aux élections sénatoriales dans l'Aube.

### M. FOURCADE NE CROIT PAS A UN « DIVORCE » ENTRE LE R.P.R. ET LE GOUVERNEMENT

M. Jean-Pierre Fourcade, président des clubs Perspectives et Réalités, vice-président de l'U.D.F., a répondu vendredi 11 juillet au micro de France-Inter à M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R. Celui-ci avait estimé la veille qu'il serait « difficile » à son parti de soutenir M. Valéry Giscard d'Estaing au deuxième tour de l'élection présidentielle en 1981, et avait fait état d'un « divorce » entre le R.P.R. et le gouvernement (le Monde du 13 juillet). M. Fourcade a souligné : « Il faut relativiser les propos de M. Pons sur un divorce entre le R.P.R. et le gouvernement. Il convient de porter les affirmations du secrétaire général du R.P.R. plutôt au compte des soucis tactiques qu'à celui de la grande prospective politique. S'exprimer ainsi revient à méconnaître le caractère profond de l'élection présidentielle. Le moment venu, les consciences politiques apparaîtront comme tout à fait mineures. »

### Un sondage de l'IFOP

#### LES COTES DE POPULARITÉ DE MM. GISCARD D'ESTAING ET BARRE APPARAISSENT STABLES

Dans ses éditions du vendredi 11 juillet, France-Soy a publié un sondage de l'IFOP réalisé entre le 1<sup>er</sup> et le 5 juillet auprès d'un échantillon de mille huit cent trente personnes, représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus, sur la popularité du président de la République et du premier ministre, dont les cotes respectives apparaissent relativement stables.

Selon cette enquête mensuelle, 44 % des personnes interrogées se déclarent satisfaites de M. Giscard d'Estaing (contre 45 % en juin et 46 % en mai) ; 30 % des personnes interrogées se déclarent satisfaites de l'action de M. Raymond Barre (contre 32 % en juin et 33 % en mai) (contre 34 % il y a un mois).

### M. Robert Galley soutiendra « de tous ses moyens » M. Giscard d'Estaing

Troyes. — M. Robert Galley, ministre de la coopération, samedi 12 juillet dans une interview que publie l'Est-Éclair, l'élection présidentielle. Il indique notamment : « Je soutiens ardemment que le président de la République sollicite le renouvellement de son mandat. (...) L'œuvre qu'il a accomplie, le rôle qu'il a joué, le succès qu'il a obtenu en France et dans le monde alors que les périls montaient à l'horizon, me font penser que le R.P.R. ne peut que se consacrer à l'œuvre qu'il a entreprise et à l'accomplissement de son mandat. (...) Tout d'abord, parce que, membre de son gouvernement depuis le début, c'est naturellement mon devoir. Mais aussi parce que, si la conviction profonde, en matière de politique, qu'il est l'homme capable de diriger la France dans les temps tourmentés que nous vivons et qui pourraient bien l'être davantage encore demain. (...) Toute ma réflexion dans ce domaine se nourrit d'une idée fondamentale : la clé du bon fonctionnement de nos institutions est la V<sup>e</sup> République, c'est le soutien apporté au président de la République, c'est l'existence de la majorité présidentielle. C'est pourquoi la multiplicité des candidatures au sein de la majorité fausse le jeu des institutions, et que l'urgence est de tout faire pour que la République soit présidée par un homme qui ait le soutien de la majorité présidentielle. Il faut donc que le débat politique se déroule dans le cadre des institutions, et en leur sein. »

### M. JEAN LECAUET : je me suis trompé sur la capacité de la France de se doter d'un armement nucléaire

Dans une interview, que publie samedi 12 juillet l'hebdomadaire Valeurs actuelles, M. Jean Lecauet, président de l'U.D.F., évoque l'époque où il était dans l'opposition au général de Gaulle. Il déclare : « Ce qu'il a changé depuis 1965, c'est que nous pouvons plus nous en remettre entièrement à nos alliés américains. Je continue à penser que ma critique du slogan gaulliste de la « défense tous azimuts » était juste, mais je me suis trompé en doutant de la capacité de la France à se doter d'un armement nucléaire. La perfectionnement de nos armes à beaucoup plus progressé depuis lors que je ne l'avais imaginé. (...) M. Lecauet ajoute : « Je suis attentiste, dans la mesure où j'ai toujours considéré que nous avions besoin de l'alliance mais j'ai pu pour nous résigner à voir la France servir de balai d'armes aux Américains. (...) A propos de l'Allemagne fédérale, le président de l'U.D.F. note : « Ma grande inquiétude est la révolution (de ce pays) (...) le risque de le voir glisser vers le neutralisme. C'est, à son avis, à la lumière de cette crainte que doit être interprétée la phrase prononcée par M. Giscard d'Estaing le 26 juin : « La France est directement concernée par la sécurité de ses alliés. (...) La protection de la France, affirme M. Lecauet, ne peut pas exclure la sécurité de ses partenaires. Autrement dit, on ne protège pas la France en se désistant de l'opportunité de son engagement. »

### L'arme neutronique ajoutée à notre dissuasion

En ce qui concerne la défense nationale, au nom de ce courant, M. Galley, qui est ancien ministre de la défense, déclare : « Le progrès technologique que représentent les nouvelles types d'armes et la bombe à neutrons est considérable. S'agissant de la fabrication de cette bombe et sa production, ma décision n'est pas prise. Si, au bout du compte, elle est produite, elle sera utilisée. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une modification de notre système de défense. Nous ajoutons une dissuasion de nature tactique à la dissuasion de nature stratégique. (...) Des militants de quinze fédérations du P.S. (1) qui avaient soutenu la motion « Union pour la répression de la prostitution », ont fait savoir qu'ils ne sont en rien solidaires de la position prise par ceux qui voudraient encore s'exprimer au plan national au nom de ce courant. Des équipes fédérales représentant le courant Union pour la répression de la prostitution ont réuni, samedi 11 juillet, au Palais-Bourbon, une conférence de presse. M. Rocard (le Monde du 6 juillet).

(1) Parmi les signataires de ce texte critique figurent notamment MM. Yves Durieux (Haute-de-Seine), Guiller (Gironde), Jacques Guyard (Bordeaux), Gérard Caudron, maire de Villeneuve-d'Ascq, Rapis, maire de Metz (Moselle), Chert, Groscolas, conseiller général de Meurthe-et-Moselle, et Bilon (Paris).

Mme Yvette Roudy, membre (socialiste) de l'Assemblée européenne, a déposé une proposition de résolution sur « la traite des êtres humains en vue de la prostitution ». Dans ce texte, Mme Roudy demande à l'Assemblée de Strasbourg d'établir un rapport sur cette question et d'élaborer une directive pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation d'adultes.

A Colombey-les-Deux-Églises, la Boiserie, ancienne résidence du général de Gaulle, sera fermée au public du mardi 18 août au soir au dimanche 24 août inclus.

Les députés communistes ont déposé une proposition de loi portant amnistie pour certaines infractions commises lors de la manifestation des sidérurgistes le 23 mars 1979 à Paris. Les signataires de cette proposition indiquent notamment que, au soir de cette manifestation, « après que

### La candidature de M. Michel Debré

#### CONFLIT AU SEIN DE LA FÉDÉRATION R.P.R. D'INDRE-ET-LOIRE

La candidature de M. Michel Debré à la présidence de la République a provoqué un conflit au sein de la fédération R.P.R. du département d'Indre-et-Loire (l'ancien premier ministre est maire d'Amboise). Un certain nombre de militants, conduits par M. Jean-Paul Locquet, membre du comité départemental, ont décidé de proposer la création d'un comité d'appel à la candidature de M. Jacques Chirac. Ils veulent ainsi protester contre la constitution, le 5 juillet dernier, par le secrétaire départemental, M. Lucien Cyprien, d'un comité de soutien à la candidature de M. Debré. Une réunion des partisans de M. Chirac, est prévue, samedi 13, à Tours, à la permanence du R.P.R.

### AGUIGUI FOR PRESIDENT

« Don Quichotte trublion antinucléaire » et souhaitant que « la vie devienne une fête », Mouna Aguiqui a décidé de se présenter à l'élection présidentielle.

Convaincu de bénéficier d'un « vigoureux courant d'opinion et de sympathie surtout dans le quartier Latin », où il est présent aux élections législatives de 1973 et de 1978, André Dupont compte sans doute d'abord sur les 380 suffrages du 1<sup>er</sup> arrondissement comme candidat humaniste-mondialiste. Il y a sept ans et sur les 392 voix qu'il a attirées cinq ans plus tard avec son étiquette d'écologiste-humaniste.

Ce sympathique fantasiste qui se produit devant le Centre Pompidou « presque chaque jour » et au Jardin du Luxembourg « parfois le dimanche », entend proposer un référendum sur les centrales nucléaires. Mais auparavant, il proteste contre la réélection de l'élection et la « circulaire Bonnet » relative aux conditions d'obtention des signatures de parrains par les candidats.

### ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux, trop éloignés d'une agence, de recevoir leur journal, nous avons décidé de leur offrir, sous conditions, des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :	
Quinze jours	46 F
Trois semaines	69 F
Un mois	77 F
Un mois et demi	108 F
Deux mois	140 F
Deux mois et demi	172 F
Trois mois	204 F
ÉTRANGER (voir note) :	
Quinze jours	73 F
Trois semaines	109 F
Un mois	132 F
Un mois et demi	191 F
Deux mois	239 F
Deux mois et demi	300 F
Trois mois	362 F
EUROPE (voir note) :	
Quinze jours	55 F
Trois semaines	83 F
Un mois	125 F
Un mois et demi	161 F
Deux mois	206 F
Deux mois et demi	262 F
Trois mois	318 F

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des mandats demandés et l'affranchissement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous avons nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant de leur banque ou de leur dépôt, en indiquant les nom et adresse en lettres majuscules.

### EN BREF...

Les casseurs eurent pu agir en toute impunité, la police a arrêté plusieurs jeunes, notamment des lycéens et étudiants, dont la plupart ont été condamnés en flagrant délit à des peines de prison.

MM. Jean Arlaud et Alan Donald, membres de la mission franco-britannique chargée de rechercher la cause de la crise des Nouvelles-Hébrides, sont revenus, le jeudi après-midi 10 juillet, à Port-Vila, après avoir en plusieurs entretiens, mercredi et jeudi, à Luganville avec les dirigeants du mouvement séparatiste de l'île d'Espiritu-Santo. Les conclusions de ces échanges de vues n'ont pas été divulguées. A leur arrivée à Port-Vila, les deux émissaires ont rencontré de nouveaux les membres du gouvernement néo-hébridaï.

### ANCIENS COMBATTANTS

L'Antenne des anciens déportés de France annonce, dans un communiqué, que « la cérémonie annuelle qu'elle organise en souvenir des rafles de juillet 1942 aura lieu le mercredi 16 juillet 1980, à 18 h. 30, devant la plaque commémorative du boulevard de Grenelle, proche du métro Bir-Hakeim, sous le haut patronage de M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants », de M. le grand rabbin de France de M. l'ambassadeur d'Israël, en présence de représentants du CRAP et d'associations de résistants et de déportés. La cérémonie religieuse sera célébrée par M. le grand rabbin Bauer.

Le Monde des PHILATÉLISTES



Le Monde

# Société

## A Fleury-Mérogis Le ballon prisonnier

Le temps est orageux. Une fine pluie tombe sur Paris. Dans le bus qui file en direction de Fleury-Mérogis, une équipe de football, le Variété-Club de la tôle, des journalistes de la tôle, de la presse écrite, une vedette de la chanson, Ringo, un ancien footballeur de Saint-Etienne, Jean-Michel Larqué, un animateur de télévision, Michel Drucker. L'ensemble des joueurs répond à une invitation des détenus de la prison de Fleury.

Premier contact avec l'administration : on vous retire votre carte d'identité. Un jeton rouge est remis qui permettra de retrouver ses papiers à la fin de la visite. A Fleury, l'administration est plutôt fière des dispositifs de sécurité mis à la disposition des visiteurs. On franchit plusieurs portes. On entraîne les visiteurs vers une cour intérieure où conduit un stade. On s'interroge. « Ce n'est rien, on sonde les barreaux comme chaque jour. »

### Une porte à franchir

Sur le terrain de football, l'équipe des détenus. Une trentaine de supporters, des prisonniers, autour du terrain. D'autres suivront la rencontre de leurs chambres. Pendant que le match se déroule, dans des cours voisines, des hommes tournent. C'est l'heure de la promenade quotidienne. Seul ou en couple, on suit le même circuit. Dix fois on voit passer les mêmes

MAURICE PARTOUCHE.

## JUSTICE

### A LA COUR D'APPEL DE PARIS Un racket au nom de la cause kabyle

Le procès, qui fut en réalité réduit à celui d'un délit de droit commun, fut écourté en raison de l'absence du principal inculpé, le commandant Mohamed Bessoud, cinquante-six ans, ancien soldat de l'ALN (Armée de libération nationale) et occupant au régime de Boumedienne. Inculpé de menaces verbales avec ordre et sous condition, ainsi que de violence avec préméditation et coups et blessures volontaires, il se voyait reprocher d'avoir tenté d'extorquer des fonds à ses compatriotes, soi-disant pour la cause kabyle. La cotisation était de 100 F par mois. « Mais jamais », dira le président, M. Jacques Henon, le président de l'Académie berbère, M. Mohamed Elouadi, ne sera son. Mohamed Bessoud, qui fut secrétaire de l'association, a même été mis en demeure de quitter l'Académie pour dénonciation de fonction. En revanche, pour M. Jacques Henon, de la force, « le dossier est monté de toutes pièces par la police algérienne contre le Ben Barka d'Algérie ». Pour s'en tenir aux faits tels qu'ils ont été énoncés par la cour, l'affaire paraît simple.

M. Chérif Oukaci, propriétaire de trois bureaux d'agence de voyages, qui avait refusé à plusieurs reprises, malgré les menaces et les coups dont il avait fait l'objet de verser sa « cotisation », prévint la police et sous prétexte de céder aux exigences des collecteurs de fonds, alla dans un piège le 23 mars 1978. Mohamed Bessoud, pour publicité en faveur de l'avortement, l'autre contre le docteur Jean-Louis Grombocque, l'un des médecins de l'établissement, et contre les autres responsables de la clinique, pour infraction à l'article du code de la santé, qui réglemente l'avortement thérapeutique.

Au cours d'une conférence de presse, le préfet, M. Olivier Philip, a développé la notion de « manquement grave » à la réglementation sur les interruptions volontaires de grossesse (I.V.G.) constatée par l'inspection générale de l'action sanitaire et sociale (IGAS) dans un rapport déposé le 4 février dernier : « De nombreuses interruptions de grossesse ont été pratiquées au-delà du délai légal de dix semaines (...), le nombre des avortements thérapeutiques était, à la clinique de la Tête d'Or, trente à quarante fois supérieur à la moyenne nationale. De plus, certaines I.V.G. ont été baptisées curetages et auraient été

qui a manipulé qui et au service de quels intérêts. Ce qui est sûr, c'est que les milieux kabyles ne se sont pas mobilisés pour venir soutenir ces deux hommes. D'ailleurs, Abdelaziz a obtenu le statut de réfugié politique et le commandant Bessoud a fait intervenir auprès de M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, M. Jacques Béné, maître d'une petite bourgeoisie normande et considéré par Alger comme membre du S.D.E.C.R. Le quotidien *Libération* a publié dans son édition du 3 juillet la lettre en date du 31 mai 1978 de M. Peyrefitte en réponse à M. Béné, dans laquelle le garde des sceaux se propose de « réexaminer » le cas de Bessoud, « compte tenu du dossier », et dans laquelle il écrit à M. Béné : « J'ai été très intéressé par votre note sur l'importance du phénomène berbère au Maghreb et la nécessité de le faire retirer notre pays s'il faut pour la spécificité berbère... Nous pourrions, sur le territoire national surtout, tenir compte de cette spécificité. » De cela non plus il ne fut pas question à l'audience, et la cour a finalement condamné M. Salhi à dix-huit mois d'emprisonnement, dont douze avec sursis, et a confirmé la peine de deux ans ferme prononcée contre M. Bessoud.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## CORRESPONDANCE

M. Jannès et les procédures artificielles

M. Henri Jannès, président du Rassemblement des usagers des services publics, des contribuables et des groupements de défense, dont le Monde du 5 juillet (première édition) a fait état d'une condamnation pour « publicité mensongère », nous demandons de publier, en vertu du droit de réponse, la lettre suivante :

1) A l'audience du tribunal, qui est publique, j'ai posé la question aux experts : est-ce que — oui ou non — j'ai touché la moindre somme d'argent ? Réponse : non.

2) Il en résulte que ce qui m'est reproché c'est d'avoir ouvert des irrégularités de forme dues à la complexité de la réglementation ne mettant pas en cause ma probité. Irrégularités d'ailleurs que nous contestons.

3) La COIS (1) a accusé par écrit le RUC d'avoir monté un mécanisme frauduleux en deux temps. Premier temps : l'un quelconque des contribuables parmi les milieux d'assujettis adhère à l'association RUC (association de contribuables). Deuxième temps : le lendemain, sous prétexte qu'il est adhérent au RUC, on l'accepte comme souscripteur à l'association. Si c'était vrai, ce serait évidemment un appel public à l'épargne. Pour montrer que cette accusation est infondée, le RUC a diffusé un communiqué de presse : il offre un séjour gratuit aux Baléares à tout citoyen qui établit qu'il aurait bénéficié de ce tour de passe-passe. L'association ne s'en est pas donné la peine. Le public jugera où est le mensonge.

4) J'ai fait appel, et nous avons éventuellement jusqu'en cassation. D'ailleurs le RUC vient de gagner un procès en cassation contre les mêmes adversaires. Je tiens le dossier à la disposition de la presse.

5) En Russie, on expédie les dissidents en Sibirie ; en France, on les ruine par des procédures artificielles.

(1) N.D.L.R. : Commission des opérations de bourse.

● L'expulsion de M. Simon Malley de France. — La section ouest-allemande de la Ligue internationale des droits de l'homme a adressé au président Chirac d'Esting un télégramme faisant appel à ses « grandes qualités de cœur » et à son « esprit de justice », afin que la décision d'expulsion du directeur de la revue *Afrique-Asie* soit annulée (le Monde des 6-7 et 11 juillet).

● M. Pierre Juquin, député de l'Essonne, membre du bureau politique du P.C.F., demande au premier ministre de « saisir l'occasion du 14 juillet, fête nationale et fête de la liberté », pour retirer le projet de sécurité et d'immigration, une lettre adressée à M. Raymond Barre au nom du Comité de défense des libertés et des droits de l'homme. M. Juquin affirme que ce comité a reçu plusieurs milliers de lettres, signatures et motions s'opposant au projet de loi. Il ajoute : « Ce projet apparaît de plus en plus pour ce qu'il est : un projet qui ne s'attaque pas réellement aux problèmes de la délinquance et de l'insécurité, mais qui constitue un arsenal de répression contre les salariés. »

● RECTIFICATIF. — Au procès relatif à la propriété de l'est républicain (le Monde du 4 juillet), l'avocat de la défense était M. Xavier Kroll (et non Krenl comme il a été imprimé).

## ÉDUCATION

### « La politique de vacances scolaires est un échec total »

déclare M. André Henry

De notre correspondant

La Roche-sur-Yon. — « La politique de vacances scolaires menée depuis deux ans est un échec total », déclare M. André Henry, secrétaire général de la FEN, s'est montré très sévère, mercredi 9 juillet, à Noirmoutier (Vendée), à l'égard du calendrier scolaire mis en place par le ministère de l'éducation pour favoriser l'étalement des vacances.

M. Henry a entrepris depuis le début du mois de juillet un tour de France des centres de vacances et de loisirs pour exprimer ses craintes en ce qui concerne leur avenir. « On a trop sacrifié les intérêts des élèves aux contraintes des adultes. Le bon sens commande la révision du calendrier des vacances scolaires », a-t-il déclaré, ajoutant que la FEN était prête à s'associer à toute recherche sur le sujet et à rencontrer le ministre dès la rentrée.

Le secrétaire général de la FEN estime que le problème des vacances est actuellement mal posé. Il préconise que les congés annuels ne soient plus une « rupture » mais une « continuité » dans laquelle on ne s'écarterait pas de sa formation.

### LES RESPONSABLES DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE DÉPLORENT UNE « CROISADE LAÏQUE ANACHRONIQUE » DE LA FEN

« M. André Henry, prenant prétextuellement le relais de M. Cornet à la tête d'une croisade laïque anachronique, dénonce l'école catholique comme étant celle de l'intolérance et de la ségrégation » et annonce pour la prochaine rentrée scolaire une campagne systématique de combat », déclare, dans un communiqué, le secrétaire général de l'enseignement catholique. Faisant allusion aux récents propos du secrétaire général de la FEN à Nantes et à Metz, lors des congrès de la Fédération nationale de l'enseignement catholique de l'éducation et de la Ligue de l'enseignement (le Monde des 12-13 et 14 juillet), les responsables de l'enseignement catholique critiquent les « formules d'ouverture ou d'insulte ».

Prendant très au sérieux « ces attaques », ils reprochent à M. Henry de vouloir « assujettir à un monopole syndical l'ensemble du service public de l'éducation, après avoir éliminé toute possibilité d'alternative ». Rappelant que, depuis vingt ans, ils « n'ont pas prononcé le moindre propos d'hostilité à l'égard de l'enseignement public », les responsables de l'enseignement catholique se sont déclarés « ouverts au dialogue et désireux de la paix ». Ils reprochent à M. Henry et à ses amis de ne pas avoir

## MÉDECINE

### APRÈS LA DÉCISION DE FERMETURE D'UNE CLINIQUE LYONNAISE

### Une double information judiciaire est ouverte pour infraction à la loi sur l'avortement

Lyon. — Après la décision préfectorale de fermer, à compter du 15 août, la clinique lyonnaise de la Tête d'Or (le Monde du 10 juillet), une double information judiciaire a été ouverte, le 10 juillet, par le juge Georgin. L'une a été ouverte contre X. pour publicité en faveur de l'avortement, l'autre contre le docteur Jean-Louis Grombocque, l'un des médecins de l'établissement, et contre les autres responsables de la clinique, pour infraction à l'article du code de la santé, qui réglemente l'avortement thérapeutique.

Au cours d'une conférence de presse, le préfet, M. Olivier Philip, a développé la notion de « manquement grave » à la réglementation sur les interruptions volontaires de grossesse (I.V.G.) constatée par l'inspection générale de l'action sanitaire et sociale (IGAS) dans un rapport déposé le 4 février dernier : « De nombreuses interruptions de grossesse ont été pratiquées au-delà du délai légal de dix semaines (...), le nombre des avortements thérapeutiques était, à la clinique de la Tête d'Or, trente à quarante fois supérieur à la moyenne nationale. De plus, certaines I.V.G. ont été baptisées curetages et auraient été

De notre correspondant régional

permis un remboursement par la Sécurité sociale.

La direction de la clinique répute ces accusations : elle a déposé une requête en annulation de la décision préfectorale devant le tribunal administratif.

De son côté, le syndicat départemental G.F.D.T. des employés de santé a réuni, vendredi matin, une conférence de presse. Au cours de celle-ci, les syndicalistes ont posé les questions suivantes : « Comment expliquer le comportement de cette clinique par la Sécurité sociale si elle ne possédait pas l'agrément ? Depuis décembre 1978, cette clinique avait été classée par les hôpitaux civils de Lyon pour servir de relais à la maternité de l'hôtel-Dieu, service public. C'est dire quelle offrait des garanties à tous les niveaux (...). Comment expliquer la lenteur administrative (enquête en janvier) si des faits comme des interruptions de grossesse au-delà de dix semaines — sont réels et pourquoi n'ont-ils pas entraîné une fermeture immédiate, comme cela s'est produit en d'autres endroits ? Pourquoi n'y a-t-il eu

aucune inculpation de médecins ? »

Les réactions syndicales s'expliquent par l'inquiétude des cinquante-deux employés de la clinique qui, assure M. Bessoud, directeur départemental de l'action sanitaire et sociale, « recevraient des propositions de mutations au sein des établissements hospitaliers de la région ».

Les responsables départementaux du Planning familial ont, pour leur part, rencontré le préfet de région pour lui exprimer leurs graves inquiétudes quant à la pratique des I.V.G. à Lyon. Pour ce mouvement, neuf mille six cents avortements sont effectués chaque année à Lyon, alors que les statistiques officielles font état de quatre mille cinq cents interventions seulement, dont neuf cents sont prises en charge par l'aide sociale. Ce décalage explique, selon le Planning familial, que des « dizaines d'avortements continuent à être pratiqués dans la clandestinité ». Ce chiffre sera sensiblement accru dans les semaines à venir si la clinique de la Tête d'Or, qui assurait à elle seule 4 % à 5 % des I.V.G. pour l'ensemble du département, ferme ses portes dans un mois.

CLAUDE RÉGENT.

## RELIGION

### LA CÉLÉBRATION DE L'ANNÉE SAINT BENOIT

### Le cardinal Hume appelle de ses vœux un « renouveau spirituel » de l'Europe

A l'occasion de la fête de saint Benoît, célébrée le vendredi 11 juillet, le président du conseil des conférences épiscopales d'Europe, le cardinal Basil Hume, archevêque de Westminster, publie une déclaration pour marquer le mille cinq centième anniversaire de la naissance de celui que Paul VI avait proclamé patron de l'Europe.

« A une époque marquée par la décadence intérieure et l'ébranlement extérieur de toutes valeurs, a notamment déclaré le cardinal Hume, Benoît fonde une communauté monastique très florissante. La prière et le service divin en étaient le nerf central, sans oublier la place prépondérante du travail, les conférences ainsi que les nouvelles dignités. Avec beaucoup d'autres personnes et avec d'autres saints, Benoît a contribué à faire de l'Europe une patrie pour une nouvelle humanité d'un idéal très enrichissant. »

« L'Europe telle que nous la vivons aujourd'hui a besoin, elle aussi, d'un renouveau émanant de l'intérieur. Tous les Européens de bonne volonté se sont unis à cette fin. L'Eglise a elle aussi sa

tâche à accomplir dans ce but. Le conseil des conférences épiscopales d'Europe a fermement et avec d'autorité sa part à la réalisation de ce renouveau spirituel. »

L'archevêque de Westminster a annoncé un pèlerinage d'évêques européens à Subiaco (Italie) « à l'endroit même où Benoît se retirait dans la solitude pour y rencontrer Dieu », le 28 septembre prochain, date à laquelle sera publié un document sur les chrétiens et l'Europe, signé par les présidents des diverses conférences épiscopales européennes.

D'autre part, une célébration en l'honneur de saint Benoît a lieu à l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire, le 13 juillet, avec la participation de tous les supérieurs des monastères bénédictins en France, en présence du cardinal Hume.

● L'archevêque Elias Zakka, de Bagdad, a été élu, vendredi 11 juillet, patriarche orthodoxe synodale d'Antioche et de tout l'Orient. Il remplace le patriarche Ignace Jacob III, décédé le 28 juin (le Monde des 28 et 30 juin).

## FAITS DIVERS

### L'ENLÈVEMENT DE M. MAURY-LARIBÈRE

### Les deux ravisseurs pourraient ne pas avoir agi seuls

Mlle Dominique Wernert, accusée de l'enlèvement de M. Michel Maury-Laribère a été inculpée, vendredi 11 juillet, par le procureur de la République du tribunal d'Angoulême, M. Roger Hauret, d'arrestation, de détention et de séquestration de personne et escroquerie. La jeune femme, âgée de vingt-quatre ans, enquire la réclusion criminelle à perpétuité. L'instruction du dossier sur le rapt du vice-président du C.N.F.P. a été confiée à M. Dominique Gascard. Quant au complice de Dominique Wernert, M. Jacques Hyvert, originaire de Montmorency (Val-d'Oise), il est toujours en fuite.

### Un article de « l'Expansion »

Dans ses aveux, Dominique Wernert a indiqué aux policiers du S.R.P.J. de Bordeaux que son ami avait en l'idée d'enlever M. Maury-Laribère après avoir lu dans le magazine économique *l'Expansion* un article sur la responsabilité financière et sociale du

50 من الأصل











# RADIO-TÉLÉVISION

# CARNET

Samedi 12 juillet

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h 55 Six minutes pour vous défendre.  
19 h Trente millions d'ans.  
S.O.S. animaux.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 45 Tour de France.  
20 h Journal.  
20 h 30 Variétés : Luis Mariano.  
Réalisation B. Derland.  
21 h 30 Série : Stars et Stars.  
Nuit à la Ochia.  
Réalisation B. Derland, avec V. Hanoel.  
22 h 30 Série : C'est arrivé à Hollywood.  
Les chanteurs d'Hollywood.  
23 h 30 Magazine auto-moto.  
23 h 30 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

18 h 15 Document : Moi aussi, je parle français.  
Le Maroc.  
Série de trois émissions, réalisation A. A. Belanger.  
18 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 55 Pour les jeunes.  
19 h 10 Journal.  
19 h 20 Emissions régionales.  
19 h 40 Pour les jeunes.  
Le maître du monde : See and Tell : les papillons.  
20 h Les Jeux.  
20 h 30 Variétés : Tout va très bien Madame la Marquise.  
Une revue en chansons et danses des années 30 à 40. Pas de Bob, rumba, rumba...  
Ces piques à la France à l'étranger depuis la période des années folles jusqu'à la veille de la guerre.

## FRANCE - CULTURE

19 h 30 La R.T.B.F. présente : « La Lettre brouillée », de B. Gaspard : chanson pour Ariette.  
20 h 30 Variétés : « L'ombre des forêts », de P. Vatteau.  
21 h 30 Musique enregistrée.  
22 h 30 Journal.  
23 h 30 Variétés : « Les années folles », de P. Vatteau.

## FRANCE - MUSIQUE

19 h 30 France-Musique à Toulouse : Toulouse, ville rose... par René Kœnig ; 21 h 30 Concert au direct de la Halle aux grains : « Douze heures symphoniques », création (Ouslow) ; « Concerto pour piano et orchestre » (Massenet) ; « Huitième symphonie en si mineur (Schubert) », par l'Orchestre symphonique du Capitole, dir. L. Fiesler.  
22 h 30 Les années folles : Comment l'ont-elles vécues ? Joseph Haydn, par Ph. Soliers ; 1 h 30 Le dernier concert.

Dimanche 13 juillet

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 A 800 heures.  
9 h 30 Chrétiens orientaux.  
10 h Présence protestante.  
10 h 30 Le tour du monde.  
11 h 30 Météo.  
Célébrée dans le site de l'abbaye de Trois-Pontaines à Bernay-le-Bas (Seine-Maritime).  
12 h Les séquences du spectacle.  
12 h 30 La bonne comédie.  
13 h Journal.  
13 h 30 Billy Smart Circus.  
14 h 5 Le monde merveilleux de Disney.  
Le fabuleux du monde (deuxième partie).  
14 h 50 Sports premiers.  
15 h 40 Histoire des Jeux olympiques.  
Les Jeux du renouveau.  
15 h 50 Une même source.  
16 h 30 La série : Les touchards de marguerite.  
Réalisation M. Camus, avec Q. Wodetzky, B. Pradal, P. Mouton, O. Minne.  
17 h 15 Les séquences du spectacle.  
17 h 30 La compagnie des rêves noirs.  
18 h 45 Tour de France.  
20 h Journal.  
20 h 30 Cinéma : Les Tontons flingueurs.  
Film français de Georges Lautner (1962), avec L. Ventura, B. Blier, P. Blanchet, C. Rivet, J. Lemaire, R. Dahan, V. Vancini (M. M. M.).  
Un ancien brasseur doit reprendre, malgré lui, la succession de son père, un homme d'un autre temps, et qui a été un grand industriel de la région.  
Un classique du film de série noire parodique style Lautner. Gags de vaudeville pour des répliques de style, dialogues très stylisés d'André et interprétation savoureuse.  
22 h 30 Festival international de musique militaire.  
23 h 30 Journal.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h 30 Dimanche et fête.  
Carte postale à Aubigny-sur-Nère.  
12 h 10 Tour de France.  
13 h 30 Journal.  
13 h 30 Série : Embarquement immédiat.  
Les mauvais plaisants.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14 h 15 Concert.  
Orchestre symphonique de la garde républicaine.  
15 h 30 La série.  
16 h 25 Reconstitution du 14 juillet.  
17 h 10 14 juillet aux quatre coins.  
18 h 20 Kiosque.  
19 h 30 Stade 2.  
20 h Journal.  
20 h 30 Variétés : Pourquoi le 14 juillet ?  
Hommage du 14 juillet.  
21 h 30 Journal.  
22 h 30 Cinéma : La série continue.  
23 h 30 Journal.  
24 h 30 Cinéma : La série continue.  
Film français de Georges Lautner (1962), avec L. Ventura, B. Blier, P. Blanchet, C. Rivet, J. Lemaire, R. Dahan, V. Vancini (M. M. M.).  
Un ancien brasseur doit reprendre, malgré lui, la succession de son père, un homme d'un autre temps, et qui a été un grand industriel de la région.  
Un classique du film de série noire parodique style Lautner. Gags de vaudeville pour des répliques de style, dialogues très stylisés d'André et interprétation savoureuse.  
22 h 30 Festival international de musique militaire.  
23 h 30 Journal.

## FRANCE - CULTURE

19 h 30 La R.T.B.F. présente : « La Lettre brouillée », de B. Gaspard : chanson pour Ariette.  
20 h 30 Variétés : « L'ombre des forêts », de P. Vatteau.  
21 h 30 Musique enregistrée.  
22 h 30 Journal.  
23 h 30 Variétés : « Les années folles », de P. Vatteau.

## FRANCE - MUSIQUE

19 h 30 France-Musique à Toulouse : Toulouse, ville rose... par René Kœnig ; 21 h 30 Concert au direct de la Halle aux grains : « Douze heures symphoniques », création (Ouslow) ; « Concerto pour piano et orchestre » (Massenet) ; « Huitième symphonie en si mineur (Schubert) », par l'Orchestre symphonique du Capitole, dir. L. Fiesler.  
22 h 30 Les années folles : Comment l'ont-elles vécues ? Joseph Haydn, par Ph. Soliers ; 1 h 30 Le dernier concert.

**POUR DES RAISONS FINANCIÈRES**  
**Les journalistes de TF 1 et d'Antenne 2**  
**chargés de la couverture des Jeux olympiques**  
**déposent un préavis de grève illimitée**

La retransmission télévisée des Jeux olympiques pourrait être remise en cause par un arrêt de travail des journalistes sportifs, due à des restrictions financières. Les syndicats de journalistes de TF 1 ont déposé, le 11 juillet, un préavis de grève illimitée à compter du jeudi 17 juillet et ceux d'Antenne 2 en ont déposé un de leur côté, ce samedi 12 juillet, à partir du 18 juillet. Dans son communiqué, l'inter-syndicale d'Antenne 2 a tenu à préciser que cet arrêt de travail était demandé aux reporters et qu'elle ne s'opposait pas à ce que chacun puisse avoir sur l'opportunité de couvrir ou de boycotter les Jeux olympiques de Moscou. A Radio-France, les mêmes revendications n'avaient pas encore entraîné, ce 12 juillet au matin, de préavis de grève.

Les restrictions qui ont entraîné ces préavis interviennent à la suite d'un alignement de toutes les sociétés de l'Union européenne de radiodiffusion sur les mêmes tarifs, entraînant pour les agents des sociétés françaises une réduction de 150 F par jour des frais de mission ordinairement alloués en France pour tout déplacement en U.R.S.S. Dans les sociétés de télévision, on s'interroge cependant, sans toutefois rien affirmer, sur les raisons politiques d'une telle réduction des notes de frais, revenant, avant tout, à provoquer un boycott des Jeux, sans qu'il y ait eu à le décider officiellement.

## L'agence Tass déplore l'attitude de certains journalistes

L'agence Tass a laissé entendre, dans un communiqué publié le vendredi 11 juillet, que les journalistes venus à Moscou pour les Jeux olympiques doivent se limiter à une « couverture » à caractère exclusivement sportif. Elle en commentant le « mécontentement » qu'ont manifesté certains journalistes occidentaux à la suite des déclarations du président du Comité international olympique (C.I.O.), Jost Killianin, les invitant à « consacrer pendant les trois prochaines semaines leurs informations aux événements sportifs ». L'agence a demandé si les correspondants de divers pays, qui arrivent à Moscou, ont un autre objectif que celui de couvrir les Jeux olympiques ?

## Rauschenberg fragment d'un portrait

Rauschenberg, fragment d'un portrait, produit et réalisé par André S. Labarthe, acheté par FR 3 et présenté dans une série « Aspect du court métrage français », se compose d'un entretien avec le peintre Rauschenberg, tourné en 16 millimètres noir et blanc (monté en 35 millimètres) et d'une approche de ses tableaux, au cours d'une exposition, tournée en 35 millimètres couleurs. De grande taille, l'œuvre porte un regard extérieur sur ces tableaux sans que jamais — contrairement à un des procédés de style du « film d'art » — la peinture, — la caméra entre — à l'intérieur », et ils donnent des repères pour rendre sensibles leurs dimensions réelles.

Le noir et blanc a été, en fait, utilisé pour que, dans le montage des deux éléments du film, les couleurs deviennent des valeurs picturales par rapport au reportage sur Rauschenberg. Au temps où il était producteur (avec Janine Bazin) de « Cinéastes de notre temps », André S. Labarthe avait déjà réalisé, dans cette série, une émission sur le peintre dans les arts contemporains, sous le titre « Rauschenberg, fragment d'un portrait ».

Rauschenberg, fragment d'un portrait, est donc la deuxième expérience de films sur la peinture, le troisième étant l'impression, soixante-trois ans après, consacré à la peinture française impressionniste, réalisé pour la compagnie américaine Universal (avec des documents filmés dans les musées de New-York et de Chicago) et qui, pourtant, en cette Année du patrimoine, avait aussi sa place à la télévision. Le film sur Rauschenberg est accompagné par une musique de John Cage. — J. S.

## A voir, sur FR 3

Le 13 juillet, à 19 h 30, sur FR 3, à 19 h 30, « Rauschenberg, fragment d'un portrait », produit et réalisé par André S. Labarthe, acheté par FR 3 et présenté dans une série « Aspect du court métrage français », se compose d'un entretien avec le peintre Rauschenberg, tourné en 16 millimètres noir et blanc (monté en 35 millimètres) et d'une approche de ses tableaux, au cours d'une exposition, tournée en 35 millimètres couleurs. De grande taille, l'œuvre porte un regard extérieur sur ces tableaux sans que jamais — contrairement à un des procédés de style du « film d'art » — la peinture, — la caméra entre — à l'intérieur », et ils donnent des repères pour rendre sensibles leurs dimensions réelles.

Le 13 juillet, à 19 h 30, sur FR 3, à 19 h 30, « Rauschenberg, fragment d'un portrait », produit et réalisé par André S. Labarthe, acheté par FR 3 et présenté dans une série « Aspect du court métrage français », se compose d'un entretien avec le peintre Rauschenberg, tourné en 16 millimètres noir et blanc (monté en 35 millimètres) et d'une approche de ses tableaux, au cours d'une exposition, tournée en 35 millimètres couleurs. De grande taille, l'œuvre porte un regard extérieur sur ces tableaux sans que jamais — contrairement à un des procédés de style du « film d'art » — la peinture, — la caméra entre — à l'intérieur », et ils donnent des repères pour rendre sensibles leurs dimensions réelles.

**CHAMPAGNE**  
**BESSERAT**  
**DE BELLEFON**

ALLÉE DU VIGNOBLE  
51061 REIMS, Tél. 28.08.08.18



## Décès

### GÉNÉRAL MORLIÈRE

Mme la générale Louis Morlière, née le 25 mai 1887 à Jarcieu (Isère), a été atteinte d'un cancer du sein, le 10 juillet 1980, à 92 ans.

### JEAN TERRAY

Le commandeur Jean Terray, né le 15 juillet 1900 à Neuilly-sur-Seine, a été atteint d'un cancer du sein, le 10 juillet 1980, à 79 ans.

### JEAN TERRAY

Le commandeur Jean Terray, né le 15 juillet 1900 à Neuilly-sur-Seine, a été atteint d'un cancer du sein, le 10 juillet 1980, à 79 ans.

### JEAN TERRAY

Le commandeur Jean Terray, né le 15 juillet 1900 à Neuilly-sur-Seine, a été atteint d'un cancer du sein, le 10 juillet 1980, à 79 ans.

### JEAN TERRAY

Le commandeur Jean Terray, né le 15 juillet 1900 à Neuilly-sur-Seine, a été atteint d'un cancer du sein, le 10 juillet 1980, à 79 ans.

### JEAN TERRAY

Le commandeur Jean Terray, né le 15 juillet 1900 à Neuilly-sur-Seine, a été atteint d'un cancer du sein, le 10 juillet 1980, à 79 ans.

### JEAN TERRAY

Le commandeur Jean Terray, né le 15 juillet 1900 à Neuilly-sur-Seine, a été atteint d'un cancer du sein, le 10 juillet 1980, à 79 ans.

### JEAN TERRAY

Le commandeur Jean Terray, né le 15 juillet 1900 à Neuilly-sur-Seine, a été atteint d'un cancer du sein, le 10 juillet 1980, à 79 ans.

### JEAN TERRAY

Le commandeur Jean Terray, né le 15 juillet 1900 à Neuilly-sur-Seine, a été atteint d'un cancer du sein, le 10 juillet 1980, à 79 ans.

### JEAN TERRAY

Le commandeur Jean Terray, né le 15 juillet 1900 à Neuilly-sur-Seine, a été atteint d'un cancer du sein, le 10 juillet 1980, à 79 ans.

### JEAN TERRAY

Le commandeur Jean Terray, né le 15 juillet 1900 à Neuilly-sur-Seine, a été atteint d'un cancer du sein, le 10 juillet 1980, à 79 ans.

### JEAN TERRAY

Le commandeur Jean Terray, né le 15 juillet 1900 à Neuilly-sur-Seine, a été atteint d'un cancer du sein, le 10 juillet 1980, à 79 ans.

### JEAN TERRAY

Le commandeur Jean Terray, né le 15 juillet 1900 à Neuilly-sur-Seine, a été atteint d'un cancer du sein, le 10 juillet 1980, à 79 ans.

### JEAN TERRAY

Le commandeur Jean Terray, né le 15 juillet 1900 à Neuilly-sur-Seine, a été atteint d'un cancer du sein, le 10 juillet 1980, à 79 ans.

## Remerciements

Le conseil d'administration et le personnel de l'Union des œuvres catholiques de France (Pleurus-Press), ont adressé à tous ceux qui leur ont adressé de nombreux témoignages de sympathie lors du décès de leur regretté secrétaire général et président-directeur général M. Guy DUPUY.

## Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la disparition de M. Edith MILGRAM, née Miller, une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

## Anniversaires

— Pour le huitième anniversaire de la mort du professeur Marcel DARGENT, le 13 juillet 1972, une pensée, est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

## Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire du décès de M. Félix NAGGAR, une pensée est demandée à ceux qui ont gardé son souvenir.

## Anniversaires

— Le 14 juillet 1977 décédait Maurice FEFER. Pour le troisième anniversaire de sa mort, une pensée est demandée à ceux qui ont gardé son souvenir.

## Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la disparition de M. Edith MILGRAM, née Miller, une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

## Anniversaires

— Pour le huitième anniversaire de la mort du professeur Marcel DARGENT, le 13 juillet 1972, une pensée, est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

## Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire du décès de M. Félix NAGGAR, une pensée est demandée à ceux qui ont gardé son souvenir.

## Anniversaires

— Le 14 juillet 1977 décédait Maurice FEFER. Pour le troisième anniversaire de sa mort, une pensée est demandée à ceux qui ont gardé son souvenir.

## Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la disparition de M. Edith MILGRAM, née Miller, une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

## Anniversaires

— Pour le huitième anniversaire de la mort du professeur Marcel DARGENT, le 13 juillet 1972, une pensée, est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

## Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire du décès de M. Félix NAGGAR, une pensée est demandée à ceux qui ont gardé son souvenir.

## Anniversaires

— Le 14 juillet 1977 décédait Maurice FEFER. Pour le troisième anniversaire de sa mort, une pensée est demandée à ceux qui ont gardé son souvenir.

## Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la disparition de M. Edith MILGRAM, née Miller, une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.







# Le Monde

# équipement

## TRANSPORTS

## ENVIRONNEMENT

MALGRÉ LA CRISE POLITIQUE

### La compagnie d'aviation libanaise va dépenser un milliard de dollars pour moderniser sa flotte

De notre correspondant

**Beirut.** — La compagnie d'aviation libanaise Middle East Airlines (plus de 60 millions de francs de bénéfices et plus d'un million de passagers transportés en 1979) a décidé d'élargir l'avant dans le renouvellement de sa flotte. Le conseil d'administration de la M.E.A. a retenu deux modèles d'appareils : l'Airbus 310 et le Boeing 737, après avoir éliminé le DC 10 de Douglas et le Lockheed.

Le marché porte sur dix-neuf appareils (dont un nombre à ré-

gler en option), et sera de l'ordre d'un milliard de dollars. Les avions sont destinés notamment à remplacer les Boeing 707 qui commencent à vieillir.

La M.E.A. estime que les deux types d'appareils qu'elle a retenus sont pratiquement équivalents, les conditions de financement (15 % à la commande et 85 % sur dix ans, taux d'intérêt 8,75 %) ayant été agréées par les deux constructeurs, c'est uniquement le niveau des prix qui déterminera le choix final. — L. G.

### La France intensifie sa coopération maritime avec plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique latine

A l'occasion du lancement du navire phosphorier *Ghanouch* pour la société tunisienne Gabès Chimie Transport, à La Rochelle, le 11 juillet, M. François Essig, directeur général de la marine marchande, a donné des précisions sur les actions engagées il y a un an (le Monde du 13 juillet 1979) dans le domaine de la coopération technique maritime et de l'exportation des matériels navals.

Il s'agit non seulement de promouvoir les exportations de biens et marchandises françaises mais aussi de développer « les transferts de technologie et de connaissance » vers les pays en voie de développement, par le biais d'opérations dites « intégrées ». C'est le cas, par exemple, à El Salvador (construction pour ce pays de deux thoniers, d'un remorqueur, équipement d'un port de pêche, formation des équipages), aux Seychelles avec une opération analogue, en Mauritanie (mise en

place d'une administration des affaires maritimes, recherches sur les stocks de poisson).

C'est donc essentiellement dans le domaine de la pêche que se réalise cette coopération. Très récemment, des programmes concrets ont été conclus avec le Mexique, et d'autres opérations sont en cours de négociation avec le Mozambique, l'Uruguay, la Tunisie, l'Indonésie, le Venezuela, et de nombreux États africains.

Dans le domaine des ports, du génie civil et des travaux publics des contrats d'ingénierie portuaires sont négociés avec le Mexique, l'Égypte, El Salvador et l'Arabie Saoudite.

Enfin, M. Essig a souligné que dans le domaine de la flotte de commerce, la priorité essentielle portait sur la formation des navigateurs puisque 73 stagiaires étrangers en 1978-1979 et 134 pour 1979-1980 ont fréquenté les écoles nationales de la marine marchande.

## VENTES

### LA NOMINATION DE M. VAN DER KEMP CHEZ CHRISTIE'S EUROPE

La nomination de M. Gérard Van der Kemp, ancien conservateur en chef du château de Versailles, comme président d'honneur pour l'Europe de la maison anglaise de ventes Christie's (le Monde du 4 juillet) suscite de vives réactions.

Ainsi, les conservateurs C.F.D.T. et C.G.T. des musées de France ont élevé une protestation dans un communiqué du 11 juillet. M. Van der Kemp, qui vient de prendre sa retraite avec le grade le plus élevé d'inspecteur général des Musées, est toujours en fonction comme conservateur d'un

### M. VAN DER KEMP SUSCITE DES RÉACTIONS

musées. La maison de Claude Monet, à Giverny (Eure), a, sous l'égide de M. Van der Kemp, accepté la proposition de Christie's, l'ancien conservateur en chef, selon eux, a bafoué les règles fondamentales du statut français de conservateur de musée, qui ne lui permet pas d'exercer une telle fonction ni d'accepter une telle nomination au commerce des arts.

Christie's, on l'indique que la nomination de M. Van der Kemp est surtout honorifique, que celui-ci n'exercera pas de fonctions commerciales et qu'il ne sera en aucun cas chargé d'expertises.

### Une lettre de M. J. Tajan, commissaire-priseur

L'émotion semble assez vive aussi chez les commissaires-priseurs. M. Jacques Tajan, co-directeur de l'étude Adép-Picard-Tajan, nous a adressé la lettre suivante :

On parle beaucoup depuis plusieurs mois de la nomination du chef de l'Etat, des affaires civiles au ministère de la Justice, M. Tajan et les affaires culturelles portent au marché français de l'art et plus particulièrement aux ventes aux enchères publiques.

Il est un fait que les commissaires-priseurs français se trouvent, par rapport à leurs homologues anglais, dans une situation désavantageuse qu'il est urgent de modifier si on ne veut pas assister à un effondrement total du marché des ventes aux enchères publiques en France.

Nous savons qu'un projet de loi tendant à atténuer cette situation désavantageuse des commissaires-priseurs français a été remis par le directeur des affaires civiles, M. Denoix de Saint-Marc, lequel projet de loi chemine lentement dans le détail des ministères, Conseil d'Etat et autres lieux dans l'espoir de parvenir un jour prochain au Parlement pour y être voté.

On peut donc s'étonner d'apprendre ces derniers jours qu'un

fonctionnaire éminent des affaires culturelles s'était mis à la disposition de la deuxième maison de ventes aux enchères, Christie's, en devenant son président d'honneur.

Nombre d'amateurs d'art français sont affligés d'apprendre que M. Gérard Van der Kemp, qui, avec tant de talent pendant tant d'années, se fit le conservateur et le défenseur éclairé, actif et efficace de notre patrimoine artistique, s'est vu, par la nomination de notre pays pour cela, passer aujourd'hui se mettre au service de ceux-là même qui ont par une occasion d'acheter hors de France, pour les vendre, les trésors de notre patrimoine, qui pour beaucoup d'entre eux, appartiennent à notre histoire.

Il s'agit là d'un problème strictement moral puisqu'il apparaît que le choix de M. Van der Kemp pour commissaire-priseur est incompatible avec son statut de conservateur de musée, fonctionnaires lorsqu'ils ont quitté le service de l'Etat pour commencer une carrière dans le privé, incompatibilité qui résulte du décret de 1959 portant statut de la fonction publique.

Mais M. Van der Kemp est aujourd'hui encore inspecteur général honoraire des Monuments historiques français, conservateur en chef honoraire de Versailles, conservateur du musée de Giverny et membre de l'Institut ; il fut, il y a fort peu de temps, inspecteur général des monuments nationaux ; ces divers titres engendrent pour celui qui en est le détenteur de nombreux honneurs et facilités, lui permettant d'acquiescer à la manipulation de l'Etat français d'être introduit chez tous les collectionneurs et dans toutes les demeures de France, au point de vue d'avoir toujours sur notre administration une influence indéniable.

Il apparaît donc naturel qu'il ait aujourd'hui quelque inquiétude à voir la maison Christie's s'attacher les services de M. Van der Kemp, inquiétude pour notre marché des arts, inquiétude pour la sauvegarde de notre patrimoine.

### POUR L'ACHEMINEMENT DES MARCHANDISES Une société britannique commande trois dirigeables

**Londres (A.F.P.).** — La compagnie aérienne britannique Redcoat Cargo Airlines, à l'initiative d'entreprendre des transports de fret par dirigeables à travers l'Atlantique, ainsi qu'en Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient.

Elle vient de commander quatre aérostats capables d'emporter chacun jusqu'à 80 tonnes de marchandises et de prendre des options sur dix autres machines construites par la société Airship Industries, anciennement Thermo-Skyships, dans laquelle la compagnie European Perles, assurant les services de car-ferry Townsend-Thorson à travers la Manche, détient d'importantes intérêts.

Les livraisons des premiers appareils sont prévues pour 1984. Mesurant 180 mètres de long et gonflés à l'hélium, ils coûteront chacun 4 millions de livres (38 millions de francs). Ils pourront traverser l'Atlantique en deux jours et demi à une vitesse maximum de 140 kilomètres à l'heure.

Selon M. Kevin McPhillips, directeur de Redcoat, ce moyen

de transport comportera deux importants avantages : 1) Son exploitation coûtera jusqu'à 20 % moins cher que celle de la plupart des avions-cargos actuels et cet appoint devrait se confirmer au fur et à mesure que rencheriront les produits pétroliers ; 2) Il comportera la livraison directe de gros ensembles industriels directement à leur lieu de destination, ce qui évitera d'embarquer les voies terrestres.

Déjà, Airship Industries projette la construction d'une version agrandie de son dirigeable. Elle mesurerait 300 mètres de long et pourrait transporter des charges utiles de plus de 100 tonnes. Mais auparavant, elle doit livrer l'an prochain à Redcoat un petit prototype de 50 mètres de long qui lui permettra d'entraîner son personnel.

L'adoption de l'hélium, gaz ininflammable, devrait éliminer le risque d'une catastrophe du genre de celles du R.101 britannique ou de l'*Hindenburg* allemand qui, gonflés à l'hydrogène, s'écrasèrent en flammes, le premier en 1930 en France près de Brest, l'autre en 1937 aux Etats-Unis à Lakehurst (New-Jersey). Ces accidents avaient conduit à l'abandon de ce mode de transport.

### LA SNIAS ET AERITALIA ETUDIENT UN AVION DE TRANSPORT REGIONAL

La Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) et la firme italienne Aeritalia viennent de signer un accord préliminaire pour étudier la possibilité de développer, en commun, un avion de transport régional de quarante à cinquante places. Cet appareil sera réalisé à partir des projets respectifs des deux sociétés, pour la SNIAS et le AIT-230 pour Aeritalia.

L'entrée en service de ce nouvel avion équipé de deux turbopropulseurs de 3 000 chevaux chacun, pourrait avoir lieu en 1988. Il devrait s'accommoder de pistes sommaires et être capable de couvrir une distance de 1 500 kilomètres à la vitesse de 500 kilomètres à l'heure. Son développement dépend cependant de l'aboutissement favorable des contacts pris avec les compagnies aériennes ainsi que de l'accord des gouvernements.

### AIR CANADA : ON SOLDE

La compagnie Air Canada vient d'annoncer les grandes lignes de son plan de développement à long terme. Ce plan, qui s'étend jusqu'à l'an 2000, prévoit une réduction de 50 % des dépenses pour développer l'activité de certains marchés, à une époque où le trafic passagers est moins dense et où la société aérienne dispose généralement d'un excédent de places.

De 15 septembre au 10 décembre, des réductions de 50 % seront proposées sur toutes les liaisons supérieures à 1 000 milles à l'intérieur du pays ou à destination des États-Unis.

Les pilotes de ligne australiens ont décidé de refuser l'accès de leurs avions aux ministères pour protester contre la décision d'augmenter la taxe qu'ils doivent verser sur leur permis de navigation. — (Reuters).

## CIRCULATION

### L'AUTOROUTE A-86 A L'OUEST DE PARIS

140 millions de francs le kilomètre...

M. Joël Le Theule, ministre des transports a inauguré le 11 juillet un nouveau tronçon de l'A-86 (c'est-à-dire l'autoroute périphérique d'Ile-de-France), dans les Hauts-de-Seine, entre l'échangeur avec l'autoroute A-15 (vers Fontainebleau) à Gennervilliers et la voie rapide de la Seine à Villeneuve-la-Garenne. Cette section, d'une longueur de 2,7 kilomètres, a coûté 375 millions de francs.

A cette occasion, le ministre des transports a annoncé que le comité interministériel réuni à l'Élysée le 17 juillet prochain sur l'avenir de l'Ile-de-France affirmait la priorité donnée aux transports en commun dans la

région, et notamment à cette autoroute A-86.

Mais ces travaux soulèvent des difficultés (le Monde du 5 juin). M. Le Theule a confirmé que les opérations seraient d'abord engagées « là où les communes le souhaitent », c'est-à-dire au nord, à l'est et au sud. Quant à l'ouest (où le tracé définitif n'a pas encore été retenu), « pour ne pas compromettre l'avenir les trois tracés possibles seront étudiés dans les documents d'urbanisme », a annoncé le ministre des transports qui a ajouté : « Cette autoroute est indispensable ; mais l'État n'est pas de servir un projet difficile mais de la poursuivre. »

### UNE TROISIÈME VITESSE POUR LE COURRIER ?

### L'Union fédérale des consommateurs préconise un boycottage du timbre à 1,30 franc

L'annonce par le directeur général des postes du projet de créer une troisième catégorie de courrier (« à acheminement garanti » et « à taxe plus élevée ») continue de susciter de vives réactions, bien que le secrétaire d'Etat aux P.T.T. ait tenté de calmer les esprits en précisant qu'il ne s'agissait là que d'une éventualité parmi d'autres.

L'Union fédérale des consommateurs (Que choisir ?) rapporte les résultats d'une enquête réalisée en 1978 et 1979. Elle dit avoir constaté que les lettres aujourd'hui timbrées à 1,30 F ne vont guère plus vite (parfois moins vite) que les lettres timbrées à 1,10 F. Quant aux lettres express, dix fois plus chères, 70 % d'entre elles seulement arrivent le lendemain, 8 % plus de trois jours après leur expédition. « Les deux vitesses », déclare l'Union, « ont pour objectif de faire payer plus cher et pour résultat d'accroître les difficultés de tri et la lenteur de l'acheminement. Une troisième vitesse, encore plus chère, ne ferait qu'aggraver

la dégradation du service postal ».

En conclusion, l'Union fédérale des consommateurs préconise « le boycottage complet du système à deux ou trois vitesses, afin d'obtenir le retour à la distribution normale du courrier, le lendemain de son dépôt ». Elle suggère aux usagers de ne pas utiliser que des timbres à 1,10 F.

La fédération C.F.T.C. des P.T.T. dénonce de son côté, à cette occasion, l'« indigence » du projet de budget des P.T.T. pour 1981.

L'association des usagers de la poste déclare avoir reçu de l'administration de la poste « le démenti le plus absolu sur la réalité du projet de troisième vitesse pour le courrier ». « La continuité du service public, ajoute-t-elle, est tout d'abord un impératif moral et politique de dotation de moyens financiers, techniques et humains suffisants pour lui permettre d'apporter aux usagers des services à la mesure du progrès. »

### Marins-pêcheurs contre chasseurs sous-marins

### La guerre du mérou n'aura pas lieu

Comme chaque année à la même saison, la colère gronde chez les marins-pêcheurs. Ces professionnels de la mer, pour lesquels la pêche représente l'unique et pénible gagne-pain observent sans aménité le développement des activités sur leurs lieux de travail.

Il y a les amateurs de pêche à pied insoucients qui râlent les grèves, les plaisanciers qui tirent leurs lignes ou posent leurs casters et surtout les chasseurs sous-marins qui vont traquer les poissons jusque dans leurs retraites. Tout ce qui est capturé par les amateurs constitue autant de perdu pour les professionnels.

En Corse, par exemple, les plongeurs se livrent dès le printemps à une véritable razzia sur les araignées de mer. En 60, on estime à quatre mille environ le nombre des amateurs, français ou étrangers, qui piquent vers le fond, fusil au poing. Les Italiens, particulièrement bien équipés, sont, paraît-il, les plus dangereux. Et le braconnage s'avère. Bravant les interdictions, on plonge en scaphandre autonome et on vend aux restaurateurs les fruits du pillage. Résultat : les mérous, autrefois abondants à 15 mètres de profondeur, se rencontrent désormais à 30 mètres et ils sont de plus en plus rares.

Fremant fait et cause pour ses électeurs, M. Pierre Pasquini, député R.P.R. de Haute-Corse, avait écrit à M. Joël Le Theule, ministre des transports et responsable des pêches maritimes. Le parlementaire ne demande rien de moins que l'interdiction totale de la chasse sous-marine pendant l'été sur les côtes de l'Ile de Beauté. Sa démarche n'a guère surpris la direction des pêches, qui, depuis des années, voit s'aviver la concurrence entre ses administrés et les estivants. Le 9 juillet encore, le ministre des transports se trouvant à Marseille a été interpellé par les pêcheurs qui se plaignent de la disparition des oursins. On leur a promis que cette cueillette serait prochainement interdite de novembre à avril. Déjà, cet hiver, la chasse sous-marine a été prohibée sur le littoral des Alpes-Maritimes provoquant, cette fois, la grogne des plongeurs et des plaisanciers. Consigne a donc été donnée à toutes les directions régionales des affaires maritimes d'organiser, avant toute décision, une concertation préalable entre marins-pêcheurs et associations de chasseurs sous-marins.

Peut-on au moins multiplier réserves et parcs marins comme il y a des parcs nationaux terrestres ? Le seul du genre est celui de Port-Cros où, autour de l'île, 2 000 hectares du domaine maritime sont interdits à la chasse sous-marine mais non à la pêche des professionnels. Le ministère de l'environnement et du cadre de vie voudrait étendre ce système un peu partout aux îles Chausey. Les textes actuels sont insuffisants. Les membres de la Société française pour un droit de l'environnement (S.F.D.E.), qui se sont réunis récemment à Port-Cros au mois de juin, s'efforcent à combler cette lacune. Le Parlement devrait donc saisir l'automne, d'une proposition de loi qui permettrait, enfin, de mettre la main à la destruction de notre patrimoine sous-marin.

marins cerno les îles Lavezzi, au sud de l'île, sur un millier d'hectares.

Ce dispositif protecteur ne suffit pas. Les professionnels exigent davantage. La première mesure consistait d'abord à recenser les amateurs de plongée qui pratiquent leur sport en Corse. Il faudrait ensuite, de toute manière, stopper la chasse aux araignées de mer et au mérou pendant cinq ans. L'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (I.S.T.P.M.) propose qu'on n'aise le trident des engins de chasse. Si les plongeurs acceptent ces quatre propositions — leurs représentants n'ont pas dit « non », — un protocole serait signé entre toutes les parties et prendrait effet lors des vacances de 1981. Restait à le faire appliquer. Il est évidemment impossible de poster un gendarme derrière chaque estivant, mais les contrôles — actuellement quelques centaines par saison en Corse et cinquante procès-verbaux — devront être renforcés.

L'affaire corse illustre les difficultés que l'on rencontre dès qu'il s'agit de protéger le milieu sous-marin. Les eaux et les poissons n'appartiennent à personne. Chacun est théoriquement en droit de les exploiter. C'est pourquoi les chasseurs sous-marins, à la différence de leurs confrères de la terre ferme n'ont nul besoin de permis. Une simple déclaration suffit. S'en dispenser n'est même pas un délit. Faut-il que les parlementaires légifèrent pour créer un permis de chasse sous-marine ? On y songe, mais cette mesure aurait mauvaise presse auprès de nombre d'électeurs.

Peut-on au moins multiplier réserves et parcs marins comme il y a des parcs nationaux terrestres ? Le seul du genre est celui de Port-Cros où, autour de l'île, 2 000 hectares du domaine maritime sont interdits à la chasse sous-marine mais non à la pêche des professionnels. Le ministère de l'environnement et du cadre de vie voudrait étendre ce système un peu partout aux îles Chausey. Les textes actuels sont insuffisants. Les membres de la Société française pour un droit de l'environnement (S.F.D.E.), qui se sont réunis récemment à Port-Cros au mois de juin, s'efforcent à combler cette lacune. Le Parlement devrait donc saisir l'automne, d'une proposition de loi qui permettrait, enfin, de mettre la main à la destruction de notre patrimoine sous-marin.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) S.F.D.E., place d'Athènes, 67064 Strasbourg Cedex.

### Aux États-Unis

### LES GAZ RADIO-ACTIFS DU RÉACTEUR DE THREE-MILE-ISLAND ONT ÉTÉ ÉVACUÉS

Harrisburg (Pennsylvanie) (A.F.P.). — La première phase de « nettoyage » du réacteur nucléaire de Three-Mile-Island, arrêté depuis l'accident du 28 mars 1979, s'est achevée vendredi 11 juillet, avec la libération dans l'atmosphère des dernières curies de krypton qui étaient enfermées dans le bâtiment du réacteur.

L'opération de ventilation de la centrale avait commencé le 28 juin ; elle s'est achevée plus tôt que prévu, la concentration de gaz radioactifs étant en fait moindre qu'originellement estimée. 43 000 curies ont ainsi été relâchées dans l'atmosphère, au lieu des 57 000 auxquelles les experts s'attendaient.

La prochaine étape devra être entreprise d'ici environ un mois : pour la première fois depuis l'accident, des spécialistes tenteront de pénétrer dans le bâtiment. Puis, au mois de novembre, pourraient commencer les opérations de décontamination des centaines de milliers de litres d'eau qui renferme, et qui s'étaient échappés du système de refroidissement du réacteur lors de l'accident.

● *Delphes préservées.* — M. Andreas Adrianopoulos, ministre grec de la culture, a reçu, vendredi 4 juillet à Athènes, M. Franz Weber, président du mouvement international Sauver Delphes. Il lui a assuré que les petites industries qui se sont récemment installées sur le site allaient être démolies, que l'aqueduc qui coupe le paysage en deux serait recouvert de terre et de végétation. C'est en décembre 1978 que l'archéologue suisse, apprenant que le site de Delphes était menacé par un grand complexe industriel (cimenterie, usine d'aluminium), s'était rendu sur place pour alerter l'opinion internationale.

## P.T.T.

### QUESTION DE SIGLE...

Dans une réponse à une lettre de lecteur, *Messages*, la revue du secrétariat d'Etat aux P.T.T. précise que le sigle de cette administration reste P.T.T. et non P. et T. Voici les précisions qui sont données :

Le ministère des postes, télégraphe et téléphone est devenu le ministère des postes et télécommunications par un décret en date du 24 août 1959 et par circulaire officielle en date du 25 août 1959. Il a été précisé que le sigle « P.T.T. » de cette administration serait maintenu et donc toujours constitué des trois lettres « P.T.T. ».

Malgré cette précision, bien des personnes, des journaux et des administrations, dans un souci de réaliser des abréviations, utilisent et répandent dans le public, pour désigner cette administration, des sigles fantaisistes tels que P. et T. ou P.T. etc.

Ce sigle « P.T.T. » est aussi maintenu après le changement d'appellation du secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications, qui est devenu, depuis le décret du 16 janvier 1980, « secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion ».



Le Monde

SOCIAL

## LA DURÉE DU TRAVAIL

## Les partenaires sociaux semblent disposés à reprendre les négociations

Le C.N.P.F. s'est déclaré, le 11 juillet, « prêt à préciser les modalités d'application » du rapport Giraudet sur l'aménagement du temps de travail avec les organisations syndicales « qui en ont accepté le principe ».

Telle quelle, cette affirmation ne saurait constituer les bases suffisantes à la reprise des négociations.

En effet, la C.G.T. n'y voit qu'une tentative d'engager des discussions séparées et elle est résolue à « remonter la barre » bien plus haut avec, pour objectif, une « véritable réduction de la durée du travail ».

La C.F.D.T., de son côté, avait, dès la veille, assuré qu'un accord demeurerait possible, mais elle y met trois conditions : réduction « significative » des semaines les plus longues, renforcement de l'intervention des travailleurs sur l'aménagement des horaires, maintien des usages déjà acquis par les salariés.

« Prête à négocier sur les bases du rapport Giraudet, mais sans plus », la C.F.T.C. refuse d'inclure dans un éventuel accord ce qui, relèverait de la responsabilité gouvernementale et

parlementaire. La C.G.C. est également favorable à une discussion qui permettrait de « lever des restrictions imposées par le C.N.P.F. » au texte de M. Giraudet.

Quant à Force Ouvrière, elle abordera la question avec le premier ministre — qui la recevra le 16 juillet — en l'entretenant des différentes affaires sociales pour lesquelles elle avait demandé un rendez-vous dès avant l'échec des négociations.

D'autre part, estimant que les partenaires sociaux sont dans l'impasse, M. Philippe Seguin, député des Vosges, délégué national à l'emploi du R.P.R., propose que, sur la base du rapport Giraudet, l'Assemblée constituée à la rentrée une commission spéciale pour « lever les contradictions » entre les objectifs des uns et des autres. Une procédure du même ordre, rappelle-t-il, avait été employée pour la réforme de l'indemnisation du chômage.

Pendant ce temps, le ton monte une fois de plus entre la C.G.T. et la C.F.D.T. : la première accuse la seconde d'être prête à signer un accord au rabais, tandis que les cégétistes reprochent aux cégétistes d'avoir « tiré un trait » sur leur accord unitaire de juin 1974.

## LA C.G.T. : PAS DE RAFISTOLAGE

Fineurs déclarations faites par M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., soulignent que l'attitude du patronat, en se référant au « principe du rapport Giraudet », n'a « pas grande signification en soi, puisqu'il est en prétendant s'appuyer sur ce rapport que le C.N.P.F. a présenté des propositions rejetées par toutes les organisations syndicales. (...) Un rafistolage de son inacceptable projet ne changera rien à la situation. S'il veut un accord, il faut renoncer à ces tentatives et s'entendre sur une vraie réduction, une vraie cinquième semaine sans restriction, sans rien qui soit un recul des droits et des conditions sociales des travailleurs ».

Constatant le « triple échec du C.N.P.F. du pouvoir et de la C.F.D.T. », M. Krasucki s'en prend à cette dernière, « qui s'empresse de dire aimablement que, moyennant quelques petits aménagements au projet patronal, quelle ne trouve pas si mal, on pourrait s'en accommoder... » La direction de la C.F.D.T. s'est ouvertement prêtée à la reconquête patronale sans hésiter à se compromettre jusqu'au bout en ne renonçant à signer une abdication que sous la pression de ses organisations. « Et de conclure : La réduction de la durée du travail ne passe pas principalement par le tapis vert du C.N.P.F. Elle passe par l'action dans les entreprises et les résultats qu'elle obtient effectivement ».

## LE DÉPOT DE BILAN DES TISSAGES DAMPIERRE

## L'échec d'un mini-Lip du textile

De notre correspondant

Lille. — Les dirigeants des Tissages Dampierre à Roubaix viennent de déposer le bilan de leur société. Cette formalité concrétise l'échec d'une entreprise originale.

Les Tissages Dampierre sont nés du refus, par une cinquantaine d'ouvriers, d'accepter la fermeture des usines qui les employaient : les établissements Deffrenne, à Roubaix, et Leers. Cette société avait été créée dans la décadence du groupe alsacien des frères Schlumpf, des industriels aisés qui doivent encore leur célébrité à une collection unique au monde de voitures anciennes.

Dès le dépôt du bilan, en janvier 1977, une grève éclatait, longue et dure, marquée par une occupation de quinze mois des deux usines de Roubaix et de Leers. Les délégués syndicaux mettaient à profit cette occupation pour expulser la comptabilité de l'entreprise. Le patron, M. Jean Deffrenne, avait commis des abus de biens sociaux. Il fut inculpé puis condamné à une peine de dix-huit mois de prison, dont six mois avec sursis.

Dans l'usine toujours occupée, les salariés refusaient la perspective d'une fermeture et, le 22 juin 1978, la société des Tissages Dampierre, du nom de la rue où est implantée l'usine de Roubaix, était créée, avec une formule originale : les deux cent sept salariés de l'ancienne usine apportèrent un capital de cinq cent mille francs, sans aucune contrepartie, pour autant le pouvoir économique.

De leur côté, les conseils d'administration de Roubaix et de Leers s'engageaient auprès des syndicats à racheter les immeubles malgré l'abstention des élus communistes de Roubaix.

Les établissements Deffrenne employaient trois cent trente salariés à la fin de leur existence. Les Tissages Dampierre n'en comptaient que soixante à la reprise de l'activité, embauchant peu à peu jusqu'à la centaine.

## Le C.N.P.F. est prêt à préciser les modalités d'application du rapport Giraudet

A l'issue de la réunion de son conseil exécutif, le 11 juillet, le C.N.P.F. a publié une déclaration selon laquelle il « prend acte du refus catégorique de certaines organisations syndicales d'accepter le projet d'accord du C.N.P.F. ». Il va examiner les observations présentées par les autres organisations syndicales. Le C.N.P.F. ajoute qu'il « ne revient pas sur l'accord qu'il a donné au rapport Giraudet. Il est disposé à en préciser les modalités d'application avec les organisations syndicales qui en ont accepté le principe ».

## LA C.F.D.T. : examiner la situation créée.

La déclaration du C.N.P.F. estime la C.F.D.T. dans un communiqué du 11 juillet, « pourrait examiner la situation créée par les négociations sur la durée du travail. La C.F.D.T., qui a fait des propositions, va examiner la situation ainsi créée ». Quant aux attaques de la C.G.T., M. Maître et ses amis considèrent qu'elles ne sont qu'un aspect de la dégradation des rapports entre les deux centrales. La C.G.T. estime-t-elle, a tiré un trait sur l'unité d'action, car elle est revenue « aux positions des années 30, subordonnées aux directives du parti communiste ».

La Confédération générale des petites et moyennes entreprises, de son côté, ne pose pas de conditions à la réponse du dialogue. Toutefois, elle souligne que ces entreprises, « assurées des deux patrons et dirigeants d'entreprise (français) en invitant Jean-Paul II, qui a rappelé la nécessité du dialogue permanent ».

En revanche, le patronat indépendant résume les propositions du C.N.P.F. En préalable, il demande que le gouvernement, « conformément aux recommandations du VIII<sup>e</sup> Plan, prenne les mesures visant à alléger la fiscalité et les prélèvements sociaux ».

Peugeot condamnée pour entrave au droit syndical. Le tribunal correctionnel de Paris a condamné la direction de l'établissement Peugeot à une amende de 8000 francs pour avoir entravé le droit de grève des salariés de la direction de fabrication des moteurs.

Le P.S. demande une enquête sur la politique du personnel de Peugeot. — Les députés socialistes viennent de déposer à l'Assemblée nationale une proposition de résolution destinée à créer une commission d'enquête sur la politique du personnel pratiquée par la déléguée syndicale M. Jean-Pierre Chevènement, secrétaire national du P.S. et député de Belfort, est à l'origine de cette initiative, qui vise à mettre en lumière ce qu'il appelle les « scandales sociaux » de répressions anti-syndicales des dirigeants de la firme automobile.

## CONJONCTURE

## L'affaire Hunt a pesé lourd dans le déficit commercial britannique

Le déficit de la balance commerciale britannique s'est accru, pour les cinq premiers mois de l'année, à 1 milliard de livres sterling (9 milliards de francs environ). Selon le Financial Times, l'affaire Hunt est en grande partie responsable du niveau élevé de ce déficit.

On se souvient, en effet, que deux milliardaires, texans — MM. Nelson Bunker et W. Herbert — avaient entrepris de réaliser la « cornue » du siècle en achetant le marché de l'argent dans le but de provoquer une forte hausse du cours. En deux ans, les deux frères auraient acheté près des deux tiers des stocks mondiaux de l'argent et seraient parvenus à faire passer le prix de l'once (31,1 grammes) de 6 dollars au début 1979 à 50 dollars en janvier 1980.

Puis ce fut la redécouverte. Fin mars, l'once de métal-argent ne valait plus qu'une dizaine de dollars. Les autorités américaines découvrirent le coup de poker de Hunt, procédèrent à de massives « appels de marges » et renforcèrent brusquement les conditions d'accès au marché new-yorkais. Banker et Nelson Hunt

VIII<sup>e</sup> PLAN

## Habitat et cadre de vie : des objectifs limités pour un secteur qui n'est plus prioritaire

Le rapport de la commission de l'habitat et du cadre de vie, présidé par Mme Myriam Elzatty, présidente du conseil de chambre à la cour d'appel de Paris, fixe quatre priorités pour les cinq années à venir : améliorer les conditions de vie dans l'habitat existant, organiser l'urbanisation et protéger l'environnement, réduire la pénurie des terrains, bâtir par des mesures fondatrices, économes l'énergie. Ce texte se veut réaliste, car, comme le souligne Mme Elzatty dans son avant-propos, la commission « a conscience des contraintes budgétaires et monétaires (...) », propose que l'effort financier de l'Etat soit orienté en fonction d'objectifs limités en nombre et clairement définis. Cependant, il convient de renoncer à drainer l'épargne qui jusqu'ici allait au logement vers d'autres secteurs : une telle politique serait vouée à l'échec ; il serait par ailleurs « préjudiciable de soumettre intégralement le cadre de vie des Français aux lois du marché ».

Pour chacune des priorités retenues, la commission énumère donc toute une série de mesures ponctuelles. Pour l'habitat ancien, deux cent cinquante opérations intégrées « habitat et vie sociale » sur cent mille logements devraient être menées. Cent cinquante mille logements par an devraient être améliorés (insonorisation), tandis que l'aide publique, évitant le saupoudrage des crédits, se concentrerait sur des opérations cohérentes d'aménagement urbain et dans les zones urbaines les plus dégradées. Il s'agit de réaménager les espaces publics trop congestionnés jusqu'ici par l'extension des services collectifs et de s'occuper du logement des personnes âgées, des handicapés, des familles nombreuses les plus démunies.

En ce qui concerne l'urbanisation et l'environnement, la commission continue à considérer le « plan d'occupation des sols » (POS) comme « l'élément essentiel du dispositif de planification de l'espace urbain » (en douze ans, moins de 40 % des POS présentés sont publiés) ; elle se propose pour l'habitat groupé (qui évite le « mitage » du paysage par des constructions individuelles dispersées), pour la priorité aux transports en commun, pour la lutte contre le bruit, pour la préservation des espaces naturels.

En matière foncière, il s'agit tout d'abord de créer des agences départementales d'information foncière et d'urbanisme, de tenir à la disposition des professionnels et du public toutes les informations relatives à l'état et au statut réglementaire des terrains à bâtir, aux mises en vente, aux demandes, aux transactions effectuées. Ensuite, il convient que la taxe foncière sur les propriétés non bâties, pratiquée dans le cadre d'un assis non plus sur la valeur cadastrale, mais sur la valeur réelle des terrains. De plus, les collectivités locales doivent « sanctifier » le droit de préemption à des acquisitions foncières à plus long terme.

Enfin, un « grand programme d'économies d'énergie (...) devrait

être une des grandes priorités du VIII<sup>e</sup> Plan » : 700 000 logements par an améliorés, soit 3 millions et demi en 1985, grâce à des subventions associées à des prêts pour les propriétaires occupants, grâce à un aménagement du conventionnement obligatoire pour le parc ancien d'I.L.M. (qui ouvre droit à l'aide personnelle au logement en cas de travaux, mais augmente fortement les loyers pour une grande partie des locataires). La commission se propose également pour un renforcement de l'isolation des logements neufs et pour un développement des énergies nouvelles.

Pour réaliser ces objectifs, la puissance publique devrait conserver la maîtrise des actions touchant au cadre de vie, grâce à l'établissement de nouvelles relations entre tous les participants à la construction, qui a chiffré à 450 000 logements neufs par an la construction minimale nécessaire pour parvenir à supporter totalement, d'ici à l'an 2000, l'inconfort du parc immobilier. Pour atteindre ce rythme (on n'a construit que 420 000 logements neufs en 1979, et on n'en attend guère que 400 000 en 1980), il est nécessaire de consolider l'épargne-logement, de modifier la progression du crédit, de réserver l'aide de l'Etat aux plus modestes, et de limiter les avantages fiscaux accordés à l'immobilier.

La modeste de l'ensemble de ces propositions explique, en grande partie, que les représentants de trois syndicats ouvriers (F.O., C.G.T., C.F.D.T.) et de deux associations d'usagers (Confédération nationale du logement, Confédération générale du logement) aient présenté, en annexe, leur avis, dont le point commun essentiel est de porter l'accent sur la nécessité d'accroître la construction de logements sociaux.

raderv—SnT

changements dans le mode de financement des prestations sociales, la fiscalisation de certaines ressources, la révision du système de subventions ou exonérations de toutes sortes pour ne pas réserver qu'à des objectifs prioritaires, etc.

La C.F.D.T. considère que, pour être restées dans la logique du système actuel, les « variantes complètes » publiées par le commissariat au Plan, n'ont pas moins démontré que l'augmentation du chômage n'est pas fatale, et que l'on peut imaginer d'imbriquer les politiques d'investissement et les politiques de demande pour ouvrir des voies « difficiles, mais créatrices ».

C'est sur ces bases, dont elle donne bien évidemment d'autres détails, qu'elle demande au commissariat au Plan de reprendre ses travaux à zéro. — F. S.

## AGRICULTURE

## LA RÉCOLTE MONDIALE DE CÉRÉALES DEVAIT PROGRESSER DE 4 % EN 1980

La récolte mondiale de céréales devrait progresser de 4 % en 1980, atteignant 1,58 milliard de tonnes. Par contre, celle des grains oléagineux (soja, colza, etc.) devrait diminuer de 5 %, estime le département américain de l'Agriculture dans ses dernières prévisions. La récolte mondiale de blé devrait augmenter de 6 %, celle de riz de 5 % et celle de céréales fourragères de 2 % ; la récolte de soja devrait diminuer de 5 %, de même que celle de colza.

L'O.R.S.A., toujours selon le département américain, devrait produire en 1980 entre 200 et 225 millions de tonnes de céréales, soit de 11,7 à 12,8 % de plus que l'an passé, mais moins que l'objectif officiel (255 millions de tonnes). Les importations soviétiques de céréales devraient, dans cette hypothèse, s'élever à 30 millions de tonnes, soit à peu près la même chose que l'an passé.

Quant aux Etats-Unis, ils devraient connaître une récolte de blé record (50,3 millions de tonnes, soit 15 % de plus qu'en 1979), mais une baisse de la production de maïs (- 6 %), d'avoine (- 18 %) et d'orge (- 13 %). Leur récolte de soja devrait également diminuer.

M. Joseph Ertz, ministre ouest-allemand de l'Agriculture, a reconnu, vendredi 11 juillet, au cours d'une « table ronde » radio-phonique, la nécessité de procéder à des « corrections limitées » de la politique agricole commune, mais il a rejeté l'éventualité d'une révision fondamentale du Marché commun agricole. M. Ertz a également repoussé l'idée d'un contingentement de la production laitière dans la C.E.E. et souligné un aménagement de la taxe dite de co-responsabilité sur le lait afin d'encourager sa productivité. — (A.F.P.)

M. Bernard Pons, secrétaire général du C.N.P.F., visitant vendredi 11 juillet le marché national de Châteaurenard (Gard) (le Rhône), a déclaré : « La situation de l'agriculture française serait catastrophique si l'Espagne et le Portugal entraient dans le Marché commun. Il n'est pas question pour le R.P.R. de donner son accord à cette adhésion. » M. Pons a jugé « scandaleux la publicité donnée au rapport du Conseil supérieur des impôts sur les revenus des agriculteurs, comme si on voulait culpabiliser les agriculteurs et dresser une partie de l'opinion publique contre eux ».

Les autorités ont-elles donné le feu vert à un contrat portant sur la livraison de gaz norvégien à la filiale allemande de BP Gelsenberg, affirmant le quotidien norvégien Aftenposten.

L'annonce de la signature de ce contrat — au mois d'avril — avait provoqué l'ire des Etats-Unis et de plusieurs pays européens (à la tête desquels se trouvait la France) dans la mesure où il aligne le prix du gaz sur celui du pétrole. En l'an 1980, on estime que la Norvège a produit 198, d'une quantité non précisée, mais petit importe — de gaz du gisement d'Ulla, en mer du Nord, pourrait être remise en cause.

Il semble, cependant, que ce contrat sera bien exécuté, au prix de 5,57 dollars le million de BTU, selon l'Aftenposten, ce qui correspond à un prix de 22 dollars par baril de pétrole. De quel conforter les Algériens qui récemment ont exigé à la France et aux Etats-Unis une « pétrole-gaz pour leur vente de gaz naturel liquéfié ».

forceur du dollar

50 من الأم







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

- 2. **DIPLOMATIE** — LES CONVERSATIONS FRANCO-ALLEMANDES
- 2-3. **EUROPE** — ITALIE : une jeune fille est tuée par des « vigiles urbains » à Rome.
- TURQUIE : une importante opération de police met fin à une expérience de « comités populaires ».
- 2. **ASIE** — CHINE : le journal qui avait lancé la révolution culturelle dénonce maintenant l'absolutisme féodal de Mao.
- 4. **PROCHE-ORIENT**
- 4-5. **AMÉRIQUES** — Guatemala, terre en trances (III), de notre envoyé spécial Jean-Pierre Clerc.
- La fin du voyage du pape au Brésil.
- 5. **AFRIQUE** — MAROC : l'aviation a poursuivi une colonne du Polisario en territoire algérien.

### POLITIQUE

- 6-7. Le bilan de la session parlementaire.
- La préparation de l'élection présidentielle.

### SOCIÉTÉ

- 8. **JUSTICE** : à la cour d'appel de Paris, un racket au nom de la cause kabylo.
- MÉDECINE : après la décision de fermeture d'une clinique lyonnaise, une double information judiciaire est ouverte pour infraction à la loi sur l'avortement.
- EDUCATION
- 12. **SPORTS** : le Tour de France cycliste.

### CULTURE

- 9. **POINT DE VUE** : « Existe-t-il une économie de la production lyrique ? », par Xavier Greffe et Xavier Dupuis.

### 12. INFORMATIONS - SERVICES

### EQUIPEMENT

- 13. **ENVIRONNEMENT** : morins-pêcheurs contre chasseurs-somnambules : la guerre de mœurs n'aura pas lieu.

### ÉCONOMIE

- 14. **SOCIAL** : les pentes sociales semblent disposées à reprendre la négociation sur le durcissement du travail.
- 15. **LA SEMAINE FINANCIÈRE**

### RADIO-TELEVISION (11)

- Météorologie nationale (12) ; Carnet (11) ; Programmes spectacles (10) ; Mots croisés (12).

### Selon la C.E.E.

## L'ACCORD DE LIVRAISONS DE CÉRÉALES ARGENTINES À L'U.R.S.S. CONFIRME L'ÉCHEC DE L'EMBARGO DÉCIDÉ PAR LES ÉTATS-UNIS.

L'annonce de la signature, jeudi 11 juillet à Buenos-Aires, d'un accord garantissant pendant cinq ans la fourniture à l'U.R.S.S. de 4,5 millions de tonnes de céréales fourragères argentines par an (« le Monde » du 12 juillet), a été interprétée à Bruxelles comme une confirmation de l'échec de l'embargo américain sur les céréales à destination de Moscou. En effet, rappelle-t-on dans les milieux européens, alors que l'embargo américain a été décidé le 4 janvier, l'U.R.S.S. est parvenue à importer, au cours de la campagne 1979-1980, qui vient de se terminer en juillet, un niveau record de 31,1 millions de tonnes de céréales, soit plus du double des importations réalisées en 1978-1979. Les États-Unis, à eux seuls, ont vendu 15,6 millions de tonnes de céréales à l'U.R.S.S., soit 37,5 % de plus que l'année précédente, ce qui s'explique, selon les autorités américaines, par l'importance des engagements pris avant que l'embargo ne soit décidé. Pour la campagne 1979-1980, l'Argentine a augmenté ses ventes de céréales à l'U.R.S.S. de 4,1 millions de tonnes, le Canada de 3,7 millions, le Canada de 1,7 million. Par contre, la C.S.E., qui s'était engagée à « ne pas augmenter ses échanges traditionnels » avec l'Union soviétique, n'a connu ses exportations que de 400 000 tonnes.

Le nouvel accord conclu par l'Argentine, qui avait été l'un des premiers pays à refuser de s'associer à l'embargo, est garanti par l'État argentin. — (A.F.P.)

A B C D E F G

## L'affaire de Broglie

- La direction de la police judiciaire dément que la BRI ait été au courant des menaces
- M. Poniatowski n'est pas hostile à son audition par la commission spéciale

La Brigade de recherches et d'intervention (BRI), dirigée à l'époque du meurtre de Jean de Broglie, le 24 décembre 1976, par le commissaire Marcel Leclerc, n'a jamais eu connaissance, y compris par des écoutes téléphoniques, de menaces de mort à l'encontre de Jean de Broglie, indique-t-on à la direction de la police judiciaire à Paris. Ce service confirme également que le domicile de Bernard André a bien

été mis sur écoute avant le 24 décembre 1976, mais il s'agit d'une enquête sur un hold-up à la préparation duquel ces écoutes ont été mises. Au cours de ces écoutes, les policiers de la BRI n'ont en aucune façon eu connaissance de menaces de mort à l'encontre de Jean de Broglie. Par ces indications en forme de communication, la direction de la police judiciaire confirme donc officiellement l'existence d'écoutes téléphoniques sur la ligne de Bernard André avant le meurtre, ce que reconnaît également aujourd'hui le commissaire Marcel Leclerc. Celles-ci ont duré près de trois mois, c'est-à-dire qu'elles ont débuté peu après la transmission du deuxième rapport de la direction B.T. en date du 24 septembre 1976 à la police judiciaire, faisant état d'un projet d'assassinat contre Jean de Broglie. En transmettant ces rapports, l'inspecteur Roux avait communiqué oralement les noms de Bernard André et de Simon Kolowicz comme étant susceptibles de connaître le meurtre. Or aujourd'hui, la police judiciaire réaffirme, après le commissaire Leclerc (« le Monde » du 10 juillet), que la BRI n'était pas au courant des menaces de mort à l'encontre de Jean de Broglie, alors que c'est ce service qui a fait placer les écoutes dont l'inspecteur Roux a vu une fièvre dans laquelle il était fait état d'un « complot ».

C'est également le même inspecteur Roux qui affirme qu'il parlait régulièrement avec les policiers de la BRI (ceux du groupe René Flory, chargé des filatures de Bernard André) du projet d'assassinat contre Jean de Broglie. Une question se pose alors : qui, de l'inspecteur Roux, d'une part, et de la direction de la police judiciaire ainsi que du commissaire Leclerc, d'autre part, dit la vérité ? D'autre part, M. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'Intérieur, a fait savoir qu'il n'était pas hostile à son audition par la commission spéciale. Cependant, M. Poniatowski n'a pas encore réclamé officiellement cette audition. — M. B.-R.

## Avant la réunion des Neuf le 22 juillet

## Le Japon se déclare prêt à engager

des négociations commerciales cet automne avec la C.E.E.

Les relations entre la Communauté européenne et le Japon continuent de susciter diverses déclarations et mises au point, avant que les ministres des affaires étrangères des Neuf n'évoquent ce dossier le 22 juillet. Il s'agit pour eux de définir une nouvelle stratégie commerciale à l'égard du Japon, ainsi que le propose la Commission de Bruxelles (« le Monde » du 4 juillet). En cas d'accord entre les Neuf, le Japon vient de se déclarer prêt à engager des négociations cet automne.

Le ministre ouest-allemand des finances, M. Hans Matthöfer, vient, dans un entretien publié le 11 juillet à Bonn par le bulletin du P.P.P. (service de presse politique et parlementaire), proche du parti social-démocrate, de déclarer que la R.F.A. n'est pas en mesure de fermer ses frontières aux produits japonais, ne serait-ce que parce que sa prospérité dépend des exportations. Le ministre rejette donc toute décision administrative pour contraindre la pénétration commerciale japonaise en Europe.

Il faut arriver à « persuader les Japonais qu'il ne serait guère approprié de conclure des accords d'autorisation avec les États-Unis pour se retourner ensuite avec des méthodes agressives sur le marché européen », a-t-il précisé en prenant l'exemple de l'automobile. En outre, M. Matthöfer se déclare opposé à toute subvention nationale pour aider les industries les plus touchées par la concurrence japonaise, relevant notamment les appels faits dans ce sens par Ford Allemagne.

Dépendant, à Tokyo, un porte-parole du gouvernement nippon a indiqué, le 12 juillet, que le Japon était disposé à accepter la demande européenne de réduire volontairement ses exportations vers la C.E.E. à la condition que celle-ci supprime les restrictions fixées sur l'importation de certains de ses produits. Il s'agit de cinquante-sept articles, parmi lesquels figurent les films, les machines à coudre, les roulements à billes, les appareils de radio et de télévision, les voitures, les camions et les pièces détachées d'automobiles.

La porte-parole a ajouté que les ministres des Neuf approuvent le projet de stratégie commerciale, des négociations pourraient s'engager cet automne entre la C.E.E. et le Japon. Enfin, il a démenti que le Japon imposât des restrictions à l'importation des produits agricoles européens.

Le numéro du « Monde » daté 12 juillet 1980 a été tiré à 533 250 exemplaires.

Les suites de la fusillade de la porte de Clignancourt

## LA PLAINTE DE LA COMPAGNE DE JACQUES MESRINE EST DÉCLARÉE IRRECEVABLE

La plainte contre X... pour assassinat avec guet-apens déposée le mardi 13 novembre 1979, auprès de M. Roger Leconte, doyen des juges d'instruction au tribunal de Paris, par Mme Fernande Mesrine, mère de Jacques Mesrine, et la fille de ce dernier, Sabrina, a été rejetée, vendredi 11 juillet, M. Leconte a également rejeté la plainte déposée par Mlle Sylvie Jeanjaquet, la compagne de Jacques Mesrine, pour « coups et blessures volontaires avec préméditation ».

Le juge d'instruction a suivi les réquisitions de M. Christian Le Gendre, procureur de la République, communiquées récemment (« le Monde » du 7 mai) et appuyées sur l'article 327 du code pénal législatif, « les homicides, les blessures et les coups ordonnés par la loi et commandés par l'autorité ».

Jacques Mesrine avait été abattu, vendredi 2 novembre 1979, place de la Porte-de-Clignancourt, à Paris, alors qu'il était au volant de sa voiture en compagnie de Mlle Sylvie Jeanjaquet. Une dizaine de policiers de la brigade de recherche et d'intervention de la préfecture de police de Paris et de l'Office central de répression à bandes armées, qui avaient arrêté le véhicule du malfaiteur, avaient tiré « à vue et sans sommations » (« le Monde » du 4 et 5 novembre 1979). Le père-brûlé à bandes armées, porteur d'une vingtaine de traces de balles et le toit de sa voiture touché à cinq reprises, Sylvie Jeanjaquet, grièvement blessée à l'épaule, avait été transportée rapidement par le SAMU, tandis que Jacques Mesrine a été sur le coup, était laissé plus d'une heure sur place. Au cours d'une conférence de presse — vendredi 2 novembre 1979 — dans la soirée, M. Maurice Bonnier, directeur central de la police judiciaire, répondant à une question sur les circonstances de la mort de Jacques Mesrine, rappelait que celui-ci avait été tué par une balle dans la tête, le commissaire Broussard, chef de la brigade de recherche et d'intervention. « Celui qui tire le premier aura raison », avait-il dit. « Un commandant a-t-il le droit de tirer ? », avait-il ajouté. « Nous ne pouvons prendre le risque de le laisser se battre dans des conditions dangereuses », avait-il conclu. M. Bonnier, l'opération policière avait néanmoins suscité des réactions de la part du monde de la Ligue des droits de l'homme, qui rappelle dans un communiqué que « la mission de la police est de servir des intérêts et non de faire la loi ». Le Monde du 15 novembre 1979). Dans son ordonnance, le magistrat a estimé que la police n'avait commis aucune faute et que les coups de feu étaient justifiés par la persécution dangereuse du gangster ».

## PROSTITUÉES CONTRE PROXÉNÈTES

M. Mohamed Tichich, Algérien, trente-quatre ans, inculpé pour proxénétisme aggravé de coups et blessures, a été écroué, vendredi 11 juillet, à la prison de Strasbourg. Il avait été dénoncé par Eliezer Jehl, vingt-huit ans, qui affirme avoir été « contraint » par M. Tichich de se prostituer dans les foyers pour immigrés à Mulhouse. M. Tichich a refusé de reconnaître les faits. Les deux hommes ont été écroués à la prison de Strasbourg, mardi 11 juillet, des proxénètes de Grenoble et de l'arrestation de quatre souteneurs à Toulouse (« le Monde » du 10 juillet), cette plainte porte à trois le nombre des dénonciations de proxénètes par des prostituées en quelques mois.

## NOUVELLES BRÈVES

Grève des croupiers au casino de Monte-Carlo. — Les croupiers et employés des jeux du casino de Monte-Carlo ont décidé, le 11 juillet, de poursuivre un mouvement de grève avec occupation de locaux commençant le 8 juillet. Le refus de réintégrer deux croupiers aux jeux américains à Los Angeles est, selon les syndicats, à l'origine du conflit. Selon la Société des baigneurs, directrice du casino, les deux croupiers en cause ne sont pas licenciés, mais seulement réaffectés aux jeux dits européens. Aucune réintégration, précisent les syndicats, n'est prévue avec la direction.

Occupation à Jussieu. — Quelques dizaines d'étudiants ont occupé, vendredi 11 juillet en fin

## APRÈS L'ANNONCE DE LA DÉCOUVERTE D'UN COMLOT

## De nombreux militaires, dont l'ancien chef de l'aviation, et des personnalités politiques sont arrêtés en Iran

Les arrestations se multiplient en Iran depuis l'annonce de la découverte, le jeudi 10 juillet, d'un complot militaire. Le général Amir Hossein Bagheri, ancien commandant de l'aviation, destitué de ses fonctions après l'expédition américaine de Tabas, destinée à libérer les otages, a été mis aux arrêts. Dix-sept officiers de l'armée de terre, basés à Ahvaz (Khuzestan), parmi lesquels un commandant de division, ont été inculpés, de même, de complot contre la sécurité de l'État. Les civils n'ont pas été épargnés. L'un des dirigeants du Front national, M. Gholan Hossein Sedighi, et le chef du Parti des travailleurs, M. Mostafar Baghi, ont été également écroués, le premier à Téhéran, le second dans sa ville natale de Kerman. En même temps que M. Baghi, une cinquantaine de personnalités, qui étaient ses hôtes à un pique-nique dans les environs de Kerman, ont été arrêtées et accusées de menées subversives. Parmi ces personnalités figurent plusieurs amis politiques de l'ancien ministre, député de la ville, qui avait annoncé, jeudi, qu'il boycotterait les réunions du Parlement.

Dans une déclaration faite à Paris, samedi 12 juillet, par l'agence Reuters, M. Chagour Bahdian a rendu hommage au « courage et à la détermination » des auteurs du dernier complot militaire. « Ils ont tenté de mettre fin à la barbarie sévissant en Iran », a déclaré l'ancien premier ministre du Liban.

L'imam Khomeiny a, pour sa part,

dénoncé les comploteurs en soulignant qu'ils s'attaquaient, en tous cas, échoué. « Ces gens-là n'ont pas compris, a-t-il déclaré, que même l'Union soviétique, avec toute sa puissance militaire, a échoué en Afghanistan ».

S'adressant à un groupe de chefs religieux venant de grandes villes d'Iran, l'imam a adressé une sévère mise en garde aux membres du clergé, les avertisseurs que « la nation les écarte » s'ils n'assument pas leurs responsabilités. « Nous ne craignons pas les États-Unis ou les autres puissances, a-t-il ajouté, mais nous avons peur des gens qui portent notre habit » (celui des religieux).

L'ayatollah Khomeini a fait écrouer jeudi dix trafiquants de drogue, dont une femme, dans deux villes de province. Quelques deux cents personnes, estime-t-on, ont été mises à mort depuis le début de la campagne contre le commerce des stupéfiants.

D'autre part, selon la télévision suisse, le vice-consul des États-Unis à Téhéran, M. Richard Quisen, libéré jeudi soir par les « étudiants islamiques » iraniens, devait être opéré ce samedi 12 juillet à l'hôpital universitaire de Zurich, d'un cancer au cerveau. Selon la télévision, ce cancer était à l'origine de troubles neurologiques et d'un début de paralysie du bras gauche dont souffrait M. Quisen. Les parents de M. Quisen sont arrivés vendredi soir à Zurich, venant de Londres, à bord d'un avion militaire américain.

## Au Liban

## M. Dany Chamoun envisage la création d'un front chrétien anti-phalangiste

Beirut (A.F.P.). — M. Dany Chamoun, chef militaire du parti national libéral (P.N.L.-conservateur), a déclaré le vendredi 11 juillet que « la création d'un front chrétien au Liban était à l'étude pour faire face à l'agression des forces phalangistes ». Le fils de l'ancien président de la République a multiplié les contacts politiques ces derniers jours. Il a rendu visite vendredi à l'ex-président Soléman Frangé, dans sa résidence d'été d'Hadem. M. Frangé est l'un des personnalités chrétiennes farouchement hostiles aux Phalangistes. Jeudi, M. Dany Chamoun s'est entretenu successivement avec le président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, et M. Walid Joumblatt, chef de la gauche libanaise, avant d'annoncer qu'il envisageait de quitter le quartier chrétien de Beyrouth pour s'installer dans la zone contrôlée par les forces palestino-progressistes. « Je ne veux plus rien avoir à faire avec des assassins », a déclaré M. Chamoun en faisant allusion aux phalangistes.

L'épouse du leader chrétien, dans des déclarations au quotidien Al Saïr, a accusé les militaires phalangistes de s'être livrés à « véritables massacres » abattant femmes et enfants. Sur une place au nord de Beyrouth, rapporte-t-elle encore, un homme a été coupé en deux, tandis que son frère était torturé avant d'être achevé à la dynamite. Un porte-parole du Parti des phalangistes a admis que « certains excès » avaient été commis. Mais il a insisté sur le fait que les victimes de l'offensive lancée par ce parti contre les permanences de la formation de M. Chamoun étaient « des civils et trois cents tués, selon les sources ».

Le patriarche de la communauté maronite (catholique) libanaise, Mgr Antonios Boutros Khoreiche, a dénoncé les « atrocités » com-

mises dans le pays au cours des récents affrontements. Dans une déclaration, le patriarche a précisé que, selon des témoins, « des gens ont été exécutés sommairement ». D'autres se sont vu interdire de relever leurs morts de sous les décombres. Des prisonniers ont été brimés. Ces actes rappellent les horreurs de l'ère de l'obscureté et de la terreur ».

D'autre part, le ministre libanais des transports a annoncé que l'aéroport militaire de Rayak (centre du Liban) assurera le trafic aérien avec des contrôleurs civils à partir de ce samedi 12 juillet, en raison de la grève des employés, qui sévit depuis trois jours à l'aéroport international de Beyrouth. L'aéroport de Rayak « sera considéré comme aéroport civil à partir de samedi, et assurera le trafic international », a précisé le ministre.

Les employés de l'aéroport international de Beyrouth sont en grève pour la troisième fois en l'espace d'un mois. Ils demandent notamment des augmentations de salaires, mais les négociations avec le gouvernement d'ont tous jours pas abouti, ce dernier exigeant un préalable une suspension de la grève.

## UN APPEL

## DE M. RAYMOND EDEE AU PATRIARCHE MARONITE

M. Raymond Edeé, député du Liban et ancien ministre, réfugié en France, s'est élevé contre les massacres perpétrés la semaine dernière par les milices phalangistes, dans un télégramme adressé au patriarche de la communauté maronite du Liban, et dont nous extrayons les passages suivants :

« C'est la première fois que dans l'histoire des maronites se produit un massacre d'une telle ampleur de maronites exécutés par des maronites en plein cœur de la maronité. Les tueurs, les assassins, n'ont respecté ni Notre-Dame du Liban, ni le patriarche maronite, ni les enseignements de l'Eglise maronite. (...) Vous ne pouvez rien espérer du chef de l'État, inutilement maronite, qu'on accuse déjà de complicité de fait par son indifférence et son inertie, devenus proverbiaux ».

« Permettez-moi de vous suggérer de vous rendre le plus vite possible au Vatican, accompagné de plusieurs évêques représentant les différentes régions du Liban, pour informer le Saint-Père de la gravité de la situation et du grand péril que court l'Eglise catholique et les chrétiens d'Orient du fait de la création d'un petit État maronite aujourd'hui en voie de formation par la volonté d'Israël, et pour son seul profit ».

« Je reste à votre disposition pour sauvegarder un Liban uni, libre et souverain ».

سكوا من الأصيل







## Camus et la « pompe »

Votre article « La pompe » de la petite à la grande école paru dans le Monde Dimanche du 1<sup>er</sup> juin m'a vivement intéressé, étant moi-même lycéen depuis trois années. En effet, quelle surprise ! Un journaliste d'un grand et « sérieux » quotidien qui ose discuter sur ce sujet tabou et maudit !

Non, je n'ai pas été indigné et n'ai pas versé de larmes comme semble le faire le 22 juin dans la rubrique « Courrier » Olivier de Cagny.

M. de Cagny, essayez d'ouvrir les yeux, ne vous réfugiez pas avec « l'idiotie » et exagération dans une folie aveugle, ne soyez pas enfin un de ces moutons de Panurge parmi cinquante mille autres, parqués devant son idole. Rétrochassez. En fait, que représente ce phénomène de la « pompe », sinon le reflet exact de notre société ?

Dès son plus jeune âge l'enfant se trouve coincé dans l'engrenage : il doit alors apprendre à mentir, à cacher mauvaises notes et punitions, à se vanter devant ses camarades des merveilles jouées électriquement qu'il n'a jamais eues et qu'il n'aura jamais. Quel de plus normal que cet enfant devenu adolescent suive la règle du plus ancien des jeux ?

Vivre, ou plutôt survivre ? Soyons lucide : n'avez-vous jamais menti ? Oui, MENTIR, vous savez, ce défaut insurmontable devenu rapidement institution.

Croyez-moi « pomper » à l'école et au lycée est bien « tricher dans la vie », mais « tricher dans la vie » n'est-ce pas moins un but qu'un moyen unique et reconnu (à voix basse uniquement) pour faire son chemin ? Ce serait pour un bien pire prophète pour temps modernes que de prôner actuellement l'image idyllique d'un homme foncièrement bon, juste et honnête. Camus voyait juste ; méditez sur ce passage de la Chute : « Du reste nous ne pouvons affirmer l'innocence de personne, tandis que nous pouvons affirmer à coup sûr la culpabilité de tous. Chaque homme témoigne du crime de tous les autres, voilà ma foi, et mon espérance. »

Lorsque je doute, c'est à cette boutée que je tente de m'accrocher.

JEAN-MARC BADAROUX (Gard)

## Réhabiliter Lorca ?

« Réhabiliter les poètes tués ou exilés » ? L'article « Bon anniversaire Federico Garcia Lorca » de Régine Mella (le Monde Dimanche du 29 juin) est éloquent.

« Que fus en Granada el crim... » a dit un autre poète, mort, lui, en exil, Antonio Ma-

## PARTI PRIS

## Poste

Des lecteurs du Monde se désabonnent parce que, nous disent-ils, leur journal ne leur parvient plus régulièrement. Des textes ou des dessins de collaborateurs, habitant la province ou l'étranger, ne peuvent être publiés à temps, parce que leur acheminement est trop long.

Ainsi, au moment où l'information transmise par la radio bat des records de promptitude, où l'espace se rétrécit par la grâce de la télécommunication, le message écrit, lui, perd, peu à peu, de son efficacité du fait du mauvais fonctionnement de la poste.

La civilisation de l'écriture reposait sur une armée de fantassins fidèles : l'insulteur, l'imprimeur, le facteur... Si cette logistique fait défaut, ne nous étonnons pas de son déclin.

Se désabonner, c'est rompre un lien profond avec un journal, mais aussi avec la lecture quotidienne. Ne pas pouvoir compter sur une lettre, c'est renoncer à travailler régulièrement avec des correspondants lointains. C'est limiter, pour ceux-ci, la possibilité de s'exprimer, renforcer le provincialisme parleur.

Conscients de ce fâcheux état de choses, les P.T.T. ont annoncé la mesure qui s'imposait : si l'usager veut que sa lettre ait un « acheminement garanti », c'est-à-dire arrive normalement — il lui suffira de payer une « surtaxe ».

FREDERIC GAUSSEN.

## La force de l'Islam

L'interview de M. Ali Merad (le Monde Dimanche du 1<sup>er</sup> juin) est remarquable en ce sens que l'interviewé est vite identifié de par ses prétentions et sa place dans la société musulmane.

M. Ali Merad souffre sans aucun doute du fait qu'il travaille en vase clos. Et, comme, hélas, trop d'intellectuels musulmans d'aujourd'hui, les normes implicites adoptées sont celles de la civilisation occidentale, où il vit et où ses lecteurs se trouvent, normes qui, comme on le sait, se caractérisent par leur non-permanence. A partir de cet archétype de société idéale, nos penseurs vont reconstruire l'Islam de telle façon que tout ce qui pourrait déplaire au monde occidental est soigneusement expurgé. Dans ce processus de minimisation des conflits avec les standards adoptés, l'Islam perd clairement son âme. Ainsi, la dichotomie entre valeurs appréciables par l'observateur occidental, est alléantée sinon destructrice pour le musulman. La force de l'Islam réside dans sa vision non compartimentée du monde qu'il offre.

D'autre part, M. Ali Merad utilise très certainement les versets du Coran concernant la peine de mort de manière par trop personnelle. N'importe quel étudiant sérieux de l'Islam sait que son cas est indéfendable.

De même qu'est indéfendable la tolérance de l'homosexualité dans la société musulmane autre que comme une aberration mentale relevant du domaine de la médecine. L'égalité des droits juridiques de l'homme et de la femme est une intention du monde occidental, que ce dernier n'a d'ailleurs jamais réussi à réaliser en pratique. L'Islam, pays du respect à la nature humaine, de la dignité de ses deux êtres, a établi des droits non pas inégaux mais différents.

C'est un fait aussi que cette mixture bâtarde supposée être bonne pour les musulmans et acceptable pour les Occidentaux, personne n'en veut, pas même les Occidentaux. Une réforme d'un Islam sans nul doute endormi ne peut venir que du dedans, des musulmans, dont l'amour de Dieu et du Prophète est sans reproche, maîtrisant les disciplines de l'Islam traditionnel, en contact avec le monde moderne et comprenant intimement les problèmes frappant le monde musulman d'aujourd'hui.

JAMAL MIMOUNI, Président de l'Association des étudiants musulmans de l'université de Pennsylvanie.

## L'économie immatérielle

Dans son article « La Toile d'araignée », de la rubrique « Variations » du Monde Dimanche du 6 juin, M. Pierre Drouin citait quelques phrases prises au hasard de son article paru dans Vie et Sciences économiques (juillet 1979). Je crois devoir apporter les précisions suivantes :

Mes recherches ont pour but de montrer que l'économie strictement matérielle n'est pas une fatalité et ne doit pas avoir prétention absolue à polariser, par ses valeurs dominantes, l'essentiel des temps de vie et efforts des groupes humains.

Car, à côté de l'économie matérielle vit une économie immatérielle spécifique qui consiste à produire et à échanger de la relation. Dans nos sociétés industrielles, cette économie est subordonnée ou soustraite. Dans les sociétés non développées matériellement, elle est évidente mais « complexe ». Notre projet est de la faire reconnaître partout où elle vit : famille, entreprise, ville, nation.

Je tiens au terme d'« économie » pour plusieurs raisons : il y a effectivement production (et non mécanisme indistinct). Il y a effectivement échange (et non don, qui, sous des apparences généreuses, entretient la rareté). Ces productions et échanges ne se font pas nécessairement au « moindre coût », selon des

— Donc, en France, semble-t-il ?

— En France aussi, et dans toutes les langues ! Alors une fois, deux fois, mais à la fin.

A la gendarmerie, le chef n'a pas livré ses commentaires sur le sujet, et son supérieur hiérarchique n'était porté à la dramatisation. Il a dit, à peu près : « Boi ! C'est vrai. Nous avons ici la gendarmerie la plus photographiée du monde. »

JEAN RAMBAUD.

procédures « mercantiles », et leurs résultats ne s'accumulant pas durablement empêchent la stabilisation facile des profits. Il s'agit de parvenir à libérer de nouvelles valeurs qui draineraient une partie de nos temps de vie, de nos énergies, de notre information, de poursuivre de nouveaux objectifs. Il y a bien à toutes les composantes d'une « économie », mais dont la matérialité ne serait plus l'unique référence. Il ne s'agit pas d'une utopie. Cette économie existe déjà, elle demande à être reconnue pour vivre au grand jour et se développer.

MAURICE ORADIA (Toulouse).

## Pauvres vélipanchistes

L'article de M. Girardo, sur la planche à voile, dans le Monde Dimanche du 22 juin, n'aborde pas, me semble-t-il, les vrais problèmes du « vélipanchiste », en particulier dans la région parisienne. Oh, en effet, pratiquer ce sport, si l'on refuse d'acquiescer une cotisation exorbitante (de l'ordre de mille francs la première année, à Saint-Quentin-en-Yvelines, matériel non fourni), si l'on n'est pas inscrit à l'université (plan d'eau de Choisy, réservé aux étudiants) ? Il reste, entre autres plans d'eau interdits, celui de la préfecture à Créteil, eau que M. Girardo dit poignée : mais pourquoi, dans ce cas, n'est-ce pas indiqué sur les rives ? Pourquoi la pratique du dérivé y est-elle encouragée (chaque sait que l'on peut aussi bien prendre un bain hygiénique en dérivé qu'en planche).

La vraie raison est la suivante : la Fédération française de voile ainsi que d'autres groupes d'intérêts essaient de « récupérer » les vélipanchistes, qui, pour la plupart, ne sont pas régatiers, ne réclament les services d'aucun club, pour lesquels une assurance spécifique n'est pas (encore) obligatoire. Quel de plus facile pour ceux qui s'interdisent la pratique de planche sur tout plan d'eau non contrôlé par un organisme quelconque, alors qu'aucune infrastructure, aucune organisation n'est nécessaire ? Il s'agit tout simplement d'une question de gros sous, et les vélipanchistes refusent de subventionner « l'élite » de la compétition en voile, à travers cotisations, assurances et autres impôts déguisés.

FRANÇOIS VIETTE (Viroflay).

## Priorité

Une des bases de notre code de la route est la macro-échelle règle de la priorité à droite, qui a été adoptée à une époque de très faible trafic, et sans doute par hasard. Or elle est absurde. C'est un point que je m'étonne de ne jamais voir soulever alors que nombre de pays étrangers lui préfèrent la priorité à gauche, beaucoup plus logique.

En effet, l'automobiliste français est obligé de céder le passage à tout véhicule venant de sa droite, lequel, faisant de même, se trouve immobilisé devant le premier, bloquant ainsi la voie qu'il tente de traverser. Le résultat est la création de gigantesques embouteillages, particulièrement lors des coupures de courant que nous avons connues ces derniers temps, et qui instaurent la règle de la priorité à droite à tous les carrefours, faute de feux rouges.

Si, en revanche, la priorité appartenait à la voiture venant de gauche, l'automobiliste de notre exemple ne serait pas engagé sur la voie qu'il voulait traverser avant qu'elle ne soit libre à sa gauche, et un autre véhicule venant de sa droite, l'aurait laissé sortir du carrefour avant de s'y engager lui-même. Les embouteillages ne seraient pas encombrés comme ils le sont, et la circulation en serait facilitée.

Il ne me semble pas que ce changement présente de grosses difficultés, alors qu'il présente de gros avantages. Cela paraît d'une telle évidence que je m'étonne que cette possibilité ne soit jamais évoquée. Y-a-t-il des inconvénients que j'ignore ?

SEBASTIEN DUCHET (Paris).

## CONTE FROID

## La crise

Comme les affaires marchaient de plus en plus mal, cette importante marque de lait en poudre eut l'idée d'offrir avec tous ses produits un enfant à titre d'essai.

JACQUES STERNBERG.

# JOURS D'ETE

## Gendarmes à Saint-Tropez

Non, les gendarmes de la brigade de Saint-Tropez ne sont vraiment pas, on s'en doutait un peu — les gendarmes de Saint-Tropez — des films (trop ?) célèbres. Voilà belle lettre ôté la différence de M. de Funès les « vrais » ne chassent plus le sein nu, arrogant ou balottant, sur la plage de Pampelonne, désormais très laxiste. Tout au plus dressent-ils constat des cas de nudisme intégral — la différence tient parfois dans la surface d'un gros timbre-poste — sans tellement s'inquiéter « des suites de l'affaire », mais en envoyant les délinquants se « réhabiliter » à l'île. Leurs préoccupations, par conséquent, ne sont pas tellement terrestres. Qui sont-ils, finalement, les « vrais gendarmes de Saint-Tropez » ?

La réponse de l'un de leurs supérieurs hiérarchiques — qui ne vit pas lui-même au quotidien, sur ce sable mouvant — déçoit d'abord beaucoup.

— Il s'agit d'une brigade de gendarmerie comme une autre. Ordinaire. Elle est placée sous les ordres d'un adjudant, dont le commandement se situe à Fréjus et le colonel à Toulon. Effectif : neuf hommes, chef compris, pour une population de dix mille habitants répartie sur un territoire de 7 000 hectares incluant Ramatuelle et Gassin, avec « compétence » sur Saint-Tropez... sur le reste d'autre part de la police nationale, plus nombreuses.

Premier à peu près, donc, de l'art cinématographique.

— Toutefois... Voilà que la spécificité de cette brigade — ordinaire — montre déjà le bout de l'oreille.

— Toutefois, en été, la population passe à près de deux cent mille personnes.

— Et quelles personnes, je vous le demande ?

Car, sinon, il s'agit seulement de la rue, elle aussi ordinaire, sur l'ensemble de la Côte. Mais c'est aller trop vite en question. Dans cette maison, on a le sens de l'ordre, et il s'agit d'abord de définir les tâches du gendarme d'hiver, comme d'été.

On va découvrir, là, que l'image d'Epinal reste la bonne. Sur le terrain, le pandore est un homme-orchestre. Homme de ménage, le matin — coup de balai réglementaire à la caserne, — homme de loi le soir dans le cabinet du juge, il a dans l'intervalle porté toutes les casquettes

de maître Jacques : messager des pils officiels et militaires, patrouilleur tous azimuts — de la sécurité à la pollution, en passant par l'incendie de forêt, l'éboulement sur la route et la construction sans permis de construire, — enquêteur, agent de la circulation — et le carrefour de La Four vaude deux Concorde, — se courtoise, pilote de vedette dans la golf, nageur-sauveteur, plongeur autonome, radio, dactylo et rédacteur pour « le rapport », après avoir éventuellement rempli le formulaire de la bonne vieille dame seule « qui ne comprend rien à toutes ces paperasses ». Assistant social, en somme ! Tous jours sollicité au village, de bon conseil et de bon sens, il a gardé en milieu rural cette image traditionnelle. Il connaît tout le monde et tout le monde le connaît.

Dieu que Saint-Tropez est loin, tout à coup ! Mais voilà que l'été débarque — de bonne heure, ici. A l'aide ! Renforts d'urgence ! Arrivent dix juin vingt et un gendarmes mobiles, dont quinze affectés à la surveillance-sécurité de la seule plage de Pampelonne. Le grand cirque commence : embouteillages, stationnements anarchiques, vols de voitures, vols à la roulotte par des « spécialistes », secours, imprudences de plaisanciers qui prennent le Méditerranée pour le lac du bois de Boulogne, multiplication sur 30 kilomètres de côtes des planches à voile menacées par le mistral et par les « cigales » — ces canots coûteux en forme de tortille « qui montent à 120 à l'heure et coûtent 200 livres dans le même temps ».

— Et la criminalité ? (Un sondage récent donnait à Saint-Tropez une mauvaise première place dans ce « concours » national.)

— On a tout mélangé ! On a commencé par collecter le moyen des délits de toute l'année en fonction de la seule population d'hiver, et on a continué en jouant sur l'ambiguïté du mot « crime ». Ils ont additionné n'importe quoi, y compris la petite délinquance. En fait, Saint-Tropez n'a connu depuis longtemps ni hold-up ni crime de sang.

Dont acte. Au vrai, avec les vols à la roulotte, la plus majeure reste le camping sauvage, qui laisse partout ses monceaux d'ordures et multiplie à l'infini les risques des trop célèbres incendies de forêt, ravageurs et tueur. Que faire, sous l'irrésistible nœud hélotrope ? Il ar-

rive qu'au petit matin, en douceur, on « vide » un vrai petit village hétéroclite, surgi dans la nuit entre les pins : un enchevêtrement de tentes tous formats, de sacs de couchage à la belle étoile, voire de caravanes.

— La traite de drogue ?

— Pas plus qu'ailleurs.

Et même moins, à côté d'une tapageuse affaire von

chado. Mais la victime du crime n'a pas à être « réhabilitée ». A-t-on réhabilité les victimes des camps nazis ?

Où, dans cette guerre d'Espagne où le vainqueur est aujourd'hui vaincu par l'histoire elle-même, le régime héritier de

Franco prétend se prévaloir d'une morale politique en prétendant réhabiliter ses victimes.

Non, Federico Garcia Lorca n'a pas à être « réhabilité ».

Le crime, ce n'est pas lui qui le commet.

J. VINAS (Dijon).



MARTIN VEYRON

Opel — d'ailleurs soulevée par nos gendarmes — et devenue « odieuse » en raison surtout de la personnalité des inculpés.

— Les rapports avec les V.I.P. ?

— Ordinaires.

Des politiciens aux militaires en passant par les vedettes du spectacle, les gendarmes de Saint-Tropez ont tout fait pour qu'ils ont acquis l'art et la manière. Ils sont blâmes.

Si la brigade a tant de travail en été avec les « professionnels » et les larrons d'occasion, si les cambrioleurs de résidences secondaires abandonnées hors saison s'en donnent à cœur joie — solitaires villas — visitées — cette année — est-ce par hasard ?

Non, bien sûr. Il y a « tout

de provocations. (On regardait beaucoup, hier, celui qui portait de surcroît son hélicoptère individuel.) Alors, dans cette tornade où des foules viennent chercher à voir ceux qu'on ne voit guère — normis quand ces grosses vedettes font leur pénance aux Lices, — dans ce cocktail maison où l'on retrouve le Fouquet's et Saint-Germain, Saint-Sébastien et le carrefour de Buci, la place du Tertre — « portails moutons » — et un zeste de Floride... Il se passe « des choses ». Qui s'en étonne ? C'est précisément dans l'ordre — ou le désordre — que des choses. Personne ! Et revenons à nos moutons. Deviennent-ils enragés, les vrais gendarmes de Saint-Tropez, à force de subir à répétition « le gendarme de Saint-Tropez » ?



**CONTI FRODO**



(1) Round up : 17, rue de l'Oise,  
Jouy-le-Montier, 95000 Cergy.



HEDONISME

# Les délices de la « fauche »

La « fauche » dans les grands magasins est devenue une pratique courante dans les classes moyennes et aisées. Non qu'on ait besoin de voler, mais pour le plaisir que cela procure.

DOMINIQUE FRISCHER

La « fauche » ou, en termes juridiques, le vol à l'étalage, est au vol professionnel ce que la mode du *shopping* est au marathon olympique. Elle séduit des couches de population étonnamment diversifiées et étendues. Malheureusement on ne possède sur ce sujet que des données numériques et qualitatives très fragmentaires. Chaque magasin garde secret son propre fichier. Le parquet ou la police judiciaire ne connaissent qu'un nombre restreint d'affaires et ne font pas de distinction entre les petits vols, qu'ils soient à la tire, à la roulotte ou à l'étalage. Pourtant ceux qui s'en préoccupent quotidiennement acquiescent très vite la conviction que dans la majorité des cas les « faucheurs » n'ont le plus souvent rien de commun avec les délinquants professionnels, les kleptomanes ou les ménagères à tout petits budgets qui volent des objets de première nécessité pour boucler leur fin de mois ; ils appartiennent aux classes moyennes et aisées et volent pour s'offrir un surcroît de superflu.

Parmi eux certains groupes d'âge et de population sont plus atteints que d'autres. Les fichiers du Printemps, par exemple, révèlent une forte densité de moins de trente ans et d'étudiants ; mais aussi que les femmes volent plus longtemps que les hommes, qui s'agissent vers la quarantaine. De la même façon, les objets convoités diffèrent selon les types de population. Les jeunes volent des disques, des cassettes, des vêtements du genre pull et tee-shirt, des livres. Les hommes préfèrent généralement de l'alcool, des objets culturels, du matériel audiovisuel et volent davantage au moment des fêtes. Les femmes sont surtout intéressées par la nourriture et les vêtements, pour elles-mêmes ou pour les enfants.

La sollicitation est telle que personne, selon les responsables de magasins, n'est à l'abri de la tentation. Parmi les personnes arrêtées on cite le cas d'employées, de chômeurs mais aussi de femmes de ministères ou de diplomates, de policiers et d'épouses de policiers. A la FNAC, où la clientèle ouvrière est très faible, ce sont des médecins, des avocats, des enseignants, des étudiants, des hauts fonctionnaires et même des prêtres et des religieuses qui sont arrêtés à la sortie du magasin, les poches pleines de cassettes ou la serviette bourrée de livres.

Le développement de la « fauche » est un phénomène relativement récent. Il date de la dernière décennie et s'est amplifié parallèlement à l'extension du commerce en libre-service et des magasins grande surface, qui suscitent le désir tout en donnant l'impression de l'impunité. A cause du sentiment d'anonymat de la grande ville, on fauche bien davantage à Paris qu'en province, et certains provinciaux arrêtés en flagrant délit avouent naïvement y être venus tout express.

Une tentative d'évaluation des pertes subies montre qu'elles sont énormes. Aux Etats-Unis, où il s'agit d'un véritable fléau national, la rubrique « démarque inconnue » équivaut pour l'ensemble du pays à 8 milliards de dollars par an. En France on ne dispose d'aucun chiffre global, mais on sait que certaines sociétés ont presque été accablées à la fin de la dernière décennie par la faillite à cause du pillage dont elles étaient victimes. La librairie Maspéro, au quartier Latin, n'y a pas résisté : malgré ses exhortations à la clientèle, son refus de faire appel à la police l'a finalement condamnée à fermer ses portes. Un magasin comme le Printemps — qui dispose d'un système de surveillance passablement rodé — a réussi à endiguer l'épidémie et à stabiliser les pertes à 2 % du chiffre d'affaires, soit 30 millions de francs par an.

La FNAC, où dans les premières années la « démarque inconnue » avoisinait les 4 %, est parvenue grâce à l'utilisation de

systèmes de surveillance très complexes à réduire en 1979 les pertes à 0,6 %. Il s'agit là d'un véritable exploit, surtout lorsqu'on sait à quel point la tentation exercée par les objets culturels est forte, que ce soit auprès de la clientèle ou du personnel et même des employés des sociétés de gardiennage ou d'entretien.

La « fauche » n'est pas seulement une façon de remédier à une carence économique ou affective, de flatter l'hédoniste qui sommeille en chacun. Il faut l'interpréter avant tout comme une manifestation d'irrespect et d'agressivité à l'égard d'une société de monopoles et de trusts ressentie comme intolérable, démunie de prestige moral et dont l'anonymat décharge de tout scrupule, de toute culpabilité. A la limite, ce phénomène est bien dans la trajectoire de mai 1968, qu'il prolonge par une contestation plus souterraine.

Ces hypothèses ne signifient pas que les composantes névrotiques individuelles caractérisant aussi ce genre de pratique sont inexistantes. Mais elles cessent d'être dominantes dans la mesure où la société actuelle les cristallise au détriment d'autres, moins ostensiblement centrées sur la consommation. Autrement dit, dans un autre système, les mêmes personnes auraient eu recours à un autre moyen pour compenser leur frustration personnelle.

## Vengeance

Ainsi, dans les motivations mises en avant pour justifier leur conduite, les personnes interrogées pour cette enquête (toutes choisies en fonction de leur appartenance au secteur tertiaire et à des classes relativement aisées), sans nier totalement l'influence des facteurs psychologiques, les ressentent comme mineurs par rapport à la pression ambiante. Toutes semblaient par ailleurs parfaitement respectables, honnêtes et, dans la plupart des cas, bien intégrées socialement. Aucune ne souffrait de pauvreté réelle, et s'il y avait parfois revenus insuffisants, il s'agissait tout au plus de la gêne dorée et provisoire des classes culturellement exigeantes quant à leur qualité de vie.

Aussi les déviances ou accessoires fauchés appartiennent rarement à l'univers des matières de première nécessité. Ou ce sera alors des bricoles emportées par commodité, la valeur d'un paquet de beurre ou d'une entrecôte ne justifiant pas à leurs yeux de perdre dix minutes devant une caisse encombrée. Parfois c'est aussi le hasard qui force la main, révélant qu'il est parfois plus rentable d'être moins scrupuleux que trop. Marie-Claude, quarante ans, ingénieure conseil, pas néophyte en la matière, reconnaît pourtant avoir la veille de Noël emporté sans payer et presque malgré elle un caddy rempli à ras bords d'épicerie fine d'une valeur d'au moins 600 francs. « Les choses se sont faites machinalement. Je me suis présentée avec mon chariot à deux caisses différentes, et à chaque fois on m'a renvoyée sous prétexte que, compte tenu de la nature des articles, je devais m'adresser à une caisse spéciale, que je ne suis pas parvenue à trouver. Comme j'en avais marre et que j'étais pressée je suis allée directement au parking où j'ai retrouvé mon mari et mes amis. Une fois à la maison je leur ai tout raconté. Ils ont beaucoup ri et ont été ravis. C'est comme si un bon génie nous avait offert notre révélation. »

Pour certains, faucher satisfait leur goût du jeu et du risque. Ils y trouvent un exutoire en forme d'exploit, le plaisir aigu de se sentir sur la corde raide, à la merci d'un geste maladroit, d'une panne d'intuition. Le danger encouru permet d'échapper à une vie trop conformiste qui, passée la trentaine, les enferme dans un étau de monotonie.

Mathieu, 45 ans, fils de colo-

nel, ancien polytechnicien, marié, trois enfants, occupe un poste important dans la fonction publique. Il fauche depuis huit ans pour se prouver qu'il n'est pas le croulant qu'il craint de devenir, le bourgeois respectable dont il a extérieurement le statut. « Au début, ce qui m'a poussé, c'est le désir d'imiter des copains experts au point qu'on pouvait leur passer commande de n'importe quoi... Pour moi cela correspondait aussi à une réaction vis-à-vis de la morale de mes parents. Et puis il y a un enjeu moral et social qui justifie de courir ce risque bien mieux que le besoin financier... encore que cela me permette de ne jamais me priver d'un livre dont j'ai envie. En outre, oser, dans un magasin, « filer » ou « masquer », piquer un gros livre d'art, c'est une jouissance formidable. Cela dit, maintenant je sens la nécessité d'arrêter. Quand je vois tous mes rayons pleins de bouquins, je me dis que la chance peut tourner. Comme le risque varie selon la surface sociale, nous représentons je pense beaucoup plus gros qu'un étudiant. Mais je fais ça en toute conscience de cause, comme lorsqu'on pratique un sport dangereux tout en sachant qu'on peut se tuer ou rester impotent. Ça donne quand même un peu plus de sel à ma vie. Comme l'impression de se dédoubler. »

La « fauche » équivaut chez d'autres à manifester leur insatisfaction à l'égard d'une société qui les a poussés à faire des études, mais qui n'est pas en mesure de leur proposer une situation en rapport avec leur attente. C'est un peu le cas de certains comédiens qui sont en chômage plusieurs mois dans l'année, dont les revenus passent par des hauts et des bas mais dont le mode de vie exige un certain appareil. Ou d'enseignants auxiliaires qui ont des salaires minimes et des postes peu gratifiants. Par compensation et par vengeance, on s'approprie ce dont on a envie, car ajouter la privation au reste serait trop dur.

Ainsi Mariane, quarante ans, deux enfants, ancien professeur

de philosophie devenu psychothérapeute. Parce que, à la suite d'un déplacement à l'étranger elle n'a pas retrouvé de poste et a dû se contenter de petits boulois, elle s'est mise à faucher. Des produits de luxe dans les rayons épicerie fine ou des articles de parfumerie. Pour elle, pas question de changer radicalement de mode de vie, d'économiser systématiquement, de cesser d'inviter des amis. « Pour moi, c'était vraiment une manière de me venger de la société, de lutter contre une frustration qui m'était injustement infligée. Pourtant je ne considère pas que la « fauche » individuelle puisse avoir une portée idéologique. Mais dans notre société insupportable cela devient à la fois l'expression du malaise collectif et du malaise individuel, même si le dernier est d'origine névrotique. En tout cas cela a été ma manière de réagir contre le chômage, cette demi-prolétarianisation de certains intellectuels qui, sans l'avoir choisie ou imaginée sont réduits à la marginalité ou à une vie critique de petits fonctionnaires. »

## Banal

Pour les plus jeunes, il n'est même plus question d'étayer la signification de la « fauche » par une quelconque rationalisation idéologique. On est loin du vol, acte gratuit par excellence cher aux héros de Gide ou du Sartre des « Chemins de la liberté ». Il s'agit là d'une pratique banale, bien trop plate et intégrée dans les mœurs pour figurer dans la littérature. Marc, vingt et un ans, étudiant en sciences économiques, est fils de professeur ; sa spécialité est de voler des gros livres de maths ou de droit (les plus cotés lors de la revente) et

terais les vêtements, les bouquins et la bouffe que je pique. Non par honnêteté mais parce que ce serait plus simple. Mais entre me priver et piquer, c'est tout décidé. Bien que ce soit paradoxal, je vis finalement mieux que si je travaillais. »

En milieu étudiant il s'agit d'une pratique habituelle. On pique de la nourriture parce que c'est meilleur que d'aller au restaurant universitaire, et on garde son argent pour les sorties. On fauche des livres pour ne pas trop perdre de temps dans les bibliothèques surpeuplées. Pour les vêtements c'est un peu pareil. Dans certains cas, on a même quelqu'un dans la place. Une copine, vendeuse dans une boutique de mode, ferme les yeux sur les agissements de ses petits camarades ; lesquels, pour la ramener, voleront ailleurs ce dont elle a envie. Tout cela banalisé à l'extrême, ne suscitant ni émoi ni admiration.

Pour Lolo, vingt ans, brillant bachelier et fils de magistrat de province, la « fauche » ne se conçoit qu'à Paris. La mansuétude concédée par son père lui paraît trop chiche et Lolo fauche surtout des livres (à grande échelle puisqu'il en offre aussi à ceux qui lui en passent commande), et quelque bifeck lorsqu'il est pressé. Il méprise plutôt ceux qui admirent son habileté, s'extasient devant ses processus. Pour lui il s'agit d'une activité esotérique à laquelle il consacre le minimum de temps pour un rendement maximum.

« Je vole des livres parce que je n'ai pas assez d'argent pour acheter tous ceux dont j'ai besoin. C'est aussi ce qu'il y a de plus facile, mais c'est un expédient qui ne mérite pas d'être mentionné. Ceux qui s'en contentent sont infantiles et prodigieusement éternels. Surtout lorsqu'il

JEAN-PIERRE GAUZERE

s'agit de bricoles inutiles. En outre, je suis contre, car la « fauche » devient dangereuse dès qu'elle prend l'allure d'un petit jeu désordonné. Le jour où on est pris, ça n'est plus un jeu. Il ne faut donc penser qu'à côté fonctionnel. Ce n'est pas une transgression née avec des battements de cœur ou sublimée par de grands objectifs idéologiques en arrière-fond. De même, en faire un jeu ou l'assimiler à de la « sévère », c'est faire preuve d'un conformisme dépressif. »

Dans certains cas, on s'octroie d'office une ristourne supplémentaire, en particulier dans un magasin dont on est un habitué. Les responsables de ces magasins le savent bien, puisque les clients arrêtés utilisent beaucoup cet argument pour se justifier, quelques-uns revenant avec des talons de chèque ou de facture qui témoignent de leur « bonne foi ». Dans d'autres cas des prix pratiqués par un magasin qu'on affectionne sont ressentis comme exagérés. Alors, en même temps qu'un achat d'un prix exorbitant, on s'offre un autre article en prime.

## Gagne petit

Aux yeux de ceux qui rêvent de gros coups susceptibles d'apporter la fortune, la « fauche » apparaît comme une pratique minable. Quand on est marginal, à la limite de la délinquance, donc contraint par la force des choses à survivre d'expédients, on perçoit mal les raisons qui poussent des « gens bien » à prendre de tels risques pour des enjeux aussi puérils. Vingt et un ans, dactylo ou serveuse par intermittence, Malika — qui a été arrêtée à onze ans pour avoir volé dans un Prisma — a fait plusieurs séjours en foyer surveillé. D'origine algérienne, seule à Paris, elle fauche pour survivre, être bien habillée, ne pas travailler dans l'ennui et la médiocrité. Contrairement aux intellectuels de la « fauche » qui s'attaquent toujours aux mêmes objets, Malika, qui n'a, à leur égard, que condescendance et mépris, fauche n'importe quoi n'importe où, selon l'inspiration ou l'opportunité du moment, des gadgets par poignées, des stocks de maquillage et de produits d'entretien, mais aussi des vêtements de luxe, de la nourriture. « C'est extraordinaire l'impression de pouvoir que cela procure. Se dire qu'on peut être aussi bien qu'un riche, qu'on peut posséder beaucoup d'argent. Se procurer une multitude de choses inutiles, des produits de beauté à la pelle, c'est amusant et ça permet de faire des cadeaux. Maintenant, pourtant, j'en ai un peu marre car j'ai compris que la « fauche » c'est du gagne-petit. Ça n'a rien à voir avec la casse, la flambe ou la prostitution. Il n'y a pas de choix véritable, puisqu'il faut se contenter de ce qui est facile à prendre, il n'est



pas question de choisir des choses subtiles. Alors, dès que je re-trouve, je cesse de faucher car ce serait absurde.

Lorsque le jeu cesse pour devenir nécessité ou moyen de survie, la fauche reprend sa véritable dimension : un expédient médiocre. Autant voler chez un petit commerçant renvoie à une interrogation morale qui ne joue pas pour autant le rôle d'un interdit catégorique, autant prélever une diune quasi symbolique dans des endroits comme la FNAC, les grands magasins ou les hypermarchés — ressentis comme des entités anonymes et invulnérables — semble anodin. Non que le principe du discount ou du commerce en libre-service soit contesté. Bien au contraire. Mais là les problèmes de conscience sont faciles à gommer. Bien mieux, les « faucheurs » y trouvent une justification rationnelle irrécusable, puisque pénaliser un « trust » en diminuant sa marge de profit signifie rendre sa propre justice par la bande. Et puis, la connaissance des facteurs pris en compte par les magasins dans le calcul des prix de revient est, paradoxalement, considérée comme une excuse. Savoir que de toute façon la fauche est incluse dans le prix de vente d'un objet, en majeure d'office la valeur, dédouane complètement.

### Indulgence

Comme le dit Marianne, qui, elle, s'est fait surprendre dans un supermarché de quartier où elle faisait depuis des mois ses courses hebdomadaires : « Ce qui m'a été le plus pénible, c'est la surprise de la caissière, qui me connaissait bien. Par contre, le fils du magasin, je le méprisais trop pour me sentir gêné. L'inspecteur de police, lui, a été assez sympathique, autant en voulant comprendre pourquoi quelqu'un comme moi se mettait à voler qu'en intervenant auprès de la direction du magasin pour les empêcher de porter plainte, disant que j'étais une intellectuelle au chômage. »

D'autres apprécient aussi que dans les grandes surfaces on ne parle pas avec un individu, mais qu'un règlement, une procédure répressive définie une fois pour toutes se mette automatiquement en marche si on a la malchance d'être pris. C'est cela qui rend la chose si excitante, et donne une impression de plus grande invulnérabilité. Une stratégie policière conçue pour surprendre les voleurs inclut que, en retour, des parades sont possibles. Comme au jeu d'échecs on ne se bat pas, le plus intelligent gagne. En outre, l'individu isolé se sent favorisé par le calcul des probabilités et la loi des grands nombres. Par exemple, dans certaines librairies, il suffit de repérer les circuits de télévision et d'identifier les inspecteurs chargés de la surveillance pour se sentir quasiment à l'abri. Les étudiants échangent des tuyaux afin de multiplier leurs chances. « L'essentiel est de ne pas perdre de temps, pour éviter au maximum de se faire repérer, déclare Lolo. Donc, tous mes gestes sont codés, étudiés, il n'y a aucune place pour l'improvisation. En principe, je n'ai plus jamais peur. Le jour où je ne me sens pas à l'aise, je m'absorbe, et je reporte la chose à plus tard. Avant, j'étais moins efficace, j'hésitais, j'allais dans plusieurs magasins, et je perdais un temps monstrueux. Maintenant, j'ai une telle maîtrise que je sens exactement l'instant dangereux, qui dure environ une minute. »

Dans cette gigantesque partie de gendarmes et de voleurs, la frustration et le dépit sont bien souvent, semble-t-il, du côté des victimes. En effet, beaucoup de faucheurs amateurs conservent longtemps leur impunité. Sans compter qu'une première interpellation — à condition que le délit se situe dans une fourchette comprise entre 100 F et 150 F, que le sujet ne se montre pas récalcitrant, et restitue ou règle l'objet volé — ne donne lieu qu'à un relevé d'identité échappant le plus souvent aux poursuites pénales. D'une part, les services de police ou du parquet — qui seraient théoriquement submergés par ce type d'affaires — ont tendance à prêcher l'indulgence et à freiner le zèle à punir des magasins. D'autre part, dès qu'il ne s'agit pas de récidivistes, les dirigeants, très conscients de leur niveau de responsabilité dans la mise en place du processus de tentation et de stimulation, ont tendance à tempérer d'emblée leur sévérité. Crédulité réelle, fausse naïveté, ou stratégie commerciale, les magasins admettent facilement l'excuse de l'acte impulsif commis comme en état d'hypnose par un voleur primaire qui se targue en outre d'être un fidèle client.

### EDITION

## Soixante-dix livres en breton

Ronan Huon est le plus gros éditeur en langue bretonne. Sans but lucratif. Mais sans verser de droits d'auteur.

ANDRÉ MEURY

Pour des milliers de Bretons ce « petit livre vert » est le dernier espoir. Ni projet écologique chassant atome et pétrole ni programme économique ou politique rendant le travail aux chômeurs. Mais un catalogue de livres en langue bretonne, véritable oasis dans le désert culturel qu'est devenue la Bretagne bretonnante.

Le petit catalogue vert est connu comme le jour blanc. Sur quatre pages, il présente les soixante-dix titres que les éditions Al Liamm (Le lien) proposent actuellement à leurs lecteurs. C'est peu, bien sûr. Mais c'est la plus grande partie de la littérature en langue bretonne disponible aujourd'hui dans le commerce.

Ronan Huon peut réclamer le catalogue par cœur. Cinquante-huit ans, l'allure savante mais « entre-deux-cours » du professeur qu'il est depuis trente ans à Brest, Ronan Huon, directeur d'Al Liamm est le principal éditeur de livres en langue bretonne. Sans beaucoup de concurrents. Mais justement avec tous les courages.

Janvier 1945. La France est sortie de la guerre. La Bretagne aussi. Avec les mêmes plaies, les mêmes chagrins. Mais pour les militants de l'idée bretonne, beaucoup de pitié en plus. Quelques dirigeants de mouvements bretons ont cru trouver dans le régime de Vichy la solution au problème breton. Ils ont collaboré. Et pas de petite manière, allant jusqu'à créer une milice armée, portant uniforme, et intégrée au service de sécurité SS. Les véritables fascistes bretons n'y sont précipités. D'autres ont été séduits sans trop savoir ni comment ni pourquoi. Parmi eux, Roparz Hemon, professeur agrégé d'anglais. Pour les bretonnants, c'est plus qu'une anecdote. Roparz Hemon est le fondateur de la revue en langue bretonne *Gwalarn* (Norvêt), qui, pendant vingt ans, a été le livre de chevet des intellectuels bretonnants de tout bord.

### Deux cents numéros

Janvier 1945. Ronan Huon a vingt-deux ans. Il apprend l'anglais à la faculté des lettres de Rennes. La capitale de la Bretagne comprend mal la langue bretonne, et les temps ne sont guère favorables aux bretonnants. Le « maître » Roparz Hemon, condamné à dix ans d'indignité nationale, s'est réfugié en Allemagne. *Gwalarn* a disparu. Pour les bretonnants, le vide est immense.

Ronan Huon, lui, n'a aucune honte de la langue que lui ont enseignée ses grands-parents. « Pour moi, dit-il, il n'y avait pas la moindre ambiguïté. J'étais réfractaire au S.T.O. Les Allemands, je m'en fichais plutôt. » Il sera le premier à relever la tête. L'époque est à la nostalgie. La première revue bretonnante d'après guerre (« bilingue, pour quelques lecteurs de plus ») que Ronan Huon crée avec un ami portera un nom irlandais, *Tír Na Nóg* (la Terre des jeunes), que la légende présente comme le paradis des Celtes.

Le plus important est fait : à nouveau des textes en langue bretonne sont édités. D'autres revues naîtront avec lesquelles *Tír Na Nóg* fusionnera, n'abandonnant son titre qu'en rencontrant le bon Al Liamm que deux jeunes bretonnants publiaient à Paris. Devenue entièrement bretonnante, la revue — en trente ans — n'a cessé de paraître et s'apprête aujourd'hui

à fêter son deux-centième numéro. « Puis, nous avons fait comme tout le monde, dit Ronan Huon avec un clin d'œil, comme la N.R.F. Nous avons décidé d'éditer des textes plus importants de nos auteurs. »

Cette fois encore, la place était vide. A cause du petit nombre de lecteurs. Pas plus d'un Breton sur cinq parle sa langue. Mais pas plus de dix à quinze mille bretonnants sont capables de la lire et de l'écrire. Pour la simple raison que la langue bretonne n'est plus enseignée à l'école depuis la loi du 21 octobre 1959, instituant dans chaque commune une école d'Etat reconnaissant comme seule langue le français.

### Mini-cassettes

Peu importe. Ronan Huon a toutes les audaces. Il édite deux livres d'un coup : un roman policier et un conte pour adultes. Petite format, petite tirage : moins d'un millier d'exemplaires. Mais l'affaire est lancée. L'affaire, c'est un bien grand mot. Après trente années d'existence, Al Liamm n'a toujours pas gagné de quoi se payer un permanent. Ronan Huon est bien le directeur de la maison d'édition ; mais il est aussi le lecteur, le correcteur, le secrétaire, l'attaché de presse. Il fait tout (1).

C'est lui que l'auteur rencontre, chez lui, pour discuter d'un manuscrit. C'est lui qui décide d'éditer ou non. C'est lui qui fixe les règles du jeu. « Il n'y a que très rarement, confie Ronan Huon, de contrat d'édition écrit. Et il n'y a jamais de droits d'auteur. Sinon, le prix de vente des livres serait beaucoup trop élevé. »

Les auteurs s'en contentent-ils ? « Bien sûr, répond Ronan Huon. Ils sont très satisfaits de ne pas avoir à déboursier un sou. » Une vingtaine d'auteurs figurent aujourd'hui au catalogue d'Al Liamm. Dont le maître, bien sûr, Roparz Hemon, pour une dizaine d'ouvrages. Et une dizaine d'anciens rédacteurs de la revue *Gwalarn*. La plupart sont morts, mais, de temps en temps, Ronan Huon retrouve un inédit. Le reste des auteurs sont bien vivants. Aucun professionnel de l'écriture, mais des professeurs, des instituteurs, un notaire, une exploitante agricole, un géologue ou un économiste. La plupart ont plus de cinquante ans. « Il faut beaucoup de temps avant de maîtriser une langue que l'on a apprise seul », explique Ronan Huon.

C'est le refrain. Enseigner la langue bretonne avant qu'elle ne disparaisse complètement. Ronan Huon s'y emploie en éditant des dictionnaires et grammaires pour tous les niveaux d'enseignement. Il y a adjoint depuis une série de mini-cassettes, bien utiles aux jeunes Bretons qui n'entendent jamais parler cette langue autour d'eux. Les dictionnaires servent de locomotives à la maison d'édition. En effet, depuis les dix mille exemplaires vendus. En fait, les autres ouvrages ne dépassent que rarement trois mille exemplaires.

Théâtre, romans, contes, nouvelles, biographies et depuis peu bandes dessinées. Ronan Huon se donne peu de critères de jugement pour accepter ou refuser une œuvre. « Je demande seulement, explique-t-il, que cela soit bien écrit, en bon breton ; je n'ai ni critère politique ni critère idéologique, à condition, bien entendu, que cela ne soit pas anti-breton. »

Autre choix de la maison Al Liamm : elle refuse les traductions. « A quoi bon éditer « Vol de nuit » en breton

approximatif, alors que le livre existe en parfait français, explique Ronan Huon. Je préfère donner leur chance à des auteurs qui ne seront pas édités ailleurs. Ce sont des auteurs bretons. » Une exception toutefois pour Soljenitsyne dont la *Maison de Matryona* est devenu *Ti Vatriona*. Parce que l'histoire des paysans russes ressemble à celle des paysans bretons. Parce que la langue du traducteur était excellente.

Actuellement, les éditions Al Liamm publient chaque année sept à huit titres que l'on trouve sans trop de mal dans beaucoup de librairies bretonnes. Mais cela n'a pas été facile. Ronan Huon a dû faire plus d'une fois le tour des librairies, sa production sous le bras.

Cette vente militante n'a pas tout à fait disparu. Depuis près de vingt ans, une commerçante de Guingamp assure la vente par correspondance des livres d'Al Liamm. « Je n'ai pas d'autres moyens de faire quelque chose pour la langue bretonne, explique Mlle Quellé. J'ai trouvé ce moyen-là. » Son nom figure sur

le catalogue. Elle reçoit des commandes de Bretagne, bien sûr ; mais aussi de toute la France, de Belgique, d'Irlande ou des Pays-Bas. Parfois de plus loin encore. Les livres s'entassent dans un local, près du magasin de Mlle Quellé, et, lorsqu'elle est trop occupée, c'est sa vendeuse qui va faire les paquets. Plus de 30 % des ventes de la plus importante maison d'édition bretonnante partent ainsi d'un magasin de chaussures.

### Pas de « copyright »

Le reste des ventes s'effectue, pour l'essentiel, en librairie, grâce au travail — rémunéré cette fois — d'un prospecteur professionnel. La « Coopérative Breizh » de La Baule regroupe sur un même catalogue une dizaine d'éditeurs bretons de livres et de disques. Dont, évidemment, la production d'Al Liamm.

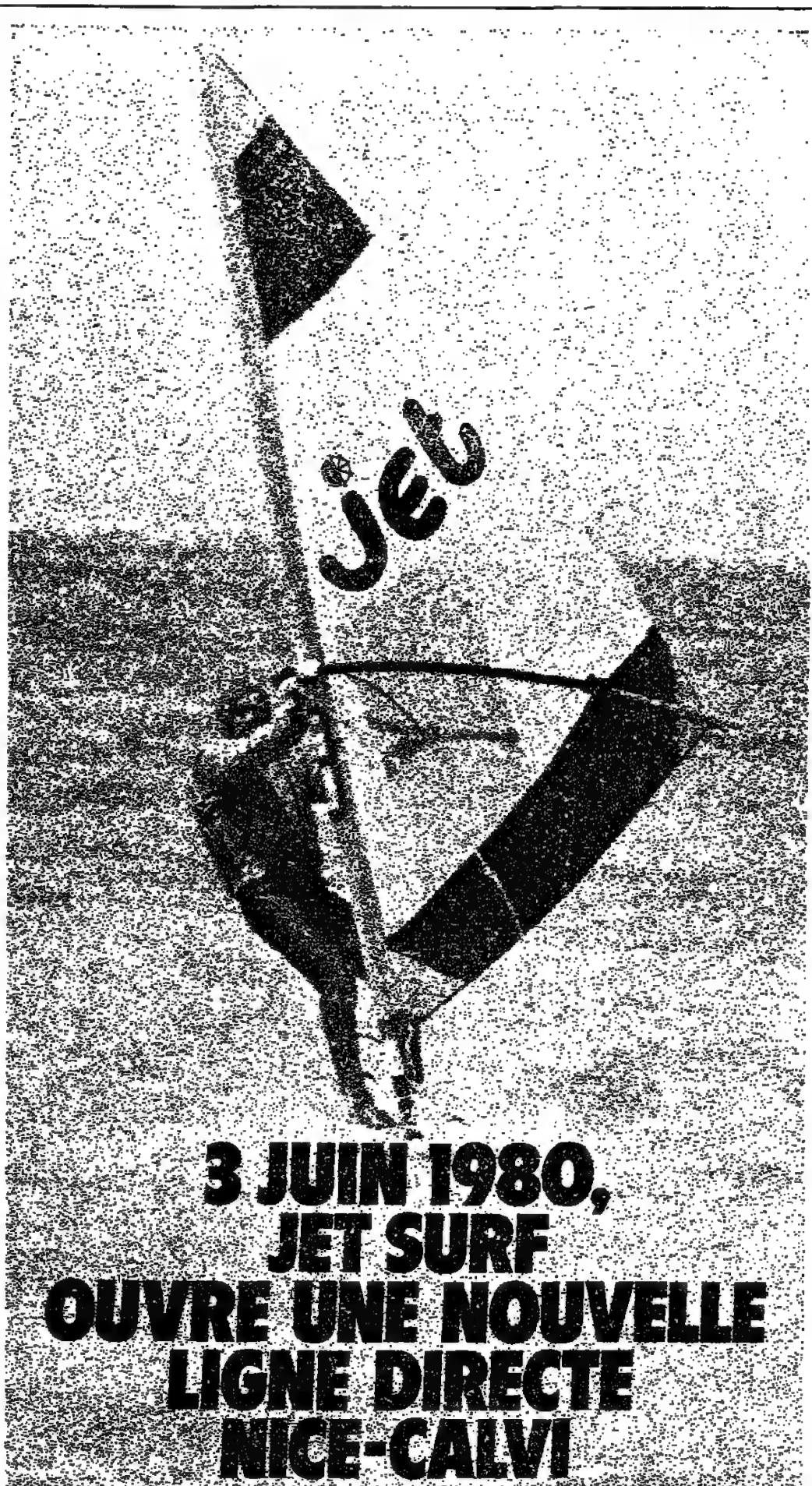
Un éditeur de livres en langue bretonne peut-il en vivre ? Ronan Huon n'y croit pas trop. « Le statut « loi de 1901 » des

éditions Al Liamm nous interdit tout bénéfice. Mais c'est une précaution inutile, explique-t-il. L'an passé, notre chiffre d'affaires s'élevait à 170 000 F. pour 180 000 F. de dépenses. » Il faut ajouter un stock important aux recettes et l'équilibre est respecté.

De toute évidence, Ronan Huon ne cherche pas à faire des affaires. Aucun de ses titres n'est protégé par le moindre « copyright ». Et si d'aventure, un petit C en fermait dans un cercle sur une page de garde peut le laisser croire, c'est pure fantaisie. Aucune déclaration officielle n'a jamais été faite à quelque organisation que ce soit qui donnerait valeur juridique à ce « copyright » breton.

Non, Ronan Huon poursuit un rêve : voir renaitre la langue bretonne. Ses quatre fils ont appris le français en entrant à l'école. Lui ne leur a jamais parlé que breton. Deux d'entre eux ont épousé des bretonnantes. Ronan Huon en est encore plus fier que de ses éditions.

Al Liamm, 2, avenue de Foulbequen, 29200 Brest.



**3 JUIN 1980,  
JET SURF  
OUVRE UNE NOUVELLE  
LIGNE DIRECTE  
NICE-CALVI**

Plusieurs fois déjà des vélisurfers avaient essayé de relier la Corse au Continent. Sans succès. C'est alors que Christian Marty, pilote de ligne, décide de tenter l'opération avec une Jet Surf. Une mauvaise météo rend le départ difficile. Mardi 3 juin, Christian Marty peut enfin prendre le départ. Après une rude traversée de 23 heures 07, c'est enfin le succès. Pour la per-

mière fois une planche à voile a relié la Corse au Continent. Bravo Christian Marty. Bravo Jet Surf.

**Jet Surf**  
pour 2.995 F

**LA PLANCHE QUI A RELIE LA CORSE AU CONTINENT.**

yachting international  
24 quai Michelet 92300 LEVALLOIS PERRET



هكذا من الأصل





UNION SOVIÉTIQUE

# « Le pays le plus sportif du monde »

L'Union soviétique est, si l'on en croit les statistiques et les propos officiels, le « pays le plus sportif du monde ». En tout cas, une puissante organisation permet aux Soviétiques de pratiquer tous les sports.

DANIEL VERNET

**S**i Moscou a dû attendre près de trente ans après l'admission de l'U.R.S.S. au C.I.O. pour organiser les Jeux olympiques, cette « grande fête de la jeunesse et de l'amitié entre les peuples », ce ne peut être que le résultat d'une injonction. Quelle ville était mieux indiquée que la « ville la plus sportive du monde », de surcroît capitale du « pays le plus sportif du monde » ? Les deux premiers records des Jeux de la vingt-deuxième olympiade sont tombés. Un Moscovite sur cinq, comme un Soviétique sur cinq, fait du sport. Le club U.R.S.S. compte cinquante-cinq millions de membres, un chiffre impressionnant même s'il ne correspond pas parfaitement à la réalité. Dans le domaine du sport aussi le plan doit être rempli et il est préférable de gonfler les chiffres que de reconnaître des échecs.

Dans la doctrine officielle soviétique, il n'y a pas de contradiction entre sport de masse et sport d'élite. « Hier le sport de haut niveau, c'est hier le sport en général », dit-on ici. La teneur du sport revient au comité d'État pour la culture physique et le sport, avec rang de ministère qui régit tout ce qui a trait à cette activité et régit sur les associations sportives. Parmi celles-ci, les plus nombreuses sont celles dépendant des syndicats et comptant plus de trente millions de membres. Sept grandes associations étendent leurs activités sur tout le territoire de l'U.R.S.S., alors que le joueur n'est qu'un rayonnement local ou régional. Ce sont Lokomotive qui regroupe les cheminots, Botrevostok pour les étudiants, les clubs sportifs de l'armée, Dynamo pour les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, Vostok, pour les marins, Spartak pour les employés des transports et Réserve du travail pour le personnel de l'enseignement technique.

Pour être membre d'une association sportive et avoir en principe la jouissance gratuite de ses installations, il suffit de payer une cotisation annuelle de 50 kopeks (moins de 2 francs). Les frais de fonctionnement sont mille fois plus élevés et les associations sont financées par les entreprises, les syndicats, les professions de l'État, un pourcentage sur les ventes d'articles de sport et les subventions des publications spécialisées comme le quotidien *Le Sport soviétique*,

qui tire à quatre millions d'exemplaires.

L'U.R.S.S. compte 3 282 grands stades pouvant accueillir 11,4 millions de spectateurs ; 66 000 salles de sport ; 1 435 piscines ; 19 000 centres de tir ; 6 600 stations de ski, 100 000 terrains de football. Malheureusement, la pénurie chronique de marchandises n'épargne pas les articles de sport. L'amateur a souvent le plus grand mal à se procurer le matériel indispensable à la pratique de telle ou telle discipline. Alors que chaque année on aurait besoin, par exemple, de 2 millions de paires de skis, on en produit moins de 1 million, soit cinq fois moins de chaussures que de skis. Pour acheter un équipement, il faut souvent faire plusieurs magasins, car celui qui a des skis n'a pas de fixations, et les bâtons se trouvent à un autre bout de la ville. Quant aux chaussures, la peinture qui vous convient ne sera souvent pas disponible avant la saison prochaine. C'est vrai aussi pour les équipements de hockey — sport très populaire en U.R.S.S. — pour les chaussures de montagne, les balles de tennis, les ballons de football, de volley, de basket.

## Six millions d'athlètes

La production des articles de sport n'a pas augmenté depuis trois ans et les responsables ne prévoient aucune amélioration avant la fin du prochain quinquennat en 1985. Selon le *Sport soviétique*, la demande des associations sportives en matériel n'est satisfaite qu'à 50 %.

Les sportifs soviétiques sont encadrés par 200 000 entraîneurs professionnels diplômés, formés dans 24 instituts de culture physique, 89 facultés d'éducation physique, 77 écoles pédagogiques spécialisées, 26 écoles secondaires et 10 écoles d'entraîneurs, ainsi que par 10 millions d'entraîneurs bénévoles.

Les disciplines les plus pratiquées sont l'athlétisme avec 6 millions de pratiquants, le volley (5 millions), le basket (4 millions), le ski (4 millions), sans compter les amateurs du dimanche ; le tir (3 millions), le handball (600 000), la gymnastique (700 000), le hockey sur glace (150 000), le patinage artistique (300 000), le patinage artistique (45 000), l'escrime (50 000), l'équitation (25 000), le yachting (20 000).

Le sport est obligatoire à l'école et pendant les deux premières années de l'université. De la première à la quatrième (entre sept et onze ans), les enfants ont deux cours de trois quarts d'heure d'éducation physique par semaine. Il existe aussi des sections sportives extra-scolaires dans chaque école, mais les responsables reconnaissent qu'elles ont peu de succès. À partir de la quatrième, on organise des compétitions scolaires permettant de découvrir les nouveaux talents. Les jeunes retenus sont envoyés dans des écoles de sport qui fonctionnent en dehors des mois de cours d'enseignement général.

Des compétitions sont organisées chaque année à tous les niveaux : compétition nationale en sports collectifs, auxquelles quinze millions d'enfants participent chaque année ; les compétitions des « espoirs » depuis 1976, disputées par des classes entières, qui ont regroupé quatre millions d'enfants en 1977 ; tous les deux ans, des Spartakiades scolaires organisées en plusieurs étapes pour tous les élèves de l'école moyenne (entre sept et dix-huit ans). Ces compétitions doivent donner aux enfants le goût du sport, le sens de l'émulation et permettre de découvrir les futures vedettes, dans un pays où les grands rassemblements avec drapeaux, palmes et hymnes, font partie des rites pénaux de la nouvelle société.

L'U.R.S.S. organise d'ailleurs tous les quatre ans depuis 1956 de véritables Jeux olympiques intérieurs, les Spartakiades des peuples de l'U.R.S.S., auxquelles participent plus de quatorze millions de sportifs. La finale, qui a regroupé la dernière fois plus de sept mille athlètes de vingt-cinq disciplines, est parfaitement conforme au programme olympique. Les Spartakiades d'hiver sont encore plus suivies (vingt millions de participants).

Pour les étudiants, le sport et la culture physique sont obligatoires pendant les deux premières années, facultatifs ensuite. Les sports universitaires regroupent deux millions de participants, soit 75 % des étudiants et 40 % du corps enseignant. Tous les ans, mille membres d'associations universitaires deviennent « maîtres des sports », un des plus hauts titres en ce domaine.

Les sociologues soviétiques notent que le sport est plus pratiqué à la ville qu'à la campagne, que vingt millions de personnes ont gagné des médailles d'or et d'argent à la course à pied, au lancer, au tir, à la natation dite de fond.

De la masse des brevétés « pour le travail et la défense », à l'élite des champions olympiques, il ne devrait pas y avoir de hiatus. La seconde est issue de la première. « Nos champions sont des gens ordinaires, avec leurs mérites et leurs faiblesses. Ils travaillent dans des usines, des écoles, des bureaux d'études », dit-on officiellement. Toujours en principe, le sport professionnel n'a pas droit de cité en U.R.S.S. Le sport est un moyen d'éducation, une source de santé, pas une source d'enrichissement matériel.

Il n'empêche que les gens qui, pour une raison ou pour une autre, peuvent rompre la loi du silence, admettent que les sportifs de haut niveau reçoivent des primes en fonction de leurs records et que les déplacements à l'étranger, surtout en Occident, leur permettent de se livrer à de lucratives affaires.

## Loterie

Les sportifs de pointe se recrutent d'autre part pour l'essentiel parmi les élèves, les étudiants et les militaires qui bénéficient de conditions de travail particulières. Valeri Borzov, champion du 100 mètres travaillant à l'institut d'éducation physique de Kiev, Nicolas Anbrianov, gymnaste est entraîneur à Vladimir, le basketteur Sergueï Belov est aussi professeur dans un institut d'éducation physique comme Ladislav Frediak, gardien de l'équipe nationale de hockey, et on pourrait multiplier les exemples.

Dans les entreprises, les syndicats qui s'occupent des associations sportives prennent la défense des athlètes quand ils ne vent s'absenter pour l'entraînement et les compétitions. Les sportifs conservent leur salaire même quand ils ne travaillent pas et une brochure officielle explique que si les entreprises acceptent ce système ce n'est pas par pure philanthropie. Le sport aide à reproduire la force de travail, comme aurait dit Marx. « L'expérience montre que la pratique du sport de masse exerce une influence bénéfique sur le climat moral de la collectivité, améliore la santé des travailleurs et leur humeur, leur donne de l'énergie. Les ouvriers qui aiment le sport et qui apprécient les sports dont ils sont l'objet sont habituellement plus actifs dans leurs ateliers. Ils travaillent avec un rendement accru et ils sont rarement malades. Ce sont là des victoires dont l'administration elle-même ne peut pas ne pas tenir compte. »

« Le plus appréciable et le plus stimulant, c'est la reconnaissance du peuple », dit-on encore. Les récompenses — comme l'ordre de Lénine — valent bien tous les privilèges, mais cette image idyllique cache une réalité plus prosaïque. Dans le sport de haut niveau, le véritable amateurisme a disparu en U.R.S.S. comme dans les pays occidentaux.

Et le sport n'y est pas plus à l'abri des scandales, même des scandales financiers. Pour ne citer qu'un exemple, repris du journal des syndicats TROUD, le responsable du club sportif d'Achkhabad, capitale du Turkménistan, utilisait les fonds inscrits au budget pour les entraînements et les compétitions à des déplacements privés à Moscou, où il menait une belle vie. Il a ainsi détourné 7 500 roubles (autour de 50 000 francs).

Contrairement à l'image pure et dure que le sport soviétique veut bien donner de lui-même, il existe en U.R.S.S. une loterie appelée Sportoto avec ses deux millions d'habitants qui, chaque semaine, dépensent quelques dizaines de kopeks pour encourager les clubs. La moitié des recettes est redistribuée aux associations sportives. Le slogan de Sportoto s'affirme-t-il pas : « Vous gagnez et le sport y gagne » ?

## REFLETS DU MONDE

### Frankfurter Allgemeine

#### En Allemagne de l'Est aussi

« Chez nous, c'est comme ça : si on ne porte pas de jeans, on n'est pas dans le vent. » Cette déclaration est extraite de l'une des très nombreuses lettres reçues par Jürgen Weitz, le journal des Jeunesses est-allemandes, auxquelles fait écho la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* : « Le journal est-allemand s'était demandé dans une précédente édition pourquoi les robes et les costumes n'étaient plus de mode. Des centaines d'écoliers

et d'écolières ont répondu en exprimant leur préférence pour les jeans et les vêtements anglais. Quelques voix dissidentes se sont cependant fait entendre dans ce concert en faveur de la mode occidentale : certaines pour la monotonie qu'engendre l'uniformité (du jean), d'autres pour blâmer les stylistes qui ne songent qu'aux jeunes filles filiformes et ne conçoivent que des jeans étroits. »

### Agence France Presse

#### Ad vitam aeternam

Neuf cent quatre-vingt-cinq ans de prison, telle est la peine record requise par un juge de Floride contre un jeune homme de vingt-cinq ans qui avait dévalisé une vingtaine de personnes participant à une veillée funèbre.

L'Agence France-press rapporte que le jeune homme a menacé de tirer dans la mort si les personnes qui le veillaient ne lui donnaient pas leur argent. « Malheureusement pour lui, deux des assistants furent saisis par une crise cardiaque et moururent le lendemain. Le procureur public estime qu'il devait

être tenu responsable de ces deux morts et requiert la prison à vie. Mais le juge explique que le caractère sacrilège d'un vol à main armée au milieu d'une veillée funèbre méritait bien plus que cela. Malgré la longueur inhérente de la peine, l'accusé pourrait théoriquement, en application des lois pénales de Floride, sortir de prison au bout de quarante-deux ans. Pour empêcher que ce ne se produise, le juge a décidé que toute demande de libération anticipée présentée avant trois cent vingt-huit ans devrait être approuvée par lui-même. »

### The Sunday Times

#### Le mystère de la dame en blanc

Le mystère de la dame en blanc suscitait-il des échos malais à Gaston Leroux ? La question se pose après la lecture d'un article du *Sunday Times* qui relate l'étrange apparition dont la petite ville de Slims aurait été le théâtre.

« Des enfants l'ont vue en plein jour sortant des bâtiments délabrés qui bordent la route des exilés (...). Trois pêcheurs ont rapporté avoir vu le « fantôme » bien après le coucher du soleil et ils ont été conduits à l'hôpital souffrant d'un choc (...). Des enfants, qui attendaient le bus de ramassage scolaire, ont raconté qu'une dame vêtue de blanc était sortie à pas lents d'un des immeubles du front de mer pour disparaître en emportant le rince. Certains ont même constaté qu'elle portait un chapeau sur chaque bras. Le professeur qui les accompagnait n'a rien vu. Mais les pêcheurs sont persuadés d'avoir vu une « nonne », encore une fois sortant des mêmes immeubles et se fondant dans la nuit. »

### REPORTAGE

#### Une interprétation explosive

La musique n'adoucit pas toujours les mœurs. Du moins si l'on en croit cette information publiée par l'agence Reuter : « Pour simuler les coups de canon qui ponctuent le final de l'ouverture « 1812 » de Tchaïkovski, l'orchestre symphonique de Windsor (Ontario) avait trouvé une solution originale : des charges explosives. Le simulateur s'est révélé plus vrai et plus

dangereux que nature : une des charges a explosé de côté et non vers le haut, et a projeté des débris de métal sur le public. »

« Quarante-six personnes victimes de coupures et d'hématomes ont dû être hospitalisées. Le concert était donné à l'occasion des festivités précédant la fête canadienne de l'indépendance. »

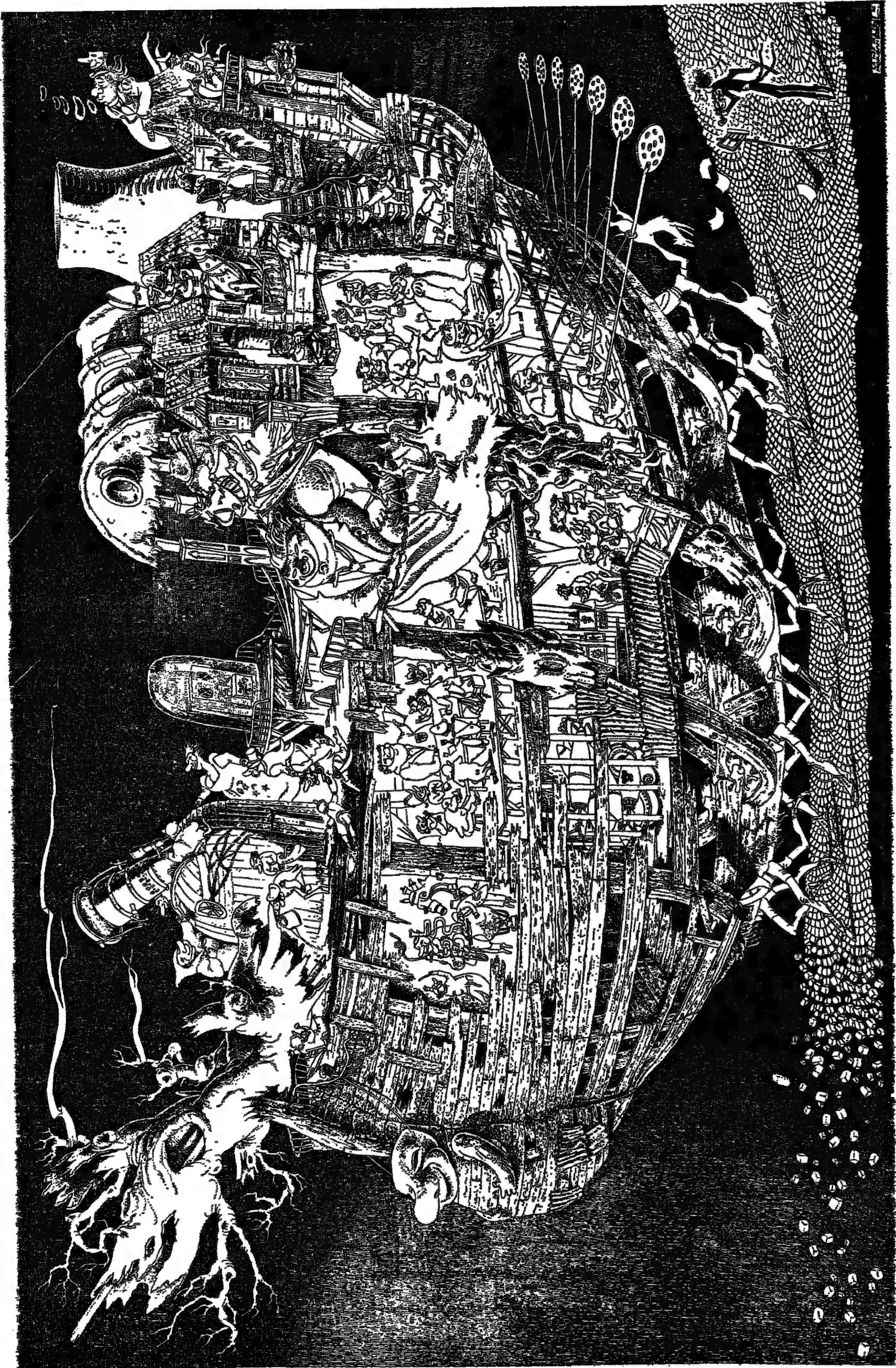




# TRAIT

MORGAN

Morgan a illustré chez Gallimard *Fred le nain* et *Mao le géant*, de René Laureillard (1978), *le Diable dans la bouteille*, de Gervason (1978), de *Cher de Stenobald*, de J. Beld (1978), *Une fin sans baguette*, de R. Laureillard (1979) et *Le chapeau qui a vu Dieu*, de Dino Buzzati (1980). Chez Bordas, *Mille et une nuits* (1978), *Le Premier Livre des merveilles* de J. Beld (1979) et *Le Second Livre des merveilles*, de R. Laureillard (1979) ainsi que le *Journa de Papuscha*, de Marcela Paz (1980), *Cher Nathan, Komarino*, d'Imo Calvino (1980) et *Barbazonnerre*, de C. Anderson (1980). Enfin, les *Contes de Grimm*, au « Livre de poche-jeunesse » (1979).



مكدان الأمل







A VOIR

Les Jeux d'antan

SERIE :  
LA MERVEILLEUSE HISTOIRE  
DES JEUX OLYMPIQUES  
Lundi 14 juillet  
TF 1, 17 h 45

Une rediffusion qui tombe bien (ce n'est pas toujours le cas) qui restitue les Jeux olympiques dans leur évolution. Les Jeux ont été marqués, depuis le début, par les affrontements internationaux, les pesanteurs de l'histoire, les politiques. Daniel Costello, à qui l'on doit les « Grandes batailles du passé », plus récemment l'histoire des trains et de l'aviation, avait réalisé en 1976 cette excellente série qui va des années 20 à aujourd'hui. La première émission, intitulée « Les Jeux des années folles 1920-1936 », raconte les premiers Jeux de l'après-guerre, avec les absents, la

douleur, la tristesse (c'est la surprise, qu'un tout petit pays la Finlande, remporte deux victoires que le géant des Etats-Unis, et que la « reine » découvre un jeune chasseur à pied, Joseph Guillemot, aux Jeux de Paris (en 1924). D'Arènes de Los Angeles (en 1932), l'argent et le gigantisme commencent d'envahir les Jeux. Pula la politique, en 46, à Berlin. « Les Jeux terribles » de Berlin (1936), Helsinki (1952), Melbourne (1956), Rome (1960), Tokyo (1964), Mexico (1968), Munich (1972)... des éléments brutaux, images d'actualité, assemblées avec soin, puyées, complétées par des témoignages, Daniel Costello mène un théâtre agité par l'histoire.

Un beau 14 Juillet

RETRANSMISSION LYRIQUE :  
LES NOCES DE FIGARO  
Lundi 14 juillet  
A 2, 20 h 35

Au départ, il y a sept ans, ces « noces », montées par Giorgio Strehler, furent inaugurées à Versailles, ou plutôt, elles servirent à inaugurer ce que l'on appellera désormais « l'ère Liebermann ». Elles furent données au Théâtre Gabriel. Chaque tableau était inspiré de gravures d'époque, et les décors et les costumes d'Edo Frigerio firent merveille. Ils tiennent toujours : ils ont émerveillé et émerveillent encore au long des répétitions du spectacle, notamment en avril dernier, au palais Garnier cette fois. En guise d'adieu à son public, Roi Liebermann vient de

proposer sept représentations supplémentaires d'opéra de Mozart, dont les opéras seront dirigés comme les autres fois par Georg Solti. Il prend la relève de Charles Munch. Et l'on retrouvera le bonheur le génie de Mozart et les voix de Jene Berbeil, Jirka Freni, Gundula Janov, Elina Luhtin, Danièle Pezra, Vira Ringart, et celles de Frédéric von Stade, de Daniel Barenboim, de José Van Dam, et Jules Bastin et de Michel Sénéchal. Ce qui est beau ne s'effrite pas. Cadeau supplémentaire France-Musique, symphonie diffusée le son en stéréophonie. Si Pierre Bado, le metteur en scène, a réuni ses images, il aura droit à, en direct, à bien beau 14 Juillet.

Photos de classe

JEU : AVOIS DE RECHERCHE  
Chaque jour à partir du 15 juillet  
TF 1, 12 h 30

Rien de plus difficile que d'inventer un jeu, un vrai jeu, qui dure, qui amuse, et qui ne soit pas bête. Patrick Sabatier et Roger Pradines nous en proposent un pour l'été, dont voici les règles et qu'on verra chaque jour (sauf samedi et dimanche) avant l'heure du déjeuner. « Est-ce un jeu ? Une nouvelle série policière ? Un feuilleton ? Une variété ? Un reportage ? », demandent les auteurs, histoire d'indiquer que le jeu tient un peu de tout cela à la fois. Cela se passe en plusieurs temps.

(Inconnue, bien sûr, à l'époque et devenue depuis acteur, chanteur, sportif, entouré d'autres. Les autres, les écoles anonymes d'à côté, ce n'est eux justement qu'il va falloir retrouver. En début de saison, la photo sera montrée sur petit écran, il ne reste plus qu'à cinq jours pour réunir tout le monde. Si l'anonyme se reconnaît lui-même, il appelle TF 1 : il est invité, quelle que soit son adresse, à venir en fin de semaine sur le plateau : c'est un autre qui le reconnaît, il appelle aussi et reçoit un cadeau. On suit la progression de l'affaire toute la semaine en film, avec les témoignages de ceux qui se seront reconnus au fur et à mesure. La semaine, ils seront tous ensemble à échanger leurs souvenirs de jeunesse et de classe. On refait la photo !

Béjart sur ordinateur

BALLET : CASTA DIVA  
Mercredi 16 juillet  
A 2, 21 h 55

Déjà, Antenne 2 a consacré une émission à la dernière des créations de Maurice Béjart, où était montrée la préparation de ce spectacle. Cette fois, il s'agit d'une retransmission : où l'on verra dans un final triomphant Maurice Béjart se transformer en une immense marionnette de Kabuki, entouré de Kurotes vêtus de noir, avant de finir nu comme un pauvre ver, tout seul au milieu du plateau désert. Le chorégraphe révèle depuis dix-huit ans de monter ce ballet qu'il avait imaginé en l'honneur de Maria Callas — d'où le titre tiré de la Norma, de Bellini : avec la mort de la cantatrice, l'opéra se transformait en

hommage posthume, et surtout Maurice Béjart ayant été invité à disposer des locaux et des équipements hautement technologiques de l'IRCAM, il a poussé au bout le pari de mêler tous les genres — visuel, musical, littéraire, gestuel — une scénographie parfaitement scientifique. Sur fond de musique électro-acoustique, comme appuyée à la voix de Maria Callas inscrite sur une bande sonore, des acteurs-comédiens racrochés à un ordinateur, aidés de quelques gadgets, interprètent une sorte de rituel chorégraphique rassemblée toutes les données de ses créations antérieures. On assiste à la mise en images sensibles d'une perte d'identité. Musique d'Alain Lombar. Réalisation signée Yvon Géraud.

FRANCIS RONSIN

La Grève des ventres  
Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France 19-20<sup>e</sup> siècles

« Remarquable » LE MONDE

« Des textes stupéfiants » LE NOUVEL OBSERVATEUR

AUBIER

Lundi 14 juillet

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 25 Défilé militaire.
- 11 h 5 Concert par l'Orchestre national de France.
- Dix L. Masset (Symphonie n° 6, de Beethoven).
- 12 h Chaillot, premier port de France.
- 12 h 30 La francophonie.
- 13 h Journal.
- 13 h 45 Cinéma : « Cartouche ».
- Film français de F. de Broca (1961), avec J.-P. Belmondo, G. Cardinale, G. Verso, Dailo, N. Roquevert, J. Hahn, J. Rochefort. (Rediffusion.)
- Sous le Régiment, un petit voleur parisien devient un chef de bande qui s'attaque aux riches, brise la police et s'attire la sympathie du peuple.
- 15 h 35 Documentaire : Le retour du cargo.
- 16 h 30 Vieilles le Vikings.
- 17 h Croque vacances.
- Dessin animé : 17 h 10 Bricolage : Des petits animaux en couillages (et 17 h 20).
- 17 h 30 Variétés : 17 h 30 Momo et Urvole.
- 17 h 45 Documentaire : La merveilleuse histoire des Jeux olympiques.
- Les Jeux des Années folles (1920-1936-1938).
- (Lire notre sélection.)
- 18 h 40 Le 14 Juillet de la Garde.
- Spectacle présenté par la gendarmerie nationale dans le cadre des fêtes de la ville de Soissons.
- 19 h 45 Tour de France.

- 20 h Journal.
- 20 h 35 Cinéma : « Les Trois Mousquetaires ».
- Film français de A. Duvall (1963), avec G. Marchal, Bourvil, G. Cervi, J. Martignol, J. Francis, R. Marj, Y. Sautou, S. Barclay, D. Godet, M. Sabourat.
- Un chevalier gascon monté à Paris devient l'ami de trois mousquetaires du roi Louis XIII et sauve l'honneur de la reine de France, compromise par une intrigue du cardinal de Richelieu.
- 22 h 25 Le dernier jour de la Bastille.
- (En direct de Chaillot.)
- Evénement historique du 14 juillet 1789, sous la direction de Chaillot, fanfare de la Garde républicaine et les tambours de l'Assemblée nationale de Versailles, avec les comédiens J. Piz et J. Négroni et le chœur des Nicotéts.
- 23 h 40 Journal.

- 19h 45 Variétés.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Opéra : « Les Noces de Figaro ».
- (En liaison avec France-Musique.) Béal, F. Béal. Opéra bouffon en quatre actes de L. da Ponte, musique de Mozart. Avec J. Berbié, M. Freni, G. Janowitz, E. Lublin, F. von Stade, G. Baquât, J. Van Dam, J. Bastin.
- (Lire notre sélection.)
- 23 h 45 Journal.

THOISIEME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 55 Tribune libre.
- Les soldats de France.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Le voyage à Paris : Les peintres de l'éternel dimanche.
- Court métrage de J. Espagnes et P. Mathieu. Texte de M. Aymé.
- 19 h 40 Pour les jeunes.
- Carrochage : Hobbe-James.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 30 Cinéma public : « Merveilleuse Angélique ».
- Film français de R. Borden (1964), avec M. Merck, G. Girard, J. Boileau, J.-J. Trintignant, G. Gémza, G. Maurier, J. Toja, P. Maistre (rediffusion).
- Veuve de Voltaire de Regras, brisé en place de Grèce, Angélique se réfugie à la cour des Miracles, devient subergiste et chocolatière à la mode, et se laisse, à nouveau, à ses puissants ennemis.
- 22 h 10 Journal.

Mardi 15 juillet

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 12 h Jeune pratique.
- Révélation en vacances.
- 12 h 30 Jeu : Avis de recherche.
- (Lire notre sélection.)
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Série : Le riche et le pauvre.
- (En 11 parties épisodiques.)
- 17 h 10 Scandale.
- 17 h 30 Croque vacances.
- Dessin animé : 17 h 40 Indore, le lapin ; 17 h 44 Indore-Magazine ; 17 h 50 Variétés : 18 h Momo et Urvole.
- 18 h 10 Documentaire : La merveilleuse histoire des Jeux olympiques.
- Les Jeux terribles (1936-1948).
- (Lire notre sélection.)
- 19 h Caméra du pôle.
- Pace aux ours polaires.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 Tour de France.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Série : Mathias Sandoz.
- (N° 1.)
- Sérialisation J.-P. Decourt, avec I. Eujtor, J. Spelid, C. Girard, M. Feitach...
- 21 h 20 Documentaire : Les Français du bout du monde.
- Le Canada, par J. Eguet et P. Dhotel.
- Le vie d'un Français (intéressé depuis dix ans au Canada et qui partage son temps entre la production et les camps de pêche).
- 22 h 15 A bout portant.
- Claude Piéplu.
- 22 h 55 Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h 10 Spécial Tour de France.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : Ah ! quelle famille !
- Le témoin.
- 14 h Aujourd'hui madame.
- Les grandes vacances.
- 15 h 5 Feuilletton : Septième avenue.
- A l'assaut du pic Boray.
- 16 h 25 Cinéma : « Carillons sans joie ».
- Film français de C. Brabant (1961), avec D. Carrel, R. Pellegrin, R. Hain, F. Meunier, A. Wilson, R. Dumas, L. Seiguer, A. Schneider. (N° 1.)
- En 1922, après le débarquement des alliés en Afrique du Nord, un escadron de chasseurs d'Afrique occupe un petit village de l'Algérie en attendant les ordres de Vichy, puis entre en lutte contre les Allemands.
- 18 h Récit A 2.
- Le fantôme de l'espace : Mlle Rose et Charlemagne : Satan et Diabolo : Dino boy.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 Variétés.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Les dossiers de l'écran : « Casilastro ».
- Film américain de G. Batoff (1948), avec O. Welles, N. Godd, A. Tamiroff, F. Laub...

- more, V. Cortese, M. Graham, S. Bakassy, R. Kruger, R. Burr. (N° 1.)
- Joseph Seismos, fils de géants pendus par ordre d'un aristocrate, devient hypnotiseur sous le nom de Casilastro, retrouve son ennemi à la cour de France et l'occulte un complot pour la perdre et se venger de la reine Marie-Antoinette.
- 22 h Débat : Magie et hypnotisme au dix-huitième siècle.
- Avec MM. P. Bihadeau-Dumas, historien, scénariste, G. Massure, historien, membre du comité central du P.C.; le docteur P. Encausse, A. Faivre, directeur d'études d'études à l'E.P.H.E., et Mme J. Marchand, secrétaire de l'Union rationaliste.
- 23 h 30 Journal.

THOISIEME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 55 Tribune libre.
- Alcooliques anonymes.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 40 Pour les jeunes.
- L'île au trésor, d'après Stevenson : Les aventures du temps.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 30 Cinéma pour tous (hommage à Lolo Mariani) : « Le Tzarévitch ».
- Film allemand d'A. M. Babanalt (1954), avec L. Mariani, R. Ziemann, L. Petrovitch, P. Rancoule, E. Waldow, M. Schütz.
- Eprise du tsar qui chante l'opéra de Lohr, une femme devenue reine qu'elle est transposée dans le palais du tsarévitch et vit un grand amour avec lui.
- 22 h Journal.

Mercredi 16 juillet

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 15 Jeune pratique.
- Le patin à roulettes, hier.
- 12 h 30 Jeu : Avis de recherche.
- (Lire notre sélection.)
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Série : Les héritiers.
- (N° 1.)
- 14 h 40 Tour de France.
- 15 h 40 Face au Tour.
- 17 h 5 Le petit prince orphelin.
- La triste réalité de la vie.
- 17 h 25 Croque vacances.
- Dessin animé : 17 h 35 Bricolage : un collier de fleurs (et 17 h 55) ; 17 h 40 Indore, le lapin ; 17 h 44 Indore-Magazine ; 17 h 50 Variétés : 18 h Momo et Urvole.
- 18 h 10 Documentaire : La merveilleuse histoire des Jeux olympiques.
- Les Jeux de l'affrontement.
- (Lire notre sélection.)
- 19 h Caméra du pôle.
- Pace aux ours polaires.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 Tour de France.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Série : Les incorrigibles.
- Sérialisation A. Eguet, avec F. Tirmont, G. Ségol, A. Marconi, A. Médina...

- 21 h 30 Série : C'est l'appel de l'Empire.
- Jusqu'aux murs du Sud.
- 22 h 25 Court métrage : « Terre sans pain ».
- 23 h Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h 10 Spécial Tour de France.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : Ah ! quelle famille !
- Le témoin.
- 14 h Aujourd'hui madame.
- L'opéra.
- 15 h 5 Feuilletton : Septième avenue.
- 16 h Sports-été.
- Tennis : coupe Galès. Athlétisme.
- 18 h Récit A 2.
- Le fantôme de l'espace : Mlle Rose et Charlemagne : Satan et Diabolo : Dino boy.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 45 Variétés.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Théâtre : Georges Dandin.
- Enregistré à la Comédie des Champs-Élysées.
- Réal. Y.-A. Hubert, mise en scène J.-P. Dailly, avec E. Viallet, A. Delann, G. Arian, G. Gémza...

- Un classique pour mettre en valeur les numéros de comédiens dans la convention des emplois
- 21 h 55 Ballet : Costa Diva.
- De M. Béjart.
- (Lire notre sélection.)
- 23 h 30 Journal.

THOISIEME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 55 Tribune libre.
- Fondation Sacré-Pollereau.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Emissions régionales.
- 19 h 40 Pour les jeunes.
- L'île au trésor, d'après Stevenson : Carrochage.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 30 Cinéma : « Les Sorcières de Salem ».
- Film français de R. Bouleau (1957), avec Y. Montand, S. Signoret, M. Demongot, J. Delcourt, R. Bouleau, A. Adam, F. Larquy, Y. Bratville, M. Baudin, F. Louches. (N° 1.)
- En 1692, à Salem, dans le Massachusetts, une jeune servante qui se livre à des pratiques de sorcellerie, accusée la première qui l'accuse — parce qu'elle était la maîtresse de son mari — de l'enfermer en prison. Une cour de justice installe la répression.
- 22 h 50 Journal.

PÉRIPHÉRIE

LUNDI 14 JUILLET

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h. Une femme, une époque : Jeanne d'Arc ; 21 h. Le Tulipe noir, film de Christian-Jaque.
- TELE-MONTÉ-CARLO : 20 h. Série : L'homme de l'Atlantide ; 20 h. 55. Jeu : Le Cas du docteur ; 21 h. 10. Orage de Boma, film de M. Camille ; 21 h. 45. Documentaire : Les Jeux olympiques ; 22 h. 50. Documentaire : La télévision soviétique du temps présent.
- TELE-LUXEMBOURG : 20 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 21 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 21 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 21 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 21 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 21 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 21 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 21 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 21 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 21 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 21 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 21 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 22 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 22 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 22 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 22 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 22 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 22 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 22 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 22 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 22 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 22 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 22 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 22 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 23 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 23 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 23 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 23 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 23 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 23 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 23 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 23 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 23 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 23 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 23 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 23 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 24 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 24 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 24 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 24 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 24 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 24 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 24 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 24 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 24 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 24 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 24 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 24 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 25 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 25 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 25 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 25 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 25 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 25 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 25 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 25 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 25 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 25 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 25 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 25 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 26 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 26 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 26 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 26 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 26 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 26 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 26 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 26 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 26 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 26 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 26 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 26 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 27 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 27 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 27 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 27 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 27 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 27 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 27 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 27 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 27 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 27 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 27 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 27 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 28 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 28 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 28 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 28 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 28 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 28 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 28 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 28 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 28 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 28 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 28 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 28 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 29 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 29 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 29 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 29 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 29 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 29 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 29 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 29 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 29 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 29 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 29 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 29 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 30 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 30 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 30 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 30 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 30 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 30 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 30 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 30 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 30 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 30 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 30 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 30 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 31 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 31 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 31 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 31 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 31 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 31 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 31 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 31 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 31 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 31 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 31 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 31 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 32 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 32 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 32 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 32 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 32 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 32 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 32 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 32 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 32 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 32 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 32 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 32 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 33 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 33 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 33 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 33 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 33 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 33 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 33 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 33 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 33 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 33 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 33 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 33 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 34 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 34 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 34 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 34 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 34 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 34 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 34 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 34 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 34 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 34 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 34 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 34 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 35 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 35 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 35 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 35 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 35 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 35 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 35 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 35 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 35 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 35 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 35 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 35 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 36 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 36 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 36 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 36 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 36 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 36 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 36 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 36 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 36 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 36 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 36 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 36 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 37 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 37 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 37 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 37 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 37 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 37 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 37 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 37 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 37 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 37 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 37 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 37 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 38 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 38 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 38 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 38 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 38 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 38 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 38 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 38 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 38 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 38 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 38 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 38 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 39 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 39 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 39 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 39 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 39 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 39 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 39 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 39 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 39 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 39 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 39 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 39 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 40 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 40 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 40 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 40 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 40 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 40 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 40 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 40 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 40 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 40 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 40 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 40 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 41 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 41 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 41 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 41 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 41 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 41 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 41 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 41 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 41 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 41 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 41 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 41 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 42 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 42 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 42 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 42 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 42 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 42 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 42 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 42 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 42 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 42 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 42 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 42 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 43 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 43 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 43 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 43 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 43 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 43 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 43 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 43 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 43 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 43 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 43 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 43 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 44 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 44 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 44 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta ; 44 h. 15. Série : Fortunata et Jacinta ; 44 h. 20. Série : Fortunata et Jacinta ; 44 h. 25. Série : Fortunata et Jacinta ; 44 h. 30. Série : Fortunata et Jacinta ; 44 h. 35. Série : Fortunata et Jacinta ; 44 h. 40. Série : Fortunata et Jacinta ; 44 h. 45. Série : Fortunata et Jacinta ; 44 h. 50. Série : Fortunata et Jacinta ; 44 h. 55. Série : Fortunata et Jacinta ; 45 h. 00. Série : Fortunata et Jacinta ; 45 h. 05. Série : Fortunata et Jacinta ; 45 h. 10. Série : Fortunata et Jacinta





Jeudi 17 juillet

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 15 Jeune pratique. Le patin à roulettes, aujourd'hui. (Libre notre sélection.)
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Série : Les héritiers.
- 14 h 25 Objectif santé. La mère après la naissance de son enfant.
- 15 h 55 Vieilles le Vikings. Dessin animé : 17 h. 30 L'indes, le lapin ; 17 h. 35 Infos-Nature ; 17 h. 40 Variétés ; 17 h. 45 Momo et Ursula.
- 16 h Documentaire : La merveilleuse histoire des Jeux olympiques. Les Jeux du bout du monde (1984-1988). (Libre notre sélection.)
- 16 h 10 Caméra au poing. Entre mer et ciel.
- 17 h 15 Tirage du Loto.
- 18 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 40 Les formations politiques. Le parti républicain et les radicaux.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Comédienne de notre temps : « l'Arc de triomphe ». De M. Mithois, mise en scène J. Charron, réalisation J. Samy, avec J. Jannin, A. Savaris, A. Miranda.

Une grande maison pleine de monde. Il y a l'amant, bien sûr, volage, qui se fait voir de toutes les couleurs à Madame, qui était directeur de la maison de Madame, mais épouse une autre jeune femme.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h 10 Spécial Tour de France.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Série : Ah ! quelle famille ! L'intermédiaire.
- 14 h Aujourd'hui madame. Tout sur l'ail.
- 15 h 5 Feuilletton : Septième avenue.
- 16 h 55 Sports - 666. Tennis : coupe Galia. Cyclisme : Tour de France.
- 17 h 10 Récit A 2. Le fantôme de l'espace : Mlle Rose et Charlemagne ; Satan et Diabolo ; Dino Boy.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 55 Émissions régionales.
- 20 h 45 Variétés.
- 20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : « Le Diable au corps ». Film français de C. Autant-Lara (1946). Avec M. Pécule, G. Philippe, J. Debucourt, G. Ledoyen, D. Grey, P. Paila, J. Puccin, M. Françoise, J. Vane. (N. - Rediffusion.) En 1937-1938, la maison amoureuse d'un homme et d'une jeune femme marquée à un combatant du front. L'homme qui fait scandale et se termine tragiquement.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14 h 55 Tribune libre. Action catholique féminine.
- 15 h 10 Journal.
- 16 h 20 Émissions régionales.
- 17 h 40 Pour les jeunes. L'île au trésor, d'après Stevenson ; Enfants de France : deux enfants des Landes.
- 18 h Les jeux.
- 20 h 30 Cinéma (cycle C. Deneuve) : « la Femme aux boîtes rouges ». Film français de J. Brunel (1974), avec C. Deneuve, P. Roy, A. M. Merli, J. Weber, J. Sacristan, A. Cohen, L. Betti (réal.). Un milliardaire collectionneur de tableaux s'introduit dans la vie d'une romanesque au comportement à l'égard de son épouse avec elle un combat où se manifestent des forces brutales.
- 22 h Journal.

Hommage à Gérard Philipe

FENÊTRE SUR... PORTRAIT D'UN CHEVALIER Jeudi 17 juillet A 2, 22 h 30

En novembre dernier, Alberto Robert avait composé quatre petites émissions émouvantes, diffusées l'après-midi, à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Gérard Philipe. Les grands moments de sa vie sont rassemblés ici, et l'on retrouvera avec plaisir les différents témoignages de multiples talents et activités de celui qui est mort jeune et beau, immortalisé par la brièveté de son destin.

On connaît les témoignages de Claude Roy, de Georges Wilson, de Joris Ivens qui consola Gérard Philipe lors du tournage de *l'Asphalte*. On sera plus surpris des souvenirs de Danièle Delorme, de ceux de Mme Besson qui évoque les activités syndicales de celui qui était star en son temps. Jean-Christophe Averty, Jean Négroni, mais aussi le médecin de Gérard Philipe, Pierre Velley, Claude Autant-Lara, René Clair, et puis André Sraeg, chef technicien du palais des Papes, Pierre Saveron, régisseur des lumières au T.N.P., évoquent l'homme présent au monde, et l'acteur inspiré.

Bulle Ogier en greffière

DRAMATIQUE LEGITIME DEFENSE Vendredi 18 juillet TF 1, 20 h 30

C'est la première fois que Bulle Ogier apparaît dans une fiction télévisée. C'est la première fois également qu'elle interprète le rôle d'une greffière. Cette greffière est une obstinée qui se trouve mêlée à une sombre histoire : le président-directeur général de la station d'épuration et de conditionnement des eaux du Port de Paris, convoqué chez le juge d'instruction Morlat,

affirme être l'auteur du meurtre commis sur la personne d'un jeune comédien. Il est inculpé, mais la greffière a des doutes. Elle se rend sur les lieux du crime et découvre que le coupable ne peut être celui qu'on croit. Pour le réalisateur, Claude Grinberg, il s'agit de monter un divertissement policier. Attaché à raconter une histoire, il a choisi, dit-il, « de faire un récit léger, proche de la bande dessinée. Cela se veut la plus efficace, la plus énigmatique possible et cela n'est pas forcément réaliste ».

Grands spectacles

DOCUMENT : C'EST ARRIVÉ A HOLLYWOOD Samedi 19 juillet TF 1, 22 h 25

Hollywood est le « bois sacré » où prennent forme et s'écoulent les rêves de l'humanité, le royaume sans frein ; la rigoureuse outrecuse y est la loi. Du jour où les stars n'ont plus été à la hauteur de leurs extravagances, les réves d'amour se sont évanouis, remplacés par les vibrations de la

peur. Déjà — en 1934 — Clark Gable et Jeanette MacDonald s'enlacent parmi les flammes des maisons de bois : *l'Incendie de San Francisco*. Grand spectacle, mais moins grand que *la Mousson*, pour laquelle des tonnes d'eau ont noyé les décors, moins grand que la torche géante de *la Tour infernale*. Moins aussi que le volcan en éruption reconstitué en studio, parce que le vrai, filmé spécialement à Hawaï, faisait modestie : ce n'était jamais que la réalité.

Drôle d'animal

DOCUMENT : LA PLEUVRE TIMIDE Dimanche 20 juillet FR 3, 20 h 30

La pleuvre, assez répugnante, parfois dangereuse pour l'homme, est un animal craintif, timide, même, explique Frédéric Rossif, dans sa série des « Merveilles de la mer ». Lorsqu'elle rencontre son ennemi, la murène, elle se métamorphose, en arrive à changer de couleur, de forme, à se confondre avec la roche. Lorsqu'on l'attaque, elle lâche un nuage d'encre, histoire

d'affaiblir l'odorat de l'adversaire. Et n'a-t-elle pas, il y a mille ans, décidé de laisser tomber sa coquille, ce qui lui permet de se déplacer plus vite ? Timide, vraiment, la pleuvre donne rendez-vous à son compagnon dans une cavité rocheuse, et l'accouplement a lieu à l'abri des curieux. La femelle sera, après, une mère anxieuse, qui protège ses œufs, jusqu'au jour où les petites pleuvres se décideront à le quitter pour assumer seules leur timidité atavique.

L'important n'est pas prévisible

SERIE : RUE DES ARCHIVES 1980 Dimanche 20 juillet FR 3, 21 heures

Rue des Archives ? En l'occurrence, rue de l'avenir. Mais cet avenir, disent les archives de l'INA, manières par Georges Elgozy (l'auteur) et Pierre Beuchot (le réalisateur), n'est pas toujours celui qu'on pense, mais encore celui qu'on prédit : « L'important n'est pas prévisible ». Pour l'auteur, la futurité est devenue le mal de la seconde moitié du vingtième siècle, et la télévision n'en a pas été épargnée, dont les émissions, à travers les propos de journalistes, d'essayistes, de « télévisionnaires » ou d'hommes politiques ont délivré un flot de prévisions sur ce qui est devenu le présent (et ce présent fort différent) sur ce qui restera le futur, 1985, l'an 2000.

Devine d'occasion, qui manient allégrement les catastrophes à venir : « à la fois l'énergie nucléaire et l'apocalypse atomique, la surproduction et la disette, l'anarchie et l'ordre pour l'ordre, la robotisation et le chômage ». Mais aussi des prévisions professionnelles, qu'on appelle aujourd'hui « planification » et « hétérologues » : leurs discours, gorgés de science et de chiffres se veulent plus respectables. Prudemment (on ne sait jamais !), Georges Elgozy dit d'eux : « Sans doute, violent-ils juste, mais ce sont les faits qui tournent mal et non leur prévision ». Très mal parfois, car de mauvaises prévisions, on le voit chaque jour à l'Est comme à l'Ouest, peuvent aggraver les difficultés du lendemain. Ça, c'est le côté triste, éventuellement tragique, de cette « Rue des Archives ». Tragique, c'est-à-dire comique, tant l'écart est grand, souvent, entre les prévisions d'hier et les faits d'aujourd'hui.

Vendredi 18 juillet

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 15 Jeune pratique. Nouvelle radio pour les jeunes.
- 13 h 30 Jeu : Avis de recherche.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Série : Les héritiers.
- 15 h 55 Scoubidou.
- 16 h 10 Tour de France.
- 17 h 25 Croques vacances. Dessin animé : 17 h. 30 Rincage : le jeu surface-volume (et à 17 h. 35) ; 17 h. 35 L'indes, le lapin ; 17 h. 40 Infos-Nature ; 17 h. 45 Variétés ; 17 h. 45 Momo et Ursula.
- 18 h 10 Documentaire : La merveilleuse histoire des Jeux olympiques. Les Jeux d'aujourd'hui (1972). Le C.I.O., les problèmes actuels. (Libre notre sélection.)
- 19 h Caméra au poing. Les cerfs du bout du monde.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Tour de France.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Dramatique : « Légitime défense ». Réalisation Claude Grinberg, avec B. Ogier, R. Bahr, J. Bouchard, P. Bouchard. (Libre notre sélection.)

22 h Documentaire : Châteaux de France. Compléto.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h 10 Spécial Tour de France.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Série : Ah ! quelle famille ! Maman est vedette.
- 14 h Aujourd'hui madame. Avec Thierry Le Luron.
- 15 h 5 Feuilletton : Septième avenue.
- 16 h 55 Sports - 666. Tour de France : Ski nautique.
- 17 h 10 Récit A 2. Le fantôme de l'espace : Mlle Rose et Charlemagne ; Satan et Diabolo ; Dino Boy.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 55 Émissions régionales.
- 20 h 45 Variétés.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Série : Wamouk. Numéro 2. Hawkins City.
- 21 h 40 Apostrophes. Avant-garde et tradition. Avec M.M. R. Bouchard (l'habitant du mont Selt), M. Roche (Maladie mélodie).

A. Brucourt (les Sorbiers du XIXe siècle), F.-J. Rémy (Pandora), D. Roche (Dépôt de savoir et de technique).

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 14 h 55 Tribune libre. Alliage recours.
- 15 h 10 Journal.
- 16 h 20 Émissions régionales.
- 17 h 40 Pour les jeunes. L'île au trésor, d'après Stevenson ; Titre en poche ; bestiaire.
- 18 h Les jeux.
- 20 h 30 V3 - Le nouveau vendredi : Les Nouvelles-Hébrides, lies à la dérive. Reportage de S. Walch.
- 21 h 20 Hommage à Lala Mariane : Un paradis perdu.
- 22 h 25 Journal.

Samedi 19 juillet

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 12 h Magazine auto-moto.
- 13 h 30 Série : Qu'est-ce qui fait courir papa ?
- 13 h Journal.
- 13 h 30 La monde de l'accordéon.
- 15 h 50 Au plaisir du samedi. En direct de Ropar (et à 15 h. et 16 h. 15) ; 15 h. 50 La petite maison dans la prairie ; 16 h. 40 Mays l'abbé ; 16 h. 50 Le cloche chrétienne ; 16 h. 55 Magazine de l'aventure ; 17 h. 10 Tropic X.
- 18 h Trente millions d'amis. Spécial animaux abandonnés.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Tour de France.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Variétés : Ecole au Mont-Saint-Michel. Avec Jairo, Ludo Charnoff, la Bande à Basile, Joëlle, Gérard Lenzman, Nicolas Peyrus.
- 21 h 30 Série : Starry et Huit. Le professeur.

22 h 25 C'est arrivé à Hollywood. Extraits de films. (Libre notre sélection.)

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 11 h 30 Journal des sourds et des malentendants.
- 11 h 45 La vérité est au fond de la mer.
- 12 h 15 Tour de France.
- 12 h 45 Samedi et dimanche.
- 13 h 55 Les jeux de stade. Rugby ; Ski nautique ; Golf (en direct de Grande-Bretagne).
- 17 h 50 Tour de France.
- 18 h 30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Variétés.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : « la Pharisienne ». De F. Mauriac, réalisation G. Pineau. Avec A. Sapritch, L. Olivier, T. Fouques.

22 h 20 Variétés : Le merveilleux de Claude Brasseur.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 15 h 50 Pour les jeunes. Mon ami Guignol.
- 16 h 10 Journal.
- 17 h 20 Émissions régionales.
- 18 h 40 Pour les jeunes. L'île au trésor, d'après Stevenson ; See and tell : les kangourous.
- 19 h Les jeux.
- 20 h 30 Série : Le Justicier. Scénario d'I. Kennedy Martin, réalisation de D. Seid, avec T. Howard, etc.
- 21 h 30 Festival d'été : Bastia.
- 22 h 50 Aspects du court métrage français : Gromaire. Un film de F. Reichenbach.

Dimanche 20 juillet

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 9 h 15 A Bible ouverte.
- 9 h 30 La source de vie.
- 10 h Présence protestante.
- 10 h 30 La jour du Seigneur : Bréil, quelques choses de l'arbre, du fleuve et du cri du peuple. Gens, un petit village du Nord-est brésilien : un groupe de paysans vit dans la famine et la peur.
- 11 h Messe. Officié en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à La Souterraine (Creuse). Prédicateur : Père Michel Dubost.
- 12 h La séquence du spectacle.
- 12 h 30 La bonne conduite.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Série : Les faucheurs de marguerites.
- 14 h 20 Variétés : Clowns, acrobates et compagne.
- 14 h 50 Sports premiers. Tour de France : arrivée à Fontenay-sous-Bois. Tirage en direct de Saint-Cloud.
- 17 h 25 Jeux olympiques d'été : Moscou.
- 19 h 25 Les animaux du monde. Survivre dans le désert.
- 19 h 45 Tour de France (résumé).
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Cinéma : « les Mariés de l'An II ». Film français de J.-P. Rappeneau (1970), avec J.-P. Balmond, M. Jobert, L. Antonelli.

A. Anclair, R. Frey, J. Guisman, P. Brasseur. (Rediffusion.) Un Marié qui, pour avoir été en état d'adultère, avait été exécuté et entermé en 1793, en pleine Révolution. Il retrouve sa femme chez les Chouans.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 12 h 15 Tour de France.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 30 Série : Embarquement immédiat. Rien ne va plus.
- 14 h 15 Documentaire : Paris d'une minute à l'autre. (Première partie).
- 15 h 30 Sports : Cyclisme. Arrivée du Tour de France.
- 17 h 30 Documentaire : Paris d'une minute à l'autre. (Deuxième partie).
- 18 h 20 Variétés : Johnny Maffés.
- 18 h 55 Stade 2.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Jeux sans frontières.

22 h 5 Documentaire : A deux pas de chez nous. L'Egypte.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 15 h 30 Cinéma : « le Refuge de la dernière chance ». Film de R. Day (1975), avec J. Miller, P. Cordova, G. San Juan, E. Noul, etc. (rediffusion).
- 16 h 10 Feuilletton : La fêche noire. Richard change de camp.
- 17 h 30 Les merveilleux de la mer. La pleuvre timide. (Libre notre sélection.)
- 21 h Rue des Archives : L'important n'est pas prévisible. (Libre notre sélection.)
- 22 h Journal.
- 22 h 30 Cinéma de minuit (cycle P. Fojeu) : « Garder le secret ». Film autrichien de P. Fojeu (1983), avec Annabella, O. Frohlich, M. Vihbert, E. Ozana, C. Bert, E. Dady (version française, N.). A Vienne, pendant la crise économique, un couple de chômeurs, rescapés du régime, cherche à survivre ensemble et réalise son rêve de bonheur, malgré les épreuves.

a. meysignac  
TAPISSERIE - ÉBÉNISTERIE - DÉCORATION  
ATELIERS - BUREAUX D'ÉTUDES - MAGASINS  
42 - 44 Fbg St Antoine Paris 12e  
Tél. 343.96.31 Parking





# Céline voyage

UN HOMME, UNE VILLE  
Vendredi 18 juillet  
France-Culture, 14 h 45

Dominique Rolin a rappelé (le 11 juillet) cette étrange vertu de la parole de Céline qui « rassemble à la fois » par sa scansion particulière, comme travellée, d'une maladresse voulue, faussement réaliste, imitative, et tout au long des trois émissions de Jean Monteblé dans la série « Un homme, une ville », nous entendons et retrouvons en quelque sorte des « chansons d'époque » dont Céline avait saisi la musique et le texte, et qu'il avait enregistrées. Pourtant, le sujet de l'émission n'est pas la parole, ni la musique de Céline (c'est un peu dommage), mais le rôle qu'il a joué, explicitement, ou implicitement, d'idéologue-écrivain.

Jean Monteblé souhaitait ne pas occulter la question politique. Il présente les écrits de Céline comme un tout d'une cohérence et d'une logique absolues, où les pamphlets fascistes et racistes déclinent la mythologie du passage Choulet de manière tout aussi convaincante que des textes romanesques et autobiographiques comme *Mort à crédit*.

On connaît le principe de la série : esquisser l'œuvre et la personnalité d'un homme illustre, en le confrontant à des reportages sur les lieux où il a vécu, ou en faisant appel à un « médiateur » chargé de rassembler les liens entre le lieu vivant et l'homme mort (Proust à Paris, Maïster à Vienne, Flora Tristan à Londres, Dostoïevski à Leningrad) Pour Céline, c'était d'abord Paris (Clichy, le passage Choulet, Montmartre), dans la première émission, le Danemark dans la seconde, et de nouveau Paris, dans ce troisième et dernier rendez-vous.

Parfois, le lieu ressuscite l'homme. Dans la première émission, les bruits de la cour au 36 rue d'Alsace permettaient de mettre en scène parfaitement la connaissance que Céline avait de la misère domestique, sa compassion pour les pauvres gens. Et parfois le lieu cesse d'être réel, et se transforme en un lieu de l'écriture : c'est le cas du passage Choulet, à cause, peut-être d'une erreur d'interprétation des réalités. Mais le sujet est difficile, et c'est sur un fil passionnant qu'on suit le dialogue des lieux et du fantôme. Et comme les sons construisent des images mentales des lieux, on se rend compte que Céline a écrit, en quelque sorte, une œuvre de médiateur.

Le médiateur, en l'occurrence, est Philippe Soliers. Sa grande connaissance de Céline, son habileté démonstrative, une certaine qualité neutre du ton, et quelques *a priori* sur l'écriture et l'œuvre rendent son commentaire très stimulant.

BRIGITTE ANDERSEN.

## ÉMISSIONS RÉGULIÈRES

### DU LUNDI AU VENDREDI

FRANCE-INTER (Informations toutes les heures) : 8 h. Sonnet, 8 h. 30, 15 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

FRANCE-INTER (Informations toutes les heures) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

FRANCE-INTER (Informations toutes les heures) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

FRANCE-INTER (Informations toutes les heures) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

FRANCE-INTER (Informations toutes les heures) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

FRANCE-INTER (Informations toutes les heures) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

# Lundi 14 juillet

## FRANCE - CULTURE

7 h. 2. Poésie, vos papiers.  
8 h. Les chemins de la connaissance : Les divagations du passé (L'au-delà dans les siècles) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

## FRANCE - MUSIQUE

7 h. 2. Poésie, vos papiers.  
8 h. Les chemins de la connaissance : Les divagations du passé (L'au-delà dans les siècles) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

# Jeudi 17 juillet

## FRANCE - CULTURE

7 h. 2. Poésie, vos papiers.  
8 h. Les chemins de la connaissance : Les divagations du passé (L'au-delà dans les siècles) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

## FRANCE - MUSIQUE

7 h. 2. Poésie, vos papiers.  
8 h. Les chemins de la connaissance : Les divagations du passé (L'au-delà dans les siècles) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

# Mardi 15 juillet

## FRANCE - CULTURE

7 h. 2. Poésie, vos papiers.  
8 h. Les chemins de la connaissance : Les divagations du passé (L'au-delà dans les siècles) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

## FRANCE - MUSIQUE

7 h. 2. Poésie, vos papiers.  
8 h. Les chemins de la connaissance : Les divagations du passé (L'au-delà dans les siècles) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

# Vendredi 18 juillet

## FRANCE - CULTURE

7 h. 2. Poésie, vos papiers.  
8 h. Les chemins de la connaissance : Les divagations du passé (L'au-delà dans les siècles) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

## FRANCE - MUSIQUE

7 h. 2. Poésie, vos papiers.  
8 h. Les chemins de la connaissance : Les divagations du passé (L'au-delà dans les siècles) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

# Mercredi 16 juillet

## FRANCE - CULTURE

7 h. 2. Poésie, vos papiers.  
8 h. Les chemins de la connaissance : Les divagations du passé (L'au-delà dans les siècles) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

16 h. 30. Actualité : L'actualité en bref au Centre culturel de la communauté française de Belgique.  
17 h. 30. La science en marche : L'étude scientifique des images mentales.  
18 h. 30. La musique et les hommes : Barthes ou le chant romantique (Redif).  
19 h. 30. Nuits magiques : Avignon ultra-son.

# Samedi 19 juillet

## FRANCE - CULTURE

7 h. 2. Poésie, vos papiers.  
8 h. Les chemins de la connaissance : Les divagations du passé (L'au-delà dans les siècles) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

## FRANCE - MUSIQUE

7 h. 2. Poésie, vos papiers.  
8 h. Les chemins de la connaissance : Les divagations du passé (L'au-delà dans les siècles) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

# Dimanche 20 juillet

## FRANCE - CULTURE

7 h. 2. Poésie, vos papiers.  
8 h. Les chemins de la connaissance : Les divagations du passé (L'au-delà dans les siècles) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.

## FRANCE - MUSIQUE

7 h. 2. Poésie, vos papiers.  
8 h. Les chemins de la connaissance : Les divagations du passé (L'au-delà dans les siècles) : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Musique : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30. France-Culture : 8 h. 30, 10 h. 30, 12 h. 30, 14 h. 30, 16 h. 30, 18 h. 30, 20 h. 30, 22 h. 30, 24 h. 30.



IMAGINATION

# Les énergies de la mer

Les expériences se multiplient pour utiliser les fantastiques réserves d'énergie des océans. La crise aidant, les projets ressortent des cartons.

YVES MAMOU

DANS quelques siècles la Terre sera sans doute purgée de toutes ses sources énergétiques naturelles : charbon, pétrole, gaz, uranium. Dans plus de cinquante ans, l'énergie produite et utilisée prendra principalement une forme électrique. Ces données sont connues. La question qui demeure est celle-ci : d'où viendra cette électricité ?

Les États-Unis, l'Europe et le Japon s'efforcent déjà de mettre en place les bases d'une réponse dans laquelle le nucléaire tient une place prépondérante, avec les difficultés d'ordre politique que l'on sait. Pour rallier tous les suffrages, l'électricité (ou les électricités) de l'avenir devront posséder plusieurs qualités : être indéfiniment renouvelables, « propres » pour satisfaire les exigences écologiques, et d'un coût qui puisse supporter la comparaison avec les centrales classiques.

De ces trois conditions, la mer satisfait d'ores et déjà les deux premières. Grâce au soleil qui la chauffe et au vent qui la roule, grâce aux courants et aux marées, l'océan apparaît d'ores et déjà comme une source d'énergie d'une exceptionnelle densité et capable de pourvoir à bon nombre de besoins dans un avenir proche et lointain.

## L'eau chaude et l'eau froide

La différence naturelle de température entre les eaux chaudes de surface et les eaux froides des profondeurs peut servir à produire de l'électricité. C'est ce qu'expliquent, il y a cinquante ans, le physicien français Georges Claude, l'inventeur de la première usine d'énergie thermique des mers (E.T.M.). Celle-ci fonctionnait, onze jours et produit 22 kW à Cuba.

Le renchérissement du pétrole et ce qu'il est convenu d'appeler la « crise de l'énergie » ont remis ces techniques à l'ordre du jour. Le 2 août 1979, la société aéronautique Lockheed inaugure à Hawaï « Mini-OTEC » (Ocean Thermal Energy Conversion), la première centrale E.T.M. américaine, totalement différente dans sa conception de celle de Georges Claude. Derrière cette expérience privée, un vaste programme fédéral est en cours. D'ici à 1985, les États-Unis investissent entre 400 et 500 millions de dollars dans l'énergie thermique des mers. Vers l'été 1980, un module d'une puissance de 1 MW, OTEC-1, sera testé en pleine mer. Une ou deux stations pilotes de 10 MW seront réalisées dès 1985 pour être opérationnelles vers 1990 : ces deux plates-formes étant conçues pour une exploitation à 40 MW en cas de succès. Des unités plus importantes (100 à 400 MW) sont envisagées à partir de 1990 dans le sud des États-Unis.

Le Japon est également fixé un ambitieux programme d'exploitation de l'énergie thermique des mers. Les objectifs de ce pays sont comparables à ceux des États-Unis mais sur une durée beaucoup plus longue. La France n'est pas absente de la compétition non plus. Sous l'égide du Centre national pour l'exploitation des océans (C.N.E.O.), des études de « faisabilité » menées en collaboration avec des spécialistes de l'industrie (C.G.E. Alsthom, études et travaux pétroliers maritimes, et des sociétés du groupe Schneider) ont démontré la compétitivité de l'énergie ainsi produite. Un programme de réalisation est en cours qui devrait mener aux essais d'une centrale à faible puissance en Polynésie ou éventuellement aux Antilles, vers le milieu de la décennie 90.

Qu'est-ce qu'une centrale E.T.M. ? La mer, qui occupe environ 71 % de la surface planétaire, capte et stocke en permanence une bonne partie des 107 milliards de MW qu'apportent les rayons du soleil. Une centrale fonctionnant sur les principes de la thermodynamique peut utiliser cette chaleur pour produire de l'électricité. La deuxième loi de la thermodynamique enseigne en effet qu'une machine thermique placée entre une source chaude et une source froide peut fonctionner. Or l'océan remplit ces deux conditions : son eau peut atteindre 30 °C en surface sous certaines latitudes et voir sa température descendre à 4 °C à 1 000 mètres de profondeur.

Une centrale E.T.M. peut fonctionner suivant deux cycles thermodynamiques. Le premier est « ouvert » et le second « fermé ». Dans le cycle ouvert (mais au point par Georges Claude), l'eau chaude de surface pénètre dans un évaporateur où

une pression réduite à 0,03 atmosphère. Là, elle se vaporise, car la température d'ébullition de l'eau décroît avec la pression. La vapeur ainsi formée est amenée à travers d'une turbine vers l'eau froide du condenseur où règne une pression plus faible que dans l'évaporateur. La différence de pression aux bornes de la turbine suffit à la faire tourner.

Ce faible écart de pression (1 à 2/100 d'atmosphère) nécessite, pour avoir quelque puissance, que la centrale E.T.M. traite d'énormes quantités d'eau. « C'est ainsi que pour produire 100 MW, il faut élever la puissance d'une centrale nucléaire, il faudra utiliser environ 600 mètres cubes d'eau par seconde pour chacune des deux sources froide et chaude : la valeur du débit moyen de la Seine à Paris », explique M. Philippe Marchand, responsable du service énergie du C.N.E.O. (1). La turbine d'une telle centrale à cycle ouvert devrait alors mesurer environ 70 mètres de diamètre.

Dans une centrale à cycle fermé, l'eau de surface est amenée dans un évaporateur où elle communique sa chaleur à un fluide entrant en ébullition à basse température, comme l'ammoniac. La vapeur d'ammoniac ainsi produite se détend dans une turbine en fournissant un travail moteur avant de se condenser au contact de la paroi froide du condenseur alimenté en eau de mer froide. Ce fluide est ensuite réintroduit dans l'évaporateur grâce à une pompe de circulation. Dans le cycle fermé, le problème du gigantisme est seulement déplacé. La turbine garde des proportions habituelles, mais ce sont les échangeurs qui développent alors une surface pouvant atteindre

(1) *La Recherche*, n° 108, novembre 1979.

## Au large de Lorient

Depuis le début du mois de mai, une bouée expérimentale a été mouillée à environ 9 kilomètres au large de Lorient pour capter l'énergie des vagues. Conçu par MM. Pierre Guillemin, Olivier de La Roche Kerdran et Daniel Parodi, l'appareil présente une certaine analogie avec une hélice à pas variable. Il se compose, en effet, d'un axe vertical dont le haut est fixé à un flotteur soumis aux mouvements de la surface de la mer et dont le bas, situé à quelques mètres de profondeur, est muni d'une hélice horizontale. Cette-ci, appelée « aile planante », par les inventeurs, comporte quatre pales indépendantes les unes des autres. Les pales, sous l'effet des mouvements verticaux (le pilotage) imprimés par la houle à l'appareil, s'orientent d'elles-mêmes de 0° à 20° par rapport à l'horizontale pour tirer le meilleur parti de ces déplacements verticaux et ainsi faire tourner l'hélice.

Une telle machine devrait être utilisable pour fournir l'énergie nécessaire à des balises isolées ou pour alimenter (par câble sous-marin) de petites collectivités. Mais on peut se demander si un engin de grandes dimensions (une hélice de 200 mètres de diamètre, par exemple) est réalisable. Mieux vaudrait, semble-t-il, envisager l'installation de petites unités proches les unes des autres.

L'axe a cessé après quelques jours de fonctionnement et l'hélice est tombée sur le fond de la mer, à 75 mètres de profondeur d'eau. On espère que la marine nationale, qui a donné son appui logistique à l'expérience, pourra récupérer celle-ci. Quel qu'il en soit, le principe de cet engin semble assez intéressant pour qu'il soit étudié prochainement au Centre océanographique de Bretagne (près de Brest).

YVONNE REBEYROL.

L'U.R.S.S. en est le principal fournisseur. La vente de ce métal pourrait en effet constituer un moyen de pression politique lors des périodes de tension dans les relations internationales. On s'oriente donc vers des alliages d'aluminium moins résistants (dix à quinze ans de vie) mais d'un prix raisonnable et de conditions d'approvisionnement sûres.

La conception de ces centrales pose un autre type de problèmes. Doivent-elles être flottantes ou installées sur le rivage ? Dans l'une et l'autre hypothèse, les difficultés concernent le tuyau d'arrivée d'eau froide. Une centrale flottante pourra plonger son tuyau d'eau froide (20 mètres de diamètre pour 100 MW) directement en eau profonde, mais aucun solution ne fait pour l'instant l'unanimité sur la façon de fabriquer, de déployer ou de raccorder une telle cheminée géante.

Le tuyau terrestre soulève quant à lui des difficultés d'ancrage et de logistique de pose qui sont actuellement à l'étude en France. Seules les îles volcaniques présentent des talus côtiers suffisamment abrupts pour que la longueur de ce tube ne dépasse pas 5 kilomètres. Mais ces régions ont aussi une faible densité de population et ne possèdent guère d'industrie.

Faudra-t-il amener à terre l'électricité des centrales flottantes au moyen d'un câble sous-marin long d'une bonne centaine de kilomètres, comme il est envisagé de le faire dans le sud-est des États-Unis ? Ou bien faut-il la transformer sur place en ammoniac, ce qui permettrait d'économiser du gaz naturel à partir duquel il est fabriqué ? Ou spécifier également sur l'utilisation de l'électricité pour fabriquer de l'hydrogène. Ce gaz est en effet un excellent vecteur énergétique, qui fait l'objet de nombreuses recherches dans le monde et sur lequel reposent des espoirs raisonnables à long terme. La meilleure solution serait en fait d'inverser le processus. Plutôt que de transporter l'énergie, il conviendrait mieux de déplacer les unités de production de la terre sur la mer, vers les centres d'extraction énergétiques. Mais on rentre déjà dans le domaine de la science-fiction.

## les vagues

La houle est une forme complexe de l'énergie éolienne. Le vent qui souffle au-dessus de l'océan provoque une rugosité de surface croissante déformée, où se mêlent des vagues de toutes fréquences et de toutes directions. C'est ce que l'on appelle « la mer du vent ». Ces vagues se propagent à la surface de l'océan, et ce phénomène de propagation va agir comme sélecteur. Les vagues les plus courtes et les moins rapides vont se résorber dans la mer pour ne laisser subsister que les vagues longues et régulières : c'est la grande houle.

Ce potentiel énergétique reste cependant difficilement récupérable. Des mesures précises effectuées au large des Hébrides ont permis d'estimer à 50 kW par mètre d'énergie dissipée par la houle. Mais comme les systèmes fixés au fond de l'océan de l'énergie actuellement étudiés ne travaillent que pour certaines directions de vagues, il faut accepter d'en sacrifier un bon

tiers. Le reste n'est récupérable qu'à 50 %, qu'il faut encore diminuer de moitié du fait de la déperdition qui s'effectue lors de la transmission de cette énergie mécanique en électricité et de son transfert par câbles sur la terre. On n'obtient plus alors qu'une puissance utile de 5 à 8 kW par mètre. Pour que les investissements deviennent rentables, on est donc condamné au gigantisme. Pour obtenir un gigawatt il faudra équiper environ 100 kilomètres de côtes.

Aujourd'hui, le programme le plus intense en matière d'énergie des vagues est mené en Angleterre, dont les côtes atlantiques sont balayées en permanence par la houle. Bien que les calculs laissent prévoir un prix de revient élevé de l'énergie ainsi produite, quatre projets sont actuellement à l'étude.

● *Les « ducks » (canards)* de M. Stephen Salter, ingénieur de l'université d'Edimbourg. Imaginez d'énormes obus allongés côte à côte et articulés sur un axe rigide solidement ancré au fond de l'océan. Chaque vague soulève ces « canards » qui retombent, se soulèvent à nouveau et retombent ainsi de suite indéfiniment. Ces oscillations actionnent un système interne de pompes, elles-mêmes reliées à un générateur d'électricité. Expérimenté avec succès dans le Loch Ness à partir de 1977, la faisabilité de ce système réside essentiellement dans son épave dorsale, qui risque de casser face à certaines vagues déferlantes.

● *Second projet*, testé également avec succès, les « radeaux » de Sir Christopher Cockerell, l'inventeur de l'hovetrac. Deux immenses plaques articulées l'une à l'autre composent chaque radeau. Au niveau des articulations, un jeu de pompes met en branle un générateur. Chaque vague soulève alternativement l'un des poutres. Deux problèmes rendent difficile son application : l'ancrage et le choix d'un convertisseur.

● *Le troisième projet* testé officiellement est le « rectificateur » mis au point par l'équipe de Hydraulics Research Laboratory. Une vaste boîte composée de deux compartiments superpo-

## Les idées les plus folles

En matière énergétique, les investissements vont aux projets rentables à court ou moyen terme. La manque d'argent n'empêche cependant pas d'avoir des idées quelquefois grandioses. Jacques Perrot en a recensé quelques-unes dans un livre magnifiquement illustré sur la mer (1).

Telle cette proposition de l'ingénieur Camille Rougemont : à proximité du rivage quelques bombes atomiques pourraient creuser sans difficulté deux cratères obliques communiquant par les sommets à environ 2 000 mètres sous terre. L'eau de mer se déverserait dans le premier cône et remonterait, réchauffée par son passage à une grande profondeur, à la surface du second. La température ainsi acquise serait suffisante pour actionner économiquement une centrale E.T.M. à terre... Formulées dans les années 50, cette proposition a été reprise en 1974, en suggérant cette fois de percer les entonnoirs à proximité d'une région volcanique.

Pourquoi pas des éoliennes en

pleine mer ? L'expérience déjà acquise montre, en effet, que pour obtenir une puissance de 100 MW il faudrait installer cinquante hélices d'un diamètre de 30 mètres chacune. De tels objets sont encombrants à terre. En revanche, si l'on en croit le professeur américain W.E. Harpman, des structures flottantes convenablement ancrées pourraient supporter vingt à trente hélices de 10 mètres de diamètre. L'électricité ainsi produite serait ensuite convertie en hydrogène par un bateau équipé à cet effet.

Si l'on barrait la mer Rouge aux environs du détroit de Bab-el-Mandeb, là où elle communique avec l'océan indien, l'évaporation intense en cette région provoquerait un abaissement de niveau de 100 mètres en quelques décennies. Un volume de chute soigneusement contrôlé par installations hydro-électriques procurerait une puissance estimée à 10 millions de MW.

(1) Jacques Perrot, *La Mer pour la vie des hommes* (Larousse).

## les marées

L'énergie marémotrice est très ancienne. Dès le Moyen Âge les minotiers bretons avaient compris le parti qu'ils pouvaient en tirer. Des moulins à marées subsistent encore aujourd'hui à l'état de vestiges sur les côtes de Bretagne. Depuis 1966, la France possède la seule usine marémotrice du monde, mise à part une station expérimentale (de technique française) installée sur la mer de Barents, en U.R.S.S. D'une puissance installée de 240 MW, l'usine marémotrice de la Rance fournit 544 millions de kWh, soit la quatre centième partie de la production nationale. Ce qui est, peu quand, selon les propres estimations d'E.D.F. pour la France, l'exploitation des principaux sites marémoteurs pourrait produire jusqu'à 40 milliards de kWh par an.

Dans l'esprit des promoteurs, cette expérience n'était qu'un simple test, susceptible d'être généralisé en cas de succès. Or celui-ci est incertain. Les projets sont nombreux mais restent dans les cartons.

Parallèlement aux sites recensés par E.D.F. (la rade de Brest, Lorient...), c'est la baie du Mont-Saint-Michel jusqu'aux îles Chausey qui présente les meilleures caractéristiques pour une éventuelle réalisation. Là, en effet, la marée atteint une hauteur de 15,10 mètres en vive eau qui n'est dépassée que dans la baie de Fundy (Nouvelle-Écosse) au Canada. Les fonds y sont réguliers et d'une profondeur correspondant très exactement aux nécessités d'implantation des vannes et des « groupes bulbes » (turbo alternateurs type Rance) déjà existants.

Les premières esquisses du projet remontent à 1946. Un premier projet (1965) a été réactualisé une première fois en 1975 et une seconde fois au début de 1980. Techniquement, le projet ne présente pas de difficulté majeure, le gigantisme mis à part : 2 000 tonnes de béton coulées chaque jour pendant six ans pourraient élever une digue de 40 kilomètres de long délimitant un bassin de 700 kilomètres carrés. Trois cents groupes bulbes de 40 MW — au total 12 000 MW, soit près de dix fois la puissance de Super-Phénix — pourraient en produire 25 milliards de kWh par an. Le coût des travaux se monterait donc, selon E.D.F., à environ 50 milliards de francs. Cela conduirait à un prix de revient du kWh de l'ordre d'une vingtaine de centimes, soit légèrement plus que celui du thermique à fuel, mais certainement le plus bas des énergies nouvelles.

L'impact sur l'environnement d'une telle centrale n'est pas négligeable. Au cas où cette usine serait construite, il faudrait s'attendre en effet à une modification sensible des hauteurs de marée au niveau du golfe normanno-breton, ce qui entraînerait notamment certains aspects de l'économie littorale (ostréiculture, mytiliculture...).

## les courants

Le Gulf Stream et le Kuroshio débitent en moyenne respectivement 83 et 35 millions de mètres cubes d'eau à la seconde. Ces vastes rivières marines ont le don d'exciter les imaginations. Certains scientifiques rêvent déjà de les détourner comme de vulgaires rivières pour corriger les climats.

Sur le plan énergétique, on estime à trois millions de MW l'énergie qu'ils dissipent. Pour en capter une partie, un seul moyen : utiliser des techniques « hydrolennes ». Des vastes groupes d'hélices, reliées à des générateurs et ancrées dans les flux les plus rapides du courant, produiraient de l'électricité en continu. Le stockage et le transfert de celle-ci font néanmoins problème.

De multiples projets, pour la plupart d'origine américaine, existent sur le papier. Plusieurs dizaines de tubes géants munis de turbines et disposés le long

des côtes de la Floride pourvoieraient à tous les besoins en électricité — domestiques et industriels — de cet État. Un chercheur de l'Iowa, M. Gary Steelman, propose de son côté un projet de surface. Une série de parachutes reliés entre eux par un câble circulaire seraient mis à l'eau. Déployés dans le courant et fermés au retour (contre le courant), ils fourniraient une puissance motrice permettant au câble d'actionner un compresseur installé à bord d'un bateau.

Des essais nombreux se feront sans doute à échelle réduite dans l'avenir. Ainsi dans le fameux raz Blanchard, entre Aurigny et le cap de la Hague où les courants de marées de vives eaux atteignent des vitesses allant jusqu'à 9 nœuds (16,6 kilomètres à l'heure), des hydrolennes pourraient récupérer une énergie non négligeable, mais à un coût encore très élevé dans l'état actuel des recherches.





RENÉ BURRI/MAGNUM

ÉGYPTE

# Tewfik El Hakim patriarche des lettres arabes

Dramaturge, essayiste, romancier... Tewfik El Hakim est une des grandes figures de la littérature égyptienne. Un médiateur entre la tradition et l'Occident.

TAHAR BEN JELLOUN

AUTEUR d'une cinquantaine d'ouvrages (pièces de théâtre, romans, nouvelles, essais polémiques...), Tewfik El Hakim a aujourd'hui quatre-vingt-un ou soixante-dix-huit ans... Il ne sait pas sa date de naissance. « Qu'importe ! dit-il. Mon père était absent quand je suis né. Il n'a pas pensé à m'enregistrer à l'état civil. Peut-être parce que lui aussi ne connaissait pas sa date de naissance. »

Né à Alexandrie avec le siècle, Tewfik El Hakim est un homme encore vif. Il marche lentement, s'arrête pour regarder les choses et fait des commentaires. D'origine paysanne, il garde des souvenirs très précis de son adolescence. « Mon père était un substitut de campagne. Il me destinait au droit. Je n'aimais pas le droit. Moi, j'aimais l'art. J'ai fait des études juridiques parce que j'étais obligé par mon père. Il était poète, mais il le cachait. Il n'en parlait jamais. Comme si remarquait que j'étais très attiré par les milieux artistiques de la ville, il décida de m'inscrire à l'école de droit à Paris. Il faut le comprendre. Je fréquentais à l'époque les gens de théâtre, lesquels étaient considérés comme des clochards. Paris, c'était pour moi l'idéal. J'y trouvais exactement ce que je cherchais : l'effervescence artistique. J'allais à la faculté pour la forme. J'ai connu à ce moment-là Marcel Pagnol et Marcel Achard. Je les admirais. »

A Paris, où il arrive en 1925, Tewfik El Hakim perfectionne

son français, fréquente les théâtres et lit les auteurs classiques. Il fut, d'après l'expression d'un de ses compatriotes « perverti par son contact avec l'Occident » : « En arrivant à Paris, j'étais un jeune homme croyant. J'ai lu Voltaire. Il m'a bouleversé la tête. J'ai dit un jour à un ami égyptien : « Il n'y a ni paradis ni enfer. Tout ça c'est de la bla-

gue. Le bon Dieu a d'autres choses à faire que de s'occuper de ces histoires... ». Cet ami était scandalisé. Il me dit : « Éloignez-vous de moi, vous êtes un athée ! »

Tewfik El Hakim a écrit quatre pièces importantes, entre 1925 et 1949, inspirées du répertoire classique : *Ahl El Khat* (les Dormants de la caverne), *Sché-*

*hérazade*, *Pygmalion*, *Œdipe roi*. La culture arabe n'a pas de tradition théâtrale. El Hakim voulait imposer le théâtre comme genre littéraire respectable : « Le théâtre n'était pas reconnu comme genre littéraire. Nous étions méprisés par les gens de lettres. Le théâtre était considéré comme quelque chose de pas très sérieux, et ceux qui faisaient du théâtre n'étaient pas crédibles. On ne les acceptait pas, par exemple, comme témoins dans un tribunal. Leur parole était suspecte. »

Cette époque est maintenant révolue. L'Égypte a son théâtre, qui va du répertoire classique au vaudeville. Tewfik El Hakim a par la même occasion essayé de résoudre le problème de la langue arabe classique, qui s'écrit mais n'est pas parlée par le peuple. Il a mis au point une langue médiane, « une langue tierce », un arabe accessible au peuple et qui ne trahit pas la langue du Coran, surtout utilisé au théâtre et dans la presse.

En 1933 paraît un roman *Aoudat El-Rouh* (l'Âme retrouvée ou le retour de l'âme). C'est une épopée autour de la révolte du peuple égyptien en 1919 contre les Britanniques, où il est dit que l'Égypte a besoin d'un homme de souche, un sauveur capable de lui assurer sa réur-

rection. Quand le président Nasser prit connaissance du roman, il s'est identifié à ce sauveur. Il l'a dit à Tewfik El Hakim : « Quand Nasser nationalise le canal de Suez en 1956, et qu'il fut acclamé par tout le monde arabe, il était devenu non seulement le sauveur de l'Égypte mais de tous les Arabes ! Il m'a dit : « Cet homme dont vous parlez dans *Aoudat El-Rouh*, c'est moi ! ». Il avait remarqué que je parlais souvent de Pirandello et que je citais sa pièce *Six personnages en quête d'auteur*. Alors Nasser a compris que c'est tout le monde arabe qui était en quête de leader ! Je suis devenu proche de lui. Mais je ne l'ai jamais vu. Je refusais. Je ne vois pas les souverains. J'ai dit à ses émissaires : « S'il n'était pas chef d'État je l'aurais vu. » Alors ils m'ont dit : « Vous ne voulez pas qu'il démissionne pour ça ? »

## Donnez-nous dix ans

Sadate fut aussi impressionné par un autre roman de Tewfik El Hakim, *L'Oiseau d'Orient* paru en 1941. « Il m'a vu juste avant d'aller en prison et retenir cette citation de Omar Khayyam : « Si tu veux l'acheminier vers la paix durable, il faut sourire au

destin qui te frappe. Et toi ne frappe personne. » À l'époque le destin avait frappé Sadate. Il était contrarié. Il a dit : « Je n'accepte que la moitié de cette phrase, car il faut frapper l'ennemi ! »

Tewfik El Hakim eut aussi quelque influence sur Nasser et Sadate, par le journal qu'il écrivait en 1940 en tant que substitut de campagne, véritable document sur l'état de détresse et de misère des campagnes égyptiennes. Dans l'avant-propos de ce livre, il écrit : « Le lecteur sera certainement fort étonné d'apprendre que tout ce qu'il vient de lire — oui, tout — demeure aussi vrai en 1974 qu'en 1940 et reflète exactement les mœurs inchangées, comme immuables, de la campagne égyptienne (...). Ce sont les mêmes misérables villages construits avec la même terre brute du limon du Nil mêlée aux feuilles de maïs et au fumier du bétail et toujours habités par la même population analphabète, affamée, usée et décimée par les maladies. Rien n'est différent, rien n'a évolué. Nous retrouvons semblables à eux-mêmes les fonctionnaires corrompus qui traitent les fellahs comme des bêtes et continuent d'écarter impitoyablement sur eux leur inépuisable autorité. »

## Une pléiade d'écrivains

Tewfik El Hakim fait partie, avec Taha Hussein, Naguib Mahfouz et quelques autres, de cette pléiade d'écrivains modernes égyptiens, dont les œuvres appartiennent désormais au patrimoine culturel international, même si l'Occident les a longtemps et injustement méconnues. Leurs noms furent cités à plusieurs reprises parmi les candidats au prix Nobel de littérature, mais aucun d'eux ne l'a finalement obtenu. Les « sagas » de Stockholm semblent avoir fait payer à ces hommes, dont le talent s'était épanoui sous la monarchie, l'hostilité que l'Europe éprouva longtemps à l'égard de Nasser, chantre et artisan de l'indépendance arabe.

Et pourtant... Présentant Taha Hussein (1) Jacques Berque écrit : « Champion d'une rationalité méditerranéenne, messager d'un pathétique qu'il a su puiser aux sources les plus humbles, critique sachant unir aux sonorités charnelles de la langue (arabe) l'atticisme de M. Bergson, il dépasse le cadre de son pays et même de l'Orient... (Chaz lui) l'universalisme s'ac-

cuse honorement ». Subtil connaisseur des lettres arabes anciennes et modernes, Berque n'est pas moins élogieux dans le jugement qu'il porte sur Tewfik El Hakim. « Légèreté et profondeur, critique et bonhomie, sens de l'autre et sens du terroir, se mêlent chez lui en rôles et en drames dont la langue, une tierce langue, comme il dit, parle, constitue pour l'instant la transaction la mieux réussie entre la grammaire et la popularité, le modernisme et le folklorisme. »

Au fil des ans, les ouvrages les plus importants de ces écrivains ont été traduits en français. Mais peu de gens ont lu le Livre des jours de Taha Hussein (2), le Journal d'un substitut de campagne, de Tewfik El Hakim (3) et Passage des mirages de Naguib Mahfouz (4), pour ne citer que les plus célèbres. Le monde arabe et en

particulier l'Égypte, qui, outre ses traditions millénaires, est depuis un siècle et demi le principal centre littéraire et artistique, sont encore peu connus en France. C'est cette densité historique, accompagnée d'une ouverture sur le monde contemporain, qu'on trouve chez ces écrivains, comme on la trouve chez l'architecte Hassan Fathi, dans l'école de peinture égyptienne et l'atelier de tapisseries de Wissa Wassef.

Dans sa Trilogie, Naguib Mahfouz décrit avec une truculence qui n'exclut ni la vigueur ni la profondeur, les citadins, le peuple du Caire : Tewfik El Hakim, lui, s'intéresse à la vie quotidienne des campagnes — du moins dans ses romans — qu'il évoque dans une langue savoureuse, avec un humour typiquement égyptien.

Il a surtout marqué, cependant, en tant que dramaturge et criti-

que. Créateur du théâtre égyptien et arabe contemporain — théâtre réaliste, historique, mais aussi théâtre du merveilleux et, dans sa dernière période, de l'irrationnel — Tewfik El Hakim a su allier la recherche esthétique à la réalité populaire. Jouant un rôle de médiateur, il s'est efforcé de faire prendre conscience aux Égyptiens de la richesse de leur patrimoine et d'en révéler à l'Occident les aspects inconnus, ce par quoi il lui arrive d'être un précurseur de l'art contemporain.

Ainsi, la pièce *Ya Tale' al-shagarah* (O toi qui grimpe sur l'arbre), qui rompt avec les préconceptions et bifurque dans la direction tracée par Boccaccio, Ionesco et Vautier, est précédée d'une préface-programme qui illustre sa démarche. S'il ne fut pas le premier à découvrir des correspondances entre le cubisme et l'abstraction et l'art pharaonique, il fait figure de

pionnier lorsqu'il réhabilite l'art populaire égyptien, des images peintes sur les murs des pèlerins, des tableaux sur papier représentant les héros des mythes populaires, des poupées en sucre des « mouleés » (anniversaires dont le plus célèbre est celui de la naissance du prophète). Il n'hésite pas à cloquer au pluriel ceux — et ils furent nombreux — qui reprochaient à ces poupées « créations étranges — oiseaux, animaux, fleurs, dessins, formes, peuples colorés, dorés, argentés, morceaux de verre et de métal — d'être des œuvres primitives » et voulaient les supprimer sans en avoir perçu le caractère spontanément surréaliste.

PAUL BALTA.

- (1) Anthologie de la littérature arabe contemporaine, I. — Le roman et le nouvelle, par B. et L. Makarius (1964). II. — Les essais, par Anouar Abdel-Malek (1965). Ed. du Seuil, Paris.
- (2) Ed. Gallimard, Paris, 1974.
- (3) Flon, Paris. Les autres ouvrages de Tewfik El Hakim sont publiés aux Nouvelles Éditions latines, Paris.
- (4) Ed. Sindbad, Paris, 1970.



Terrible constat. A quel point est cette stagnation et cet immobilisme ? La guerre, répond El Hakim, nous a dévastés dans les guerres, celle du Yémen et les trois ans d'Israël. Nous avons 4 000 villages en Égypte. Pour les sauver, il faut beaucoup d'argent. Il faut un budget. Laissons-nous dix ans sans guerre, et ça pourra changer, à condition de développer la productivité.

Quand on dit à Tewfik El Hakim que cette misère des campagnes n'est pas seulement due à la guerre, qu'il y a aussi en cause les structures politiques et sociales du pays, le choix politique, il répond : « Oui, il y a eu une espèce de réforme agraire. C'est de la blague ! Déposséder les riches qui ont plus de 100 feddans et donner ensuite 3 feddans aux pauvres, ce n'est pas sérieux. Le village d'est le village, et il n'y a pas d'école... Nasser avait bien commencé ! Mais très vite il est tombé dans un tourbillon. »

À la parution de ce livre, le gouvernement crée un ministère des affaires sociales, mais son ministre qui n'avait pas de budget ! fait remarquer El Hakim, qui base beaucoup d'espoir sur la paix israélo-égyptienne :

« Oui, je suis pour la paix. Mais nous ne pouvons pas nous en remettre à la main d'un autre. Nous devons nous débarrasser de nos problèmes. Mais c'est une paix qui est faite contre les Arabes en général et contre les Palestiniens en particulier... »

### Clemence

Cette remarque met Tewfik El Hakim en colère : « Les Arabes et les Palestiniens se sont habitués à voir l'Égypte faire la guerre. Ils ne sont pas habitués à voir une autre solution. Au lieu de faire aujourd'hui la guerre à l'Égypte qui fait la paix, ils devraient dire : "Qu'est-ce que nous pouvons faire à présent pour trouver une issue à ce problème ?" Il faut qu'ils comprennent que l'Égypte a consenti beaucoup de sacrifices. »

« Nous sommes loin d'une nation arabe, une nation unie... Culturellement, les Arabes sont unis. C'est politiquement qu'il n'y a pas d'unité. Nous parlons la même langue, nous avons la même histoire. Certes, l'Égypte est isolée politiquement, mais elle conserve le leadership de la culture arabe. La politique change. Ce qui ne change pas, c'est la base commune de notre culture, de nos traditions, nos origines, notre civilisation... »

Sur l'islam, Tewfik El Hakim est catégorique : « L'islam est supérieur aux musulmans. Les musulmans ne sont pas dignes de l'islam. C'est l'islam de gouverner qui l'importe sur le reste. Ceux qui utilisent l'étendard de l'islam ne visent pas un véritable réveil de cette religion. L'islam est clemence. C'est contraire à l'esprit de l'islam que de demander qu'on l'ore un malade... »

Tewfik El Hakim affirme qu'il n'a jamais voulu faire de politique, même si son œuvre a été mêlée à certains événements de son pays. Il considère qu'il a passé sa vie à remplir une mission au service des autres et qu'il n'a pas eu le temps de s'occuper de lui-même. Comme lui demande ce qu'il aurait aimé être en France, il répond très vite : « play-boy ! ». Et il éclate de rire !

« L'islam est supérieur aux musulmans. Les musulmans ne sont pas dignes de l'islam. C'est l'islam de gouverner qui l'importe sur le reste. Ceux qui utilisent l'étendard de l'islam ne visent pas un véritable réveil de cette religion. L'islam est clemence. C'est contraire à l'esprit de l'islam que de demander qu'on l'ore un malade... »

Tewfik El Hakim affirme qu'il n'a jamais voulu faire de politique, même si son œuvre a été mêlée à certains événements de son pays. Il considère qu'il a passé sa vie à remplir une mission au service des autres et qu'il n'a pas eu le temps de s'occuper de lui-même. Comme lui demande ce qu'il aurait aimé être en France, il répond très vite : « play-boy ! ». Et il éclate de rire !

Tewfik El Hakim affirme qu'il n'a jamais voulu faire de politique, même si son œuvre a été mêlée à certains événements de son pays. Il considère qu'il a passé sa vie à remplir une mission au service des autres et qu'il n'a pas eu le temps de s'occuper de lui-même. Comme lui demande ce qu'il aurait aimé être en France, il répond très vite : « play-boy ! ». Et il éclate de rire !

Tewfik El Hakim affirme qu'il n'a jamais voulu faire de politique, même si son œuvre a été mêlée à certains événements de son pays. Il considère qu'il a passé sa vie à remplir une mission au service des autres et qu'il n'a pas eu le temps de s'occuper de lui-même. Comme lui demande ce qu'il aurait aimé être en France, il répond très vite : « play-boy ! ». Et il éclate de rire !

Tewfik El Hakim affirme qu'il n'a jamais voulu faire de politique, même si son œuvre a été mêlée à certains événements de son pays. Il considère qu'il a passé sa vie à remplir une mission au service des autres et qu'il n'a pas eu le temps de s'occuper de lui-même. Comme lui demande ce qu'il aurait aimé être en France, il répond très vite : « play-boy ! ». Et il éclate de rire !

Tewfik El Hakim affirme qu'il n'a jamais voulu faire de politique, même si son œuvre a été mêlée à certains événements de son pays. Il considère qu'il a passé sa vie à remplir une mission au service des autres et qu'il n'a pas eu le temps de s'occuper de lui-même. Comme lui demande ce qu'il aurait aimé être en France, il répond très vite : « play-boy ! ». Et il éclate de rire !

Tewfik El Hakim affirme qu'il n'a jamais voulu faire de politique, même si son œuvre a été mêlée à certains événements de son pays. Il considère qu'il a passé sa vie à remplir une mission au service des autres et qu'il n'a pas eu le temps de s'occuper de lui-même. Comme lui demande ce qu'il aurait aimé être en France, il répond très vite : « play-boy ! ». Et il éclate de rire !

Tewfik El Hakim affirme qu'il n'a jamais voulu faire de politique, même si son œuvre a été mêlée à certains événements de son pays. Il considère qu'il a passé sa vie à remplir une mission au service des autres et qu'il n'a pas eu le temps de s'occuper de lui-même. Comme lui demande ce qu'il aurait aimé être en France, il répond très vite : « play-boy ! ». Et il éclate de rire !

Tewfik El Hakim affirme qu'il n'a jamais voulu faire de politique, même si son œuvre a été mêlée à certains événements de son pays. Il considère qu'il a passé sa vie à remplir une mission au service des autres et qu'il n'a pas eu le temps de s'occuper de lui-même. Comme lui demande ce qu'il aurait aimé être en France, il répond très vite : « play-boy ! ». Et il éclate de rire !

Tewfik El Hakim affirme qu'il n'a jamais voulu faire de politique, même si son œuvre a été mêlée à certains événements de son pays. Il considère qu'il a passé sa vie à remplir une mission au service des autres et qu'il n'a pas eu le temps de s'occuper de lui-même. Comme lui demande ce qu'il aurait aimé être en France, il répond très vite : « play-boy ! ». Et il éclate de rire !

Tewfik El Hakim affirme qu'il n'a jamais voulu faire de politique, même si son œuvre a été mêlée à certains événements de son pays. Il considère qu'il a passé sa vie à remplir une mission au service des autres et qu'il n'a pas eu le temps de s'occuper de lui-même. Comme lui demande ce qu'il aurait aimé être en France, il répond très vite : « play-boy ! ». Et il éclate de rire !

Tewfik El Hakim affirme qu'il n'a jamais voulu faire de politique, même si son œuvre a été mêlée à certains événements de son pays. Il considère qu'il a passé sa vie à remplir une mission au service des autres et qu'il n'a pas eu le temps de s'occuper de lui-même. Comme lui demande ce qu'il aurait aimé être en France, il répond très vite : « play-boy ! ». Et il éclate de rire !

Tewfik El Hakim affirme qu'il n'a jamais voulu faire de politique, même si son œuvre a été mêlée à certains événements de son pays. Il considère qu'il a passé sa vie à remplir une mission au service des autres et qu'il n'a pas eu le temps de s'occuper de lui-même. Comme lui demande ce qu'il aurait aimé être en France, il répond très vite : « play-boy ! ». Et il éclate de rire !

## 1947 : de la grève à l'émeute

Le parti communiste a-t-il cherché à s'emparer du pouvoir à l'occasion des grandes grèves de 1947 ? C'est peu probable, même s'il a semblé un moment vouloir prendre la tête d'un mouvement qui avait commencé par le débordement.

JEAN-JACQUES BECKER

Le 16 janvier 1947, une majorité très Front populaire portait, dès le premier tour, à la présidence de la République le socialiste Vincent Auriol. Ce fut le vice-président de l'Assemblée nationale, le communiste Jacques Duclos, qui le proclama élu. Quelques jours plus tard, le 28 janvier, était investi un gouvernement en majorité tripartite (communiste, socialiste, M.R.P.), dont le président était le député socialiste de l'Aveyron, Paul Ramadier, un des vice-présidents, le secrétaire général du parti communiste, Maurice Thorez, accompagné de ses camarades François Billoux à la défense nationale, Charles Tillon à la reconstruction, Ambroise Croizat au travail et à la sécurité sociale, Georges Maranne à la santé publique et à la population.

Le ciel n'était certes pas sans nuages : trois ans après la libération, le ravitaillement restait très difficile, l'inflation galopait (l'indice des prix de détail augmenta de 58 % à Paris entre janvier et décembre 1947), la guerre d'Indochine était pratiquement engagée, mais l'atmosphère politique était plutôt bonne. Vincent Auriol pouvait se féliciter de l'« allocation délicate » que Jacques Duclos lui avait adressée le jour de son élection.

Dix mois plus tard, la France était balayée par une véritable tourmente sociale : grèves, émeutes, sabotages, violences, déferlèrent pendant les mois de novembre et de décembre, « une insurrection froide », commente Vincent Auriol. Le 24 octobre 1947, le représentant soviétique, n'avait mis les points sur les i. Le monde était divisé dorénavant en deux blocs antagonistes, le camp impérialiste et le camp anti-impérialiste, entre lesquels aucune collaboration n'était plus possible : il était en conséquence absurde pour les communistes français de prétendre encore être un parti de gouvernement. Les représentants français à cette conférence (Jacques Duclos et Étienne Fajon), ainsi que les délégués italiens, furent sermonés, humiliés par leurs camarades des autres partis, en particulier les Yougoslaves, qui jouaient volontiers à l'époque les maîtres d'école de la révolution.

En bref, ils furent accusés d'être à la fois incapables et bornés. On comptait bien qu'ils allaient se racheter. Non pas en faisant la révolution, non pas en déclenchant la guerre civile comme en Grèce, encore que les Yougoslaves n'auraient pas vu cela d'un mauvais œil, mais en consacrant dorénavant tous leurs efforts à lutter contre l'impérialisme américain et son expression du moment, le plan Marshall. Plus question d'avoir l'air, comme Maurice Thorez le faisait encore quelques semaines plus tôt, de tenir la balance égale entre les alliés d'hier ; plus question d'avoir une politique adaptée à la situation française. Le parti communiste n'avait plus qu'une fonction : être le champion du bloc anti-impérialiste, de ce qui allait être dénommé par les communistes le « camp de la paix », en d'autres termes le champion de la politique étrangère de l'Union soviétique.

C'était par bien des côtés le retour à la sombre période 1939-1941. Pendant que l'Union soviétique achevait la constitution de son glacis dans l'Est de l'Europe, le parti communiste français ne devait plus être qu'une force d'opposition violente, acharnée, teigneuse. Il devait faire de la France, chaque fois que cela serait possible, le théâtre d'un ardent combat de classe, parce que, ne serait-ce qu'en raison de sa position stratégique, une France instable affaiblirait le dispositif américain. Une formule traduisait cette nouvelle politique : « Le parti communiste

contre l'asservissement de la France, pour l'indépendance nationale et la paix. »

Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, et encore davantage en Europe orientale, les conditions de vie étaient plus qu'en France. Elles y étaient néanmoins de nature à justifier un violent mécontentement. Jules Moch l'explique en deux chiffres : « Le 24 octobre (1947), membre polyvalent du cabinet concentré, je remis à Ramadier une note sur les prix : en six mois, la hausse des produits alimentaires a été de 43 % contre 11 % pour les salaires. » En outre, pendant l'été, la ration de pain avait été ramenée à 200 grammes par jour, c'est-à-dire la plus faible depuis 1940. On comprend que dans cette situation, quand les grèves déboutèrent, beaucoup de salariés cessèrent le travail, simplement parce qu'ils étaient trop malheureux, et que tous après la libération, dont ils avaient cru que ce serait le fin de leur misère, ils ne le supportaient plus.

On ne sait toutefois, il ne suffit pas qu'une situation sociale soit très mauvaise pour qu'éclatent des mouvements de revendications. L'ampleur et le caractère de violence que prirent ceux de l'automne 1947 ne peuvent pas s'expliquer non plus seulement par leurs aspects revendicatifs.

Il y eut un chef d'orchestre qui d'ailleurs n'eut rien de clandestin : la fraction majoritaire et communiste de la direction de la C.G.T., en étroite symbiose avec le parti communiste.

C'est lors de la session du 29 octobre que le comité central du parti communiste — après avoir laissé passer les élections municipales — avalisa la nouvelle ligne politique ramenée de Pologne. « Retenement communiste », « changement radical », notèrent les rédacteurs de l'« Émancipation », « rupture avec la politique de collaboration menée depuis dix ans » (encore que là ils oublièrent la phase 1939-1941).

Les dispositions pratiques furent le fait du comité national de la C.G.T. qui se tint les 11 et 12 novembre : après avoir à son tour dénoncé dans le plan Marshall un « instrument d'asservissement » et appelé « les travailleurs à combattre les nouveaux faiseurs de guerre et leurs complices en France », — véritable défi à la minorité syndicale groupée autour de Jouhaux et favorable au plan Marshall — la C.G.T. lançait une campagne d'agitation, relativement prudente d'ailleurs destinée à prendre la température des masses, voire à la faire monter, elle seules devaient préparer les décisions réelles d'action qu'un nouveau comité central prendrait un grand mois plus tard, le 19 décembre.

Explosion populaire

Ce scénario fut profondément bousculé : l'agitation éclatait — violente — presque tout de suite pour atteindre son paroxysme à la fin du mois. La C.G.T. fut contrainte, par la poussée des « masses », de passer immédiatement à ce qui n'était prévu que pour une seconde étape.

Les événements qui se déroulèrent à Marseille le 12 novembre, justement le jour où le conseil national de la C.G.T. délibérait, retentirent comme un signal. Longtemps obscurcie par la polémique autour du rôle joué par deux compagnies de C.R.S. à majorité communiste, l'affaire peut se résumer à ceci : de jeunes ouvriers avaient été arrêtés lors d'incidents provoqués par la hausse du prix des billets de tramway ; une manifestation avait été organisée, dirigée, encadrée par les responsables communistes de Marseille pour obte-

nir leur acquiescement. Elle aboutit à de véritables émeutes, dont les principales victimes furent la nouvelle municipalité R.P.F. et un jeune manifestant tué dans la soirée. Comme l'a écrit l'historien de cet épisode, Maurice Agulhon : « Il semble que la violence et l'ampleur de l'explosion populaire (...) aient surpris la direction nationale du parti communiste (...) ».

Dans le Nord, la révocation de Léon Delfosse, dirigeant communiste et cégétiste, de son poste au conseil d'administration des Charbonnages de France suffit pour qu'un mouvement de protestation se propage de fosse en fosse, comme un véritable feu de brousse. Aux usines Renault, alors que la direction syndicale avait prévu des débats sur les revendications, en quelques heures, on passait à la grève votée par acclamation.

Pendant quelques jours, la direction communiste était nettement restée en arrière de la main devant un mouvement d'une tonalité imprévue, mais, dans un second temps, après avoir pris la mesure de l'énormité, elle poussa de toutes ses forces à son élargissement. Des instructions furent largement diffusées par les responsables communistes pour lancer dans la bataille tout ce qui pouvait l'être, et même au-delà. Dans leur zèle, les militants arrachaient des décisions de grève qui n'étaient que mollement souhaitées par les intéressés. Au point qu'un mouvement assurément soutenu par de larges masses dans les secteurs « paritaires » les premiers se substitua de plus en plus à l'action de minorités agissantes. « Des groupes mobiles de grévistes circulaient en camions, attaquaient les positions, font irruption dans les bureaux de poste, arrivent les trains, basculent les jets des locomotives, empoignent les dépôts, obligent leurs camarades à cesser le travail, les brutalisent s'ils résistent. » (Année politique.)

Vers l'insurrection

Au fil des jours, une violence grandissante remplace la simple action de grève. En particulier dans le Midi, l'agitation, parait maîtresse. Dans plusieurs cas, des détachements des « forces de l'ordre » sont réduits à l'impuissance, désarmés, faits prisonniers même.

On est donc obligé de poser la question : quel est le sens d'un mouvement où progressivement les aspects « insurrectionnels » prennent de plus en plus de place ?

Quel sens faut-il également donner le 27 novembre à la création d'un Comité national de grève qui se substitue à la direction de la C.G.T., excluant ainsi dans les faits la minorité, et qui commence à publier des communiqués, n° 1, n° 2, véritables communiqués de guerre ?

Pour le gouvernement présidé depuis le 22 novembre par un M.R.P., Robert Schuman, à la suite de la démission du faible gouvernement Ramadier, il n'est pas douteux qu'il a fait face à une véritable insurrection, du moins à sa préparation.

Il n'est pas moins sûr que la direction du parti communiste n'a ni voulu, au départ, ni préparé une insurrection. Trop de militants de haut niveau, qui ont quitté depuis le parti communiste, peuvent en témoigner de façon recevable.

Alors ? Il apparaît qu'une seule hypothèse permet de résoudre la contradiction. La direction du parti communiste en l'absence de Maurice Thorez parti en U.R.S.S. le 31 octobre, animée par un André Marty à qui la phrase « gauchiste » n'avait jamais fait peur, par un Jacques Duclos avide de montrer son tonus révolutionnaire après l'humiliation subie en Pologne, se laissait glisser vers l'aventure révolutionnaire, d'autant que sur le terrain beaucoup de militants issus de la Résistance, même s'ils n'avaient pas une claire conscience des objectifs, allaient hardiment de l'avant. On possède des témoignages de l'enthousiasme qui a saisi certains : Georges Cogniot, alors rédacteur en chef de l'« Émancipation », conte comment, chaque nuit, au marbre, il devait s'opposer, avec la plus grande difficulté, à René Arrachart, représentant du Comité national de grève et membre du comité central du parti communiste, qui exigeait des titres plus vigoureux. Quand on voit l'« Émancipation » à la Réde Renault en 1947, on se rend compte de son ton exalté, un « renforcement » de ses titres n'aurait pu être que très proche de l'appel à l'insurrection.

Peut-on apporter la preuve de cette dérive vers une aventure

révolutionnaire, peut-on apporter la démonstration que des dirigeants ont dû se dire : pourquoi pas ? pourquoi ne pas profiter de la situation qui s'était créée ? Après tout, il n'y a rien de scandaleux pour un parti révolutionnaire à s'engager dans la voie de la révolution ? Il ne peut y avoir de documents établissant sans discussions possibles, car il est si peu près assuré qu'il n'y a pas eu de délibérations en bonne et due forme sur ce point, d'autant qu'on se trouvait dans une situation parfaitement adaptée à la pratique communiste : la révolution ne se décrète pas, elle se fait.

### Renverser la vapeur

Il existe cependant un texte significatif : c'est un rapport des services du contre-espionnage (SDECE) reproduit dans le Journal de Vincent Auriol. Rencontré en France le 29 novembre, Maurice Thorez s'empare contre la façon dont le mouvement était conduit : «... ce qui s'était passé en son absence était absurde... ». Il fut maintenant revenu en arrière... « L'insurrection n'a été sans préparations diplomatiques que, si nous continuons, il nous laisserait froidement tomber... ».

Récit authentique ? On ne peut le savoir, mais le contenu paraît bien apporter la confirmation. Comme il l'avait déjà fait en 1936 et en 1944, Maurice Thorez a pris la responsabilité de renverser la vapeur.

Le 29 novembre, l'« Émancipation » proclamait en lettres rouges : « Ils veulent assassiner la République ! ».

Vous avez la force d'empêcher la crise.

Dans son numéro du 30 novembre-1<sup>er</sup> décembre, elle reprend, toujours en lettres rouges, les paroles du Chant du départ :

« La République nous appelle. Sachons vaincre... ! »

Après ce sommet dans l'exaltation, dès le 3 décembre, le ton de l'« Émancipation » baisse graduellement, chaque jour les titres diminuent de taille et de virulence. Jusqu'au 9 décembre, on surprenait tout le monde, y compris les grévistes, le Comité national de grève décidait (?) la reprise du travail « par un retraitement aussi brusque qu'imprévu » (Année politique). La veille, on exhortait encore les grévistes à « tenir et à vaincre ».

Par une ruse dont l'histoire est friande, il n'est pas sûr que le dérapage du mois de novembre n'ait pas, dans une certaine mesure, servi la mission que la conférence de Pologne avait confiée au parti communiste français : mener une lutte sans merci contre la politique américaine. Cela n'a certes pas empêché le succès du plan Marshall, mais la crainte de cette insurrection, que le parti communiste n'aurait pas voulu faire en réalité, a lourdement pesé sur la confiance que les puissances occidentales pouvaient avoir en la France. Le Monde du 3 novembre 1948 citait l'« Observer » de Londres : « La France est une allée sur laquelle nous ne pouvons pas compter. » La grève des mineurs qui se déroulait alors, et qui apparaît avec le recul des temps comme un second round mieux réussi du grand combat engagé l'année précédente par le parti communiste, encourageait à cette appréciation déshabillée.

Orientation bibliographique

Au milieu d'une bibliographie déjà très considérable, on peut citer : Jacques Favret, « Histoire de la IV<sup>e</sup> République », Fayard, 1969 ; Jacques Julliard, « La IV<sup>e</sup> République », Calmann-Lévy, 1968 ; Vincent Auriol, « Journal du septennat, 1947 », Armand-Colin, 1979 ; Lily Marcou, « Le Communisme », Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977. Du même auteur : « Le Mouvement communiste international depuis 1945 », Presses universitaires de France, 1968 ; Eugène Bédou, « Avec Jacques Duclos au ban des nécrés », Pion, 1968 ; Bertrand Badie, « Stratégie de la grève », Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976 ; Maurice Agulhon, « Les grèves », C.R.S., à Marseille, 1971 ; Philippe Follath, « La Réde Renault en 1947 », mémoire de maîtrise, Nanterre, 1970.

Le contenu de cet article sera repris dans Jean-Jacques Becker, « Le Parti communiste et le pouvoir (1939-1970) », à paraître au Seuil, automne 1980.

L'été à  
**VAL D'ISERE**  
C'est le ski au soleil,  
les stages de tennis,  
la découverte  
du Parc de la Vanoise,  
les randonnées  
en montagne, la détente.

Office de Tourisme  
Tél. (79) 06.10.83

Écrit par la S.A.R.L. le Monde.  
Création :  
Jacques Favret, directeur de la publication,  
Jacques Sauvageot.

Imprimerie  
de « Monde »  
8, rue de Valenciennes  
PARIS-10

Reproduction interdite de tout article,  
sans accord avec l'administration.

Composition partielle n° 27.671.



ÉTRANGER

2-2. — FRANCE-FINLANDE : M. Giscard d'Estaing effectue la première visite officielle d'un chef d'Etat français en Finlande (du 1<sup>er</sup> au 9).

3. — ETATS-UNIS : Après les ultimes « primaires », MM. Carter et Reagan sont assurés d'obtenir l'investiture de leurs partis pour l'élection présidentielle de novembre (5-6).

5. — C.E.E. : Les propos de M. Giscard d'Estaing incitant la Communauté à s'attacher prioritairement à parachever le premier élargissement avant d'être en état d'en entreprendre un deuxième suscitent des commentaires critiques dans les capitales européennes (du 7 au 11).

5. — ITALIE : Mort de Giorgio Amendola, un des chefs historiques du parti communiste italien (7).

6. — ETATS-UNIS : Le Congrès repousse définitivement la taxe sur le prix de l'essence malgré un veto du président Carter (7 et 8-9).

6. — YUGOSLAVIE : Le dinar est dévalué de 30 % (8-9).

8. — AFRIQUE : L'UNICEF estime que, du Tchad à la Somalie, vingt millions d'Africains sont menacés par la famine du fait de la sécheresse ou des conflits armés (10 et 24).

8-9. — ITALIE : Les élections régionales et locales renforcent le gouvernement de centre-gauche de M. Francesco Cossiga en avantant les démocrates-chrétiens et les socialistes aux dépens des communistes (8-9, 11 et 12).

9-10. — OPEP : La Conférence d'Alger décide de porter à 32 dollars le prix de base du baril de pétrole (du 8 au 13).

12. — JAPON : Mort de Masayoshi Ohira, premier ministre (conservateur) au dix jours des élections législatives (13).

12-13. — C.E.E. : Les Neuf décident à Venise, de procéder à des modifications structurelles dans la perspective de l'élargissement de la C.E.E. à l'Espagne et au Portugal (du 12 au 18).

15. — NOUVELLES-HÉBRIDES : La France juge « inacceptable » l'arrivée de troupes britanniques à Port-Vila, alors que l'île d'Espéranza-Santo a fait sécession, le 28 mai, à deux mois de la date prévue pour l'indépendance de ce condominium franco-britannique (du 1<sup>er</sup> au 27).

15. — LIBÉRIE : L'armée pénètre dans l'ambassade de France à Monrovia et s'empare du fils de l'ancien président Tolbert (17 et 19).

15. — VATICAN : Mort du cardinal Pignedoli, président du secrétariat pour les non-chrétiens (17).

16. — U.R.S.S. : Alors que des cartes de rationnement réapparaissent dans plusieurs régions, on apprend que des grèves dues aux difficultés de ravitaillement auraient eu lieu en mai. L'agence Tass dément (17, 18 et 20).

16-18. — FRANCE-SURIN : Visite du roi Carl XVI Gustav de Suède en France (du 17 au 20).

16-20. — FRANCE-ESPAGNE : Des transporteurs routiers espagnols barrent la frontière au poste de la Juncquera après la destruction de neuf camions espagnols par des agriculteurs français dans les Pyrénées-Orientales (du 18 au 23).

17-18. — AFRIQUE DU SUD : Les émeutes dans les quartiers noirs de la banlieue du Cap se soldent par la mort d'au moins vingt-neuf manifestants (du 18 au 21).

19-20. — ETATS-UNIS-EUROPE : M. Carter se rend à Rome, puis, après le sommet de Venise des 22 et 23, à Belgrade, Madrid et Lisbonne (du 19 au 28).

22. — JAPON : Les conservateurs, au pouvoir depuis vingt-cinq ans, obtiennent deux cent quatre-vingt-quatre sièges sur cinq cent onze à la Chambre basse (24 et 25).

22-23. — SOMMET DE VENISE : Les sept pays occidentaux les plus industrialisés s'engagent à accroître leur production de charbon, d'énergie nucléaire et

d'hydrocarbures pour réduire en dix ans de 53 % à 40 % la part du pétrole dans leur consommation d'énergie (du 22 au 28).

23. — CAMBODGE : Les troupes vietnamiennes pénètrent en Thaïlande pour contrecarrer le « rapatriement volontaire » de réfugiés cambodgiens commencé le 17 (14, 21, 25 et 28).

23. — INDE : Sanjay Gandhi, fils et conseiller du premier ministre, se tue dans un accident d'avion (24 et 25).

25. — ESPAGNE : L'organisation séparatiste basque ETA engage la deuxième « guerre des vacances » pour obtenir la libération de dix-neuf de ses militants (à partir du 24).

26. — EL SALVADOR : L'armée investit le campus de l'université de San-Salvador et tire sur les étudiants (28 et 29-30).

29. — ALGERIE : Après avoir obtenu les « pleins pouvoirs », au congrès extraordinaire du F.L.N., M. Chadli Bendjedid ramène de dix-sept à sept les membres du bureau politique (du 15 au 31/VI et 1<sup>er</sup>/VII).

29. — BOLIVIE : Le président de la République sera désigné en août par le Parlement, M. Hernán Siles Zuazo, candidat du centre gauche arrivé en tête aux élections, n'ayant pas obtenu 50 % de suffrages (à partir du 27).

29. — ISLANDE : Mme Vigdís Finnbogadóttir est élue présidente de la République (2/VII).

30. — C.E.E. : Accord de principe des Neuf sur la nomination de M. Gaston Thorn (Luxembourg) à la présidence de la Commission européenne à partir de 1981 (2/VII).

30. — ISRAËL : M. Menahem Begin est victime d'un nouvel accident cardiaque, alors qu'une proposition de loi sur la dissolution de la Knesset est repoussée (2/VII).

30. — VATICAN-BRÉSIL : Jean-Paul II arrive au Brésil pour une visite de treize jours (à partir du 29).

LA QUESTION DU PROCHE-ORIENT

1. — M. Carter réaffirme son hostilité à une initiative des Neuf pour relancer la négociation (3).

2. — Des « terroristes israéliens » commentent des attentats contre trois maires palestiniens en Cisjordanie. Un mot d'ordre de grève générale est largement observé les jours suivants dans les territoires occupés (du 3 au 7, et 17).

3. — Neuf demandent, dans une déclaration adoptée au conseil européen de Venise, que le peuple palestinien puisse exercer son droit à l'autodétermination et que l'O.L.P. soit associée aux négociations de paix (15-16).

15. — Le gouvernement israélien affirme que la déclaration des Neuf équivaut à une « capitulation semblable à celle de Munich en 1938 » (17).

17-19. — Le roi Hussein de Jordanie se rend à Washington où il se prononce pour la reconnaissance mutuelle des droits d'Israël et des Palestiniens et reçoit l'accord du président Carter pour la livraison à son pays de chars ultra-modernes (du 19 au 21).

LA TOURMENTE D'ASIE CENTRALE

2-5. — La conférence internationale sur les ingérences américaines en Iran, réunie à Téhéran en présence de deux cents délégués, dont M. Ramsey Clark, ancien ministre de la justice américaine, n'apporte aucune solution au problème des otages (du 4 au 10).

4-12. — A proximité immédiate de Kaboul, de violents combats opposent des troupes soviétiques à des combattants afghans (du 10 au 18).

10. — L'imam Khomeiny dénonce les « luttes intestines » qui risquent de plonger l'Iran « dans le néant » (13).

19-21. — Un remaniement du haut commandement militaire iranien est suivi de l'arrestation de plusieurs officiers pour un

L'illusion du pouvoir

MICHEL DEBRE n'ignore évidemment pas qu'il n'a pas la moindre chance d'arriver premier au prochain concours de président de la République. Même s'il se pouvait qu'il restât le seul candidat à se réclamer officiellement du gaullisme. Et s'il n'apparaît que comme un candidat dissident, la note qui lui sera finalement attribuée par le corps électoral risque fort d'être en deçà du médiocre.

L'ancien premier ministre du général de Gaulle est bien sûr conscient de l'un et l'autre de ces risques qui sont autant de certitudes. Tout comme il sait que son image de vieil homme en colère n'emportera pas nécessairement l'estime, ni même l'attachement.

On ne peut davantage, s'il ne renonce pas, lui faire grief de concourir, peut-être, à la réélection de l'homme qu'il prétend affronter et de consolider, de la sorte, la politique qu'il affirme combattre. A moins de lui supposer une duplicité qui renverrait au rang des cancras Machiavel soi-même.

A moins encore que, pour M. Debré, contester le pouvoir soit une manière de s'en rapprocher, alors qu'il en est dépossédé depuis si longtemps : une manière de se donner l'illusion qu'il reprend possession... de l'illusion du pouvoir.

PHILIPPE BOUCHER.

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Massard paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la dotation du numéro de « Monde » où est rapporté l'événement cité.

« complot » lié au raid américain du 25 avril (du 20 au 24).

24. — L'Iran et l'U.R.S.S. signent un protocole de coopération économique (19, 22-23 et 28).

24-25. — Première réunion à Mont-Pèlerin, en Suisse, de la commission créée par la Conférence islamique pour tenter de trouver une solution à la crise algérienne, en présence des seuls représentants de la résistance (du 20 au 24).

25. — Les dirigeants des sept pays occidentaux les plus industrialisés, réunis à Venise, exigent un « retrait complet » des troupes soviétiques d'Afghanistan, après que M. Brejnev ait fait connaître, le 30, à M. Giscard d'Estaing le rapatriement de 25 000 soldats (du 20 au 24).

26. — Le président Carter se déclare prêt à examiner pour l'Afghanistan un « aménagement transitoire qui serait appliqué parallèlement à un retrait rapide des troupes soviétiques » (26).

28. — Après un nouvel ultimatum adressé par l'imam Khomeiny aux dirigeants irakiens, le président Bani Sadr propose sa démission, mais refuse les accusations d'« inaction » portées contre lui tandis qu'une épuration s'engage dans l'administration d'« l'Université » (du 28/VI au 3/VII).

LIBERTÉS

4. — FRANCE : La police investit les locaux de trois radios libres et saisit leur matériel : à Nancy, de violents incidents opposent des militants C.G.T. aux G.R.S. (du 5 au 9).

16. — FRANCE : Réédition de « J'ai choisi la liberté », de Viktor Kravchenko, qui avait provoqué, entre 1947 et 1950, une polémique sur la nature du régime soviétique (21).

24. — ESPAGNE : Un dirigeant syndical contesté par le régime est condamné à six ans de prison pour un article jugé injurieux à l'égard du roi (22-23).

SÉCURITÉ, IDENTITÉ

Le 10, la commission des lois de l'Assemblée nationale adopte le projet « sécurité et liberté ». Le groupe R.P.R. a approuvé le texte alors que la lecture de la loi avait été qualifiée le projet de « monstre » et que M. Chirac l'avait jugé « indigne ».

M. Claude Labbé, président du groupe U.P.R., souligne que, grâce au « travail positif effectué (...) par la commission », le texte gouvernemental est « fondamentalement différent ». Pour sa part, M. Peyrefitte estime que son projet n'a pas été « dénaturé ».

Le 11 s'ouvre le débat à l'Assemblée nationale : les députés repoussent l'exception d'irrecevabilité déposée par les socialistes et défendus par M. François Mitterrand, puis, le 12, la question préalable soulevée par M. Raymond Forni.

Le 20, après que M. Peyrefitte ait déclaré, sur la demande de M. Labbé, de renvoyer à la procédure du vote bloqué, article par article, pour mettre fin à l'attitude du parti socialiste, qui avait demandé un scrutin public sur chacun des quatre cent quatre-vingt-dix amendements déposés, les députés socialistes quittent l'hémicycle jusqu'à ses applications de vote.

Le 21, l'Assemblée adopte le projet par 265 voix contre 205 : les députés socialistes et communistes se prononcent contre, tandis que 135 R.P.R. sur 154 et 118 U.D.F. sur 121 l'approuvent.

Avec l'accord du gouvernement, quatre députés R.P.R. ont fait adopter des articles contrôlant l'identité des policiers administratifs et autorisant les policiers à « retourner » au commissariat pour une période qui n'est pas fixée toute personne dont ils ne parviennent pas à établir l'identité (du 1 au 27).

21. — U.R.S.S. : Le Père Dimitri Doudin, chef de file du mouvement orthodoxe contestataire, est libéré après avoir renoncé publiquement ses activités passées (22-23 et 24).

21. — FRANCE : M. Henri Nogues, président de la Ligue des droits de l'homme, publie dans « le Monde » une libre opinion dénonçant la garde à vue pendant deux mois d'un appelé du contingent, M. Paul Baras (22-23).

22. — U.R.S.S. : Le syndicaliste dissident Vladimir Borisov est expulsé de force vers l'Autriche (24 et 26).

24. — FRANCE : L'Assemblée nationale rétablit les articles du code pénal réprimant certaines relations homosexuelles, articles que le Sénat avait supprimés (26).

25. — VATICAN : L'Eglise catholique réaffirme que l'euthanasie est un geste homicide « tout comme le suicide et l'avortement » (27).

25. — ROUMANIE : Amnesty International a reçu 111 lettres de protestation de personnes victimes de l'internement psychiatrique forcé (2/VII).

CULTURE

1<sup>er</sup>. — L'Assemblée générale de la Société des rédacteurs de « le Monde » désigne, par 62,8 % des parts, M. Claude Julien pour être le candidat de la rédaction à la succession de M. Jacques Fauvet au 1<sup>er</sup> janvier 1983 (3).

2. — Mort de Marie-Jeanne Durry, écrivain et professeur à la Sorbonne (3 et 4).

2. — Première émission de « Radio 7 », la radio des jeunes de l'île de France, lancée par Radio-France (3).

3. — La maison de Claude Monet à Giverny (Eure) est ouverte au public (4).

5. — Création des « Noces chorales », « Hymne chorale », de Pierre Henry, avec une chorégraphie de Gunter Ploik à l'Opéra-Comique (5-6 et 7).

5. — Le quotidien économique « Forum international » dépose son bilan (7).

7. — Mort d'Henry Miller, écrivain américain (10).

8. — Première de gala à l'Opéra de Paris pour le « Boris Godounov » de Moussorgski, mis en scène par Joseph Losey, dernier spectacle commandé par Rolf Liebermann (11).

12. — Ouverture de l'exposition « Hier pour demain », consacrée aux arts et traditions populaires, au Grand-Palais, à Paris (18).

16. — Première émission de Radio-Mavenné, à Laval (17).

18. — M. Michel Guy est élu président de la Cinéma-thèque française (20 et 21).

19. — Re-création de « Naïs », opéra de Rameau, pour le Festival de Versailles (19 et 21).

20-22. — Le parti socialiste organise, à Hyères, les premières Assises européennes pour le cinéma et l'image (19 et 22-23).

20-22. — Mort de la comédienne Odile Versois (24).

25. — Après la désignation, par la rédaction, d'un autre journa-

FRANCE

3. — La convention signée entre certains médecins et la Sécurité sociale est ratifiée par le gouvernement malgré les nombreuses manifestations d'hostilité de salariés et de médecins (5-6 et 7).

4. — M. Giscard d'Estaing fixe, dans une lettre adressée à M. Barre, le programme du gouvernement jusqu'à la fin de l'année (8-9).

4. — M. René Sirat est élu grand rabbin de France pour succéder, le 1<sup>er</sup> janvier 1981, à M. Jacob Kaplan (10).

11. — Les deux principaux accusés du procès des militants bretons sont condamnés à douze et onze ans de réclusion criminelle par la Cour de sûreté de l'Etat (du 4 au 13).

15. — Sur l'initiative de M. Jacques Chirac, plus de quarante mille « gaullistes » se réunissent à Colombey-les-Deux-Églises pour commémorer l'appel du 18 juin 1940 (17).

19. — Les députés R.P.R. mettent fin, après des explications de M. Barre, à leur « grève des débats » déclenchée le 17 pour protester contre la présence à Toulon le 14 de M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat chargé des rapatriés, à une cérémonie à la mémoire des martyrs de l'Algérie française (du 19 au 21).

26. — M. Valéry Giscard d'Estaing réunit la neuvième conférence de presse de son septennat (28).

28. — Enlèvement de M. Michel Maury-Larivière, vice-président du C.N.F.P. (à partir du 1/VII).

29. — A l'occasion du trente-cinquième anniversaire de la libération des camps de déportation, M. Giscard d'Estaing se rend au Struthof, en Alsace, seul camp installé par les nazis sur le sol français (29-30/VI et 1/VII).

VIE DES PARTIS

7-8. — Le M.R.G. adopte le « Nouveau manifeste radical » et désigne M. Michel Crépeau comme candidat à l'élection présidentielle (du 7 au 10).

10. — M. Pierre Juillet, ancien conseiller de M. Pompidou et Chirac, invite, dans « le Monde », le R.P.R. à se démarquer de la politique giscardienne et à définir son action « en termes de recours » puis, le 21, lance un appel aux militants de son parti (11/VI et 1/VII).

11. — M. Georges Marchais refuse l'ouverture d'un débat au sein du P.C.F. sur les thèmes de sa campagne présidentielle, proposé dans « le Monde » par M. Henri Fassin (12 et 13).

15. — M. Brice Lalonde est désigné comme candidat à l'élection présidentielle au cours de « primaires » écologistes (17).

16. — M. Jean Elieinstein proteste dans « le Monde » contre son éviction de la collection qu'il dirigeait aux Editions sociales, éditions du P.C.F. (17 et 21).

24. — M. François Mitterrand adresse, au cours d'une conférence de presse, un réquisitoire contre la politique de M. Giscard d'Estaing (27 et 28-30).

SCIENCES ET FUTURS

11. — La France désigne ses deux cosmonautes pour la mission spatiale franco-soviétique de 1982 (13).

11. — M. Jacques Barrot, ministre de la santé, présente de sévères mesures de sélection des étudiants en médecine applicables dès 1983 (13).

16. — La Cour suprême des Etats-Unis déclare légales les prises de brevets sur les organismes vivants (18 et 25).

17. — Fin de l'enquête d'utilité sociale sur le projet de centrale nucléaire de Chooz (Ardennes), après six semaines d'incidents entre forces de l'ordre et manifestants anti-nucléaires (22-23).

25. — L'organisation de télécommunications spatiales Intelnet commande deux nouveaux lanceurs Ariane (28-30).

27-29. — Assemblément anti-nucléaire près de l'usine de retraitement de la Hague (1<sup>er</sup>/VII).

30. — Une société d'ingénierie française est créée pour étudier les applications des manipulations génétiques (1<sup>er</sup>/VII).

card d'Estaing, et se comporte en candidat potentiel à la présidence de la République (28).

27. — M. Georges Marchais déclare devant le comité central du P.C.F. qu'il existe des « convergences de plus en plus étroites » entre M. Mitterrand et Giscard d'Estaing (28 et 29-30).

30. — M. Michel Debré annonce sa candidature à l'élection présidentielle (à partir du 1/VII).

30. — La L.C.R. présentera M. Alain Krivine à l'élection présidentielle (2/VII).

ÉCONOMIE

4-5. — AGRICULTURE : La loi d'orientation est définitivement adoptée (7).

10. — AFFAIRES : M. Alain Chalonand est chargé par le gouvernement d'une « mission de réflexion » sur les conditions d'une restructuration du groupe Elf-Aquitaine, qu'il préside (13 et 21).

10. — SOCIAL : Le C.N.P.F. annule une séance de négociation sur la durée du travail pour protester contre les « grèves à répétition dans les services publics » (12).

12. — PLAN : Le commissariat général du Plan présente vingt-sept scénarios d'évolution de l'économie d'ici à 1985 (14).

12. — SOCIAL : Grève très suivie à l'É.D.F. ; des coupures de courant dans des hôpitaux suscitent une polémique sur la réglementation du droit de grève (11, 13 et 14).

16. — CHOMAGE : Le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 1 472 500 en mai — s'est accru de 6,2 % en un an (18).

18. — COMMERCE EXTÉRIEUR : L'accroissement du déficit commercial, 7,75 milliards de francs en mai — n'affecte pas la bonne tenue du franc (19).

19. — AFFAIRES : Michelin cède le contrôle de Kléber-Colombes à la firme ouest-allemande Continental (21 et 22-23).

21. — AFFAIRES : Talbot s'associe à Ligier pour construire des voitures de formule 1 équipées de moteur Maza (24).

22. — FORMATION PROFESSIONNELLE : M. Barre annonce le lancement, à l'automne, d'un « premier programme d'apprentissage industriel » (25).

24. — PRIX : La hausse se ralentit : 0,9 % en mai (25 et 26).

25. — DOUANES : Le contrôle des changes est assoupli (26 et 27).

30. — ENTREPRISES : Le gouvernement ne peut obtenir le vote définitif des textes sur la distribution d'actions aux salariés et sur la participation des travailleurs avant la fin de la session parlementaire (2/VII).

30. — SOCIAL : Grève du métro parisien (2/VII).

30. — AUTOMOBILES : Peugeot annonce sept jours chômés en juillet et en août pour réduire sa production (2/VII).

JEAN-PAUL II EN FRANCE

Arrivé à Paris dans l'après-midi du 30 mai, Jean-Paul II est accueilli par M. Giscard d'Estaing sur les Champs-Élysées. Après un discours place de la Concorde, le pape se rend à Notre-Dame pour une messe sur le parvis. Jean-Paul II est ensuite reçu à la mairie de Paris par M. Chirac.

Le 31, le pape célèbre une messe à la basilique de Saint-Denis de l'Église des trois ordres vénéralisés français et immigrants, après laquelle il rencontre des responsables chrétiens en milieu ouvrier qu'il encourage à « continuer leur apostolat ».

Le 1<sup>er</sup> juin, Jean-Paul II concède au Bourget une messe avec les évêques de France : trois cent cinquante évêques y assistent, alors que plus d'un million de personnes étaient attendues. Devant les évêques à Issy-les-Moulineaux, il condamne, au cours d'un discours très ferme, le progressisme et l'individualisme. « Le soir, le pape participe à une veillée au Parc des Princes en présence de cinquante mille jeunes ».

Le 2 juin, Jean-Paul II se rend au siège de l'UNESCO, où il prononce un discours sur le rôle de la culture et de l'éducation : « L'homme est un être organique : il existe entre la religion et la culture, et même entre le continent européen et la culture, et réaffirme que l'éducation de l'homme doit se réaliser surtout dans la famille. Jean-Paul II part ensuite pour Lisieux, où réunit saint Thérèse : il prononce devant les religieuses cloîtrées du Carmel un « Royce de la vie contemplative. Le pape regagne Rome dans la soirée. (Du 28 mai au 6 juin.)

DÉFENSE

2. — Le général Bernard Rogers, commandant suprême des forces de l'O.T.A.N., recommande la production d'armes chimiques « blâmes », dont l'effet intervient qu'après un deuxième tir (4).

2. — Le R.P.R. demande un renforcement et une diversification de l'armement nucléaire stratégique (4).

3. — Le rapport annuel des Nations unies sur l'environnement dénonce les effets des « activités militaires » (8-9).

10. — M. Giscard d'Estaing préside un conseil de défense consacré à l'étude des armements nucléaires des prochaines années (11).

22. — Le plénum du comité central du P.C. soviétique recommande un « renforcement maximal de la capacité de défense » de l'U.R.S.S. (26).

25. — Le P.S. se déclare favorable à la poursuite d'études en vue d'obtenir la « maîtrise technologique » de la bombe à neutrons (27).

25-26. — Les pays de l'O.T.A.N., réunis à Ankara, déclarent que les problèmes militaires de l'Europe doivent être discutés en priorité à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, réunie à Madrid en novembre (26-27).

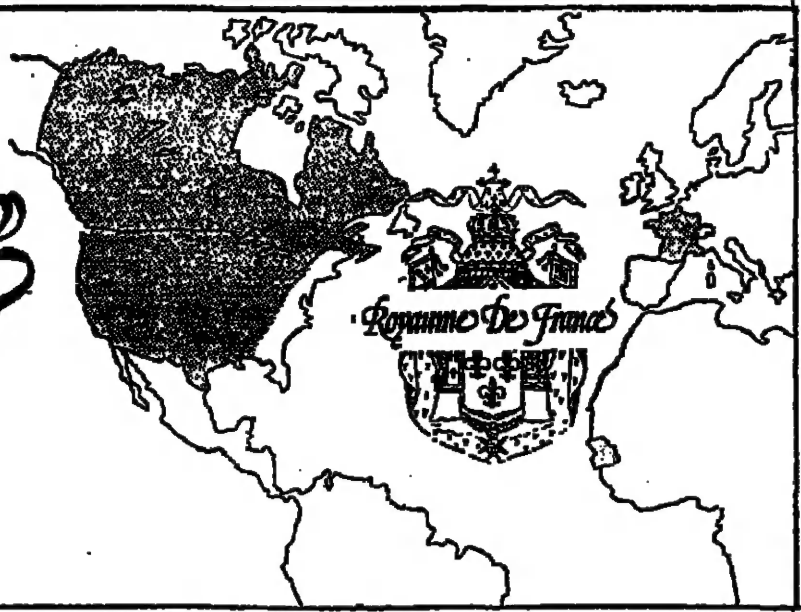
26. — M. Giscard d'Estaing annonce que la France possédera, en 1992, un missile stratégique mobile et précis que le processus de développement de la bombe à neutrons est engagé (28).

30. — M. Helmut Schmidt se rend à Moscou où il tente de relancer les pourparlers sur les armements nucléaires (à partir du 29).



# As-tu vu Montezuma?

Par Balhazar



## CHAPITRE IV

Résumé des épisodes précédents. — 1870. Sous le règne du roi de France François VI, le chevalier Larose, nouveau secrétaire général de la Louisiane, vient de rejoindre son poste à Saint-Louis. Après avoir fait la connaissance d'une jeune Noire, Agathe, il commence son enquête sur le mystérieux assassinat de M. de Malartie, son prédécesseur.

**M**BOISBRULÉ, commandant du roi à Saint-Louis, était le dernier à figurer sur l'agenda de mon prédécesseur. Ils avaient eu une conversation sur l'attentat de Ville-Bourbon, dont Boisbrulé conservait l'étrange impression que le secrétaire général en avait plus que lui, sans souhaiter partager ses intuitions. Malartie avait dicté au télégraphe le message que j'avais lu au ministère. Il était ensuite rentré chez lui, emportant un mince dossier que l'on ne put jamais retrouver. Revenant vers 20 heures d'une visite, son épouse l'avait découvert étrangement dans son bureau, au milieu des meubles renversés. Elle avait en l'admirable énergie de fermer l'appartement à clé et de se rendre aussitôt chez le lieutenant-général. Ensemble, tirant parti de l'absence des domestiques, un samedi soir, ils avaient décidé d'imputer le décès à une crise cardiaque. Avec l'agent permanent du service secret, Balandin, Boisbrulé avait procédé aux premières constatations, tandis qu'un médecin militaire réalisait l'autopsie. On avait remarqué le dimanche matin la disparition du cuisinier, Juan Sanchez, l'employé modèle, au service des Malartie depuis leur arrivée à Saint-Louis, en 1913. Parti sans bagages, sans rien dérober, il semblait depuis

## Où il apparaît que

littéralement volatilisé, malgré les recherches très actives menées dans toute la Louisiane, au Canada et au Nouveau-Mexique.

« Nous connaissons ses date et lieu de naissance, ses employeurs précédents : le restaurant Conchita à la Nouvelle-Orléans, de 1917 à 1919, le directeur des forges en mer de la Compagnie des huiles à moteurs, à Beaumont, entre 1919 et 1922. Mais il n'y a là guère de détails : le restaurant Conchita n'existe plus. Sa propriétaire, fortune faite, est retournée au Mexique. Quant aux archives de la C.R.H.M. à Beaumont, elles ont été mises au pilon voici trois ans, lors d'un transfert des bureaux. Le résultat est là : cet homme a vécu durant sept années en cœur même de la Louisiane, et nous n'avons sur ses antécédents aucune appréciation détaillée. Je vous présenterai demain, en revanche, ce qui concerne son séjour chez les Malartie. C'est, hélas ! bien banal... »

— A-t-on questionné à cet égard Mme de Malartie ?

— Non, Monsieur le secrétaire général. J'ai pensé que vous pourriez souhaiter de le faire vous-même, sans raviver sa peine par des procédés trop policiers.

J'appelai l'attachée de presse, Amélie Lafleur. D'après sa fiche, un lieutenant du III<sup>e</sup> Royal-Bayou bénéficiait actuellement de ses loisirs et de ses tâches de rousseur. Elle n'en avait pas pour autant négligé ses devoirs envers moi : je devais déjeuner le lendemain avec les rédacteurs des grands journaux. Des audiences étaient obtenues du cardinal, du gouverneur militaire et du maire de Saint-Louis. Après un simulacre de combat protocolaire, perdu d'avance, M. Frison de Chamallières, contrôleur-délégué des finances, acceptait de venir me saluer le surlendemain, « ses occupations l'empêchant de se déplacer plus tôt ».

Je fis mes visites, dans l'énorme Dauphine d'apparat, précédée d'un motard, Le Gall en grand uniforme trépanant à côté du chauffeur. Les rues de Saint-Louis vibraient d'une activité fébrile, les grilles-à-ciel du quartier commercial écrasaient de leur masse d'immenses la cathédrale et le palais archépiscopal. N'importe, le nuage de chaleur qui dissimulait le soleil, la couleur différente des taxis, on se serait cru à Paris.

Au quartier général, un piquet rendait les honneurs, comme il se doit. Je fus aussitôt introduit dans l'immense bureau en rotonde du maré-

chal de Montcornet. Le maréchal avait près de quatre-vingt ans, et cela commençait à se voir. Il me dominait de sa taille immense, rendue plus majestueuse encore par un embonpoint marqué. Sa moue hautaine, sa voix cavernueuse, la lenteur précieuse de son débit, l'élégance de ses longues mains lui donnaient l'allure d'un roi en exil. Je n'ignorais pas les remous de carrière que lui avaient valu son caractère difficile, sa certitude abrupte d'avoir raison envers et contre tous, nourrie par son ancienne faveur auprès du feu roi. Le poste où il achevait ses jours était bien mérité à ses propres yeux, mais seule la faveur et la fidélité du souverain régnant avaient pu l'y maintenir, nonobstant quelques incidents qui l'avaient opposé aux succès ministres de la guerre, et dont on rait encore à Versailles.

Je me changeai pour visiter Mme de Malartie. Très mince dans sa robe noire, belle malgré sa pâleur et ses yeux rougis, elle me pria d'excuser le désordre de l'appartement, où des caisses de déménagement voisinaient avec des tapis roulés. Elle préparait son retour au Canada, dans les terres familiales de l'Albaskas.

« Je reviendrai sans doute pour l'hiver, dit-elle. Dans l'instant, je veux quitter cette maison et tout ce qu'elle me rappelle. Mais je prendrai avec moi l'union des deux ans que j'ai vécus ici. C'est curieux, je ne parviens pas à admettre que Juan ait tué mon mari. »

Je guettais son intonation quand elle prononça le prénom du cuisinier : d'après les photographies, Sanchez n'avait rien d'un Adonis, mais soit-on jamais ? La conversation de Mme Malartie, son émotion mal contrôlée, me persuadèrent vite de l'impertinence de ces supputations. Saisissant un moment de silence, le demandai :

« Vous souvenez-vous, madame, d'où venait ce Juan ? »

« Je ne saurais vous dire. Du Midi, sans doute. Est-ce important ? Je veux dire, n'a-t-on pas le moyen de savoir ? »

— Nous souhaitons, bien entendu, toutes les enquêtes trop vaines. J'ai pensé que vous auriez peut-être quelques certitudes de recommandation à son sujet.

— Dans mon ancien carnet, assurément, si je parviens à le retrouver dans ce désordre... »

Mme de Malartie revint au bout de quelques minutes, tenant un agenda relié en peau d'iguanes.

« Nous sommes arrivés à la mi-avril 1913. Voyons... Mais oui, je me souviens maintenant : c'est Mme Delpech-Maisonrouve qui l'avait particulièrement recommandé, je reconnais bien son écriture. »

A la date du 3 mai s'étaient en effet, en caractères anguleux, le nom de l'assassin disparu et son numéro de téléphone à Beaumont, assortis d'un « très bien » souligné deux fois.

« Il donnait pleine satisfaction à la société de son mari. »

Revenu chez moi, je crus bon de vérifier mes

## les gazettes sont à la solde

souvenirs mondains en consultant la dernière édition de l'Almanach français. Voici ce que j'y lus :

« DELPECH-MAISONROUVE (Philippe - François-Marie), industriel, né le 15 mars 1921 à Fort-Montalbert (Illinois). Bagage volontaire pour la durée de la guerre (1914), lieutenant à la démolition, ingénieur en chef de la circumscription métallurgique de Beaumont (Texas) (1918), chef du bureau des productions minérales de la Compagnie des huiles à moteurs (1919), chef du service du contrôle (1923), dispensé du service du roi (1926), conseiller technique à la direction générale de la Société Louisianaise de forges, secrétaire général (1921), puis directeur-associé (1925) de la Compagnie royale des huiles à moteurs, vice-président du Comptoir néo-français du naphte (1927), président délégué de l'Association interprofessionnelle des industries exportatrices (1928), administrateur de la banque Lecourteux (1929) et de la Caisse d'amortissement du Saint-Laurent (1929)... »

Je ne pus m'empêcher d'apprécier cette splendide carrière, que la photographie justifiait mal : un visage maigre, aux maxillaires puissants, le regard mangé par de grosses lunettes. J'aurais certainement l'occasion de rencontrer avant longtemps le brillant directeur-associé de la Compagnie des huiles. Mais pourquoi, diable ! à peine ouverts, mes dossiers dégageaient-ils l'odeur du pétrole ?

« M. Delpech-Maisonrouve est bel et bien l'homme qui a dévoté l'importance des pissements

de Beaumont, me dit Boisbrulé, et qui a repris en main les forges : rien d'étonnant à ce qu'il ait eu maintes occasions d'apprécier le Vatel local. »

— Mais comment son épouse a-t-elle pu entrer dans le circuit des cuisines ? »

Le commissaire me peignit Mme Delpech-Maisonrouve : sœur de Victor IV Ouvrard, elle avait apporté à son mari, avec une immense fortune, un prodigieux talent d'intrigue et de commérage.

« C'est une très grosse personne, fort répandue : elle a dû se précipiter sur Mme de Malartie dès son arrivée, l'aider à constituer sa maison, et se souvenir aussitôt d'un vague propos de Delpech sur les petits plats de Sanchez. Je vois la scène comme si j'y étais. »

— Peut-être, insinuai-je, n'était-il pas indifférent pour la C.R.H.M. de disposer d'un observateur au cœur de la Louisiane ? »

Boisbrulé réfléchit un instant, puis livra le résultat de sa méditation :

« Si Sanchez avait été l'espion de la compagnie, le service de sécurité n'aurait pu manquer de s'en apercevoir. Tous les employés de la Louisiane sont régulièrement soumis à des enquêtes de routine, quel que soit leur grade. Or, d'après son dossier, Sanchez ne semble pas avoir eu l'occasion de rapporter grand-chose à qui que ce soit. Jugez vous-même. »

Je feuilletai les pièces : le Mexicain n'avait pas de maîtresse, et se rendait seulement chaque samedi dans le quartier du port fluvial pour y lever une fille au hasard. Il n'avait pas d'amis, et envoyait régulièrement à sa vieille mère, à Monterrey, une partie de ses économies. C'en

était presque trop beau... Dommage que le samedi du meurtre n'eût précisément pas été samedi de filature.

« Bien, dis-je. Revenons à votre dernière conversation avec mon prédécesseur. Racontez-la moi dans le détail. »

« J'étais venu alerter le secrétaire général sur un fait surprenant, touchant les cinq suspects venus de l'Union : les identités fournies au motel étaient fausses, comme nous le savons. Mais les passeports enregistrés lors du passage des suspects au Détroit ne l'étaient pas moins : sur les cinq numéros relevés, trois n'existaient pas ; les autres correspondaient aux papiers d'un pasteur de Boston et d'une vieille demoiselle de Virginie, qui n'ont pas quitté l'Union depuis plusieurs années : Interpolice l'a facilement vérifié. M. de Malartie eut alors un sourire énigmatique avant de me dire qu'il se disposait à alerter le service secret et les affaires étrangères. »

Je réfléchis. Il y avait dans tout cela des complications inutiles et hautement suspectes.

« Supposons que les prétendus suspects ne fussent là que pour faire diversion, leur faire fuir, et compromettre les Etats de l'Union... Qui y aurait intérêt ? »

— Certes pas les compagnies d'assurances, ni non plus la C.R.H.M., qui va devoir financer une raffinerie moderne, entièrement automatisée, et se créera, du même coup, des difficultés avec ses syndicats.

Nous restâmes songeurs.

« En tout cas, il faut absolument ne rien laisser filtrer sur ces cinq prétendus tazeus. »

— Rien n'a filtré, monsieur le secrétaire général, et rien ne filtrera. »

## des pétroliers

« Qu'en pensez-vous, Monsieur ? », provoqua Beauchamp.

Plutôt que de réitérer mes dossiers techniques, je retournai la question.

« Et vous, monsieur, qu'en pensez-vous au fond ? Le Tribune soutient certes la surtaxe de 12 %, mais il me semble bien que vous, quelques mois, elle plaiderait faiblement : général des droits de douane... »

Le orouhaha s'interrompit. Les uns s'adressèrent à Beauchamp un sourire d'encouragement, les autres distillaient mal leur ironie.

« Je vois, repartit l'éditorialiste, que le nouveau secrétaire général s'intéresse à la presse.

Mais si j'ai fait d'avoir changé d'avis, c'est qu'il y a du nouveau en Nouvelle-Grenade : le général Gomez ne perd pas une occasion de nous croquer au visage. Si jamais j'entendais avec Zapata, le canal du Nicaragua serait encadré par un bloc plus ou moins hostile. Et les constructeurs de Pittsburg supplantaient notre industrie automobile à Caracas, et même à Mexico ! Nous aidons ces gens-là depuis la guerre, nous les « avons engraisés », et voilà le résultat !

— Tu exagères, dit la Conquête de Gallipoli. Il n'y a pas de véritable récession chez nous, pour l'instant.

— Mais il y a du pétrole chez Gomez », acheva perdidement Malartie.

Le coup porta. Beauchamp et les directeurs des feuilles néophiles se mirent à évoquer pélemé le calme trompeur de l'Amérique espagnole depuis notre expédition en Colombie, les intrigues de l'Union, l'arrogance du colonel Foot, la menace chinoise. A les entendre arier tous : la fois, la France était menacée d'asphyxie, la planète de

destruction. Je jugeai le moment venu de maîtriser mon petit monde.

« Il est vrai, messieurs, que le nouveau chef de la Tribune-Grenade a des projets. Le gouvernement du roi ne les ignore nullement. Je ne méconnais pas, croyez-le, les préoccupations légitimes de certaines puissances alliées, et de ceux qui leur veulent du bien... »

J'observai quelques mouvements, les actions de la Tribune étant notoirement dévotées à 75 % par le Comptoir néo-français du naphte.

« Reconnaissez, monsieur, qu'il y a des symptômes inquiétants, dit Beauchamp : l'insupportable incendie de Ville-Bourbon, par exemple. Nous annonçons-nous que l'enquête a abouti ? Si l'agit bien d'un sabotage, les auteurs en sont-ils sous ? »

— Vous comprendrez que je ne puisse rien dire là-dessus », dis-je, bien incapable de satisfaire ma propre curiosité. Et je mis la conversation sur les élections.

Pallard-Nielsen, était des plus minces. Sous une photographie tragique de la raffinerie en feu, il glissait sur le fait que cinq citoyens de l'Union, recherchés par la police, n'avaient pu encore être appréhendés. Boisbrulé, aussi bien que l'intendant de Saint-Louis, jura ses grands dieux qu'aucun policier n'avait pu révéler quoi que ce fût. Appelé au téléphone par Nuches du Val, ce Pallard-Nielsen prétendit que l'information lui venait de Beauchamp, et que je lui aurais moi-même fourni le renseignement lors du déjeuner au Chilcotin.

L'enregistrement de mon intervention était heureusement formel : M. de la Tremolle put se convaincre que je n'avais rien dit, à aucun moment, qui pût justifier cette fâcheuse révélation. Beauchamp chassait déjà le caribou dans l'extrême-Nord canadien : je ne pus le poindre pour lui : témoigner ma fureur. J'eus aussi fort à faire pour calmer l'inquiétude du consul général de l'Union, et le dissuader de rendre compte de ces boharda. Finalement, j'ordonnai à Boisbrulé d'interroger le journaliste.

Pigiste médiocre et aviné, Pallard-Nielsen n'avait, paraît-il, pu placer un article en première page que du fait des vacances. Fremant de très haut sa convocation à l'hôtel de police, il ramena d'abord ses instructions à mon encontre. Confondu par le magnétophone, il se retrancha derrière le secret professionnel, évoqua avec arrogance la liberté de la presse, et s'engagea seulement à interrompre la ses commentaires intempestifs. Excédé, je le fis aussitôt placer en surveillance ouverte, au journal et au domicile. Mais il se répandait au téléphone en injures grossières destinées à la table d'école. Je crois que j'y fus traité de fourgonnet. Le lieutenant-général fut me rassurer, en me complimentant d'avoir fait enregistrer mes propos, et d'avoir ainsi prouvé à « qui de droit » que j'avais du réflexe.

Le vendredi après-midi, la première édition du Soleil nous apportait un nouveau coup : un sondage rapide à la veille des vacances révélait une désaffection certaine envers la majorité, qui perdait huit points dans les intentions de vote, par rapport aux résultats de 1916.

(A suivre.)

## et aux ordres des néophiles

Je ne manquai pas d'affirmer, dans un silence aussi sceptique que court, que la Louisiane observerait, pendant la campagne, son habituelle neutralité, et je souhaitai de bonnes vacances à ces interlocuteurs, qui s'apprêtaient à quitter, pour le mois d'août, les villes dépeintes et s'enrichissaient. Les journaux du lendemain rendirent compte, en termes convenables, de l'entretien.

Mais le 15 juillet, en ouvrant la Tribune, j'eus un choc. Sur la moitié de la première page s'étalait un gros titre : « L'enquête sur l'attentat de Ville-Bourbon PIETINE. Aucune trace des cinq tazeus suspects. » L'article, signé Christophe

Ce fut l'occasion de vérifier, de manière presque caricaturale, les renseignements déjà fournis par les dépêches de Malartie et le gros rapport de M. de la Tremolle. Finances par les pétroliers et les métallurgistes, les journaux des régions industrielles étaient ouvertement favorables aux néophiles et à Verrier du Broc, leur chef, le séduisant maire de Chicago. Depuis le libéralisme de Cabot, le vieux parti néophile avait bien évolué. Toute « nouveauté » ne lui semblait plus bonne à soutenir. En son préfixe ambigu lui permettait surtout, en fait, de regrouper en son sein les plus agressives ambitions des néo-Français, sinon même de raviver un soupçon d'autonomisme. Il suspectait carrément le gouvernement de faiblesse devant les intérêts étrangers. Quant aux journaux des régions agricoles, soutenus par la Nationale Cotonnière et la corporation des viticulteurs, ils appuyaient évidemment le parti conservateur, et ses chefs pour la Nouvelle-France.



CUMULUS

# Le vol à voile

JAMES SARAZIN

DEPUIS un quart d'heure le grand oiseau de plastique blanc musardé au long des pentes abruptes du mont Peney, au-dessus de Chambéry. L'ailé presque à frôler les redoutables orgues de calcaire aux reliefs tourmentés, sculptés par l'eau et le vent au cours des millénaires, il cherche la petite brise, le moindre courant d'air qui lui permettra, d'un puissant coup de plume, de s'élancer vers l'horizon. Tout à l'heure, sur le terrain de Challes-les-Bains, le chef pilote, Pierre Feiller, un grand diable cachant ses ondulations poivre et sel sous un bonnet de montagnard, l'avait bien dit, dans le style esotérique propre aux vélivoles : « Aujourd'hui, c'est du sud. Cela peut être bon, mais cela ne durera pas. Avec un bon mono, on peut passer du côté des Aravis : il y a des reliefs qui déclenchent. On peut passer au-dessus en travaillant, en ramassant un peu d'onde. Ici même, localement, il n'y a pas de brise, mais il y a des pompes. Cela doit être bon en thermique. »

Tout le monde aura compris que ce n'était pas gagné d'avance. Telle est la condition du vélivole pour qui rien n'est jamais acquis, soumis qu'il est en permanence aux caprices de

l'air, du soleil et de la terre. Subordonner une ascension, déceler le plus petit cumulus en formation qui aspire tout ce qui se passe sous lui, jouer à cache-cache avec tous les points de relief susceptibles de rendre le variomètre souriant, sentir le temps — pas toujours les plus beaux — qui favorisent l'activité thermique de l'air, autant de choses qu'il faut posséder pour pratiquer valablement ce sport. Et qui ne s'apprennent pas seulement dans le manuel remis à chaque débutant par la fédération, ni même au cours de la vingtaine d'heures de vol (davantage en montagne) requises pour postuler le brevet de pilote — bien que la qualité de l'enseignement ait connu ces dernières années des améliorations sensibles, les bases bien faites étant désormais préférées à celles des matheux, tandis qu'on accorde enfin au bon sens la place qu'il mérite.

« Charlie Yankee, comment ça va ? »

A vrai dire, pas très fort. L'interrogation du terrain, par radio, oblige à constater que, depuis le largage, l'aiguille de l'altimètre refuse obstinément de dépasser les 800 mètres (référence terrain) atteints grâce à l'avion-remorqueur. Pourtant Charlie Yankee continue de réclamer avec insistance les pen-

tes du Peney, s'approchant à chaque passage un peu plus des rochers. Le planeur se confond presque avec son ombre et, pour un peu, on pourrait voir les lézards se dorer au soleil. A cette distance, alors que la vitesse de la machine frise les 100 kilomètres/heure, la moindre fausse d'initiation peut avoir des conséquences fatales. Quoi qu'en disent certains fanatiques, le vol à voile présente des dangers — moins, toutefois, en plaine qu'en montagne — et les statistiques d'accidents le prouvent, tout en faisant fréquemment apparaître la responsabilité des pilotes. La prudence figure donc au rang des qualités primordiales du vélivole.

Comme la perspicacité, qui finit bien par payer. A deux pas des rochers, à la verticale d'une minuscule vallée, Charlie Yankee se soudain pris de frémir. Dans un long tremblement, il se cabre, et son nez bascule enfin vers le ciel. C'est l'ascension, une de ces fausses « pompes » qui le fait aussitôt monter à 300 mètres par seconde. Pour n'en pas perdre le moindre souffle, il faut aussitôt, afin de rester au milieu du bouillonnement thermique, mettre le planeur en virage et entamer une spirale vertigineuse. A raison d'un tour d'horizon toutes les vingt secondes, ballotté en même temps par des courants irréguliers qui viennent battre l'immense volure, le néophyte découvre que le vol à voile n'est pas un sport de tout repos. Pour voler, le planeur doit évoluer dans les turbulences, n'en déplaçant au pilote, que seul un mince cousin de mousse saisi des courbes vives de l'appareil. Certains vols

d'initiation ne se terminent pas sans quelques désagréments, bien vite oubliés lorsque l'élève entre véritablement dans le vif de la formation.

Quelles satisfactions attendent celui qui persévère ! Comme en cet après-midi où le soleil, enfin revenu après bien des jours de pluie, dans un ciel sans la moindre brume, une bonne altitude — 1300 mètres — enfin atteinte, la promenade peut commencer. Quel ravissement ! Le Peney enfin dépassé, le cap du Nivolet et de son immense croix métallique franchi, soudain, juste devant, apparaissent Aix-les-Bains et le lac du Bourget, qui brille comme un miroir bleuâtre dans sa chaise rocheuse. Cap au nord. Tandis que le mont Blanc apparaît sur la droite dans une éblouissante blancheur, les pentes du mont Revard se révèlent à leur tour riches en énergie ascensionnelle, permettant à Charlie Yankee de compenser largement l'altitude qu'il a nécessairement tendance à perdre pour assurer sa vitesse.

## Lübeck-Biarritz

Une ivresse fugace saisit parfois le pilote, les premières fois où il se retrouve entre ciel et terre, affranchi des entraves qui tiennent l'homme à son sol, conquérant d'un royaume illimité de villages et de vallées. Mais de silence, point. Le silence des grands espaces n'existe pas à bord d'un planeur battu par le vent du vol qui fait chanter sa mince carapace de plastique. Un chuintement d'ailerons rassurant à l'oreille et qui donne vie à un univers minéral. Le voyage va désormais se présenter comme un jeu de saute-

rochers. De croupe en falaise, de pente en sommet, le planeur entrecroise ses lignes droites de quelques spirales qui lui permettent à chaque fois de faire le plein d'énergie. On peut d'ailleurs aussi monter très haut, quelques dizaines de kilomètres, dans l'insigne de diamant qui ne sanctionne d'ailleurs pas seulement un gain d'altitude de 5 000 mètres, mais aussi des parcours de 500 kilomètres sur trajet libre et de 300 kilomètres en circuit fermé. Car, contrairement à une idée répandue, avec un planeur, on peut aller très loin. Deux pilotes européens ont même dépassé le cap des 1 000 kilomètres, et le recordman du monde de distance, un Allemand de l'Ouest, a rallié d'un coup d'aile Lübeck à Biarritz (1400 kilomètres en ligne droite).

Plus modestement, le vol d'aujourd'hui aura son terme à Annecy. L'heure qui avance et une aérologie très moyenne n'incitent pas à aller plus loin. Après un long virage sur le Semnoz, Charlie Yankee reprend donc la route inverse, entrecroisant encore son voyage de retour de quelques « poses-énergie » dans les reliefs.

L'atterrissage à Challes a lieu sans difficulté. Des membres du club se précipitent pour pousser le planeur, à peine au sol, vers le hangar. En dépit des apparences, de l'image du pilote vu sous sa bulle de plastique, le vol à voile n'est pas tout à fait un sport solitaire. Il est même très proche du sport collectif tant au sol l'entraide apparaît nécessaire. Là le planeur ressemble à l'Albatros de Baudelaire, « gauchre et veule », incapable de se mouvoir tant que quelques paires

de bras ne le poussent pas, qu'il s'agisse de le sortir du hangar, de l'y rentrer, de le mettre en piste, ou d'aller le rechercher dans quelque campagne — « aux vaches », dit-on — où il aura dû se poser. Cette discipline collective bien comprise crée entre vélivoles une solidarité, une communauté étroitement soudée.

Autre qualité essentielle : la patience. Le vol à voile est d'abord une longue espérance. Non seulement les courants aériens se dérobent parfois, transformant en Hasco lamentable l'espoir d'un beau vol, non seulement les pièges de l'aérologie guettent à tout moment l'amateur distrait, mais les ressources de la météorologie se liguent parfois pour interdire pendant des jours, et même des semaines, de mettre le nez d'un planeur hors de son hangar. Là encore, la chaude amitié qui anime l'équipe permet de compenser cette frustration. L'espoir d'un futur beau vol fait le reste, avec la nécessité plus immédiate d'aider à entretenir et à réparer le matériel.

Car le vol à voile est un sport qui compte avant tout sur lui-même. Révisions et interventions sur les cellules dans des ateliers spécialisés coûtent cher. Aussi le maximum est-il fait bénévolement sur place par les membres du club, seul moyen de contenir les coûts de gestion dans des limites raisonnables et de conserver au planeur son caractère relativement démocratique. Voilà pourquoi, à l'ombre des hangars, quels que soient ses origines, sa profession, son « standing », un vélivole digne de ce nom n'hésitera jamais à jouer au « royal cambouis ».

## EN SAVOIR PLUS

● **OU PRATIQUER ?**

Il existe en France cent dix clubs, groupant neuf mille deux cent cinquante et un licenciés, affiliés à la Fédération française de vol à voile (F.F.V.V.) qui vous en fournira la liste sur simple demande (F.F.V.V., 28, rue de Sévres, 75006 Paris). Attention : certains d'entre eux ne fonctionnent pas toute l'année.

● **QUI PEUT PRATIQUER ?**

Tout le monde, à partir de l'âge de 15 ans. Une simple visite médicale auprès d'un médecin agréé pour la médecine aéronautique permet de contrôler, entre autres, les fonctions cardiaques et l'acuité visuelle (lunettes ou verres de contact autorisés).

Il n'est, d'autre part, pas nécessaire de posséder un bagage intellectuel particulier ni de posséder des aptitudes particulières en mathématiques.

● **A QUEL PRIX ?**

Il est difficile à définir. Le prix de l'heure de vol varie d'un club à un autre (la moyenne se situe autour de 40 F). Le prix du remorqueur varie, lui, en fonction de sa durée (compter 5 à 8 francs la minute). Bien entendu, un remorqueur peut prélever à un vol d'une demi-heure comme à une équipée de plusieurs heures, et son impact sur le prix de l'heure de vol s'en ressent différemment.

Pour une saison de vol (à peu près cinquante heures ou soixante vols), inscriptions et assurances comprises, il faut compter 2 500 à 5 000 francs.

Attention : les tarifs pratiqués par un club sont parfois révélateurs de l'importance et de la qualité de son parc.

● **POUR LES JEUNES.**

Les vélivoles âgés de 17 à 25 ans peuvent bénéficier de une à sept

bourses de 400 francs attribuées pour chaque série de vingt vols réalisés. Renseignements auprès des clubs ou à la F.F.V.V.

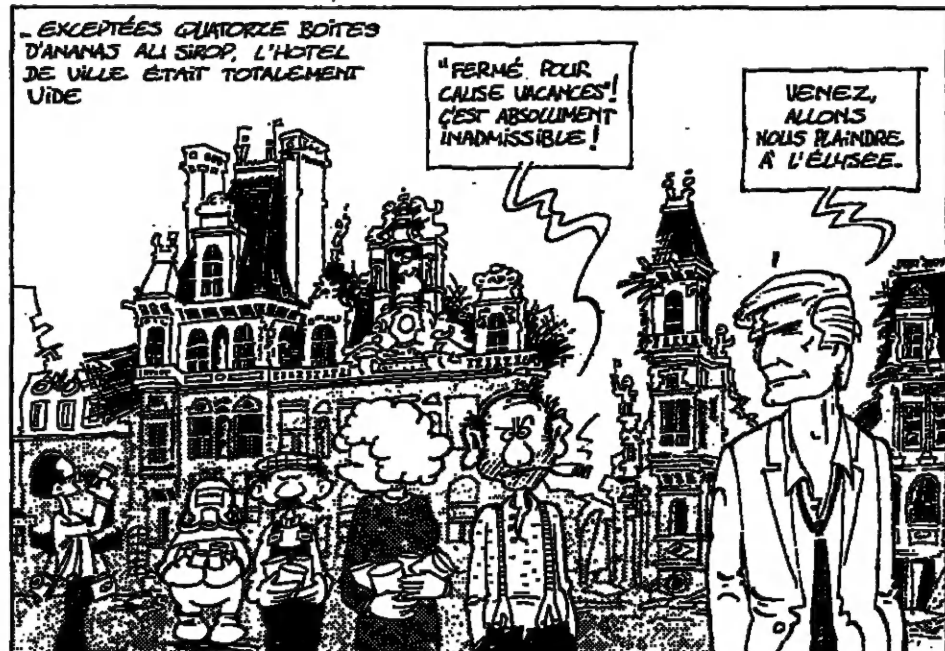
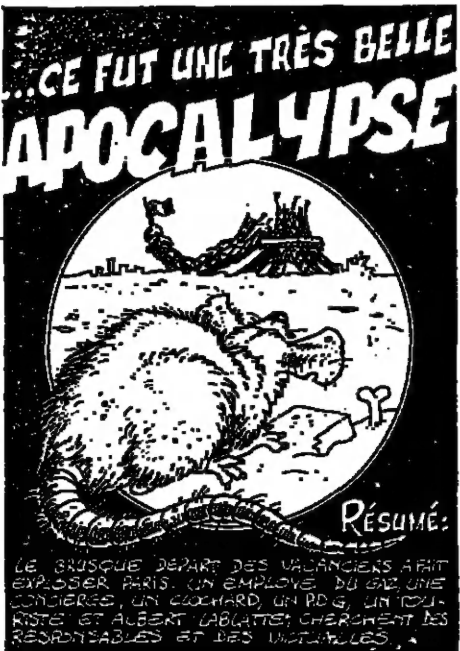
Des camps aéronautiques sont, par ailleurs, organisés chaque année par une trentaine d'aéroclubs. Il en coûte 2 600 francs pour cinq semaines (hébergement, nourriture et soixante vols compris). Pour les brevétés, il existe des stages de perfectionnement de quatre semaines (2 800 francs). Trois bourses supplémentaires de 400 francs chacune peuvent être attribuées au stagiaire.

Il existe aussi à Baynes (Yvelines), un Centre de Jeunesse ouvert de mars à octobre, qui permet, pour un forfait de 2 100 à 2 300 francs, de voler toute une saison sans limitation. Le centre organise aussi, durant l'été, des stages de trois à quatre semaines aux mêmes conditions (plus hébergement et nourriture).

● **LE BREVET DE PILOTE.**

Il se passe, en plaine, aux alentours de vingt heures de vol — après dix vols en solo — et vers trente et trente-cinq heures en montagne. Les épreuves consistent en un test de pilotage et un examen théorique auquel préparent deux brochures fournies par la F.F.V.V. (40 francs). Pour s'éloigner du terrain, le vélivole doit disposer d'une autorisation de vol en campagne. Pour emmener des passagers, il faut une autre autorisation.

Les cracks peuvent ensuite viser l'insigne d'argent (distance de 50 kilomètres, un vol de cinq heures, gain d'altitude de 1 000 mètres), l'insigne d'or (300 kilomètres en ligne droite ou en circuit, gain d'altitude de 3 000 mètres) ou l'insigne de diamant (500 kilomètres en circuit fermé, 500 kilomètres en ligne, gain d'altitude de 5 000 mètres).



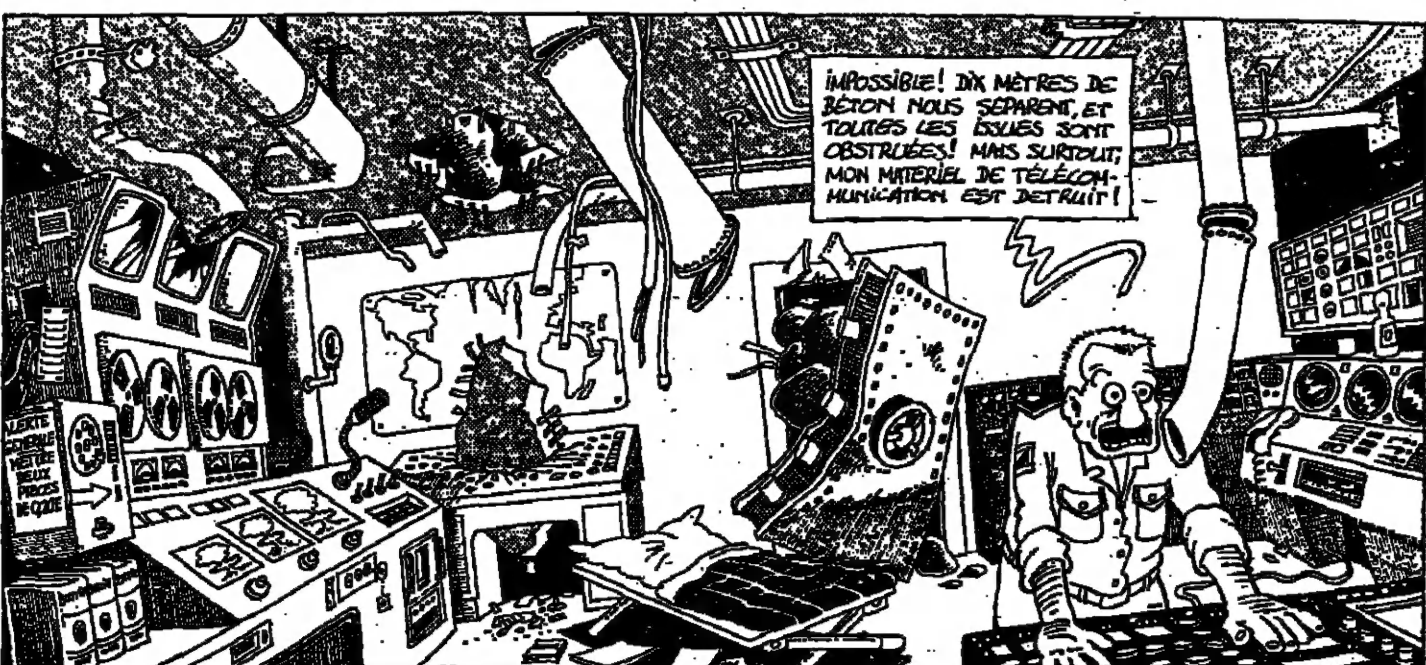
**FINLANDE**  
le pays  
des 60.000 lacs  
et de la Laponie légendaire

LOCATION DE CHALET  
8 jours Paris-Paris  
à partir de 1740 F

CIRCUITS  
8 jours à partir de 4290 F

Renseignements :  
Votre Agent de Voyages ou **FINNAIR**  
11, rue Auber 75009 Paris

Documentaion gratuite





LANGAGE

# L'ascenseur et l'escalier

JACQUES CELLARD

DES lecteurs espérantistes se sont émus de lire ici, à propos de l'anglais langue auxiliaire internationale, que si l'espéranto ne présentait pas les inconvénients majeurs de l'anglais (superposition d'une langue maternelle pour les uns, et d'une langue pour les autres, tendance à l'hégémonie, déposition culturelle...), il avait sur lui le désavantage majeur de ne pas fonctionner.

Même avec des guillemets, la formule n'était pas heureuse. L'espéranto fonctionne comme langue auxiliaire entre espérantistes, évidemment. Ceux-ci sont assez nombreux dans le monde pour que des livres, des revues, paraissent et soient lus en espéranto ; pour qu'on puisse tenir en espéranto des congrès internationaux importants, d'espérantistes toujours. Même si l'on tient compte de ce que ces congrès de l'Universala Esperanto Asocio, par exemple, réunissent des hommes et des femmes de

une terminologie espéranto aussi fonctionnelle.

Que l'espéranto progresse, qui en doute ? Qu'il soit la seule langue artificielle qui ait des chances non négligeables de s'imposer comme langue plus ou moins mondiale, même si c'est à long terme, cela non plus n'est guère douteux.

Mais tandis que l'espéranto gravit marche à l'escalier qui mènera peut-être, un jour, à la réalisation du vieux rêve de Desportes et de Leibniz (nous écrit M. Beau, normalien et agrégé d'anglais), l'anglais, lui, a pris l'ascenseur.

C'est en ce sens que l'on peut dire que l'espéranto ne « fonctionne pas ». On déclare aujourd'hui en France, un peu vite et trop péremptoirement, que l'hypothèse d'une compétition entre le français et l'anglais est dépassée, que la question est tranchée, et que plus tôt nous prendrons acte de la victoire de l'anglais, mieux nous nous en trouverons.

Est-ce encore plus vrai de la compétition entre l'espéranto et l'anglais ? Oui et non, dirait un politique. Oui, parce que la plus vivante des langues artificielles (l'espéranto, jusqu'à plus ample informé) reste grevée d'un handicap majeur en face de l'importance que la langue naturelle.

Celles-ci recrutent, si l'on peut dire, automatiquement et par le seul jeu des naissances. On ne « choisit » pas d'augmenter le nombre, et, par conséquent, le poids et la puissance, des francophones ou des hispanophones, etc. Les nouveaux-nés le font pour nous, alors que la communauté espérantophone ne peut

survivre (c'est chose faite) et croître en nombre qu'en recrutant des adultes, un par un, au prix d'un prosélytisme de chaque jour.

D'où une différence essentielle. On peut très bien être francophone, de naissance, et Français par-dessus le marché, et se désintéresser radicalement des destins du français dans le monde. Votre, être francophone et tout à fait opposé à tout prosélytisme du français ; et ce qui est vrai pour celui-ci l'est, toutes choses égales d'ailleurs, de l'anglais, de l'espagnol, etc.

Au contraire, on ne peut pas se représenter un espérantophone qui ne soit, en même temps, « espérantiste », et missionnaire. Nous avons bien, en France comme en d'autres pays, des missionnaires de l'anglais, très actifs et, à l'occasion, insolents comme le sont toujours les fourriers des colonisateurs. Mais nous avons aussi, et on veut l'espérer en beaucoup plus grand nombre, des indifférents, des résignés, et même des mécontents, des anglophones par force. Les espérantistes ne connaissent pas ces déchirements : ils ont fait un choix et veulent le faire partager.

A défaut d'être plus efficace, c'est au moins plus moral. Hélas, que peut la morale dans l'histoire, aujourd'hui plus que jamais ? Qu'on la nomme messianisme, fantasme, idéalisme ou naïveté, cette confiance des espérantistes dans les destinées de l'espéranto est en tout cas « ce qui fait la différence », et ce qui pourrait faire triompher David de Goliath. Et puis, notre monde est aujourd'hui si pauvre en sentiments respectables que celui-ci mérite de nous retenir.

SCIENCES

# Le chercheur et son moi

PAUL CARO

UNE des branches de la littérature qui se développe le plus vite actuellement est celle de la « littérature » scientifique. Par là, j ne fais pas entendre les tentatives scientifiques écrites pour le grand public, sous forme de livres ou d'articles de revues de vulgarisation, mais la masse d'articles qui sont publiés dans les nombreuses revues spécialisées. Le terme « littérature » est d'ailleurs consacré par le jargon professionnel du monde savant. C'est que le papier imprimé est l'aboutissement ultime des efforts du chercheur, le produit fini du travail de laboratoire, et cette production emplit des bibliothèques entières.

Le rôle des « publications » dans les carrières de la recherche est capital, c'est théoriquement par leur nombre et leur qualité que se mesure la production scientifique. Des systèmes d'évaluation complexes ont été mis en place ; par exemple, le célèbre *Science Citation Index* qui relève systématiquement les citations que font les auteurs des articles antérieurs. Cela permet de juger a posteriori l'impact réel d'une publication : un travail souvent cité peut être considéré comme très bon, comme une référence, c'est-à-dire qu'il a de l'influence, qu'il ouvre une voie, qu'il laisse une empreinte. Il peut arriver aussi d'ailleurs qu'un très mauvais article fasse un très bon score, parce que tout le monde essaye de le mettre en pièces. Le pire, comme en toutes choses, étant, bien entendu, l'indifférence.

Car il importe d'être connu. En effet, l'analyse détaillée des articles révèle la structure réelle du système scientifique. C'est ce qu'a tenté Bruno Latour et Paolo Fabbri dans un article de février 1977 paru dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, la revue de Pierre Bourdieu (1). Cet article est intitulé « La rhétorique de la science, pouvoir et devoir dans un article de science exacte ». La publication choisie pour l'analyse est une note parue en 1962 dans les *Comptes rendus de l'Académie des sciences* (2). Donc, un article de cinq pages en français. Le pag dans cette analyse est que les auteurs ont eu la main particulièrement heureuse puisque le signataire principal de la note n'est autre que le professeur Roger Guillemin, qui devait recevoir le prix Nobel à l'automne 1977, justement pour les travaux décrits en partie dans cette note.

## Crédit

L'analyse que fait un sociologue d'un article scientifique n'est naturellement pas celle que ferait un scientifique. Il y voit d'abord, immédiatement, apparaître les réseaux de pouvoirs et les stratégies de conflits, ne serait-ce que par l'ordre des signataires, les remerciements éventuels (pour les supports financiers), le choix de la revue, etc. Il ensuite consulte le système de références dont est bardé tout article de sciences exactes, car, constamment, à l'appui d'une affirmation, ou de son contraire, les auteurs citent des articles antérieurs parus dans la « littérature ». Les articles cités forment, d'une part, un système qui étaye les affirmations contenues dans l'article, d'autre part, les articles cités représentent un état de connaissance antérieur à démolir. Très souvent, les articles scientifiques sont ainsi des communications de combat, et leurs auteurs apparaissent engagés dans un conflit.

Pourquoi un conflit ? Et bien, parce que les chercheurs ont besoin d'affirmer leur autorité et qu'ils sont en concurrence avec d'autres pour le prestige de la découverte. L'article scientifique est le terrain sur lequel se joue la bataille pour la crédibilité : l'enjeu est l'accumulation d'autorité qui conduit à la reconnaissance, par là au prestige, par conséquent au pouvoir. Le problème essentiel du chercheur est d'obtenir de ses pairs la reconnaissance de la qualité de ses travaux. C'est dans le champ clos de la « littérature » internationale que cela se joue. Il y a aussi d'autres mesures relativement

objectives du succès, ce sont, par exemple, les invitations aux conférences internationales, les propositions de présidence de réunions, les articles sollicités, les prix, etc., et surtout, dans le monde français, la promotion dans la hiérarchie.

L'article de Roger Guillemin de 1962 est un exemple-type parce que justement il cherche, pathétiquement, à convaincre. Il cherche à convaincre qu'il a isolé une fraction d'un extrait hypothalamique qui contient une substance baptisée T.R.F., qui serait une hormone, une hormone donc secrétée par le cerveau, qui, avec quelques intermédiaires, contrôle finalement le fonctionnement de la glande thyroïde. Si l'auteur réussit, il en tirera le prestige de l'autorité et bien plus : « L'opération de découverte ou découverte dans l'âme des pairs la reconnaissance. Autrement dit, l'auteur ne reçoit de crédit. Ce crédit n'est qu'un statut qui permet de convertir la citation en position et fonds de recherche... » (3).

Un article scientifique n'est donc pas toujours un discours neutre, technique, objectif. Il peut être aussi un discours passionnel. Reflet de la passion de la recherche à coup sûr, parce qu'elle est d'abord nécessaire, mais aussi rage d'être écouté, compris et apprécié. C'est en plus de donner les moyens matériels de progresser, puisque les conditions financières ou personnelles pour assurer la poursuite des travaux dépendent de la qualité de la réception faite aux textes écrits par la communauté scientifique internationale.

En 1962, Roger Guillemin est loin d'avoir convaincu. Depuis sept ans déjà il cherche à démontrer la validité de l'hypothèse avancée par l'Anglais Harris : la production d'hormones par le cerveau, organe de la pensée, ainsi ravivé, selon les destructeurs nombreux, et puissants d'Harris, au rang d'une grande vulgarité. Il ne réussira que sept ans plus tard, en 1969 (3), et en 1977 il montera sur le podium de Stockholm aux côtés de son ancien collaborateur et rival Andrew V. Schally. Leur long combat restera l'une des sagas de la science du XX<sup>e</sup> siècle.

Guillemin a réussi au prix d'efforts incessants, dans la passion, avec l'aide d'une volonté de fer, fixe, comme celle de Schally, sur un seul but, et aussi parce que le système académique lui a donné ses chances assez longtemps pour lui permettre de survivre en outsider marginal à la traversée du désert. Cela démontre que le succès dans la recherche dépend de la qualité des hommes qui la font. La productivité scientifique repose d'abord sur la personnalité des chercheurs. Leurs « conditions de travail » ne sont pas seulement matérielles, mais morales. C'est ce que l'analyse sociologique de la « littérature » démontre, l'expérience quotidienne de la pratique de la recherche aussi.

C'est malheureusement ce que nos faiseurs de réforme, qui s'attachent seulement aux structures, semblent ignorer. La sensibilité du chercheur à l'opinion que l'on a de lui et de ses travaux est un fait expérimental qui devrait être sérieusement pris en compte. Au contraire on fait tout pour heurter cette sensibilité en imposant par exemple jusqu'à un âge avancé des examens de passage traumatisants pour l'ego et qui induisent des comportements serviles à l'égard des personnalités puissantes, véritable incitation au conformisme comme l'a souligné Guillemin dans une interview retentissante (4), situation encore aggravée, pense-t-il, par le fait qu'en France, contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, le pouvoir dans la science et la compétence scientifique ne vont pas forcément de pair.

(1) B. Latour et P. Fabbri, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 13, février 1977, page 81.  
(2) R. Guillemin et collaborateurs, *Comptes rendus Académie des sciences*, Paris T. 264, page 1013 (1962).  
(3) R. Guillemin et collaborateurs, *Comptes rendus Académie des sciences*, Paris T. 269 D, page 1870 (1969).  
(4) *Le Monde*, 10 décembre 1977.

QUATRIEME EPISODE

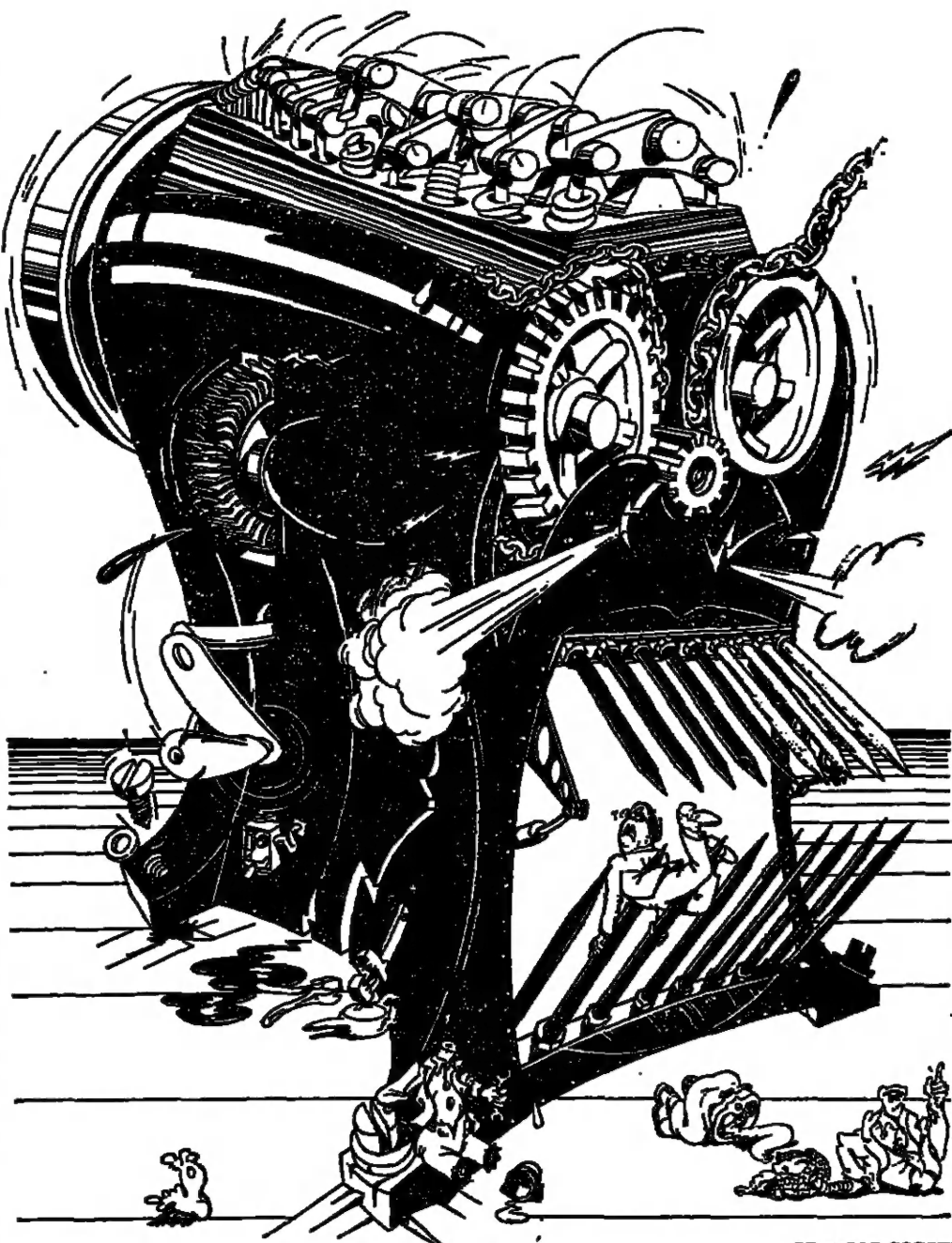




UNE NOUVELLE INÉDITE

# Les herses

par Yak Rivais



PHILIPPE COUSIN

A Kafka. L'appareil se détraquait complètement ; son tranquille fonctionnement n'avait été qu'une simple illusion ; les revêtements se disloquaient ; l'immense roue latérale sifflait, et les pompes rugissaient.

L'ATLANTIDE trônait, pourtant, bleue, rouge, 100 mètres de long, 40 de large, 25 de haut, comme une cathédrale dans l'usine. Sous la banderole et les drapeaux, devant les ouvriers massés, la petite escorte officielle ne s'était rendu compte de rien. On jouait l'hymne national. L'ingénieur, soucieux, avait fait le tour de la machine énorme, dressé la pour voir tel piston, accourpi plus loin pour observer l'axe de bascule central. Sur son ordre, des mécaniciens munis de longues barettes d'huile, s'aventuraient entre les pistons et les bielles, parmi les frottes de vérins. La fanfare, qui ne s'arrêtait plus, s'arrêta. Les invités se regardaient entre eux avec perplexité, lorsque des jets de vapeur fusèrent sous la carcasse, dispersant les graisseurs échaudés. L'ingénieur tentait de les retenir. Il désignait une partie haute de la machine, où les mille deux cents bêtes du contre-batteur étaient mises en branle ; elles produisaient un grondement soutenu et métallique, comparable au passage d'un train de marchandises. Les chaînes triples de transmission, 60 tonnes de charge de rupture, venaient de se tendre avec vigueur. Le colonel s'approcha, dut crier pour se faire entendre : « Se passe-t-il quelque chose d'anormal ? » « Tout va bien ! », cria le directeur.

Mais les presses entraient en action ; les lourds pilons retentissaient comme autant de pas d'un pachyderme invraisemblable, et faisaient trembler toute l'usine. La machine basculait bord sur bord ; la tension ne cessait d'augmenter. Une chaîne céda avec une détonation d'obusier. Les parties soudain libérées sautèrent en l'air comme deux serpents sifflants, et vinrent frapper l'arrière des presses et les pales du rotor. Il y eut un craquement sinistre le long de la paroi des turbines, et les plaques volèrent à 15 mètres.

Les invités reculèrent avec un cri. Le colonel et son ordonnance arrêtèrent l'ingénieur, qui revenait ; l'homme était pâle, le regard fixe derrière d'épaisses lunettes. « Je m'en doutais », murmura-t-il. « Je m'en doutais ! » « Que se passe-t-il ? », cria le colonel. Déjà, la seconde chaîne céda ; la partie libérée vint enfoncer le faisceau de vis élévatoires, et les engrenages s'emballèrent. Une roue dentée s'écarta dans la colonne directionnelle et monta jusqu'à un bouton qu'elle n'arrivait pas à franchir, entraînant la chaîne libre dans un balayage dangereux de l'air frontal. L'ingénieur, éperdu, adressa de grands gestes au pilote, juché sur le toit de la machine, dans une étroite cabine en plexiglas. Des deux bras alternativement écartés, puis croisés, il lui indiquait l'ordre de tout couper, et l'on voyait le pilote manier docilement les curseurs des consoles. Toutefois, quelque force devait contraindre ses projets, car il s'arrêta tout à coup, se pencha vers l'avant, et l'on vit à son violent effort, pesait la tête par le lucarne en lançant des cris, inaudibles.

Une troisième chaîne explosa : des millions de débris fusaient l'espace comme des éclats d'obus, atteignant la foule. Plusieurs personnes avaient été touchées ; le directeur s'efforçait de ramener le calme parmi ceux qui faisaient retraite en désordre. « Arrêtez cela ! », cria le colonel en relevant l'ingénieur par le bras. Un batteur venait de s'effondrer, libéré par la troisième chaîne, de sorte que le contre-batteur, ayant été soulevé avec fureur, avait percuté la cabine de pilotage ; pulvérisant le plexiglas, il eut inimmuablement décapité le pilote si celui-ci n'avait eu le réflexe de se réfugier sur le réservoir trépidant de la chute du premier batteur. Incapable d'y tenir debout à cause du tanguage formidable, il venait de se mettre à quatre pattes. « Faites quelque chose ! », cria le colonel. « Coupez le courant ! » « C'est fait », riposta l'ingénieur. « Mais... », cria le colonel, déconcerté.

UN cordon d'ouvriers maintenant les curieux à distance, près des sas d'évacuation. La banderole et les drapeaux gisaient, piteux, sur le sol. D'autres chaînes cédaient, en chapelet : les extrémités foudroyaient le dos et les flancs de l'Atlantide comme un gigantesque flagellant. Le pilote, cramponné à une vane, décrivait à haut des déplacements longs de vingt-cinq mètres, qui menaçaient de le jeter dans le vide à chaque renversement ; les presses géantes martelaient la base de l'édifice et faisaient vibrer le béton sous les pieds : Baoum ! Baoum ! Baoum ! L'ingénieur courut vers les grues. « Comment arrête-t-on cette machine ? » cria le colonel au directeur. Mais le tintamarre était si grand qu'il ne parvenait pas à se faire entendre. Il écri-

vit donc la question sur une brochure publicitaire. « Il faudrait grimper sur la carcasse ! », cria le directeur. Il n'avait pas envie de répondre, mais il écrivit, à son tour : « Les interrupteurs sont sur la plate-forme frontale, sous les herses : il n'y a pas lieu de s'inquiéter. »

L'ingénieur, de retour à reculons, dirigeait la manœuvre de deux grues sur des rails, à droite et à gauche de l'usine. Dans chaque benne suspendue, un ouvrier avait courageusement pris place. Une voix retentit brusquement amplifiée, qui fit sursauter le colonel : c'était celle de son ordonnance munie d'un mégaphone d'emprunt. L'appareil était en batterie. Le colonel le reçut avec satisfaction : « Comment accède-t-on à cette plate-forme ? Parlez ! » Les chaînes battaient la carcasse autour du pilote atterri. Déjà, l'ordonnance d'un colonel était sa venue d'officier. Le directeur, haussant les épaules avec indifférence, fêcha l'itinéraire sur une photographie de la machine. Un chef d'équipe était venu aux ordres, et le colonel lui présenta, par gestes et sur le plan, quelle périlleuse ascension vers la plate-forme il attendait de lui. L'homme hésitait, cherchant l'approbation du directeur, qui renifla, ironique : « Peu importe ! Maintenant les contraventions sont grillées ! » L'homme et l'ordonnance s'élançèrent.

L'Atlantide tanguait. Les deux hommes, profitant de l'abaissement à gauche, avaient bondi sur la petite échelle métallique. La machine remonta : les deux hommes, enlevés irrésistiblement, s'élevèrent brusquement à 6 mètres. Puis, la machine basculant de nouveau bord sur bord, ils revinrent au ras du sol, presque à le toucher, remontèrent. Ils disparurent par un escalier en spirale derrière le seuil d'orgue des pistons. Ils reparurent bientôt sur une passerelle étroite à plus de 15 mètres de hauteur. La grande roue emballée, qui n'avait cessé de tourner en fouettant le sol d'une longue queue de courroies rompues entortillées, les masquait et les découvrait rapidement. Les deux hommes entrèrent dans les hautes. Des silhouettes profondes apparaissent dans les flancs rebondis de l'Atlantide ; l'acier, saisi par les coups de chaînes, craquait en lézards sifflants d'où s'échappaient des nuées de vapeur brûlante comme l'haleine d'un dragon. Les deux grues s'élevaient rapprochées. Celle de droite pivota soudain, laissa descendre sa benne au-dessus des barres de coupe, dans les entrailles de grilles tordues. Son passager bondit audacieusement sur la passerelle frontale, derrière le réseau de roues dentées.

La machine eut un halètement. La benne, soudain libérée par l'éclatement d'une broche, parcourut la longueur du dos enroulé en partant de l'arrière vers l'avant ; elle percuta la grue à la vitesse d'une bombe, et la fit vaciller sous le choc. Des crochets avaient été fauchés ; d'autres, tordus. La haute grue, emportée par le poids de la potence, pivotait lentement vers l'avant en craquant ; les derniers crochets cédaient : la grue s'abaissait sur la machine, avec un fracas de chaînes centennaires, parmi de hautes gerbes d'étincelles. En même temps, derrière le pilote effaré, la parole blindée du cylindre de compression des gaz, martelée toujours aux mêmes points par les chaînes, venait de crever, avec

une explosion terrible, qui dépassait tous les débordements auxquels s'était frénétiquement livrés la bête étonnante jusqu'ici. La plaque arrachée, soufflée, fut expédiée verticalement en l'air, éventa la verrière de l'usine. Des poutrelles tordues ou rompues par le choc, les lourdes dalles de verre dégringolèrent sur la machine et sur les ouvriers au sol, qui s'éparpillèrent en panique.

Il y avait de nombreux blessés. Le feu avait jailli de la plate-béante comme une bourrasque, et le pilote en flammes avait été lancé 30 mètres au loin sur une poutrelle du toit, comme un croquet ; il y restait planté, recroquevillé, échevant de carboniser. La panique était à son comble. La machine grondait ; sa gueule s'ouvrait, comme un colossal écart de rire : la herse aux longues balançoires effilées se releva lentement en garde haute, et s'immobilisa. La seconde herse était invisible.

L'ouvrier descendu de la benne reparut. Brusquement, l'ingénieur s'empara du mégaphone pour lancer un avertissement : « Attention ! »

L'ouvrier alerté se retourna, mais la seconde herse partit, piqua en avant, horizontale, traversant le corps de l'homme au niveau du ventre et du buste. Six longues aiguilles étaient ressorties d'un directeur, les reins et les omoplates. Le sang gicla. L'ordonnance et le chef d'équipe accédèrent à la plate-forme ; ils reculèrent précipitamment, tandis que la herse verticale tombait à son tour comme un harpon, mordant l'officier à la hanche, et manquant de peu le chef d'équipe. Ce dernier, rejeté en arrière, n'avait pas vu venir le ressort monumental libéré par l'écrabouillement de la carcasse à coups de bielles ; le ressort le bouscula dans le dos avec une puissance inouïe, arracha le buste et l'écrasa contre une tubulure aussitôt. Les jambes étaient restées ridiculement debout, coincées à un barreau d'échelle. Le sang pissait de la bouillie rouge du bassin. Le ressort acheva son va-et-vient avec des lambeaux de chair et de vêtements comme une bannière macabre. La seconde herse refusa, chargée du corps de l'ouvrier, qui s'élevait encore convulsivement. La première herse, relevée, gicla hors de la hanche de

l'officier, sans doute pour un meilleur élan. L'officier se traîna, péniblement sur le côté, momentanément hors d'attente. La première herse tomba sur le corps du chef d'équipe, par le crâne et par les épaules, ressortit sous le bas-ventre. Les deux herse, emmêlées, s'élevèrent simultanément, sans à-coups.

Hérouquement alors, l'officier blessé se redressa, bondit à cloche-pied aux brochettes d'interrupteurs, et coupa les circuits. Une décharge violente fit trembler la vaste carcasse ; les presses firent explosion. « Bravo ! » hurla le colonel enthousiasmé par cette action d'éclat.

FRACTURES, chutes ! La grande roue déchaussée sauta dans l'usine jusqu'au mur qu'elle détona, avant de s'abattre, enfin rompue, en tournoyant en 8 sur elle-même. La machine parut s'apaiser ; le bruit, même, diminua. « Elle s'arrête ! », triompha le colonel. « Elle souffre... », corrigea l'ingénieur. Brûlé aux mains par des crachats de vapeur, il souffrait, mais restait stoïquement à son poste. « A-t-elle donc été programmée pour assassiner ceux qui la servent ? » protesta le colonel. « Qui vous dit qu'elle est programmée ? » lança le directeur. « Mais, s'écria le colonel, êtes-vous aveugle ? »

Les culbuteurs s'étaient enrayés, et l'un d'eux, pesamment effondré sur la jambe de l'ordonnance, maintenait le héros cloué à la plate-forme. « Elle s'en prend à ceux qui veulent entraver son développement ! » cria le directeur. Et son fonctionnement ? » « Son fonctionnement ! » permit le colonel. « Parfaitement », cria le directeur. Et je l'approuve. »

Déjà, la machine bourdonnait. On eût pu espérer qu'elle s'autodétruirait elle-même par un peu de sa superbe ; mais il semblait plutôt que chaque dégradation nouvelle renforçait son autonomie et multipliait sa puissance. A tout instant, la bête renouait peut-être à sa posture tapie, pour se mettre à marcher !

« Elle repart ! » cria le colonel. N'y a-t-il aucun moyen de la mettre hors d'état de nuire ? » « Certes, admit l'ingénieur, mais... » « Non ! » bracha le directeur, que le colonel exaspérait.

Fichez-vous la paix ! » « Mettez-vous d'accord », cria le colonel à son tour. L'un répond que oui, l'autre que non ! Mettez-vous d'accord ! » Il était furieux, lui aussi. La herse s'abaissait de nouveau, de sorte que la verticale put repousser le cadavre hors de l'horizontale. Il tomba. Il resta juché sur une bielle qui fonctionnait encore avec lenteur et de travers dix mètres plus bas, et qui le promenait sottement comme un enfant sur un cheval à bascule cassé. La herse pivota obliquement.

« Elle sait ce qu'elle fait ! » approuva l'ingénieur. Il parlait de la machine comme d'un être doué de raison. Le colonel comprit : la herse évaluait l'angle d'inclinaison pour atteindre l'officier blessé. Faisant face aux deux hommes, il surprit le regard dur du directeur à son subordonné. Il exigea : « Si l'y a moyen d'empêcher ce meurtre, je vous somme de me le faire savoir ! » L'ingénieur était embarrasé. Quelques ouvriers s'étaient approchés, fascinés par l'horrible spectacle. La fourche s'abaissait, mais, à cause du culbuteur coincé, elle ne contactait que le genou de sa proie. Elle se releva lentement. Le bruit redevenait intolérable. « Elle n'avait pas prévu l'obstacle ! » s'écria le directeur avec admiration. Elle va resserrer l'angle ! » « Arrêtez cette machine ! » vociféra le colonel. Pendant toute la tenue, il avait saisi le directeur au collet : « Mettez-la en panne ! » hurlait-il.

Dix aiguilles piquèrent la jambe de l'ordonnance, depuis la cheville jusqu'à la cuisse, et la traversèrent. En même temps, la seconde herse repoussait le culbuteur, et se relevait en cadence. Les herse remontaient, solidaires, et le culbuteur bascula. La jambe était demeurée embrochée. Le corps était soulevé au-dessus de la plate-forme, les jambes ouvertes, la seconde traînait au plancher. Puis les herse s'arrêtaient. Celle qui était libre fit volte-face, retourna ses dards vers l'arrière pour perforer le corps de l'homme de bas en haut par l'entre-jambe. Les hurlements terrifiés de la victime parvenaient à percer le vacarme. « Arrêtez cela ! Entendez-vous ! » s'écriait le colonel en secouant le directeur. Il sanglotait presque. Là-haut, l'officier martyr se débattait tragiquement, tandis que les aiguilles s'approchaient. L'attente était insupportable.

UN mouvement agita soudain la masse indécise des ouvriers : un homme avait jailli avec une énorme pince compante. « Non ! » cria le directeur, que le colonel maintenait embrassé. « Non ! » cria l'ingénieur avec un geste moins convaincu pour s'interposer. Trop tard ! L'homme s'était jeté à plat ventre sous le corps du monstre et tranchait le câble d'alimentation avec une brève précision. A l'instant même, la machine émit un sifflement strident, et la herse s'arrêta. L'engin bascula sur le flanc, dans un ultime effort pour écraser son minuscule vainqueur, mais l'homme, habilité à la machine, venait de rouler sur lui-même, réfugié entre les véris, d'où il sortit indemne dans un surprenant silence revenu.

Il y eut, l'instant de stupeur passé, quelques murmures. Pas d'applaudissements, à part les félicitations émanées du colonel à l'adresse de l'homme courageux ; son cri retentissait étrangement dans le mégaphone : « Bravo ! Bien ! Bien ! » L'héroïque ouvrier restait seul. Ses camarades se détournèrent de lui avec embarras. Deux le congratulèrent mollement, mais lui-même se hâtait de les quitter. « Capitaine ! Vous êtes sauté », cria le colonel dans le mégaphone. « A quel prix ! » grondait le directeur. Il bouillait de colère. Il sortit à grands pas, fendant brutalement la masse des ouvriers. Le colonel, gêné par l'application de sa propre voix, éteignit le mégaphone. On secourait l'ordonnance par la grue. L'ingénieur désigna l'ouvrier qui, musette ramassée, s'en allait, puis ses camarades, silencieux : « Il regrette son geste impulsif. Les autres ne tarderont pas à le lui reprocher. » Il s'avança vers la machine, avec l'appréhension primitive du chasseur qui s'approche du tigre fusillé en redoutant un ultime coup de griffe. Il la toucha, la caressa. Désignant la machine ouvrière qui fléchissait : « Maintenant, ils vont se mettre en grève. »

Il tourna les talons. Les ouvriers s'écartaient pour lui livrer passage, mais des mains échauchaient un mouvement interrogateur derrière lui. Plusieurs délégués, enhardis, le suivirent à distance respectueuse. Des brancardiers emportaient l'officier blessé. Le colonel fit mouvement pour les rejoindre, mais, donnant un coup de pied à la bête avant de prendre sa route : « Saloperie ! » grommelait-il. Saloperie !

Peintre, dessinateur et écrivain, YAK RIVAIS a publié un livre de dessins - *« L'effrayant Péripétie du grand asphyxiant (Belton, 1968) »* - et trois romans : *« L'histoire du général Franco (Gallimard, 1967) »*, *« Les Démoniaques (Belton, 1971) »* et *« Le Condottiere (Belton, 1971) »*. Son dernier livre, *« Les Démoniaques 2 »*, vient d'être publié aux éditions (1979). Il a vain le grand prix de l'Anticommunisme.